

Bruxelles : la négociation agricole bloquée par l'Irlande

LIRE PAGE 29

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

Les dossiers du « Monde »

Page 9

La réduction de la durée du mandat présidentiel

La mort de Sekou Touré

La révolution dévoyée

Avec Sekou Touré, c'est un des derniers pères fondateurs de l'indépendance africaine qui disparaît...

Le geste avait de la grandeur, d'autant plus qu'il émanait d'un homme dont la carrière ne permettait pas de prévoir alors la dramatique évolution...

Déjà par ses tentatives de coopération avec Moscou, Sekou Touré avait entrepris à partir de 1974 un rapprochement avec cette même France...

Une nouvelle étape allait être franchie après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Bien que Sekou Touré n'ait pas mélangé ses critiques au candidat du parti socialiste...

Les fruits de ce réalisme, il allait les cueillir à la conférence des Etats francophones de Vitel, en octobre 1983...

La plus grande inconnue concerne cependant la succession de Sekou Touré à la tête de son pays...

Après plus de vingt-cinq ans de pouvoir absolu la succession du chef de l'Etat guinéen s'annonce difficile

M. Ahmed Sekou Touré, chef de l'Etat guinéen, est mort, à l'âge de soixante-deux ans, lundi 26 mars, à 23 h 30, à l'hôpital de Cleveland (Ohio)...

La vacance à la tête de l'Etat fait entrer la Guinée dans une période d'incertitudes. Le pouvoir sans partage exercé par M. Sekou Touré n'a pas facilité l'émergence d'hommes politiques de premier plan...

L'argent qu'ils font parvenir aux membres de leur famille restés dans leur pays. C'est dans une large mesure au sein de cette diaspora que se trouve l'élite intellectuelle guinéenne.

Le phénomène de la corruption, que le chef de l'Etat dénonçait périodiquement, gangrène de l'économie du pays, constituait aussi l'essence du pouvoir. M. Sekou Touré avait fort bien qu'il ne pouvait aller trop loin dans la remise en cause des privilèges de la bourgeoisie d'Etat...

LAURENT ZECCHINI (Lire la suite page 4.)

L'ONU accuse l'Irak

Le rapport des experts des Nations unies confirme que l'armée de Bagdad a utilisé des armes chimiques contre l'Iran

De notre correspondant

New-York (Nations unies). - Les Nations unies ont désigné, lundi 26 mars, les derniers protocoles qui pouvaient encore subsister sur les violations par l'Irak du protocole international de Genève de 1925...

Le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a décidé la publication immédiate du rapport de ces experts, en déplorant le recours à ces armes chimiques. Mais il n'a pas été jusqu'à mettre en cause spécifiquement l'Irak...

Malgré la répugnance manifestée de l'ONU à prendre parti, qui s'est vérifiée tout au long du conflit, le rapport des quatre experts n'en constitue pas moins une victoire pour les dirigeants de Téhéran...

Ce succès était d'autant plus nécessaire, estiment certains diplomates spécialistes des questions iraniennes, que la dernière offensive militaire lancée ces dernières semaines contre l'Irak, dans la région de Basorah, n'a pas donné les résultats escomptés et apparaît de plus en plus comme un revers...

Les quatre experts indépendants désignés par les Nations unies, le docteur Gustav Anderson (Suède), le colonel Manuel Dominguez (Espagne), le docteur Paul Dunn (Australie) et le colonel Ulrich Imobersteg (Suisse), s'étaient rendus en Iran du 13 au 19 mars dernier. Leur enquête les a conduits dans des régions proches du front (Shatt-e-Ali et Hoor-al-Huwaizeh) où ils ont pu examiner des bombes chimiques, comme dans les centres d'Abwaz et de Téhéran...

(Interim) (Lire la suite page 6.)

Salvador : M. Duarte en tête

Le candidat démocrate-chrétien est bien placé pour le second tour

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - On s'achève vers un second tour de l'élection présidentielle au Salvador. Il n'y aura pas plus tôt dans un mois. M. José Napoleón Duarte, candidat de la démocratie chrétienne, s'est proclamé lui-même vainqueur - avec plus de 45 % des voix - du premier tour qui a eu lieu, le dimanche 25 mars dans des conditions difficiles.

M. Roberto d'Abreu, leader de l'extrême droite, est en revanche resté silencieux lundi. Son parti, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) aurait obtenu un résultat sensiblement égal (30 % des voix) à son score de 1982, lors des élections pour l'Assemblée constituante. Si les résultats officiels et définitifs devaient confirmer ces premières indications, le duel du deuxième tour opposerait donc M. Duarte à M. d'Abreu.

MARCEL MEDERGANG (Lire la suite page 4.)

L'AFFAIRE GENTHIAL

Policiers et magistrats

par JEAN-MARC THEOLLEÏRE

De toutes les mutations qui viennent d'être opérées à la police judiciaire de Paris, pourquoi donc est-ce celle de M. Jacques Genthial qui agite le plus les esprits ?

homme qui avait contribué à apaiser depuis deux ans les relations entre la police et la justice : c'est à dire à respecter les règles du code de procédure pénale dont l'article 38 place la PJ sous la surveillance et le contrôle du parquet général.

Les rapports entre la police et la justice n'ont jamais été faciles. Les réalités du quotidien, la courtoisie

apparente des relations officielles dissimulent souvent des amertumes, des états d'âme et, à l'occasion, des divergences sévères des réancurs profondes et rétrogrades. Il arrive qu'elles soient perçues par l'opinion. Les affaires Ben Barka ou de Broglie en ont fourni les exemples les plus criants. L'époque est encore plus proche où l'on apprendait qu'un juge d'instruction parisien avait estimé nécessaire d'adresser une lettre, précisément à M. Marcel Leclerc, prédécesseur de M. Genthial, pour se plaindre des lenteurs apportées à l'exécution d'une commission rogatoire qu'il lui avait adressée.

L'arrivée de M. Genthial, il y a deux ans, au Quai des Orfèvres avait paru inaugurer une ère nouvelle. D'autant plus qu'à la même époque M. Pierre Arpaillange, nouveau procureur général près la cour d'appel de Paris, avait adressé à M. Pierre Touraine, directeur de la police judiciaire à la préfecture de police, une lettre dont la teneur suffisait à montrer ce que l'on attendait désormais au palais de justice et qui jusqu'alors avait été perdu de vue.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR Heure

Pour économiser de l'électricité - alors qu'on en a de revendre... - on nous impose tous les six mois un insupportable yo-yo avec les fuseaux horaires.

La cotière monte dans les bureaux, les vaches songent à bayer les routes, les horloges s'affolent dans leurs cadrons. Les travailleurs de l'aube ont l'impression de replonger dans l'hiver, il n'y a plus de soirées. Les matinaux sont perturbés, les noctambules déboussolés.

Assez joué avec le temps ! Heure d'été, heure d'hiver : le temps est venu d'une révolte. A quand une grande manif, de la Terre au Soleil, pour la défense des apprivoisés du rythme biologique ?

BRUNO FRAPPAT.

Advertisement for Louis Pauwels' book 'La liberté guide mes pas' featuring a portrait of the author and a quote: 'A mes yeux, les libertés ne sont jamais venues de l'Etat, mais au contraire des limitations apportées au pouvoir de l'Etat...'

Climat de guerre civile au Chili

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE JACQUES DESPRÉS

Crise politique en Bolivie

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE NICOLE BONNET

La restructuration de la sidérurgie

Faut-il construire le « train universel » de Gandrange ? LIRE PAGE 30 L'ARTICLE D'ÉRIC LE BOUCHER.

LE SEIZIÈME CONCOURS DE BAGNOLET

Jeune danse existentialiste

Le Ballet pour demain rassemble chaque année, à Bagnolet, le monde de la danse, venu prendre le tempore de la création. L'effluve est chaque fois plus grande, et tenir une demi-journée serrée, poussée, sur les gradins de bois d'un gymnase, dans une atmosphère étouffée, devient une épreuve harassante.

Le concours est en principe international. Le jury, nombreux, comporte des chorégraphes étrangers mais c'est surtout la danse française qu'il est question. Une sévère pré-sélection de Jacques Chauvrand, Maguy Mann, Suzan Suirge, a retenu dix-huit candidats sur quatre-vingt-dix, écartant les amateurs, mais aussi des genres, des techniques, jugés indésirables.

A Bagnolet, la grande fête de la danse populaire et bon enfant que l'on a connue pendant plus de dix ans a cédé le pas à une compétition serrée, de haut niveau professionnel, où tous les candidats ont tendance à boucher pour obtenir un prix. Robin Howard, fondateur et directeur du London Contemporary Dance Theatre (2), invité d'honneur, a regretté que le résultat soit aussi déterminant pour la carrière des chorégraphes : il a souhaité que ceux-ci puissent concourir non pas pour gagner un prix mais pour montrer leur travail et donner leur vision intérieure, même si elle n'est pas du goût du public actuel. Un vœu pieu.

Il semble difficile de revenir en arrière, mais il est évident que tous les chorégraphes français travaillent

actuellement dans le même sens. Question de mode ? De mentalité et d'environnement plutôt, si bien que tous ceux qui pratiquent un langage différent paraissent anachroniques et décalés, comme les deux groupes italiens d'Adriano Senni et d'Elena González-Correa jouant de l'ontisme et de l'expression des sentiments traitée en demi-teinte. Aucune chance pour eux.

Il fut un temps où les essais chorégraphiques influencés par le « post modern » américain allaient dans le sens d'une recherche de danse pure et abstraite. Cette tendance est bien passée. Aujourd'hui, à Bagnolet, on s'oriente vers le croisement de mouvement, une exploration de plus en plus aguerrie des rapports espace-temps. Le mouvement, l'angoisse, la solitude, l'agressivité, s'y traduisent dans un jeu constant avec le sol, la chute répétée obstinément, les courses éparées et des gestes transmissibles en relief. On recherche des formes de plus en plus elliptiques et sophistiquées, on en vient à promouvoir une sorte de constructivisme étonnant qui réclame la justice et l'exactitude du mouvement plutôt que l'élan et la fougue.

MARCELLE MICHEL (Lire la suite page 13.)

(1) Cette année : Marguerite Asberg (Suède), Suzanne Egri (Italie), Viola Farber (Etats-Unis), Suzan Linke (Allemagne).

(2) Les trois lauréats de Bagnolet sont invités par M. Howard à se produire à The Place, à Londres.

سكنا من الراحل

Police et justice

La police est un « grand corps malade », constate Nicole de Hauteclouque, qui préconise notamment pour le guérir un prompt retour au professionnalisme. Alain Deschamps et Jean Dubreuil réclament de leur côté des réformes allant notamment dans le sens d'une réduction des inégalités, les mutations de chefs ne pouvant en tenir lieu. Quant à Jean-Marc Théolleyre, il revient sur l'affaire Genthial, qui met en lumière la difficulté de la bonne entente, pourtant nécessaire, entre la justice et la police.

Des réformes pas le « combat des chefs »

par ALAIN DESCHAMPS (*) et JEAN DUBREUIL (**)

Le malaise de la préfecture de police de Paris - comme d'ailleurs celui de l'institution police - ne disparaîtra pas si l'on se contente du jeu bien connu « mutations-affectations des grands patrons ». Le problème est ailleurs. Il se résume à une seule question à laquelle le gouvernement doit répondre rapidement : y a-t-il ou non le volontariat politique de mener « au fond » les réformes nécessaires pour que la police puisse assurer efficacement la sécurité des habitants de ce pays ?

A partir de l'exploitation publique d'un dossier du préfet de police de Paris concernant le manque d'effectifs en tenue dans la capitale, dont nous contestons certains arguments, nous constatons qu'il n'y a pas de volonté politique.

On ne saurait s'en tenir au seul calcul arithmétique pour décréter que la diminution du temps de travail est responsable de l'inefficacité des services de police. Si la sécurité est mal assurée (et nous sommes d'accord sur ce point), c'est davantage parce que les policiers sont mal utilisés.

Quelques exemples le montrent. S'agissant du personnel en tenue, « l'évolution discordante entre les moyens et les besoins » (dit le préfet) ne peut-elle être réduite en s'attaquant sans désespérer aux tâches indues et excessives qui sont le lot quotidien de trop nombreux gardiens de la paix ? Ceux qui assurement de façon permanente des

tâches purement administratives, ceux qui pallient les carences de l'administration pénitentiaire, ceux qui jouent les plantes vertes devant tel ou tel bâtiment administratif ou de prestige, ceux qui s'adonnent au relevé des prix des cacahuètes dans les épiceries de quartier à la place du personnel de la concurrence et des prix. La liste pourrait s'allonger.

Pour la CFDT-police, la volonté politique consiste à réduire les inégalités au sein de la police nationale (horaires et conditions de travail différentes), à proposer une réforme de structures intégrant la nécessaire complémentarité des corps de police, ce qui signifie efficacité des missions de police. Mais cette efficacité passe par le désengagement des policiers des charges administratives qui paralysent les services.

Enfin, nous proposons que la lutte contre la bureaucratie touchée par une part, sur la modernisation des équipements (télématique, informatique, bureautique) et, d'autre part, sur la démocratisation de l'institution, c'est-à-dire en particulier la modification des centres de décision afin que le « combat des chefs », qui ne règle en rien le fonctionnement des services, ne détourne pas les policiers et l'opinion des vrais problèmes du service public police.

(*) Secrétaire général de l'Union fédérale CFDT de la police nationale. (**) Secrétaire général du syndicat CFDT de la police parisienne.

Un grand corps malade

par NICOLE DE HAUTECLOUQUE (*)

La police nationale donne l'impression d'un grand corps malade. Entre des répts de plus ou moins longue durée, celui-ci est agité de soubresauts pour des raisons soit internes (assassinat ou arrestation de collègues pour des faits de service), soit externes, comme les projets de réforme du gouvernement.

Cette crise est ancienne mais elle s'est nettement aggravée ces derniers mois. Bien qu'elle reflète une crise de société, elle restera l'image de marque d'un gouvernement secoué à ses abois dans tous les domaines économiques et sociaux.

La partie émergée de l'iceberg s'est révélée lors des événements du 3 juin 1983. Sans revenir sur les faits eux-mêmes, abondamment commentés, surtout par ceux qui n'étaient pas là, les intervenants respectant le droit de réserve, il faut souligner le sentiment des policiers à cette époque.

Les gardiens des compagnies d'intervention comme les inspecteurs de police, très directement touchés par les affaires de l'inspecteur et la sécurité de la voie publique, ont été choqués par la manière dont le gouvernement, suivi sinon précédé par les partis et les syndicats de gauche, a exploité ces événements contre les « factieux de droite » : car parmi les manifestants se trouvaient des policiers voire des délégués syndicaux de toutes tendances, y compris de gauche. Ils ont été étonnés par la « magouille syndicale et politicienne » étalée sur la place publique, alors que le métier de policier doit son efficacité à sa discrétion.

« Démocratiser la police ? »

Ainsi a-t-on remis au goût du jour de vieux projets soutenus par la FASP et les syndicats de gauche ; ils ont été vite remis en raison de leurs incidences budgétaires : - Modification des structures de commandement de la préfecture de police - création d'une direction du maintien de l'ordre, la direction de la sécurité publique étant amoindrie et la direction de la police judiciaire n'étant plus qu'un simple SRPJ.

- Modification des horaires, avec création d'une cinquième brigade comprenant les policiers des brigades spéciales supprimées. Cette réforme appliquée en province ne l'est pas à Paris.

- Attribution de la qualité d'OPJ aux officiers de paix et d'agents de police judiciaire aux gardiens de la paix.

Toutes ces réformes ont pour but avoué de démocratiser la police au sens que la FASP et les syndicats de gauche donnent à ce mot. Le code de déontologie qui vient d'être créé ne fait que confirmer cette prise de pouvoir sur les consciences des policiers considérés comme bafouant les libertés publiques alors qu'ils ne font que les protéger.

Le but « souterrain », évident depuis longtemps, est de casser le commandement et de rendre le syndicalisme de gauche moteur et responsable d'une hiérarchie parallèle. Le résultat est la démotivation des effectifs qui se sentent devenir impuissants devant la montée illimitée, ou plus exactement se sentent saisis à l'arrière, sans soutien ni des hautes autorités administratives, ni d'une partie de la justice, notamment des concepteurs actuels, ni de mass media manipulés.

Les exemples sont nombreux : - Confusion dans le haut commandement et contradictions entre le dire et le faire des dirigeants ; - Limitation juridique des pouvoirs, en matière de contrôle d'identité notamment ; (*) Député RPR, adjoint au maire de Paris.

- Relaxe immédiate d'individus au flagrant délit malgré toute absence de représentations en justice ;

- Mansuétude allant jusqu'à l'abandon des poursuites contre des individus coupables de plusieurs délits ;

- Mise en liberté, volontairement ou « par erreur », de truands notoires, dont beaucoup récidivent pendant leur permission ;

- Non-exécution de la totalité des peines, même criminelles, sous prétexte de bonne conduite ;

- Par contre, emprisonnement de gens honorablement connus, agissant en état de légitime défense ;

- Condamnation des victimes de voie à payer des réparations financières à leurs agresseurs et cambrioleurs et aux familles de ceux-ci ;

- Enfin, critique de certains juges à l'encontre des policiers, leur prétextant ouvertement les truands et leurs « paroles d'honneur ».

La délation de gardiens de la paix, syndicalistes ou non, à l'encontre de leurs chefs, la manque de confiance, voire la suspicion de la hiérarchie envers certains commissaires, mis sur écoute téléphonique, en raison de leurs serments, complètent ces irritations qui ébranlent, au sens médical du terme, les policiers et la population.

L'attention épisodique du gouvernement, ses déclarations emphatiques mais creuses lors des obsèques de policiers, la visite du président de la République dans des locaux de police, considérée même à la base comme du mauvais cinéma publicitaire, ne peuvent modifier la situation trouble de la police, que l'opinion comprend mieux chaque jour.

Que fera pour redonner vie à ce grand corps malade ? Remèdes internes et externes sont nécessaires. Ils appelleraient de longs développements mais doivent à l'instar dans un système cohérent, fondé sur trois points peu souvent évoqués et pourtant essentiels.

- Le rôle prépondérant des techniciens de la police dans la conception comme dans la réalisation de cette remise en ordre. La vraie police et non celle des « policiers » est le fruit d'une longue pratique que ne peut modifier ni l'importa quel politique ou juriste, quelle que soit sa valeur personnelle.

Imagine-t-on l'ordre des médecins dirigé par des non-médecins ? Les bureaux d'avocats sous la tutelle de policiers ou d'administrateurs ?

- Une ligne politique au sens littéral du terme, c'est-à-dire non politicienne, unique, cohérente, réfléchie, acquiescente dans un assentiment quasi général et surtout maintenant contre vents et marées, quelles que soient les fluctuations du pouvoir parlementaire et les pressions politico-syndicales.

- Un soutien administratif à tous les stades de la hiérarchie, basé sur la confiance envers les chefs de service comme envers les hommes, un soutien législatif pour améliorer le travail de la police et de la justice et non point pour l'entraver, un soutien des mass media et de l'opinion pour approuver l'action de la police contre les truands et non pas systématiquement le critique.

C'est une véritable guerre, dégagée de toutes contingences politiques, qu'il faut mener contre toute délinquance. Les efforts de tous doivent tendre dans ce sens. Sinon, notre démocratie basculera bientôt dans l'anarchie et la dictature.

(Suite de la première page.)

« Ma première préoccupation, écrit M. Arpaillange, est d'être tenu régulièrement et complètement informé. Il importe pour cela que le procureur de la République compétent en raison du lieu où surviennent les faits délictueux, soit lui-même immédiatement avisé, ou déduit ou en cours d'enquête, quels que soient les auteurs ou la qualité des personnes mises en cause. La même règle doit être observée à l'égard des juges d'instruction lors de l'exécution des commissions rogatoires. Il va de soi également que dans les cas particulièrement graves et importants, il pourra être opportun de compléter cette information par un compte rendu qui me sera donné personnellement et à l'initiative pour que vous n'hésitez pas à accomplir cette démarche chaque fois que vous l'estimerez utile. La conclusion, la précision, la rapidité de transmission des informations doivent éviter toute dénaturation ultérieure de l'oppression des faits, faciliter les discussions futures et aider à la décision. »

La même lettre rappelait les dispositions régissant la garde à vue et invitait le directeur de la police judiciaire à « veiller scrupuleusement à ce que soient réunies toutes les conditions autorisant la mise en œuvre de cette mesure, à la totale application des différentes mesures

L'affaire Genthial

prévues par le code : visites médicales, temps de repos, etc. ».

Et tous ces domaines, c'est à la brigade criminelle que se mesura la réalité d'un changement. Des juges d'instruction parisiens, qui gardaient le souvenir d'avoir été « piégés » dans les années passées, se plaisaient à dire qu'ils n'avaient plus « l'impression d'être doublés » par M. Genthial et son équipe. Le sentiment était le même à la section criminelle du parquet et s'exprimait à peu près en ces termes : « Pour le moment, nous avons confiance. Cela tient peut-être tout bêtement aux hommes. En tout cas, ce n'est plus la guerre en permanence comme avant. »

Ce qui est « sensible »

Il est vrai que, dans les rapports police-justice parisiens, la brigade criminelle n'est pas tout. Il est vrai aussi que son implantation géographique, à deux pas du Palais de justice, peut, si le désir est réel, faciliter les rencontres directes avec la magistrature.

Mais elle est l'interlocutrice, la collaboratrice, dès qu'il s'agit de ces affaires « sensibles » qui sont rarement traitées par d'autres brigades ou un commissariat de quartier. Que l'on soit policier ou magistrat, l'af-

faire « sensible » se fait infailliblement à sa naissance. C'est celle qui d'une façon ou d'une autre met en émoi le monde politique et, au-delà de lui, tout ce qui touche le monde extérieur.

C'est, bien sûr, le terrorisme. Ce sont les affaires financières d'importance. Les menaces avec implication politique, les coups et blessures de police électorale. Ce peut être aussi un assassinat comme celui de Gérard Lebovici dès lors qu'on peut lui prêter tous les mobiles. Avec toutes ces affaires, les relations police-justice deviennent toujours plus délicates. L'ère Genthial les avait aplanies, même si tout n'était pas idéal. Ce « patron » ne se comportait pas comme tel avec le parquet et l'instruction. Avoir lui, les magistrats à l'éprouvée plus le sentiment d'être mis à l'écart et de constater que les informations s'échangeaient en priorité à un niveau hiérarchique bien supérieur à celui de la relation normale : instruction-police judiciaire.

Ainsi s'explique la réaction judiciaire au départ obligé d'un homme tenu pour un collaborateur loyal. D'autant plus que si M. Genthial « jouait le jeu », c'est-à-dire celui que régit le code de procédure pénale, il restait sinon une exception, du moins un exemple. Ce n'est pas avec l'actuel préfet de police, M. Guy Fougier, que les magistrats peuvent espérer une aussi belle harmonie. Ses interventions auprès des brigades centrales comme des divisions de police judiciaire placées sous son autorité échappent le plus souvent au judiciaire, avec lequel il n'estime pas nécessaire d'avoir des rapports directs. Il lui est même arrivé de se trouver en opposition sur le terrain avec la section criminelle du parquet et même un policier, comme le chef de la brigade de recherche et d'intervention - dite « antigan » - contre la négociation, il réclamait le recours à la force le jour où Lionel Cardon avait pris en otage une avocate et une journaliste.

A chacun sa place

On risque donc de retomber dans les classiques divergences de conception, qui, au reste, continuent d'avoir cours. Car la brigade criminelle n'est pas tout. Les magistrats qui, à Paris, ont défendu M. Genthial ont en réalité pris parti contre une façon de mettre fin à un espoir ou, pour le moins, de prendre le risque d'y mettre fin.

« La police et la justice, a pu dire M. Arpaillange, représentent l'antagonisme avec des moyens différents. Si elles doivent être adversaires, l'opinion rejeterait l'une et l'autre. » Embarqués sur la même galère, policiers et magistrats ont à remplir des fonctions étroitement imbriquées. Il faut que chacun accepte de tenir sa place dans cette chaîne que constitue l'exercice de l'action publique, le parquet, l'instruction, le tribunal. La paix publi-

que ne peut qu'avoir à souffrir de conflits et même de simples bisbilles.

Que les torts soient partagés, qui pourrait en douter ? Il y a des juges d'instruction qui peuvent dire à bon droit, parce qu'on ne le leur a pas envoyé dire, que la police volt en eux l'incarnation du « laxisme » avec cette seule excuse qu'ils « ne peuvent pas comprendre, n'étant pas sur le terrain ». Mais il y a aussi des policiers qui peuvent se plaindre, ici ou là, de n'avoir vu qu'une fois ou six ans d'activité un procureur de la République ou l'un de ses substituts et pas plus de deux fois un juge d'instruction. On peut rappeler qu'au temps où il était directeur de la police judiciaire, M. Jean Ducret avait interdit à ses fonctionnaires de téléphoner directement aux magistrats. Il est vrai qu'à la même époque les magistrats n'avaient pas, eux, le goût de visiter les locaux de police et de se montrer dans les commissariats.

L'harmonisation des rapports entre justice et police, que l'affaire Genthial, quelle qu'en puisse être la motivation, n'est pas faite pour arranger, demande effort et continuité dans l'effort. Car le clivage n'est plus aujourd'hui entre les deux corps. Des alliances peuvent se conclure entre tel juge et tel commissaire ou tel juge et tel arrivage lors d'être plus « politiques » que naturelles, plus conjoncturelles qu'annoyantes d'un changement de direction. Chacun dans ces occasions prend des risques, sans pour autant mettre fin à cette crise chronique, envenimée à l'occasion par les arrière-pensées politiques.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ALAIN ABSIRE PRIX LIBRE 1984 Vasile Evanesco l'homme à tête d'oiseau. Alain Absire exalte l'imaginaire et surtout il réunit un magnifique plaidoyer pour la différence. Françoise de Combarousse/France Soir. « Un roman grave, beau et simple, qui parle admirablement de la souffrance, de la différence et de la volonté. » Gilles Pudlowski/Paris-Match. CALMANN-LEVY

« LA VIE QUOTIDIENNE DES RÉSISTANTS, DE L'ARMISTICE A LA LIBÉRATION », d'Henri Noguères. Un hommage au peuple de la nuit. LES ouvrages de caractère plus ou moins historique sur l'Occupation abondent en ce moment, le pire coté étant le meilleur. C'est dans cette dernière catégorie qu'il convient de classer La Vie quotidienne des résistants, de l'armistice à la Libération, d'Henri Noguères. L'historien ne renouvelle pas entièrement le sujet, mais tel n'était pas son projet. En mêlant à son évocation du combat de l'ombre ses souvenirs personnels d'ancien membre d'un réseau, il nous donne un livre singulièrement attachant - et, qui plus est, honnête. Auteur d'une monumentale Histoire de la Résistance en France abondant de front nombre de problèmes tabous, Noguères fait, une fois encore, la preuve de son objectivité. Il reconnaît que, souvent, l'entrée dans un mouvement a résulté d'un concours de circonstances, il ne cache pas que les pesanteurs administratives ont paralysé certains réseaux, il ne cherche guère à dissimuler que des braves galeuses ont pu s'y mêler. Son grand mérite est de rendre sensible la noblesse de la lutte de patriotes qui, fréquemment divisés par la lutte politique, étaient d'accord sur l'essentiel : l'honneur de l'asservissement à l'ordre national-socialiste. Au fil de cette chronique, aussi alerte que remarquablement documentée, le peuple de la nuit ressuscite. Les « clandestins » d'abord, dont les relations avec Londres n'étaient pas toujours faciles, mais aussi les « légaux », c'est-à-dire les nombreux fonctionnaires ou responsables du secteur privé qui, tout en demeurant à leur poste, s'employaient à renseigner les Alliés, à boycotter les entreprises ou les administrations, à saboter l'action de l'adversaire. L'ancien président de la Ligue des droits de l'homme rend au passage un hommage mérité aux agents de la SNCF, qui, à tous les échelons et au péril de leur vie, firent beaucoup pour la victoire finale. Un ouvrage accessible à tous et dénué de passion, fort utile à l'heure où d'anciens s'employaient à défigurer le vrai visage de la Résistance. - E.R. * La Vie quotidienne des résistants, de l'armistice à la Libération, d'Henri Noguères. Hachette, 275 p., 75 F.

Handwritten signature or mark.

étranger

LA MORT DE SEKOU TOURÉ

Le long règne d'un autocrate

« Nous préférons le pouvoir dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ». — Le jeune tribun s'adresse au général de Gaulle venu soumettre aux peuples d'Afrique de dessin d'une « communauté française ». La scène se passe en août 1958, à Conakry. Une nation entre dans l'histoire. Sous les acclamations, Ahmed Sékou Touré trouve sa dimension de héros populaire : son destin désormais va s'identifier pleinement avec celui de son pays.

Village énergique, regard pratique, physique bâti pour la lutte, tout dans le personnage révélait une volonté peu commune. Mais le sourire éclatant, communicatif, était celui d'un homme habitué à tenir les foules sous son charme. Ce sourire, l'imagerie l'a répété à l'infini, jusque sur la taille des bouillons. Car le « Chef suprême de la Révolution » avait un goût inné de la mise en scène, comme en témoignent les discours-fléaux, où les propos vidents et pittoresques étaient appuyés par d'amples mouvements de ses bras entourés de la tunique africaine blanche.

L'homme, alors, ne s'embarrassait guère de nuances : il s'agissait de séduire et d'entraîner plutôt que de convaincre. Sachant passer du lyrisme révolutionnaire au ton le plus familier, c'est dans les langues locales, soussou ou malinké, qu'il avait ses meilleurs effets d'orateur. Fier de descendre du grand Samory, révélateur farouche de la résistance noire, n'hésitant pas à mêler prières et denses discours, il avait deviné de longue date la portée de son rôle. Les adversaires de Sékou Touré ne virent en lui qu'un démagogue brouillon et tyrannique, servi par l'histoire, grisé par son propre rythme, qui avait pris les apparences trompeuses d'une sorte de moine. Son frère Ibrahim, son « lieutenant » Diallo Sefoulaye, furent des conseillers toujours écoutés.

D'un tempérament volontariste et joueur, aimant à brusquer l'événement, il savait aussi se dégaier avec adresse et empirisme. Rebelle à tout dogmatisme, l'auteur de la révolution en Afrique ne fut qu'un théoricien rigoureux : sa foi intolérante n'était pas celle d'un doctrinaire, mais celle d'un homme d'action et de combat.

Autodidacte doué, petit fonctionnaire devenu grand dignitaire de l'Afrique occidentale française, le président guinéen eut des débuts qui auraient pu être assimilés à un échec. Mais, dès l'origine, il vit en rupture avec l'ordre établi : il est renvoyé du collège pour avoir organisé une grève de la fait, exclu de l'administration coloniale à cause de ses activités politiques. Car le régime l'a déjà conduit à l'engagement révolutionnaire. Bienôt promu à la tête du jeune syndicat guinéen, il fait figure d'homme avisé, « marxiste » dit-on alors.

En 1953, le jeune leader trouve l'occasion de donner sa mesure. Il déclenche une grève générale pour obtenir l'application du code du travail en Guinée. Après plus de deux mois, le gouverneur de l'AOF doit lui accorder gain de cause. Pour les habitants de Conakry, Sékou Touré est déjà dans le légendaire.

Dans sa lutte contre l'administration coloniale, il fut resté une dernière étape à franchir. En 1956, il recueille les fruits de sa popularité : maire, député, il est chargé de former le conseil de gouvernement guinéen. Mais le nouveau notable a d'autres ambitions que l'autonomie mesurée offerte par le loi-cadre. Usant avec habileté de ses pouvoirs, le premier en Afrique à briser les chaînes, installe des conseils de village élus, africainise la fonction publique. En 1958,

la Guinée fut le seul pays d'Afrique française à choisir l'indépendance, mais était aussi le seul à s'y être, dans une certaine mesure préparé.

Menacé par l'isolement monétaire, désorganisé par une émigration hâtive, l'économie de la jeune République dépit rapidement. En 1963, le chef d'Etat dénonça « les manœuvres réactionnaires de la nouvelle classe mercantile », mais engageait une politique de libéralisation. Ces dernières années, il se félicitait même d'avoir associé des capitaux étrangers à la mise en valeur minère du pays.

Revenu à des solutions pragmatiques, le leader restait attaché aux slogans et aux rites du socialisme le plus intransigent. En 1967, il lance la « révolution culturelle » : milices populaires, méditation des poèmes et des pensées du maître, retour aux langues africaines... Le charme des premiers temps était sans doute rompu. Sans l'écho des foules, le mot d'ordre, cette fois, resta une forte

tée contre des ministres français lors du complot de 1965. Entre les deux pays, la reprise du dialogue n'eut pendant longtemps que des résultats médiocres. Le président guinéen dut, dans un premier temps, demander assistance au camp socialiste. Familier des pays de l'Est dès son jeune âge, il se rendit en 1960 à Pékin, puis à Moscou. La même année que Fidel Castro, il reçoit le prix Lénine de la paix, qui consacra en lui le précurseur impatient des luttes du tiers-monde. Mais il se refuse à toute sécession.

En 1961, il dénonce le « complot des enseignants », où il voit reconnaître « un plan machiavélique tendant à déclencher une révolution marxiste ». Il va donner alors des gages à l'Ouest. A Washington, en 1962, il rencontre le président Kennedy et obtient de substantiels avantages pour l'équipement de son pays, dont le double par le fait de son appartenance à l'Occident. Honneur insigne, l'URSS devait, en

avec les pays de l'ex-AOF, il s'essayait même à l'art — difficile pour lui — du bon voisinage. Il ne sut pourtant pas dissuader de rejoindre l'Organisation commune africaine et malgache. La maladresse avec laquelle il mit publiquement en cause le MM. Houphouët-Boigny et Senghor en 1965 et en 1966, témoignages de l'arrogance qu'il éprouvait à l'époque. Plus récemment, il devait multiplier les gestes de conciliation.

Complots...

En 1967, le chef de l'Etat guinéen fait part de son souhait de rétablir le dialogue avec la France. Ce n'est alors qu'un « ballon d'essai ». Paris accueille son initiative avec circonspection. Très vite, cette prudence se révèle justifiée. A Conakry, le chef de la révolution guinéenne annonce la découverte d'un nouveau complot dans lequel sont impliqués plusieurs Etats africains, dont la Côte-d'Ivoire, et la France elle-même. Treize personnes, dont l'ancien confident, M. Keita Fodeba, sont condamnées à mort.

En 1970, des mercenaires guinéens et portugais tentent de reprendre le pouvoir à Conakry. Les affrontements auraient fait trois cents morts. A la faveur de ce dernier événement, une certaine solidarité africaine autour de la Guinée se reconstruit. A l'intérieur, la population serre les rangs autour de son chef suprême. Et même s'il s'avère ensuite que le tentative de putsch était surtout le fait de Guinéens de l'extérieur, M. Sékou Touré apparaît le seul garant de l'unité nationale.

A l'ONU, la France, les Etats-Unis, l'Espagne et la Grande-Bretagne refusent de s'associer à la condamnation du Portugal par le Conseil de sécurité. Voilà qui n'est pas de nature à réchauffer les relations entre Paris et Conakry. L'épisode du débarquement « portugais » va être suivi par une recrudescence de la répression. Quarante-cinq personnes sont condamnées à mort et exécutées. M. Sékou Touré démontre une fois de plus qu'il n'attache aucune importance à l'opinion internationale.

Cette escalade de la terreur est suivie, sur le plan diplomatique, par une normalisation des relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal. En 1972, MM. Sékou Touré et Houphouët-Boigny se rencontrent à leur « amitié éternelle ». Avec la France, il faudra attendre l'élection de M. Giscard d'Estaing, en mai 1974, pour que le dialogue soit réamorcé. Le 14 juillet 1975, après seize ans de brouille entre les deux pays, les « retrouvailles » entre Paris et Conakry sont officiellement célébrées. Sékou Touré fait un geste de bonne volonté en libérant des détenus politiques incarcérés à Conakry. M. Lacazeur, ministre d'Etat, se rend dans la capitale guinéenne en 1975, préparant la visite officielle que M. Giscard d'Estaing effectuera en décembre 1976. L'accueil du président de la République française est chaleureux, et des accords de coopération seront bientôt négociés.

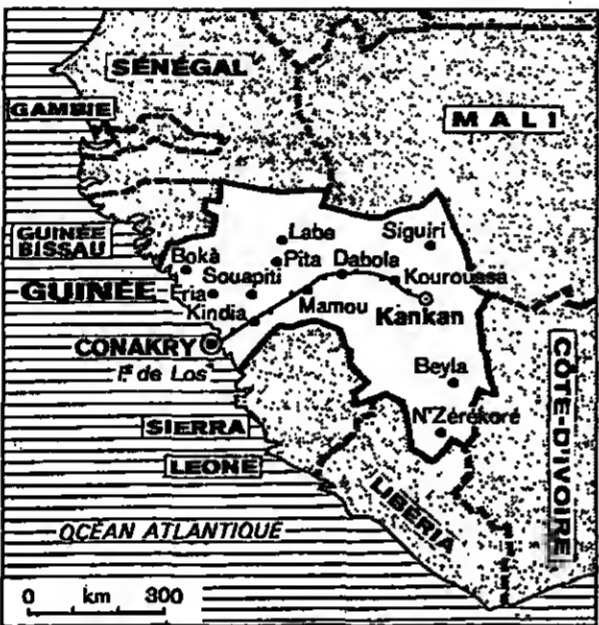
Parallèlement à cette normalisation des relations entre la Guinée et ses voisins africains et occidentaux, la situation intérieure ne s'améliore pas. L'économie guinéenne est moribonde, et la répression s'est banalisée. A Paris, les épouses de disparus politiques guinéens rappellent inlassablement que la Guinée reste un Etat répressif et policier.

En septembre 1982, ce rappel sur la situation des droits de l'homme en Guinée pèse sur la visite officielle que le chef de l'Etat guinéen effectue en France. Les socialistes français ne se privent pas de faire comprendre qu'ils désapprouvent l'invitation à Paris de celui qui, en 1977, comparait M. Mitterrand à Hitler... Mais Conakry donne de nouveaux gages à Paris en soutenant la position de la France au Tchad. Lors de la conférence franco-africaine de Vitell, en octobre 1983, M. Mitterrand offre à M. Sékou Touré une aura de respectabilité.

Déçu par sa coopération avec le camp socialiste, le chef de l'Etat guinéen peut répondre à ses partenaires occidentaux qu'il est prêt à réorienter en partie sa diplomatie. Lors des travaux du deuxième congrès du Parti démocratique de Guinée, en décembre 1983, un tournant est pris : le slogan n'est plus la « révolution », mais la « production ». Avec cette « ouverture à l'Ouest », le chef de l'Etat guinéen entend faire redémarrer l'économie de son pays. Allié de toujours, le Maroc aide puissamment la Guinée, mais cette coopération reste insuffisante. La Guinée souhaite recevoir des aides d'organisations internationales, fait appel à des investissements étrangers, notamment français, bref, elle s'ouvre vers l'extérieur.

Ces derniers mois, M. Sékou Touré s'est livré à de multiples démarches diplomatiques pour tenter d'éviter le report du prochain sommet de l'OUA, qui devait avoir lieu le 24 mai à Conakry. Futur président en exercice de l'OUA, M. Sékou Touré aura obtenu ainsi la consécration de ses pairs africains.

J. de G.



La Guinée a une superficie de 245 856 kilomètres carrés et sa population est estimée à près de six millions d'habitants (taux de 75 %). On pense cependant que près de deux autres millions de Guinéens vivent en dehors de leur pays, notamment au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. La capitale, Conakry, compte sept cent mille habitants. Les ressources économiques de la Guinée sont essentiellement constituées par l'exploitation de la bauxite (7^e producteur mondial) et la culture des bananes, du café et des noix.

Les revenus de la bauxite suffisent à peine à couvrir les frais de fonctionnement de l'appareil d'Etat et le service d'une forte dette extérieure (près de 2 milliards de dollars). La production rurale, en pleine régression, ne relève plus que de l'autosubsistance. Le commerce, qui avait été totalement étouffé, est dans une situation catastrophique.

muée croule. Dans le même temps, les difficultés s'aggravent. Condamnée à l'exil, une opposition d'organisation, constituée un Front national de libération. Les complots, vrais ou imaginaires, se succèdent, ainsi que les procès, les épidémies dans l'armée et le parti. Le terrorisme s'installe, frappe jusqu'aux premiers compagnons de route. Le tribunal, cédant à un étrange délire de persécution, se retrouve dangereusement isolé.

Incertitude et déception apparentes également dans la Guinée du « neutralisme positif ». Sékou Touré conduisait avec un mélange d'impulsivité combative et d'adresse manœuvrière un jeu diplomatique délicat. Mais il poussait, jusqu'à la maladresse, le goût des dénonciations véhémentes et des volte-face spectaculaires qu'il devait le plus souvent faire suivre de réconciliations embarrassées.

L'ancienne métropole ne voulait jamais pleinement pardonner au rebelle de 1958 ni l'aide du premier refus ni l'imprudence d'accusations por-

1965, asseler en lui le secrétaire d'un « parti progressif ». L'aide américaine est peu à peu suspendue. A poursuivre de front des politiques trop difficilement conciliables, l'homme d'Etat se condamne à des demi-victoires.

Héros de l'émancipation nationale, Sékou Touré fut, un temps, le symbole de l'Afrique combattante. Son soutien aux mouvements de libération en Algérie puis dans les territoires portugais, ses jugements sans nuances sur les sécessions katchoua et biétrao, sa dénonciation des politiques raciales de l'Afrique et de l'Afrique du Sud, le firent apparaître comme l'avocat le plus vaillant de la libération du continent. Il ne voulait jamais partager la recherche d'un Senghor, inquiet de concilier « la passion nègre et la raison blanche », ou se laisser aller à une collaboration confiante avec l'ancienne métropole. Pour lui, le thème de la négritude, le projet d'une communauté franco-phonie, chers au poète et à l'homme politique sénégalais, n'étaient que des mystifications pernicieuses du néo-colonialisme.

En revanche, il a partagé avec un Lumumba, avec des hommes comme Ben Bella, Modibo Keita, N'Krumah, une même ferveur messianique, un même sens visionnaire de l'avenir africain. L'union de la Guinée avec le Ghana, puis avec le Mali, devait témoigner de l'ingénierie et l'impérialisme. Jusque dans son échec, elle n'eut guère que valeur de symbole. Les jeunes héros du progressisme furent tour à tour évincés de la scène politique.

Pour le leader guinéen, le succès des régimes militaires était le signe accusateur de l'ingénierie et l'impérialisme. Après juin 1965, nul ne fut plus sévère pour le nouveau régime algérien. En février 1966, offrant l'asile à N'Krumah, il devait même, dans un geste surprenant, partager sa charge de chef de l'Etat avec l'ancien et Rédempteur à ghanéen. Après le chute de Modibo Keita, Sékou Touré restait en Afrique le dernier peleton de la révolution.

On ne lui pardonnait guère cette obstination. M. Yaméogo l'avait un jour traité de « commis-voyageur de la révolution ». Le jugement est sommaire. Nostalgique des grands empires de l'ancienne Afrique, le président guinéen aurait voulu restaurer des fédérations régionales, dépasser l'affrontement des modérés et des progressistes. En 1963, à Adidjé-Adidjé, il fut, avec son ami N'Krumah, l'artisan convaincu de l'Organisation de l'Unité africaine.

LE TÉMOIGNAGE DE CHARLES DE GAULLE

« Jeune, brillant, ambitieux »

En août 1958, le général de Gaulle entretient le tournant des pays africains membres de l'Union française pour leur demande de répondre « oui » au référendum qui, le 28 septembre, devait donner naissance à la V^e République. Le 25 août, il arrive à Conakry. Dans ses Mémoires d'espérance (tome I) le général raconte que la plupart des Etats du Rassemblement démocratique africain (RDA) est au pouvoir « apprêtés à voter « oui », et il ajoute :

« Mais cette tendance risque fort de se retourner là où le chef du gouvernement, disposant d'une équipe politique active et voulant jouer le rôle de champion du marxisme intégral et de la revanche sur l'impérialisme, s'apprête à afficher un « non ! » qui sera une proclamation.

« C'est le cas en Guinée. Le jeune, brillant et ambitieux Sékou Touré me fait bien voir. A peine ai-je atterri sur le terrain de Conakry que je me trouve enveloppé par l'organisation d'une République totalitaire. Rien, d'ailleurs, qui soit hostile ni outrageant à mon égard. Mais, depuis l'aérodrome jusqu'au centre de la ville, la foule régulièrement disposée des deux côtés de la route en bataillons bien encadrés obéit comme un seul homme aux ordres des responsables, crie d'une seule voix : « Indépendance ! » et agite des banderoles innombrables où est inscrit ce seul mot. Au-devant, s'alignent des femmes, rangées centaine par centaine, dont chaque groupe porte des robes de coupe et de couleurs uniformes, et qui toutes, au passage du cortège, sautent, dansent et chantent au commandement.

« La « réunion de travail » a lieu à l'Assemblée territoriale, où le président du conseil a rassemblé ses militants. Sur un ton péremptoire, il m'adresse un discours fait pour sa propagande et coupé par des rafales d'applaudissements. Il en ressort que la Guinée, jusqu'à présent opprimée et exploitée par la France, refusera toute solution qui comporterait entre chose que l'indépendance pure et simple. Je réponds nettement et positivement que la France a fait beaucoup pour la Guinée ; qu'il y en a des signes éclatants, par exemple celui-ci : que l'orateur que je viens d'entendre a parlé en très bon français ; qu'elle propose une communauté de pays disposant d'eux-mêmes et pratiquant la coopération, et que, malgré ses charges qui sont lourdes, elle fournira son aide à ceux qui en feront partie ; que la Guinée est entièrement libre de dire « oui » ou de dire « non » ; que si elle

dit « non », ce sera la séparation ; que la France n'y fera certainement pas obstacle, mais que, évidemment, elle en tirera les conséquences.

« Pendant l'entretien que j'ai ensuite avec Sékou Touré et au cours de la réception que je donne au palais du gouvernement, j'achève de mettre les choses au point. « Ne vous y trompez pas ! lui dis-je. La République française à laquelle vous avez affaire n'est plus celle que vous avez connue et qui n'est plus que de décider. Pour la France d'aujourd'hui, le colonialisme est fini. C'est dire qu'elle est indifférente à vos reproches rétrospectifs. Désormais, elle accepte de prêter son concours à l'Etat que vous allez être. Mais elle envisage fort bien d'en faire l'économie. Elle a vécu très longtemps sans le Guinée. Elle vivra très longtemps encore si elle en est séparée. Dans cette hypothèse, la vie de soi que nous retirerons aussitôt d'ici notre assistance administrative, technique et scolaire et que nous cesserons toute subvention à votre budget. J'ajoute qu'étant donné les liens qui ont uni nos deux pays vous ne pouvez douter qu'un « non » solennellement adressé par vous à la solidarité que la France vous propose perdrait le caractère d'amitié et de préférence au milieu des Etats du monde. »

« Le lendemain allant retrouver l'avion par la route que j'avais prise la veille, je n'y vois plus que du vide. La même discipline imposée qui l'avait, hier, garnie d'une foule compacte, aujourd'hui, totalement vide. Ainsi suis-je fixé sur ce qui demain sortira des urnes. A Sékou Touré, qui me salue à mon départ, je dis : « Adieu, la Guinée ! »

Le 23 octobre 1958, après le succès du référendum, de Gaulle indique au cours d'une conférence de presse à l'hôtel Matignon : « La Guinée est, pour nous, un devenir et nous ignorons lequel. Nous observons ce qu'elle va être et faire sous son actuel conseil de gouvernement, au point de vue de ses tendances et fréquentations extérieures et au point de vue de sa capacité d'Etat, s'il arrive qu'un Etat s'y constitue réellement.

« Nous établirons nos rapports avec la Guinée en fonction de ce qui se passera dans ces différents domaines. Nous le ferons sans acrimonie, mais sans avoir, je dois le dire, la certitude que ce qui est aujourd'hui pourra persister demain. »

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75247 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 656572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,00 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 275 P. ; Libye, 6 000 dr. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,90 f. ; Yougoslavie, 192 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimé en France par S. G. des Imprimeries PARISIENNES

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	605 F	859 F	1 000 F
Tous pays étrangers par voie normale			
661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
381 F	685 F	979 F	1 240 F
R. - SUISSE, TUNISIE			
454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse délégués ou provinciaux (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'impression.

Le communisme français peut-il enrayer son déclin ?

HENRI FISZBIN

APPEL A L'AUTO-SUBVERSION

Pour une révolution culturelle du peuple communiste

ROBERT LAFFONT

J. de G.

AFRIQUE

LA MORT DE SEKOU TOURÉ

VINGT-CINQ ANNÉES DE RELATIONS FRANCO-GUINÉENNES

1958
29 SEPTEMBRE. - Seul territoire d'outre-mer à voter « non » au référendum approuvant la Constitution de la V^e République qui institue le « Communauté française ». La Guinée accède à l'indépendance. La France cesse toute aide financière.

1960
2 OCTOBRE. - La République est proclamée. Une semaine plus tard, M. Sekou Touré demande à la France de reconnaître le nouvel Etat et de conclure un accord d'association.
10 DECEMBRE. - Alors que M. Sekou Touré avait demandé au général de Gaulle que la France parraine la candidature de la Guinée à l'ONU, la France s'abstient lors du vote d'admission.

1959
15 JANVIER. - La France reconnaît la République de Guinée et décide d'y envoyer un chargé d'affaires.

1960
19 FEVRIER. - A la suite de l'explosion au Sahara de la bombe A, Radio-Conakry déclare : « Nous n'avons pas de cesse que la France ne soit balayée du continent africain. »
2 MARS. - La Guinée sort de la zone franc. Paris suspend tous les transferts financiers avec la Guinée.
21 AVRIL. - M. Sekou Touré annonce la découverte d'un « monstrueux complot » et dénonce « l'assassinat aveugle du colonialisme français ». Six Français sont expulsés. Un pharmacien français est emprisonné et condamné à vingt-cinq ans de travaux forcés.

1961
10 MARS. - La France nomme un ambassadeur à Conakry.
31 JUILLET. - Un accord culturel franco-guinéen est signé. M. Sekou Touré déclare qu'une mission économique française serait bien accueillie en Guinée.

1962
9 JANVIER. - La Guinée nationalise toutes les compagnies d'assurances, ainsi que la dernière banque française implantée en Guinée.

Une succession difficile
(Suite de la première page.)
L'ouverture à l'Ouest » prônée par Conakry avait irrité plusieurs responsables formés dans les pays de l'Est et habitués à penser selon les préceptes de la « révolution socialiste ». M. Sekou Touré avait fait prévaloir son point de vue, mais certains ministres lui en gardaient quelque rancœur.
Qui pourra demain assumer un si lourd héritage ? Il n'a jamais été aisé, en Guinée, de recueillir les confidences des hommes qui entouraient le chef de l'Etat, dans la mesure où toute insinuation déplacée pouvait entraîner la disgrâce de son auteur. Le premier ministre, M. Lansana Beavogui, est sans doute l'un des mieux à même de s'imposer, sans pour autant avoir été le plus proche de chef d'Etat défunt. Le confident - bien que M. Sekou Touré s'en méfiât - était le président de l'Assemblée nationale, M. Damontang Camara. C'est lui qui veillait au bon déroulement des congrès, lui que le « pré-si » appelait à ses côtés pour lui donner des directives... qui lui avaient servi de soutien. Le « numéro deux » du régime est, officiellement, M. Moussa Diakité, ministre chargé de l'habitat, des domaines et de l'urbanisme, qui est également « numéro deux » du parti. Il devrait avoir un poids non négligeable dans la course à la succession qui est d'ores et déjà engagée.
M. Sékou Touré, qui ne jouit plus d'un grand prestige, mais qui est ministre des FAPA (fermes agropastorales d'arrondissement), bénéficie d'une large expérience gouvernementale. Enfin, le demi-frère de M. Sekou Touré, M. Imaél Touré, ministre des mines et de la géologie, fait figure, à Conakry, d'exécutif privilégié de la politique de l'ancien chef de l'Etat. Peut-être plus que M. Beavogui, c'était lui le véritable « homme fort », après le chef de l'Etat, du régime guinéen.

LAURENT ZECCHINI.

L'INTERIM
La Constitution guinéenne, adoptée le 10 novembre 1958, prévoit qu'en cas de vacance de la présidence « le gouvernement révolutionnaire reste en fonction pour expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection d'un nouveau chef de l'Etat dans un délai maximum de quarante-cinq jours ».
C'est donc le gouvernement dans son ensemble qui assure l'interim de la présidence, la Constitution ne faisant pas mention de premier ministre. Une fonction créée en 1972, et confiée à M. Lansana Beavogui, qui est par ailleurs secrétaire général adjoint du Parti démocratique de Guinée.
La réalité du pouvoir est concentrée entre les mains du Parti démocratique de Guinée, promu « parti Etat » en 1978.

AMÉRIQUES

Chili Le couvre-feu a été instauré dans la capitale à l'occasion de la huitième « journée de protestation »

De notre envoyé spécial
Près de vingt-cinq mille soldats sont consignés dans les casernes de la capitale et les hôpitaux ont été placés « en alerte rouge ».
Les arrestations d'opposants ont, en outre, continué le lundi 26. Plus de quarante dirigeants particulièrement actifs en milieu ouvrier, dans les universités et les poblaciones (banlieues désertées), ont été interpellés sur ordre du ministre de l'Intérieur, sans qu'aucune charge leur ait été signifiée. Il s'agit pour la plupart de personnes qui avaient été reléguées à l'occasion des sept protestas de l'année 1983, et qui avaient recouvré la liberté en décembre dernier. L'objectif du pouvoir est clair : il s'agit de laisser les protestataires sans encadrement.
La situation est particulièrement tendue dans les quartiers pauvres : les pobladores redoutent que les forces de l'ordre ne se livrent aux brutales opérations de nettoyage dont elles sont coutumières. « Bloquez les accès et retranchez-vous à l'intérieur de la maison. Organisez des meetings et des marches. Tâchez de convaincre les indécis. Repliez-vous chaque fois que cela sera nécessaire », telles sont les consignes données par une « Organisation combat » qui précise dans un communiqué que « la Journée de protestation du 27 mars n'est qu'une étape vers la grande grève ouvrière et populaire... Vous devez participer activement à la protesta, mais en évitant les affrontements inutiles. Les pierres ne peuvent rien contre les mitrailleuses... ».
La gravité de l'heure n'a pas échappé à l'Eglise catholique, qui avait joué un rôle décisif dans l'ouverture, en août 1983, du dialogue « entre l'Alliance démocratique et le ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa. L'archevêque de Santiago, Mgr Juan Fresno, a lancé dimanche un vibrant appel à tous les Chiliens pour qu'« ils ne se laissent pas entraîner dans l'escalade de la violence, et s'assoient autour d'une table avant qu'il ne soit trop tard ».
Les responsables du Commandement national des travailleurs (CNT) rassemblant trois cent quinze syndicats et l'ensemble des partis politiques, des formations de droite restées fidèles au régime jusqu'au Mouvement démocratique populaire (MDP extrême gauche), ont accueilli favorablement l'exhortation du général Pinochet. On voit mal, toutefois, comment le dialogue pourrait être rétabli avec un pouvoir dont le seul langage est celui de la force.
Les partisans d'une ouverture modérée et contrôlée, avec à leur tête le ministre de l'Intérieur, ont actuellement minoritaires au sein du gouvernement du général Pinochet : comme l'a souligné le leader socialiste M. Ricardo Lagos, « l'instauration de l'état d'urgence marque l'échec de M. Onofre Jarpa ».

JACQUES DESPRÉS.

El Salvador M. Duarte en tête

(Suite de la première page)
Cette élection « à la française » inquiète beaucoup de salvadoriens qui redoutent une campagne agitée et passionnée : « La violence, dit un observateur, n'a encore augmenté ». M. Duarte lui-même - qui a été menacé de mort comme la plupart des candidats à la veille du premier tour - avait incité ses compatriotes à éviter au pays la redoutable épreuve d'une nouvelle campagne électorale. Certains des petits partis qui étaient en lice n'ont pas renoncé à obtenir une annulation du scrutin du 25 mars en faisant valoir que les très nombreuses irrégularités constatées dans la capitale et dans l'intérieur ont faussé le jeu. Mais seule l'Assemblée constituante peut prendre cette décision. Il faudrait donc que l'ARENA de M. d'Abuisson adopte la même attitude et soutienne la requête de plusieurs petites formations de droite en faveur d'une annulation. L'extrême droite et la droite conservatrice sont majoritaires à l'Assemblée.
Les membres du conseil central électoral (chargé d'organiser, de vérifier les élections et de proclamer les résultats officiels) ont multiplié les justifications et les explications pour répondre à la volée de bois vert qu'ils ont reçues. Le conseil est considéré par tous comme responsable de la grande pagaille de dimanche : des dizaines de milliers de Salvadoriens n'ont pu voter en raison des « faiblesses » de l'organisation. Il y a eu beaucoup d'abstentionnistes forcés. Le nombre total de votants ne devrait pas dépasser un million, trois cent mille alors que deux millions et demi de personnes figuraient sur les listes révisées.
Les membres du conseil ont fait valoir, non sans raison, que le pays vit une situation exceptionnelle : guérilla, terrorisme, violence de tous bords, communications irrégulières et menacées. Depuis trois jours, les coupures de courant provoquées par des dynamites de pylônes ont été incessantes. Les membres du conseil ont également fait leur autocritique. « C'est vrai que nous avons commis des erreurs. Nous n'avons pas vérifié personnellement tous les bulletins de vote. C'est vrai aussi que certains des observateurs des différents partis politiques ne se sont pas présentés dimanche comme ils le devaient à leur bureau. Parce qu'ils ont peur. D'autres ont gardé les bulletins de vote cachés. Des urnes ont été volées, détruites ou perdues. Dix pour cent de celles de San-Miguel ont été inutilisables après l'accident de l'Heracles C-130 qui a touché des mines ».

« Un vote contre la violence »
M. Duarte les a publiquement accusés d'« incapacité » et d'« incompréhension » et il a cité des cas de présidents de bureaux qui ont conservé leurs « cinq cents bulletins de vote à la maison ». Mais le leader de la démocratie chrétienne n'a pas parlé de fraude. « Malgré toutes les irrégularités », a-t-il dit, « ce serait une injustice à l'égard du peuple qui est derrière ». Pour M. Duarte, l'élection du 25 mars est valable et il estime que le peuple « a d'abord voté contre la violence, contre toutes les violences, celles des Escadrons de la mort et celle du communisme ».
Il a accusé la guérilla d'avoir volontairement attaqué des localités où la démocratie chrétienne est traditionnellement forte, par exemple à Chinamateca et à El-Triunfo, entre San-Vicente et San-Miguel. Il a manifesté une fois de plus son respect pour l'entreprise privée et prévu une aide « aux producteurs de café et de coton ». Pour M. Duarte, « mon gouvernement sera le gouvernement des pauvres ».

MARCEL NIEDERGAANG.

Bolivie La crise politique s'éternise à La Paz

Une crise politique sérieuse s'est ouverte à la fin de 1983 en Bolivie lorsque le Parlement a décidé de voter la censure contre le président de la République, M. Siles Zuazo. La majorité conservatrice met apparemment en cause l'« autoritarisme » du chef de l'Etat, et, en réalité, les aspects socialistes de son programme. M. Siles doit, en outre, faire face à l'hostilité grandissante de la centrale ouvrière (COB), préoccupée par les mesures d'austérité. Enfin, le chef de l'Etat doit se garder, comme toujours en Bolivie, des tentations stalinistes des forces armées, prêtes à exploiter tout vide de pouvoir.
Lima. - Pour sortir de l'impasse, dont la Bolivie est prisonnière depuis plusieurs mois, le président M. Hernán Siles Zuazo, a promis un « changement radical » de sa politique. Il a également annoncé un nouveau plan de redressement économique, le troisième en dix-sept mois. Enfin, il a promis la désignation d'une nouvelle équipe ministérielle, la quatrième depuis le retour à la démocratie après presque dix-huit ans de régime militaire.
Les promesses de M. Siles Zuazo remontent à plusieurs semaines. Elles sont fréquemment interprétées comme des faux-fuyants. En fait, elles sont plutôt le reflet de la gravité des décisions que doit prendre le chef de l'Etat. Il doit choisir entre « blanchir » son régime, en excluant ses deux ministres communistes, ou le « rougir » en remplaçant les indépendants par des progressistes, voire des radicaux.
En économie, M. Siles Zuazo devra soit renoncer à son programme de développement social en acceptant les « recommandations » du Fonds monétaire international, soit coopérer avec la puissante centrale syndicale ouvrière, la COB, et affronter, par contre-coup, un blocus financier.
Un funambule
La crise politique a, en réalité, commencé à La Paz lorsque le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) a abandonné toute responsabilité gouvernementale, le 26 janvier 1983. Le MIR formait avec le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI), dont le chef de l'Etat est le leader, et le PC, l'un des trois piliers sur lesquels reposait la coalition de centre-gauche qui avait remporté les élections générales de 1978, 1979 et 1980, contestées, à chaque fois, par les militaires.
Les six ministres (sur dix-huit) du MIR ont démissionné, moins de trois mois après leur entrée en fonctions, pour protester, d'une part, contre l'excès de présidentialisme du régime, et d'autre part, contre l'insuffisance alléguée de la répression frappant les groupes paramilitaires et les trafiquants de cocaïne.
Les représentants du MIR ont été remplacés par des membres de la démocratie chrétienne et par des technocrates indépendants. En fait, le glissement à droite était flagrant. Ce glissement a provoqué de sérieux affrontements au sein du cabinet. En particulier, il a été dénoncé par les ministres communistes qui occupent les postes-clés du travail et des mines, où ils tentent de contenir la pression des syndicats, conformément au rôle que le président leur a assigné. Pour les indépendants, détenant les portefeuilles des finances et

Correspondance

de la planification, il ne s'agissait là que d'un premier pas vers une rectification politique plus affirmée...
Chaque crise gouvernementale a duré plusieurs semaines. Le président Siles gouvernait un peu à la manière d'un funambule. Un bref rappel des événements les plus marquants de ce début d'année démontre bien ce caractère pendulaire de la politique présidentielle. A la fin de janvier, cinq mille syndicalistes entamèrent une grève de la faim afin d'appuyer des demandes d'augmentation des salaires. Ils obtinrent gain de cause. Mais les chefs d'entreprise protestèrent à leur tour, fermant les portes de leurs entreprises. Le gouvernement négocia alors avec le patronat, annonçant le gel des rémunérations et la suppression de subventions. Les ouvriers et les paysans devaient revenir à la charge, élevant des barricades, brandissant la menace d'une grève générale, et « arrachant » une vingtaine de décrets visant à satisfaire leurs revendications...
L'anarchie a ainsi régné pendant plus d'un an. Le nouvel « homme fort » du régime, le ministre de la planification, M. Jordan Pando (considéré par les progressistes comme un « déviantisme de droite »), a exhorté le président Siles à choisir une bonne fois pour toutes entre « la politique de lutte des classes, que prônent les commu-

(Publicité)
Centrale Méditerranéenne d'Exportation
exporte en ALGERIE
Véhicules aménagés toutes marques : snack, boucherie, atelier, magasin, laboratoire, équipement spécial, etc.
Véhicules de tourisme et utilitaires, équipement industriel, pièces de rechange.
Expédition assurée.
CME, 146, boulevard de Charonne, 75021 PARIS
Tél. : (1) 348-09-42 - Téléc. 211 088 F

LUNETTES service
Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.
Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.
LEROY
OPTICIEN
du lundi au samedi inclus. 30, bd Barbès
Rayons spécialisés : A : optométrie orthoptique - V : verres de contact - M : travaux photos

104, Champ-Élysées A O
11, bd du Palais M
158, rue de Lyon A
147, rue de Rennes A O
5, place des Terres A
27, bd Saint-Michel O
127, Pg Saint-Antoine M

M. REAGAN : « UNE VICTOIRE DE LA LIBERTÉ SUR LA TYRANNIE »
Washington (AFP). - Le président Reagan a présenté, le lundi 26 mars, l'élection présidentielle au Salvador comme « une victoire de la liberté sur la tyrannie ».
Au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche, il s'est félicité que les Salvadoriens aient « bravé la violence et les sabotages de la guérilla » pour se rendre aux urnes.
Il a reçu, dans la soirée, des observateurs américains qui se sont rendus au Salvador pour surveiller les opérations de vote.
Deux d'entre eux, MM. Jack Kemp, représentant républicain de New-York, et Luis Aguilera, professeur d'histoire à l'université Georgetown, ont déclaré au cours d'une conférence de presse que l'élection était « un pas dans la bonne direction, vers la démocratie, vers l'établissement d'un gouvernement qui puisse s'atteler aux problèmes du pays en bénéficiant du soutien populaire ».

Journaliste

EUROPE

Espagne

La querelle sur la pêche Les milieux politiques basques s'en prennent à Madrid

De notre envoyé spécial

Vitoria. - « Le gouvernement de Madrid a réagi devant le mitraillage par la marine française de deux chalutiers d'Ondarroa, comme il le fait devant le terrorisme. Il affecte de croire qu'il s'agit d'un simple différend entre l'Espagne et la France, ce qui lui évite d'aborder le problème de fond qui est d'ordre interne : en l'occurrence l'absence de reconstruction de la flotte de pêche basque. » Cette réflexion d'un membre du PNV (Parti nationaliste basque) reflète bien la position des milieux nationalistes à Bilbao et à Vitoria à propos de l'incident du 7 mars dans le golfe de Biscaye.

Paradoxalement, en effet, les milieux politiques basques se sont montrés plus mesurés que ceux de Madrid et ont évité de se laisser entraîner dans la même querelle verbale antifrancaise. Même les secteurs extrémistes, comme la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, ont gardé cette prudence, pour des raisons différentes. Ils ne veulent éviter une polémique avec Paris, qui ne pourrait que compliquer la situation des sympathisants de l'ETA réfugiés au nord des Pyrénées.

Le gouvernement autonome basque de Vitoria (contrôlé par le PNV) n'a pas d'attribution en matière de pêche en haute mer et ne s'est donc pas vu directement impliqué dans cette affaire, pour lui délicate. Les ports de pêche de la côte basque sont l'un des fiefs traditionnels du PNV (largement majoritaire, notamment à Ondarroa), et les pêcheurs attendent de ce parti et du gouvernement basque qu'ils fassent les porte-parole de leurs revendications auprès de Madrid.

À Vitoria, si l'on a condamné sans équivoque l'action de la marine française, on est loin d'appuyer toutes

les demandes des pêcheurs d'Ondarroa. Certes, le gouvernement basque partage leurs craintes de voir la pêche, particulièrement importante pour cette région, sacrifiée au profit de l'agriculture dans la négociation en cours sur l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Mais on reconnaît en Ondarroa est devenue insoutenable, car la flotte de pêche n'a cessé d'y croître ces dernières années. Une réduction du nombre des bateaux est jugée indispensable, d'autant qu'un redéploiement vers de nouveaux lieux de pêche plus lointains apparaît impossible étant données les caractéristiques des chalutiers.

« Il faut cesser de considérer la pêche comme une simple activité extractive, affirme-t-on au gouvernement de Vitoria. La seule solution envisageable à Ondarroa consiste à affecter une partie de la population active à des tâches de transformation et de commercialisation du poisson. » On cite le précédent du port de Pasajes (près de la frontière française), qui se trouvait lui aussi, il y a quelques années, dans une situation difficile, mais qui a partiellement réussi sa reconversion grâce à l'installation d'entreprises de congélation et de conservation.

Le gouvernement de Vitoria avait soutenu par des crédits à taux d'intérêt réduit cette diversification d'activités entreprise par les amateurs de Pasajes eux-mêmes. Reste toutefois à convaincre ceux d'Ondarroa - plus hostiles aux innovations - de suivre la même voie. Seul le PNV est aujourd'hui en mesure d'influer sur les esprits. Mais il n'a pas la tâche facile dans une région où le langage de la raison n'est pas souvent écouté.

THIERRY MALINWAK.

L'ancien responsable de la lutte contre le terrorisme est inculpé

De notre correspondant

Madrid. - Le commissaire Manuel Ballesteros, principal responsable de la lutte antiterroriste à l'époque du gouvernement centriste, a été inculpé le 26 mars par un tribunal de Saint-Sébastien, en relation avec l'affaire du Bar Hendayais, une fusillade dans un bar d'Hendaye en novembre 1980 revendiquée par le bataillon basque espagnol. M. Ballesteros, qui a été laissé en liberté provisoire, est accusé de refus de collaboration avec la justice pour n'avoir pas communiqué les noms des responsables de cet attentat que, suivant le tribunal, il connaissait.

Le 23 novembre 1980, trois hommes, mitraillés au poing, faisaient irruption dans le Bar Hendayais, habituellement fréquenté par des réfugiés basques, et tiraient sur les consommateurs, faisant deux morts et neuf blessés. Le commando gagnait la frontière toute proche après avoir forcé le passage du côté français, était arrêté au poste espagnol. Les trois hommes étaient identifiés rapidement grâce à un coup de téléphone à Madrid, vraisemblablement au ministère de l'Intérieur. Survenant après plusieurs autres attentats revendiqués par le Bataillon basque espagnol, cette fusillade avait provoqué une vive tension entre la France et l'Espagne.

Suivant des informations parvenues ensuite dans la presse espagnole, les membres du commando, parmi lesquels les deux frères Perret, origi-

naires d'Afrique du Nord, étaient liés à FOAS. Le nom de commissaire Ballesteros, qui dirigeait alors la Brigade centrale d'investigation, fut rapidement cité en rapport avec cette affaire comme d'ailleurs en relation avec plusieurs autres (jugé à la même époque à Pau pour le meurtre d'un dirigeant de l'ETA, un militant d'extrême droite, M. Maxime Szonck, avait affirmé être en contact avec le chef de la Brigade d'investigation). Le commissaire fut cité à comparaître par la justice française en qualité de témoin, après la fusillade d'Hendaye, mais refusa de se présenter.

Ces différentes péripéties s'empêchèrent pas M. Ballesteros, personnalité controversée en Espagne même, d'être nommé commandant chef du Commandement unique de la lutte antiterroriste. L'opposition, au Pays basque notamment, critiquait son passé dans la police franquiste qui rendait illusoire toute collaboration de la population locale dans la lutte contre l'ETA. Pour le gouvernement centriste, au contraire, seuls M. Ballesteros et son équipe disposaient d'un niveau d'information suffisant pour lutter efficacement contre le terrorisme. Après l'arrivée des socialistes au pouvoir, M. Ballesteros fut écarté, tout en se voyant attribuer un poste de « conseiller » au ministère de l'Intérieur, aux attributions mal définies.

Th. M.

RFA

Le départ à la retraite du général Kiessling Bons baisers de Mme Rogers...

Correspondance

Bonn. - Aucun n'avait manqué le rendez-vous : ni M. Manfred Wörner, le ministre de la défense, ni le général Rogers, commandant en chef de l'OTAN, ni le général Altburg, inspecteur général de la Bundeswehr. Ils étaient tous là, comme si de rien n'était, pour fêter lundi 26 mars, à la caserne Ernst-Moritz-Arndt, près de Fribourg-en-Brisgau, le départ officiel à la retraite du général quatre étoiles Günther Kiessling.

Déçu, en sa retraite anticipée, accusé d'homosexualité, puis réhabilité solennellement par le chancelier Kohl lui-même, le 1^{er} février dernier, l'ancien adjoint du général Rogers au quartier général de l'OTAN à Bonn a quitté la scène, un grand uniforme, avec tous les honneurs dus à son rang et en prime un double baiser

de Mme Rogers elle-même. Au rythme des films, des tambours et des trompettes, standards levés, près d'un millier d'hommes ont pris part à la traditionnelle cérémonie d'adieu de la Bundeswehr à ses chefs. Debout sur un petit tapis rouge, M. Wörner et le général Kiessling, visage fermé, ont pris côte à côte avant de se séparer pour de bon.

Pour l'ancien chef de bataillon des Panzergründler, qui n'a pu cacher « un sentiment d'arrivisme » sur une page de son livre récemment tournée. Restait pour M. Wörner à comparaître une dernière fois jeudi devant la commission d'enquête parlementaire qui doit mettre cette semaine un point final à ses auditions sans avoir apparemment réussi à faire la lumière sur cette affaire.

H.B.

L'ATTENTAT CONTRE JEAN-PAUL II EN MAI 1981

Où l'on repart de la « filière bulgare »

Les tribulations de M. Sergueï Antonov, emprisonné, assigné à résidence chez lui pour raisons de santé, puis renvoyé dans sa cellule, laissent ouvertes toutes les questions sur l'existence d'une « filière bulgare » dans la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II. Le fonctionnaire de la Balcon Air à Rome, accusé par Ali Agca de complicité, attend que le juge Martella dépose ses conclusions et que le procureur décide s'il y a lieu ou non de poursuivre. Ce devrait être maintenant une question de semaines.

La journaliste américaine Claire Sterling n'a pas attendu que le juge d'instruction italien rende publiques ses conclusions pour proposer les résultats de sa propre enquête (1). Sa thèse est double : premièrement, Ali Agca a bien tenté de tuer Jean-Paul II pour le compte des services bulgares (et donc soviétiques) ; il n'est pas ce psychopathe isolé, fanatique musulman, membre d'une organisation turque d'extrême droite que l'on a décrit. C'est un mercenaire, un homme à tout faire au service de la mafia turque dont les liens avec la Bulgarie sont connus.

Deuxièmement, un autre « complot », fomenté celui-là par l'Occident pour étouffer l'affaire, se superpose au complot, contre le pape. Perestroïka n'a entraîné l'éclatement d'une vérité gênante. L'explication en est surprenante, mais finalement crédible : « Si Moscou avait adopté une politique d'assassinat des dirigeants occidentaux, quelle politique occidentale pourrait être la mesure de cette réalité ? Quels arrangements avec l'URSS pourrait-on envisager ? » demande Claire Sterling. En effet, même à une époque où la détente ne fait plus illusion, les relations internationales ne peuvent fonctionner sans un minimum de confiance. Les partenaires doivent respecter certaines règles du jeu, ou, plus exactement, il est indispensable que les Occidentaux fassent comme s'ils croyaient que les Soviétiques respectent ces règles.

La démonstration de Claire Sterling paraît convaincante. Les personnages et les faits s'emboîtent parfaitement dans un puzzle où il reste peu de blanc. Peut-être manque-t-il la contre-expertise, mais la journaliste américaine défend une thèse, elle n'instruit pas un procès.

Quelques éléments nouveaux viennent renforcer les présomptions. Ainsi s'est ouvert à Istanbul le procès de onze membres de la mafia turque accusés de complicité dans l'assassinat, en 1979, du journaliste de gauche Abdi İpekçi. Pour ce meurtre, Ali

Agca a déjà été condamné à mort par contumace. On affirmait alors qu'il avait agi seul pour des raisons idéologiques. L'enquête a été reprise, et il apparaît que İpekçi n'a pas été tué par un illuminé à cause de ses convictions mais parce qu'il s'apprêtait à publier dans son journal Milliyet une série sur la mafia. Abuzar Ugurlu, le « parrain », est parmi les accusés. Ses deux cotulpés ont tous éjourné en Bulgarie, plaque tournante du trafic d'armes et de drogue pour la mafia turque. Un autre gros bonnet de cette organisation criminelle, Bekir Çelenk, mis en cause dans l'attentat contre Jean-Paul II, se cache en Bulgarie. Autre élément troublant : Omer Mersan, qui passe pour le bras droit de Ugurlu et qui aurait rencontré Agca à Sofia en 1980, est depuis le 30 décembre dernier en prison à Munich où il attend son extradition vers l'Italie, à la demande du juge Martella.

L'avertissement du pape à Brejnev

Pour confirmer l'intérêt politique que les dirigeants du Kremlin souhaitent pu trouver à une élimination du pape polonais, Claire Sterling cite l'avertissement que Jean-Paul II aurait fait parvenir à Brejnev vers la fin de 1980 : si les Soviétiques étaient intervenus en Pologne contre Solidarnosc, le pape aurait regagné son pays. Devant une conférence épiscopale, le cardinal Wyszyński y avait fait allusion, mais l'existence d'une lettre de Jean-Paul II à Brejnev n'a jamais été officiellement confirmée. Le professeur Szajkowski, un proche du défunt pape polonais, qui enseigne maintenant à l'université de Cardiff, a écrit à Claire Sterling : il affirme avoir lu le journal privé du cardinal dans lequel la lettre du pape au Kremlin et les circonstances dans lesquelles elle a été envoyée étaient longuement évoquées.

Ce n'est évidemment pas une preuve que le Kremlin a ordonné l'assassinat du souverain pontife, de même que l'occupation officielle de M. Sergueï Antonov, voire sa condamnation, ne prouvent pas la preuve irréfutable que les services bulgares et à fortiori le KGB ont trépidé dans l'affaire. Tous ces éléments, comme les conclusions du juge Martella quand elles seront rendues publiques, sont les pièces d'un dossier. Encore faut-il les connaître avant de juger.

DANIEL VERNET.

(1) Claire Sterling, *Le Temps des assassinats*, Ed. Mazanin, 314 pages, 72 francs.

Pologne

Un appel pour la libération de l'écrivain Marek Nowakowski

Une vingtaine d'écrivains et d'intellectuels français en domiciliaire en France ont demandé aux autorités polonaises de « libérer dans les plus brefs délais » l'écrivain Marek Nowakowski, arrêté à Varsovie le 7 mars dernier. Marek Nowakowski est notamment l'auteur d'un *Rapport sur l'état de guerre*, publié clandestinement en Pologne, et édité également à Paris, en français, et en français sous le titre de *Chroniques clandestines d'un pays en guerre*. Les signataires se déclarent « scandalisés » par son arrestation, et « déplorent de semblables mesures qui ne peuvent que nuire aux rela-

tions si anciennes et si fécondes entre les cultures polonaise et française ».

Cet appel est signé par André et Marie-Pierre Bay, Brygida Brygnbach, Jean-Claude Bruneau, Pierre Daix, Pierre Emmanuel, Alain Finkielkraut, Michel Foucault, Pierre Gascar, Jean Guiloineau, Eugène Ionesco, Constantin Jelenski, Raymond Las Vergas, Guy Le Clech, Arsur et Les Lons, Claude Mauriac, Marek Radnicki, Marcel Schneider, Dimitri Stolytine, Michel Tournier, René Tavernier, Valérie Vauriol, ainsi que par Jean Rosenthal, directeur des éditions Stock, et tous ses collaborateurs.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE PAKISTAN REMET LE CORPS D'UN PILOTE. - Le corps d'un pilote afghan, le sous-lieutenant Mohammad Hashim, qui, selon l'agence de presse gouvernementale pakistanaise, s'est tué alors qu'il tentait de poser son appareil, le dimanche 25 mars, près de Quetta, capitale du Balouchistan, en dépit de mauvaises conditions atmosphériques, a été remis, lundi, aux autorités afghanes au poste frontalier de Chaman, et-on annoncé officiellement au Pakistan. - (AFP.)

Brazil

● LE BILAN DE L'INCENDIE DANS UN BIDONVILLE PRÈS DE SAO-PAULO. - L'explosion de l'édifice de Ca-

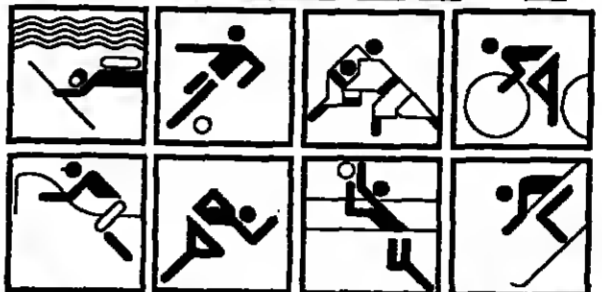
batao, près de Sao-Paulo, le 25 février, a fait cinq cent huit morts, pour la plupart des enfants, et cent vingt-sept blessés, selon le rapport officiel remis le lundi 26 mars à la justice (*le Monde* du 28 février). Les enquêteurs ont estimé que la sécurité des installations pétrolières, qui traversaient le bidonville, était pratiquement nulle.

Grèce

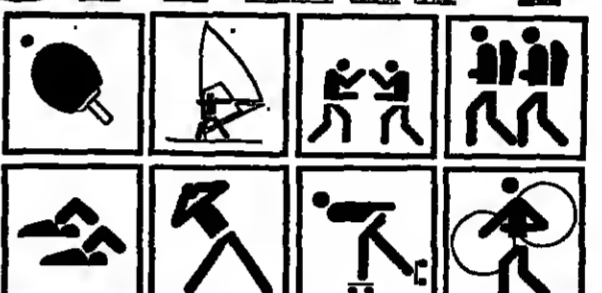
● DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES. - M. Yannis Pottakia, le ministre grec des Finances, a donné sa démission et ses compétences échouent désormais à M. Gerassimos Arsenis, le ministre de l'économie nationale, a annoncé, lundi 26 mars, le chef du gouvernement, M. Papandréou. - (AFP, Reuters)



SPARTY



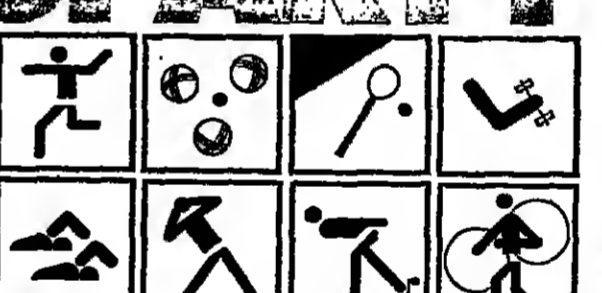
SPARTY



SPARTY



SPARTY



SPARTY

41 sports - 400 marques - Les prix bas toute l'année

LE SUPERMAGASIN DES SPORTS.

SPARTY

GRUPE DARTY

LE 27 MARS, OUVERTURE D'UN NOUVEAU SPARTY AU KREMLIN-BICÊTRE

52, Avenue de Fontainebleau

Nationale 7, près de la porte d'Italie
Autres adresses: PARIS: 25, boulevard de Belleville, 11^e - 110, boulevard Diderot, 12^e - BONDY: 105, avenue Gallieni, RN 3 - CHAMBOURCY : Centre Commercial - CERGY-PONTOISE : Centre Commercial des 3 Fontaines

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

M. Mitterrand se déclare favorable à une « symbiose » entre l'université, la recherche et l'industrie

San-Francisco. - Il ne manquait au bonheur américain de M. François Mitterrand qu'une manifestation de foule. Il l'a rencontrée - mi-sympathique, mi-contestataire - lundi 26 mars sur le campus de l'université de Berkeley, où un millier d'étudiants lui ont réservé un accueil bruyant - youyouus à l'afrique, sifflets à roulette, slogans divers mêlés d'applaudissements - et, somme toute, bon enfant.

Il y avait là les homosexuels de la Berkeley's gay lesbian Union en colère, non pas contre M. Mitterrand, mais contre le gouverneur de Californie, M. Deukmejian, qui accompagnait le président français. M. Deukmejian a eu la mauvaise idée de s'opposer à une loi destinée à supprimer toute discrimination sexuelle dans la recherche d'un emploi.

Eparpillés parmi les gays, des manifestants pacifistes hostiles à la politique nucléaire de la France et des États-Unis, des étudiants pro-islamiques (« Vive la République islamique »), des libertaires qui distribuaient un tract dénonçant le chef de l'Etat français comme « chef de file du capitalisme » dans son pays et d'une politique qualifiée de « libéralisme réchauffé ». Mitterrand, lisait-on, est aussi socialiste que le marché des changes.

M. Mitterrand a apprécié comme il convenait : « Très vivant et très sympathique », a-t-il dit, après avoir serré les mains, dans la foule, au hasard, en évitant autant que possible, les contestataires.

De notre envoyé spécial

Dans l'auditorium de l'université, le chef de l'Etat a remarqué : « La liaison université-économie est l'une des clés de votre réussite. Pour nous, c'est un de nos objectifs actuels. » Un accord a été signé au cours de la journée entre l'université de Californie, six universités et onze grandes écoles françaises. Cet accord prévoit, l'échange de trente étudiants chaque année et une meilleure communication en matière de recherche, la définition de programmes de recherches prioritaires communs, ainsi que, à terme, la « coproduction » de résultats scientifiques (Le Monde du 27 mars).

L'après-midi, le chef de l'Etat s'est rendu à l'université Stanford qui a joué un rôle moteur dans le développement de la Silicon Valley, région industrielle de la baie de San-Francisco, spécialisée dans l'électronique et les biotechnologies.

M. Mitterrand, que M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, avait rejoint, a participé à un débat avec des universitaires, chercheurs, chefs d'entreprise, représentants du « venture capital » (capital à risques) qui investissent dans la haute technologie.

La discussion a permis à M. Mitterrand d'obtenir la confirmation du long chemin qui reste à parcourir pour que la France se hisse au niveau des Grands en matière d'application industrielle de la recherche et de l'électronique, dont son entourage considère qu'elle peut être un élément essentiel d'une stratégie visant à sortir de la crise. L'un de ses interlocuteurs lui a fait remarquer qu'un étudiant français, qui sort de l'université, n'a pas l'idée ou la possibilité de créer sa propre société.

M. Feigenbaum estime, pour sa part, que les Français sont « trop théoriciens », que leurs universités n'utilisent pas suffisamment l'ordinateur. « Nous enurons dans une ère nouvelle de l'informatique », a-t-il ajouté. Non plus celle des machines qui calculent, mais celle des machines qui raisonnent et qui apprennent. Ceux qui auront ces machines disposeront d'un ascendant politique et culturel sur les autres. (...) « Notre pays aborde cette phase avec du retard, a admis M. Mitterrand. C'est pourquoi nous faisons un effort considérable. Nous avons fait l'impasse sur toute une période,

il nous faut rattraper au bon moment. » Le chef de l'Etat a remarqué : « On ne sait pas assez ce que nous faisons en France. Nous ne sommes pas de très bons commerçants, de très bons publicitaires. »

Un représentant du « venture capital » a vanté les mérites des facilités fiscales accordées dans son pays à ce type d'investissements et précisé que, aux États-Unis, on conseille aux financiers qui veulent investir en Europe de le faire dans l'ordre de préférence en Allemagne, en Grande-Bretagne, puis, loin derrière, en France, où les formalités de création d'entreprises sont, à son avis, trop lourdes et trop compliquées.

De cet exercice de confrontation publique avec des chercheurs, industriels, financiers américains, originaux pour un chef d'Etat, et de ses visites à Berkeley et à Stanford, M. Mitterrand a tiré une confirmation : la symbiose entre l'université, la recherche et l'industrie représente « ce qu'il convient de faire ailleurs ». Il lui apparaît nécessaire de faire en sorte que le capital à risques « joue sa chance » et dispose donc « d'un certain nombre de facilités ». Volonté que l'un de ses conseillers traduit plus abrégiement : « Plus on réduit l'impôt sur le gain du capital, plus on encourage l'investissement dans ce secteur, et plus on a de chance que ce secteur se développe. Il faut récompenser financièrement, ajoute ce conseiller, la prise de risques, la création d'entreprises nouvelles. Des incitations fiscales ont été mises en œuvre. D'autres vont suivre. »

M. Mitterrand a été l'hôte à diner du World Affairs Council (bonnes affaires, industriels, banquiers) et du Commonwealth Club de San-Francisco. Il devait quitter San-Francisco mardi matin pour Peoria (Illinois), où il visitera la ferme de M. John Block, secrétaire à l'Agriculture, puis pour Pittsburgh, où il prononcera un discours à l'université de Carnegie-Mellon qui fut la première à harmoniser des formations en sciences humaines et en technologie. M. Mitterrand devait arriver mardi soir à New-York, où son voyage aux États-Unis s'achèvera mercredi soir, après des entretiens avec des hommes d'affaires.

JEAN-YVES LHOMEAU.

« LES MINISTRES COMMUNISTES NE SONT PAS PLUS BÊTES QUE LES AUTRES... »

(De notre envoyé spécial.)

Au terme du banquet offert à M. Mitterrand par le World Affairs Council et le Commonwealth Club de San-Francisco, M^{me} Shirley Temple, ancienne chef de protocole du président Ford, a été chargée de rapporter les questions posées par écrit dans la salle. L'une de ces questions concernait la présence de ministres communistes au gouvernement et leur capacité d'adhésion, à la politique de la France en faveur des technologies nouvelles. M. Mitterrand a répondu : « Ils ne sont pas plus bêtes que les autres. Les quatre ministres communistes du gouvernement sont allés à l'école. Ils ont réfléchi. Leur QI est comparable à la moyenne de cette assemblée. Cela étonne qu'il ait des ministres communistes dans le gouvernement français ? Voilà la réalité : si j'ai formé un gouvernement avec quatre ministres communistes sur une quarantaine, c'est parce que j'ai voulu, par rapport à un combat politique mené depuis longtemps, associer toutes les familles du mouvement populaire que j'ai cherché à créer, à développer, puis à faire triompher, afin de réaliser des objectifs sociaux qui avaient été négligés. Quand on est membre d'un gouvernement, on n'est plus le représentant d'un parti en France (...); le gouvernement doit former un tout (...); je ne le regrette pas. Je pense que, sur le plan de la politique étrangère, les choix que j'ai faits recueillent une adhésion beaucoup plus large. Ils sont proches de vos vœux (...); si j'avais à m'expliquer sur ce sujet, je le ferais dans mon pays, pas ailleurs. »

J.-L. L.

RECTIFICATIF. - Dans l'article publié dans Le Monde daté du 27 mars, page 4, concernant un accord entre des universités françaises et américaines, il fallait lire : CUNY (City University of New-York) et non NYU.

Le contentieux agricole entre Washington et la CEE reste vif malgré les perspectives de détente

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le contentieux agricole est une donnée permanente des relations entre la CEE et les États-Unis. Les accords successifs aux périodes de tension. La dernière coïncide avec l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche. Confronté à des excédents importants - qui ont entraîné le financement en 1982 d'un programme coûteux de réduction des surfaces cultivées - le gouvernement américain a rendu en partie responsable le Marché commun des difficultés de l'agriculture américaine.

Dès 1981, Washington lançait auprès des instances du GATT une série de plaintes contre les subventions aux exportations - ou restitution - (farine et pâtes), les aides aux industries de transformation (pêche, pois, raisins secs) et autres avantages tarifaires consentis par les Dix aux pays en développement riverains de la Méditerranée (agrumes). Ces différents recours n'ont en rien éclairci la situation, puisque les règles de fonctionnement de la politique agricole commune (PAC) sont autorisées par l'arrangement international sur le commerce.

L'administration républicaine a également poussé son offensive au niveau diplomatique. A la réunion ministérielle du GATT de novembre 1982, la délégation américaine exerça une forte pression sur les Dix afin qu'ils prennent l'engagement d'éliminer progressivement les restitutions. Devant le refus de la Communauté, les États-Unis ont alors souhaité l'ouverture de discussions, dans le but d'évaluer l'ampleur du différend.

La tension était tombée d'un cran lorsque, au début de 1983, les Américains concluaient avec l'Égypte, débouché traditionnel des ventes européennes, un contrat portant sur la livraison de 1 million de tonnes de farine à un prix inférieur au cours mondial. Quelques mois plus tard, l'opération était renouvelée avec Le Caire pour la fourniture, cette fois, de 24-000 tonnes de produits laitiers (beurre et fromage). Les exportateurs américains ont également pris pied au Maroc, autre marché traditionnel des Dix dans le secteur des céréales, grâce à des crédits

avantageux consentis par les autorités fédérales.

Après les protestations - de pure forme - des instances communautaires, les relations agricoles entre la CEE et les États-Unis ont connu une période de calme. Jusqu'à ce que les Dix s'attaquent réellement aux excédents laitiers de la PAC. Pour mieux faire admettre la réduction de la production de lait, la Commission, appuyée par la France et l'Italie, a proposé la perception d'une taxe à la consommation des matières grasses végétales, conformément aux règles du GATT - parce qu'elle ne serait pas discriminatoire entre les produits fabriqués ou importés dans la CEE. Le prélèvement envisagé à tout de même provoqué un tollé chez la puissante association américaine de producteurs de soja. De leur côté, le Danemark, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale sont tellement opposés à cette opération qu'il paraît peu probable que les Dix aboutissent finalement à un accord.

L'autre sujet d'irritation pour Washington est la volonté des Dix membres de stabiliser les importations de produits de substitution aux céréales (PSC). Conçu comme un facteur important de la maîtrise de la production laitière, le projet est d'ouvrir des négociations au GATT afin de déterminer les compensations commerciales à accorder aux pays fournisseurs.

Le climat est plutôt à la détente, d'autant que les États-Unis ont un excédent commercial substantiel dans le secteur agricole avec la CEE (entre 6 et 7 milliards de dollars). Reste que les Américains sont toujours prêts à déclencher l'offensive, surtout en année électorale. Récemment, les vitiiculteurs californiens ont déposé une plainte, repoussée par la Commission fédérale sur le commerce (ITC), contre les importations de vin en provenance de France et d'Italie. Il ne faut pas oublier enfin la détermination des États-Unis de faire participer l'Europe - aux mesures d'ombargo contre l'Irak - à l'opération de l'URSS. Après l'invasion de l'Afghanistan, la CEE a été ainsi privée pendant plusieurs années du marché soviétique pour ses exportations de beurre.

MARCEL SCOTTO.

RUN
IBM
DOS
BIT
ROM
CPM
BUG
TRI
RAM
BUS
DMA
OPC

Voici OPC, le magazine des utilisateurs d'ordinateurs personnels IBM PC et compatibles... et dans le cas du PC, des compatibles il y en a beaucoup, des vrais et des faux. C'est d'ailleurs un sujet fort du numéro un d'OPC.

Ainsi pour profiter pleinement du phénomène IBM PC, lisez OPC. Édité par le 1^{er} groupe mondial de presse informatique, OPC est vraiment le magazine efficace pour l'utilisateur.



PROCHE-ORIENT

CINQ ANS APRÈS LA SIGNATURE DU TRAITÉ

L'Égypte et Israël s'engagent dans la voie d'une « paix glaciale »

Les Israéliens ont célébré le 26 mars, sans sans amertume, le cinquième anniversaire de la paix conclue entre Jérusalem et Le Caire. Lors d'une rencontre avec des journalistes, notre correspondant, M. David Kimche, directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, a

déclaré : « De nombreuses personnes en Égypte tentent de saboter l'œuvre du président Sadate par le biais de viciés articles de presse. » La plupart des quarante-cinq accords, conclus entre les deux pays dans divers domaines, n'ont pas été mis en

Le Caire. - Présentes depuis plusieurs années comme la « paix froide », les relations égypto-israéliennes s'apparentent à une « paix glaciale ».

Non seulement les relations sont restées au point mort pour toutes les questions litigieuses, mais, de plus, l'atmosphère se détériore depuis un an en raison de l'échange d'accusations et des campagnes de presse.

L'Égypte refuse toujours de remplacer son ambassadeur à Tel-Aviv, rappelé en consultation en septembre 1982, malgré les discrètes pressions américaines exercées lors de la visite du président Mouharak à Washington en février dernier.

M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, déclarait encore à ce sujet, le 14 mars, que l'Égypte maintenait ses trois conditions pour l'envoi d'un nouvel ambassadeur à Tel-Aviv : relance des efforts en vue d'un règlement du problème palestinien, retrait des forces israéliennes du Liban et ouverture de négociations pour la formation d'une commission d'arbitrage sur le litige frontalier de Taba (enclave de 1 kilomètre près d'Eilat, sur le golfe d'Akaba) qu'Israël a refusé d'évacuer le 25 avril 1982.

Quelques rares tentatives pour débloquer la situation ont été vainement entreprises au cours de l'année écoulée. Les visites en Égypte de M^{me} David Kimche, en novembre 1983 et de M. Giddon Pat, ministre du commerce, à l'occasion de la Journée d'Israël à la Foire internationale du Caire en mars, et celle en

Correspondance

Israël de M. Chafai Abdel Hamid, adjoint du ministre égyptien des affaires étrangères, en décembre dernier, sont toutes restées infructueuses. La seule visite qui ait eu un résultat « satisfaisant » a été celle du ministre israélien de l'énergie, M. Yizhak Modai, en août 1983, puisqu'elle a permis de reconclure l'accord pétrolier en vertu duquel l'Égypte vend à Israël pour 400 millions de dollars de brut du Sinaï.

En fait, ce sont les signes de détérioration des relations qui ont été les plus importants sinon les plus spectaculaires. La visite du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, en décembre 1983, qui a marqué l'aboutissement du rapprochement progressif entre Le Caire et le chef de la centrale palestinienne, a provoqué de vives protestations de Tel-Aviv, auxquelles l'Égypte a opposé une fin de non-recevoir.

Divers incidents

D'autre part, le rapprochement croissant entre l'Égypte et plusieurs pays arabes (Irak, Maroc, Jordanie) et sa réintégration à l'Organisation de la conférence islamique n'ont pas été pour calmer les appréhensions israéliennes de voir le traité de paix sacrifié sur l'autel de la Ligue arabe.

M. Boutros Ghali répondait cependant aux inquiétudes israéliennes en déclarant, récemment, que l'Égypte « n'était pas pressée de réintégrer la Ligue » - et que, en tout

L'ONU accuse l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques contre l'Iran

(Suite de la première page.)

Selon le rapport, les bombes inspectées étaient toutes semblables; longues de 2,26 mètres, d'un poids total de 135 kilos, elles se présentaient extérieurement dans une enveloppe verdâtre, sans marque distinctive, à l'exception du code (BR 250 WP). Toutefois, au démontage, les experts ont noté que les détonateurs portaient l'inscription suivante, en espagnol : « Pour délai d'explosion inférieur à six secondes, enlever la vis. Voyant rouge - danger. ESPMU-09, lot 83. 01. » Ce détail a immédiatement fait naître de nouvelles spéculations sur l'origine de ces bombes, quoique, selon les spécialistes des questions irakiennes, Bagdad soit en mesure de fabriquer de telles armes.

SIX DES AUTEURS DES ATTENTATS DE KOWEIT CONDAMNÉS A MORT

Koweït, (AFP). - La Cour de arbitrage de l'Etat de Koweït a prononcé, ce mardi matin 27 mars, six condamnations à mort, dont trois par contumace, dans le procès des vingt-cinq personnes accusées d'être les auteurs à la bombe du 12 décembre dernier.

Les trois condamnés à mort présents au procès sont deux Irakiens - Badar Ibrahim Abdel Raza, considéré comme le principal organisateur, et Hussein Fouad Saah, spécialiste en explosifs.

La Cour, qui a rendu son verdict en séance publique, a par ailleurs prononcé sept condamnations à la prison à vie, cinq à des peines de prison de quinze ans et deux à des peines de cinq ans de prison. Cinq des accusés ont été acquittés.

Les attentats du 12 décembre, réalisés à l'aide de canons ou de voitures piégées, étaient dirigés contre les ambassades des États-Unis et de France, la tour de contrôle de l'aéroport de Koweït, des bâtiments officiels et des installations pétrolières. Ils avaient fait six morts (dont l'ambassadeur français) et quatre-vingt-six blessés.

L'examen des victimes a confirmé, selon le rapport, les résultats des tests sur les agents chimiques. Sur les quelque quarante personnes examinées, « trente-deux présentent un ensemble cohérent de signes cliniques », dont les manifestations ont commencé par divers troubles oculaires, suivis de lésions cutanées s'étendant parfois sur presque tout le corps, ainsi que des troubles respiratoires allant jusqu'à la broncho-pneumonie. « Les résultats des examens cliniques et des analyses, ont noté les experts, cadrent parfaitement avec les descriptions des lésions causées par des substances vésicantes ».

Les diplomates irakiens à l'ONU n'ont pas voulu commenter les conclusions de ce rapport, transmis aux quinze membres du Conseil de sécurité. On ignore encore si ceux-ci vont maintenant s'emparer de ce dossier et condamner l'Irak. Il est douteux, en tout cas, que Téhéran prenne l'initiative en saisissant le Conseil. Le représentant de l'Irak à l'ONU a déclaré ce mardi qu'une condamnation de l'Irak ne garantirait pas que ce pays n'aurait pas, à nouveau, recours à de telles armes. (Indéfini.)

UN DIPLOMATE FRANÇAIS GRÈVEMENT BLESSÉ A BEYROUTH

Beirut, (AFP). - Un diplomate français, M. Sauveur Ghizzo, a été grièvement blessé par balles, ce mardi matin 27 mars, à Beyrouth, alors qu'il se rendait à l'ambassade de France, en plein cœur de Beyrouth-Ouest, après un car de Beyrouth-Ouest, appuyé auprès de l'ambassade. M. Ghizzo, qui était secrétaire général des services culturels français, a été atteint de quatre balles et souffre d'une hémorragie interne, précise-t-on de même source. Il a été transporté à l'Hôpital américain, et son état est jugé critique.

Blonde
Une hist
Cast
TK-matic non-stop le premier porte-mine au monde à avance de la mine entièrement automatique

البيان

Le Monde politique

UN LIVRE D'ERIC ROUSSEL

Une histoire de la République pompidolienne

Des trois anciens présidents de la V^e République la gauche est tentée sinon de choisir Georges Pompidou, du moins de faire preuve à son égard d'une certaine compréhension. Valéry Giscard d'Estaing, l'adversaire battu, est trop proche et encore trop présent pour qu'on puisse lui reconnaître le moindre mérite. De Gaulle, l'ennemi familial depuis le 13 mai 47 y a un quart de siècle, est trop grand depuis qu'il est entré dans le panthéon commun pour que l'on reprenne contre sa mémoire des polémiques surannées. Georges Pompidou, entre les deux, est celui en qui les Français se reconnaissent le plus volontiers. Le pouvoir actuel, ne pouvant ni ne voulant briser le miroir du peuple, préfère ménager, parfois flatter, le souvenir de l'ancien député du Cantal. Il arrive même qu'on souhaite continuer son action en retrouvant une grande politique industrielle, en parsemant Paris de statues d'hommes illustres, en laissant sa moderne trace au Louvre comme naguère à Beaubourg.

Sous la V^e République, le chef de l'Etat est un personnage à la fois fragile et puissant, solitaire et public, maître de lui et tributaire des autres. Son ambivalence est permanente. Si de Gaulle a incarné à la fois l'Etat et le peuple, si Giscard d'Estaing a surtout mis en avant le peuple, Georges Pompidou a spontanément

préféré l'être. Sans le dire expressément, Eric Roussel le démontre dans sa vaste biographie lorsqu'il rappelle en 1969 : « Je souhaiterais que les historiens n'aient pas trop de choses à dire sur mon mandat. Que mon nom soit mentionné ou ne le soit pas n'est pas très important. Ce qui compte, c'est que mon mandat soit pour la France une période de sécurité et de prospérité, de bonheur et de dignité! »

Avec le recul du temps, en ce dixième anniversaire de la mort de l'ancien chef de l'Etat, on peut constater que ce vœu sage mais assez modeste a été en partie exaucé. Il y a manqué, il est vrai, les ambitions gaulliennes d'autorité, de puissance, de grandeur. L'auteur de ce nouveau Pompidou n'a pas connu son héros, mais il a interrogé beaucoup de ceux qui l'ont approché et a tout lu sur lui. Il trace donc un portrait appliqué mais conventionnel de ce personnage plus dense et complexe qu'il pourrait paraître.

Le normalien attiré par les républicains antifascistes dans sa jeunesse, devenu un professeur de lettres plus esthète que militant, plus séduit par la culture que par la politique, n'hésite pas, en 1944, à frapper à la porte du cabinet de de Gaulle, bien qu'il n'ait aucun titre de résistance. Homme d'ordre, respectueux des institutions établies, il montre ainsi qu'il sait également saisir les opportunités et, au besoin, forcer le destin. Eric Roussel souligne ce trait que Georges Pompidou illustrera plus tard en de décisives occasions.

Sa deuxième vie commence alors, dans laquelle les séjours au Conseil d'Etat ou à la banque Rothschild ne seront que des entrées d'une longue fidélité à de Gaulle, et dont la rupture se lui impose pas. Et pourtant, en 1958, il ne participe à aucun des « complots » pour ramener le général au pouvoir, car il ne croit pas à l'effacement prochain de la IV^e République. De Gaulle lui confirme la confiance notée pendant la « traversée du désert » en le choisissant comme son directeur de cabinet. Toutefois, à deux reprises, en 1959 et en 1961, il refuse le portefeuille des finances, car, dit-il à plusieurs témoins, le seul poste qui l'intéresserait serait celui de premier ministre. Ce qui se produit effectivement en 1962.

Premier non-parlementaire à diriger un gouvernement, Georges Pompidou inaugure non sans mal les nouvelles fonctions. Malgré la fin de la guerre d'Algérie, il n'obtient pas le concours des radicaux, perd celui du MRP et ne récupère pas les socialistes. L'ouverture au centre échoue, et c'est une défaite personnelle pour le premier ministre. De plus, à l'opposition ouverte de la gauche s'ajoute épisodiquement la froide des indépendants qui ne sont pas encore « giscardiennes ». A revivre les années « pompidoliennes », qui laissent aujourd'hui un souvenir plutôt sec et flateur, on se remémore la diversité et la gravité des épreuves traversées, qui montrent que l'Etat de Matignon n'était dénué ni de sang-froid ni d'intelligence politique. La fin de la guerre d'Algérie, l'OSAS, la réforme de la Constitution, le référendum, la dissolution de l'Assemblée, les progrès de l'inflation, la grève des mineurs, les rebondissements de l'affaire Ben Barko, la colère paysanne, la révolte des étudiants, jaloument, entre autres, les quatre années qui précèdent mai 68.

Tout à fait loyal envers de Gaulle, le premier ministre fait cependant montre d'une grande prudence. Si, comme le suggère Eric Roussel, il fut hostile au référendum de 1962, rien ne le prouve formellement. Peu à peu, laissant à de Gaulle le monopole des affaires de la France, Georges Pompidou se façonne un domaine propre, celui des problèmes des Français. Concrètement, cela donne une politique dynamique d'industrialisation et d'aménagement du territoire accompagnée de quelques réformes sociales comme l'intéressement et la mensualisation. Sa doctrine combine de façon empirique libéralisme et intervention de l'Etat. Mais les entraves viennent de désaccords de plus en plus fréquents avec le ministre des finances, M. Giscard d'Estaing, qui traite directement avec de Gaulle par-dessus son premier ministre. La brouille était inévitable tant d'ambitions si mal contenues.

Une ténébreuse affaire

Quand Georges Pompidou a-t-il envisagé d'avoir un « dossier Markovic » ? L'auteur laisse entendre que l'affaire Markovic, en 1969, a servi de révélateur à cette aspiration cachée. Reprochant à de Gaulle de ne pas l'avoir défendu assez vite et assez fort contre la calomnie, Pompidou aurait rêvé de « stabiliser » le chef de l'Etat pour les années plus rapidement. Cette thèse fait peu de cas du fait que, dès 1964, la classe politique voyait dans le premier ministre le dauphin naturel, surtout lorsqu'il s'est dressé face au concurrent potentiel qu'était M. François Mitterrand, qu'il qualifiait de « ennemi politique ». C'est oublier aussi que, en 1965, il était déjà prêt à briguer l'Elysée et qu'il en avait même avéré M. Valéry Giscard d'Estaing avant que de Gaulle ne se décide. D'ailleurs, bien avant 1969, Georges Pompidou avait fait tout pour écarter le concurrent qu'il ressentait dans « ce jeune homme aux épaules étroites et aux dents longues » qu'était son ministre des finances.

Cependant, l'affaire Markovic, hâtée sur un fait divers, apparaît bien comme une sorte de machination pour écarter de la course à la présidence de l'homme qui a tenu bon en mai 68 et dans laquelle tous ses adversaires ont trouvé leur « regard », comme aurait pu dire de Gaulle. Georges Pompidou soupçonne tout à la fois le gaullisme de gauche et le gaullisme de droite. Louis Vallois, qui le poursuit d'une barge méchante, et M. Maurice Couve de Murville, qui lui a succédé à Matignon, et il se demande même si des fioles ne sont pas tirées par les services secrets de l'Etat. Ces affirmations de notes et de lettres des témoins sont anonymes ou contigées, provoquent déjà des doutes. Georges Pompidou a-t-il vraiment dit qu'il « tuerait de ses propres mains » M. Couve de Murville ?

Devenu président de la République en juin 1969, Georges Pompidou réalise sans peine l'ouverture politique vers le centre qu'il n'avait pas réussie comme premier ministre. Mais, alors que beaucoup de notes et de lettres des témoins s'accroissent et un chef de gouvernement comme M. Chaban-Delmas, la réalité du pouvoir reviendra à Matignon, la réalité du « quinquennat » pompidolien prouvera le contraire. Le nouveau président remplacera en effet le caractère de son prédécesseur par une intervention plus directe sur la conduite des affaires du gouvernement, surtout après la période du cabinet Chaban-Delmas, équivoque quant à l'équilibre des pouvoirs. Il accorde ainsi l'interpellation présidentielle aux institutions que ses successeurs développeront encore.

Toutefois, il ne recueille pas, avec le référendum de 1972 sur l'élargissement du Marché commun, le succès d'autorité et le rajustement de sa légitimité qu'il escomptait. Son succès arithmétique est en réalité un échec politique. Ce « coup » a été mal joué. La même année, le remplacement du premier ministre par M. Pierre Messmer marque surtout la volonté de s'émanciper du clan des « barons » du gaullisme qui ont toujours inconsciemment vu en lui une sorte de parricide. La tutelle de l'Elysée s'accroît sur le gouvernement, et Matignon tout entier entre, selon les jours, dans le domaine réservé du chef de l'Etat.

Cependant, dès la fin de 1972, les premières atteintes de la maladie de Waldenström qui l'emportera le

2 avril 1974 se font sentir. Malgré cela, le résultat des élections législatives de 1973, qui enregistrent un recul des gaullistes, incite Georges Pompidou à se représenter en 1976 pour faire barrage à M. François Mitterrand, qui a, dit-il, « une capacité de rebondissement étonnante ». Il met donc en chantier une réforme pour réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Mais en écartant certains gaullistes du gouvernement pour faire place aux « giscardiens » — toujours son souci d'élargissement — Georges Pompidou fait en réalité le lit des adversaires de l'UDR qui, d'ailleurs, s'en rend bien compte et le paiera en 1974 de la perte du pouvoir suprême.

Cette histoire de la République pompidolienne, résultat d'une studieuse compilation faite par un spectateur extérieur, apporte guère d'éléments inédits, de révélations ou d'explications originales pour la compréhension d'une période dont les événements essentiels sont assez bien connus mais dont beaucoup de zones d'ombre ne sont pas encore dissipées. Ce survol respectueux à la mesure de rappeler les grandes lignes du deuxième septennat interrompu de la V^e République.

ANDRÉ PASSERON.

* GEORGES POMPIDOU, par Eric Roussel. J.-C. Lattès éditeur, 562 pages, 119 francs.

Une exposition à l'Hôtel de Ville de Paris

M. François Mitterrand inaugure, jeudi matin 3 avril, en la salle Saint-Jean de l'Hôtel de Ville de Paris, une exposition consacrée à Georges Pompidou. « Un homme, un président ».

Due à l'initiative de M. Jacques Chirac et patronnée par un comité présidé par M. Edouard Balladur, dernier secrétaire général de l'Elysée en 1974, cette exposition sera ouverte au public du 6 avril au 6 mai. Elle sera ensuite transférée dans de nombreuses villes de province. Plusieurs documents inédits seront exposés, tels que photos, notes de jeunesse, livres personnels, lettres du général de Gaulle, ainsi que des œuvres acquises par l'Etat à l'initiative de Georges Pompidou et dues à Kandinsky, Nicolas de Stael et Faubrier, de même que le Salon Agnès, qui avait été installé à l'Elysée.

L'exposition s'organise autour de plusieurs thèmes : le progrès économique, la culture, l'Europe, les relations Est-Ouest, dans le but de montrer « le mélange de tradition et de modernité qu'incarnait l'ancien président de la République », selon les organisateurs de cette manifestation, dont le secrétaire général est M. Denis Baudouin.

● A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Georges Pompidou, survenue le 2 avril 1974, la librairie Flammarion réédite les œuvres de l'ancien président. *Entretiens et discours* (édition 1975), le *Vœu giscardien* (avril 1974), et *Pour rétablir une vérité* (œuvres posthumes publiées en 1982).

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Marnes-Montparnasse Paris 15

Faber-Castell

TK-matic non-stop
le premier porte-mine au monde à avance de la mine entièrement automatique



Corps noir ou acier laqué, embout métallique strié.

Pour l'administrer, l'essayer, l'acheter, adressez-vous aux spécialistes du dessin, maisons de la presse, grands magasins.

ISTH
Techniques de préparation et de réalisation des sciences-po
SCIENCE-PO
Préparations M.P. de VACANCES
Maison A.P.
Antenne : 10, rue de Valenciennes Paris 10
Téléphone : 20.14.72

CAPEL
libère l'homme fort.

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Marnes-Montparnasse Paris 15

SCIENCE-PO
préparations d'été ou arrivées sur place, et par correspondance
19, rue de Valenciennes Paris 10
74, rue de Valenciennes, 92 Neuilly, 722.84.84
745.08.19 enseignement supérieur privé

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

adidas WAY SKIS SKI-STAR
YAMAHA
PUMA
SPARTY
Wilson
NIKE
DYNAMIC LEJEUNE DONNAY
SPARTY
ROSSIGNOL TIGER
PATRICK new balance VS KAL
MITCHELL HEAD LACOSTE
gauthier GULLOPE SPORTS
SPARTY
FISCHER JANTZEN
epetto trak
lafuma RAC
spring court killy LOOK
SPARTY
Wilson
NIKE
DYNAMIC LEJEUNE DONNAY
SPARTY
GROUPE DARTY

41 sports - 400 marques - Les prix bas toute l'année

LE SUPERMAGASIN DES SPORTS.

SPARTY

LE 27 MARS, OUVERTURE D'UN NOUVEAU SPARTY AU KREMLIN-BICÊTRE
52, Avenue de Fontainebleau Nationale 7, près de la porte d'Italie

Autres adresses : PARIS: 25, boulevard de Belleville, 11^e-110, boulevard Diderot, 12^e- BONDY: 105, avenue Gallieni, RN 3 - CHAMBOURCY: Centre Commercial - CERGY-PONTOISE: Centre Commercial des 3-Fontaines

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'UDF et le RPR s'organisent

M^{me} Simone Veil, tête de liste d'union de l'opposition aux élections européennes, et M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, deuxième de liste, occuperont les mêmes locaux durant toute la durée de la campagne, dans un immeuble de six étages au 225, rue Saint-Honoré à Paris.

M. Paul Cousseran, directeur de la campagne, sera secondé par M. Yves Fromion, sous-préfet. Un comité politique de six représentants de chaque parti a été désigné. Il comprend, pour l'UDF, MM. Didier Bariani (rad.), Jacques Blanc (PR), Adolphe Chauvin, président de l'intergroupe UDF du Sénat, Jean-Pierre Fourcade, sénateur RI, Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Pierre Méhaignerie, président du CDS. En fin de partie, pour le RPR, MM. Bernard Pons, Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Christian de la Maline, président du groupe DEP à Strasbourg, Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, Jacques Chartron, délégué national aux élections et Michel Péricard, député des Yvelines, chargé plus directement de secondar M. Pons.

Yves Galland, secrétaire général du Parti radical, et André Santini, délégué national de l'UDF, pour le RPR, MM. Jacques Chartron, Elie Crespi, conseiller en communication, et Alain Marleix, chargé des fédérations.

UNE LISTE DES GAULLISTES DE GAUCHE

M. Jean-Louis Delecourt, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire, a annoncé le lundi 26 mars que le conseil national de son mouvement avait, le samedi 24 mars, décidé de présenter une liste aux prochaines élections européennes.

Ceux qui se veulent les héritiers des gaullistes de gauche affirment que la pensée gaulliste n'est pas pour l'instant présente dans la campagne puisque le RPR « a opéré un virage à 180 degrés sur ses thèmes de 1979 » et s'est allié avec les centristes. Aussi, pour assurer la présence des idées gaullistes, le Mouvement gaulliste populaire a décidé de prendre contact, notamment, avec des hommes comme MM. Pierre Lefranc ou Léo Hamon, avec le Mouvement des démocrates, voire avec des personnalités des milieux socioprofessionnels.

Un comité opérationnel de coordination a lui aussi été constitué. Il comprend, pour l'UDF, MM. Jac-

Le premier ministre regrette le « manque de discrétion dans la police parisienne »

« On manque beaucoup de discrétion dans la police parisienne », a déclaré M. Pierre Manroy, premier ministre, interrogé sur Europe 1, mardi 27 mars, à propos du malaise créé par les récentes mutations dans la police. « Il faut s'habituer à travailler au service de l'Etat dans la discrétion la plus grande », a-t-il ajouté. M. Gaston Defferre devrait s'exprimer, pour sa part, mardi 27 mars, sur Antenne 2 dans le journal de 20 heures.

Le préfet de police de Paris a décidé de fermer une salle de presse située au Quai des Orfèvres, dans les locaux de la police judiciaire.

Chasse aux fuites Quai des Orfèvres

La chasse aux fuites, avérée ou supposée, se confirme. Après la mutation du chef de la brigade criminelle, le commissaire Jacques Genthial, le préfet de police de Paris, M. Guy Fougier, entend continuer son offensive. Ainsi a-t-il reçu, la semaine passée, le directeur de l'information de l'Agence France-Presse, M. Francis Lara, et le directeur général adjoint de l'Agence centrale de presse, M. Régis Baron, pour leur annoncer que les possibilités de travail offertes aux journalistes accrédités auprès de la préfecture de police seront prochainement réduites.

Mais elle ne vaut pas - par exemple - pour la publication par le Point du 19 mars d'un extrait du rapport du préfet sur les effectifs de la police parisienne.

Les fuites et les rumeurs sur les fuites agitent la préfecture de police de Paris depuis des mois sans que l'on comprenne toujours l'émotion des autorités. L'Inspection générale des services (IGS), la « police des polices », a été plus d'une fois mobilisée.

Depuis la mutation du commissaire Genthial, policier réservé que l'on semble accuser d'être à l'origine de fuites, Paris tient la vedette. L'ouverture d'une information par le procureur de la République de Bourges-Bresse, après les indiscrétions relatives à l'autopsie de la jeune lycéenne retrouvée assassinée dimanche, montre que le problème est plus général. Les mutations de policiers à Bordeaux, il y a quelques jours, dont certaines pourraient être la conséquence de fuites lors de l'enquête sur la mort des époux Aran, aussi.

LAURENT GRELSAMER.

Une protestation de l'AFP

La direction de l'Agence France-Presse a diffusé mardi matin la protestation suivante : « La préfecture de police de Paris vient de notifier à la direction de l'Agence France-Presse sa décision irrévocable de fermer le bureau des accrédités de l'agence à la police judiciaire. Le motif officiellement invoqué pour justifier cette mesure tendue à l'ensemble de la presse est la nécessité de mettre un terme aux « fuites » constatées Quai des Orfèvres.

« La direction de l'AFP regrette vivement cette décision qui lui est imposée. Qui plus est, les raisons avancées apparaissent comme une sanction à l'égard de journalistes qui ont toujours rempli scrupuleusement leur tâche dans un strict respect de l'éthique professionnelle. En rompant brutalement avec une pratique qui remonte au début du siècle, la préfecture de police de Paris entrave gravement les activités des journalistes dans un domaine important de la vie nationale. »

M. Fougier a pris sa décision après avoir « entendu tout le monde ». Des policiers interrogés sur les fuites que les autorités reprochent à leurs services les auraient expliquées par la présence de journalistes « se baladant dans les couloirs » et auraient conclu : « Eloignez-les ».

L'explication vaut ce qu'elle vaut.

Le débat sur l'école privée prévu à la mi-mai dominera la session parlementaire de printemps

Comme le prévoit avec précision la Constitution, la session de printemps du Parlement s'ouvrira le lundi 2 avril. L'Assemblée nationale consacra sa première séance à la procédure, comme le prévoit son règlement, en constituant son bureau et ceux de ses commissions. Le Sénat n'aura pas à remplir cette tâche qu'il n'accomplit qu'après chacun de ses renouvellements triennaux.

Mais, sans attendre, les commissions sont au travail, à la demande du gouvernement, et, les 27 et 28 mars, le groupe socialiste se réunit en journées d'études. Le groupe UDF le fera à son tour le 29 mars. C'est que - une fois encore - le travail législatif ne manquera pas, au point qu'une quinzaine de jours de session extraordinaire, au début du mois de juillet, sont déjà sérieusement envisagés, d'autant que les élections européennes obligeront à ralentir le rythme des séances début juin. Comme il y a cinq ans, il n'est pas prévu que le Parlement se mette en vacances à cette occasion, mais il est bien évident que le ton de la campagne réagira sur la tenue des débats des Assemblées.

La question scolaire a toutes les chances de dominer cette session, même si, pour l'heure, il est prévu que le projet de loi préparé par M. Savary ne soit inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée que vers le 15 mai, soit un mois après son adoption annoncée pour le conseil des ministres du 11 avril. Ceux des députés socialistes qui trouvent que, dans sa version actuelle, le texte fait la part trop belle à l'école privée vont s'efforcer de faire revenir le gouvernement à une conception plus « laïque » du dossier. Dans le même temps, l'opposition continue à fournir ses armes. Son attitude dépendra, en partie, de la position prise par les porte-parole officiels de l'enseignement catholique.

Entre les uns et les autres, le gouvernement devra naviguer serré. Certes, un engagement de sa responsabilité par l'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution lui permettrait de clarifier les choses et surtout d'éviter les débordements de tous ordres; mais le Parti socialiste, lors de sa convention du week-end, lui a clairement fait savoir qu'il entendait bien avoir son mot à dire.

Le pouvoir exécutif ne disposant pas de tels moyens coercitifs sur le Sénat, la possibilité que ce texte soit définitivement adopté avant les vacances d'été dépend aussi de la stratégie que retiendront les sénateurs de l'opposition.

Pour la presse, il en va évidemment de même. Contrairement aux experts du gouvernement, la commission spéciale constituée au Palais de Luxembourg ne s'est pas officiellement mise au travail durant l'intersession, et le dépôt de quelque cinq cents amendements par M^{me} Brigitte Gros (Yvelines) et dix-

huit de ses collègues de la gauche démocratique inquiète les responsables gouvernementaux, même si cette initiative est critiquée par la majorité sénatoriale. Comme l'urgence n'a pas été proclamée, l'Assemblée nationale aura encore trois fois l'occasion de se prononcer sur ce projet, un accord entre les deux Chambres n'étant pas envisageable. Le planning sera serré pour que ce texte soit lui aussi définitivement adopté au cours de cette session ou de la session extraordinaire qui la suivra. D'autant que, bien entendu, ces deux textes ne sont pas les seuls qui doivent être débattus.

Dès le 3 avril, l'Assemblée nationale doit se saisir du projet sur le foncier agricole, qui a amené quelques difficultés entre le groupe socialiste et M. Michel Rocard. Ensuite elle s'attaquera aux deuxièmes et troisièmes volets de la réforme du « droit des faillites » préparé par M. Robert Badinter : un texte de deux cent trente-cinq articles qui modifie le règlement judiciaire et un de quarante-six articles sur les professions qui s'en occupent : syndics et administrateurs judiciaires. Les députés débattront ensuite du texte sur les activités sportives, déjà vu par le Sénat il y a un an, et du projet sur la formation permanente des agents des collectivités locales, des statuts de la Polytechnique française et de la Nouvelle-Calédonie, du volet législatif des restructurations industrielles, de la réforme du Conseil économique et social avant son renouvellement, qui doit intervenir au mois d'août 1984, d'un texte comprenant diverses mesures d'ordre social, du projet réglementaire d'aménagement de la montagne, voire d'une réforme du code foncier concernant l'aménagement urbain, sans oublier un éventuel collectif budgétaire consacré à l'éducation, qu'avait souhaité M. Pierre Joxe et le groupe communiste.

Les sénateurs auront à débattre avant les députés de la création d'un établissement public pour le Carrefour international de la communication prévu à la Défense et d'une réforme de la maîtrise d'aménagement qui est actuellement dans un vide juridique. Les uns et les autres auront à continuer l'étude de textes commencés lors de précédentes sessions : la pêche en eau douce, les compétences des régions d'outre-mer, la location-accession à la propriété immobilière.

A noter que ne figurent pas dans ce programme deux projets pourtant déposés depuis plusieurs mois et dont la discussion a été à plusieurs reprises annoncée : la loi de « respiration » du secteur public, qui doit permettre aux groupes nationalisés de se défaire de certaines de leurs filiales, ou d'acheter d'autres sociétés; et le projet antixénotiste de M^{me} Yvette Roudy.

THIERRY BRÉHIER.

Des universitaires s'élèvent contre les accusations formulées par M. Philippe Robrieux à l'encontre de M^{me} Lily Marcou

Une trentaine d'universitaires, enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, à l'Université Paris-1 ou à l'École des hautes études en sciences sociales, ont adressé, aux éditions Fayard, une lettre exprimant leur indignation devant un passage du quatrième tome de l'histoire intérieure du Parti communiste, de M. Philippe Robrieux, qui vient de paraître chez cet éditeur (Le Monde du 24 mars).

Il s'agit d'une page de l'« Avant et arrière-propos », dans laquelle l'auteur met en cause, sans la nommer, M^{me} Lily Marcou, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement communiste. Comme le soulignent les signataires de la lettre adressée aux éditions Fayard, les indications données par M. Robrieux sont suffisamment précises pour que le lecteur qui s'intéresse aux recherches sur le communisme puisse reconnaître M^{me} Marcou.

Celle-ci est présentée par M. Robrieux comme appartenant à « une sorte de filière roumaine », constituée de personnes qui auraient été impliquées dans des investigations ou d'obtenir de lui qu'il leur révélât ses sources d'informations sur le PCF. « Avocat de Staline », selon M. Robrieux, M^{me} Marcou aurait dissimulé ses véritables intentions sous des professions de foi eurocommunistes. Quelques pages plus loin, M^{me} Marcou est, cette fois, nommée, mais son nom est précédé du qualificatif d'« historienne » placé entre guillemets, M. Robrieux l'accusant, à propos d'un article publié par le Monde, de complaisance envers le PCF.

Les auteurs de la lettre s'élèvent contre les accusations sans preuve, les insinuations malveillantes et calomnieuses, les allégations diffamatoires que M. Robrieux formule, ainsi, à l'encontre de M^{me} Marcou, dont ils soulignent qu'ils ne paraissent pas tous les opinions et les jugements.

P. J.

Propos et débats

M. Barre : pays de cocagne

Dans un article de la revue Commentaire intitulé : « La crise des politiques économiques et sociales et l'avenir des démocraties », M. Raymond Barre écrit notamment : « Il faut admettre que le monde de l'économie n'est pas le pays de cocagne que l'on se représente et que la lutte contre la rareté imposée à tous l'effort et le travail. » L'ancien premier ministre remarque que « une politique économique cohérente pour la stabilité et le développement est à la fois une politique monétaire, une politique budgétaire, une politique de taux de change et une politique de l'offre compétitive qui encourage les propositions individuelles au travail, à l'activité d'entreprise, à l'épargne et à l'investissement et favorise l'adaptation des structures productives ».

Selon M. Barre, « l'expérience socialiste montre qu'une politique de relance par déficit budgétaire menée de façon rigoureuse est la seule chance de la gauche » dans la perspective des élections législatives de 1986. « Si non seulement nous savons être justes et généreux, mais que nous gérons bien l'économie d'ici fin 1985 sans défaillance, les Français le reconnaîtront et le ratifieront dans leur vote en 1986. » Le ministre de l'économie et des finances a jugé que M. Giscard d'Estaing, en affirmant que « la crise internationale est finie » et que « nous sommes dans la crise du socialisme français », est en train de se tailler une réputation de spécialiste de la formule creuse et du faux diagnostic. Selon M. Delors, « c'est parce que nous sommes en retard que nous nous en sortirons mieux ».

M. Delors : formule creuse et faux diagnostic

M. Jacques Delors, interrogé lundi 26 mars sur Europe 1, a affirmé que « la continuation de la politique de rigueur est la seule chance de la gauche » dans la perspective des élections législatives de 1986. « Si non seulement nous savons être justes et généreux, mais que nous gérons bien l'économie d'ici fin 1985 sans défaillance, les Français le reconnaîtront et le ratifieront dans leur vote en 1986. » Le ministre de l'économie et des finances a jugé que M. Giscard d'Estaing, en affirmant que « la crise internationale est finie » et que « nous sommes dans la crise du socialisme français », est en train de se tailler une réputation de spécialiste de la formule creuse et du faux diagnostic. Selon M. Delors, « c'est parce que nous sommes en retard que nous nous en sortirons mieux ».

M. Jospin : les théories du râseau

Commentant l'éventualité d'une deuxième liste de l'opposition, M. Lionel Jospin, secrétaire du PS, a affirmé lundi que « si des gens expriment leurs convictions, c'est bien ». Mais il a jugé « insupportable », pour certains membres de l'opposition, « la chape que, pour des raisons d'opportunité politique, on essaie de mettre sur des convictions ou des contradictions ». Selon lui, l'existence d'une seule liste de l'opposition constitue « un travestissement de la réalité politique ». A propos de la liste de centre gauche, M. Jospin a exprimé son scepticisme pour les « théories du râseau », et a ajouté qu'il « ne voit pas la politique comme du jérémy ».

A propos des divergences entre le PS et le PC sur l'Europe, il a déclaré : « Il est peut-être gênant d'avoir des points de vue différents, mais, si on a des avis différents, il est bien de les exprimer sur des listes différentes. » Il a ajouté que pour ces élections européennes de 1984, « il sera important de montrer que les enjeux sont plus lourds qu'en 1979 ».

M. Jobert : l'électorat de centre-gauche est parti à droite

Invité lundi de l'émission « Face au public » sur France-Inter, M. Michel Jobert a estimé que l'électorat de centre-gauche « qui a puissamment concouru à l'élection du président Mitterrand [est] aujourd'hui parti à droite ». Il a regretté que cet électorat « ne soit pas là pour une opération de centre-gauche », car « on pourrait dépassonner le débat droite-gauche ».

L'ancien ministre du commerce extérieur de M. Mitterrand a jugé que le gouvernement français « était mis au Liban » à la remorque d'une politique américaine « dont l'objectif n'était pas l'indépendance du Liban ».

A propos du sommet de Bruxelles, il a déclaré : « Tout cela est de l'épicerie, ce n'est pas la volonté de l'Europe, qui est une volonté de liberté » interrogé sur la politique de défense européenne, M. Jobert a remarqué que « l'Allemagne n'est pas aujourd'hui en mesure d'accepter une conversation en matière atomique à l'échelon européen ». Il a exprimé l'inquiétude que « de fil en aiguille on en arrive à une subordination de la France à l'OTAN » et a jugé que la Force d'action rapide « nous intègre ipso facto dans un schéma de défense qui n'est pas le nôtre ».

M. Galland (rad.) : moralité et efficacité politique

M. Yves Galland, secrétaire général du parti radical, a estimé lundi que M. François Léotard, secrétaire général du PR, « ne peut pas critiquer sans cesse la constitution de la liste d'union de l'opposition sans porter atteinte à ses résultats ». « Le Parti républicain », a-t-il déclaré, « doit décider clairement et définitivement s'il participe ou non au combat commun de l'opposition UDF-RPR pour les élections européennes. Mais il ne peut à la fois prétendre avoir des candidats et des élus sur la liste menée par Simone Veil, la critiquer en permanence et laisser entendre qu'il pourrait y avoir une autre liste. Cela pose le double problème de la moralité et de l'efficacité politique. »

M. Chirac : nous saurons gouverner ensemble

Poursuivant la visite des municipalités de la région parisienne conclue par l'opposition, M. Jacques Chirac s'est rendu, lundi 26 mars, à Sarcelles (Val-d'Oise), dont le maire est M. Raymond Lamontagne (sans étiquette). M. Chirac a notamment déclaré devant quinze cents personnes : « Nous saurons gouverner ensemble le pays comme, ensemble, nous avons été capables de proposer quelques choses pour l'Europe. L'opposition a un programme, mais il lui est difficile de le faire connaître en raison de la mainmise de l'Etat sur les grands moyens modernes d'information. » Il a critiqué l'usage politique fait de certains pouvoirs financiers en faisant allusion à « La Chapelle-Fabius, pardon La Chapelle-Darblay ».

TWA Flâneries Américaines

Louisiane en roue libre : 5.950 F*

2 nuits à New York, 5 nuits en Louisiane, dont 2 à la Nouvelle Orleans... et voiture pendant 5 jours en Louisiane.

* Prix par personne en chambre occupée par 2 adultes et 2 enfants. Paris 1^{er} : 19 bis rue du Mont-Thabor. Tél. 260.39.85. Province : Lotem S.A. : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg

Vous plaire nous plaît

TWA

مكتبة لادبي

Le point sur...

La réduction de la durée du mandat présidentiel

L'hypothèse du quinquennat

M. François Mitterrand, qui ne réponde pas à aborder le problème de la réduction de la durée du mandat présidentiel dans des entretiens privés, le traite avec pragmatisme et réalisme. L'actuel chef de l'Etat constate qu'il ne dispose pas d'une majorité suffisante pour obtenir une révision de la Constitution par la voie parlementaire selon l'article 89 de la Constitution. Il faudrait en effet que le projet de réforme, pour être promulgué, recueille les trois cinquièmes des suffrages des sénateurs et des députés réunis en congrès du Parlement à Versailles ou qu'il soit voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, puis soumis au référendum populaire pour devenir définitif. Le Sénat, où l'opposition est actuellement largement majoritaire, ne peut donc permettre de mener à bien une révision de la Constitution par cette voie. Il reste cependant à la disposition du chef de l'Etat la possibilité d'user de l'article 11 de la Constitution, qui lui permet, sur proposition du gouvernement, de soumettre directement au référendum « tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ». Nul ne peut évidemment prédire quelle majorité se dégagerait dans le pays en faveur d'une telle réforme, surtout après une campagne électorale qui ne manquerait pas d'être passionnée et dont l'objet serait inévitablement déformé.

Pas de fétichisme

M. Mitterrand ne cache pas non plus qu'il réponde totalement à effectuer des réformes à son usage personnel. Il rappelle ainsi que, élu pour sept ans en 1981, il remplira son mandat jusqu'à son terme, comptant ainsi court à toutes les spéculations relatives à une éventuelle démission. Et lorsqu'on l'interroge sur la possibilité d'un second mandat ramené aux dimensions d'un quinquennat, il feint de s'étonner de la question et répond, en riant, qu'il aura certes soixante-cinq ans en 1988, mais qu'il n'aura « que » soixante-dix-huit ans en 1995.

Et pourtant, le candidat de la gauche de 1981 avait prévu dans sa proposition 45 une modification du mandat présidentiel. Deux possibilités étaient énoncées sans que l'une soit privilégiée : « Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé ».

Quant à savoir si M. Mitterrand briguera en 1988 un nouveau mandat, la question relève naturellement de l'opportunité politique du moment et ne pourrait recevoir aujourd'hui qu'une réponse préliminaire ou donner lieu à hypothèses.

- 5, 6, 7, 10, 12, etc. ? Voici l'état actuel des propositions de réforme de la durée du mandat présidentiel :
- M. Mitterrand : sept ans non renouvelable, ou un mandat de cinq ans renouvelable une fois.
- M. François Couve de Murville : sept ans renouvelable.
- M. Jacques Chaban-Delmas : six ans renouvelable une fois.
- M. Valéry Giscard d'Estaing : six ans renouvelable une fois.
- M. Jean Lecanuet : sept ans non renouvelable.
- M. Raymond Barre : sept ans renouvelable une fois.
- M. Jean-Pierre Fourcade : cinq ans renouvelable une fois.

spéculation et scénarios dont la variété peut être infinie. Paradoxalement, les Français ne semblent guère attachés au septennat, qui existe pourtant dans notre pays depuis les lois constitutionnelles de 1875, alors qu'ils sont tout à fait partisans du maintien de l'élection du président de la République au suffrage universel, qui n'a été instauré qu'en 1962. Il est vrai qu'en cent neuf ans le septennat a connu bien des avatars. Depuis Muc Mahu sous le régime de Napoléon Ier, dix-huit présidents se sont succédés mais huit seulement ont effectué la totalité de leur mandat (Julius Grévy, Emile Loubet, Armand Fallières, Raymond Poincaré, Gaston Doumergue, Albert Lebrun, Vincent Auriol, Charles de Gaulle, M. Valéry Giscard d'Estaing). Parmi les huit qui ont achevé leur mandat, aucun des trois qui avaient entamé un second mandat n'a pu mener celui-ci à son terme (Julius Grévy, Albert Lebrun et Charles de Gaulle).

Certes, avant la réflexion au suffrage universel de Charles de Gaulle en 1965, les présidents n'étaient élus que par le congrès du Parlement réuni à Versailles (sauf de Gaulle en décembre 1958, élu par un collège de soixante quinze mille notables). Issus du sérail parlementaire, sans réel pouvoir exécutif, les présidents de la IIIe et de la IVe République voyaient leur rôle, comme le disait de Gaulle avec quelque mépris, limité à « l'inauguration des chrysanthèmes ». Désigné au terme de combinaisons électorales et de savants dosages - il a fallu treize tours pour élire René Coty en décembre 1953 - les présidents ont été longtemps liés au peuple et coupés de l'électorat. Cela explique que les Français n'aient pas le fétichisme du septennat. Un sondage réalisé par la SOPS en septembre 1983 (Le Monde du 4 octobre 1983) établit que 35 % y demeurent attachés, alors que 60 % préféreraient que le président ne soit élu que pour cinq ans. C'est à l'UDF (67 %) que l'on rencontre le plus de faveur pour le quinquennat, puis au RPR (63 %), au Parti socialiste (53 %) et enfin au Parti communiste (49 %).

En revanche, l'adhésion à l'élection du président de la République au suffrage universel est massive : 86 %, et plus forte encore parmi l'électorat socialiste (94 %), qui distance ainsi même les gaullistes (91 %) et l'UDF (89 %), alors que les communistes sont en relatif retrait avec 88 %.

On peut approximativement faire remonter la contestation du septennat au événement de mai 1968, lorsque les manifestations du quartier Latin donnaient, sans s'en douter, une forme constitutionnelle à leur autogestion en scandant : « Dix ans, ça suffit ! ».

On peut même solliciter leurs arrière-pensées en estimant qu'ils fixaient ainsi à un double quinquennat la durée supportable d'un même président à l'Élysée. C'est à partir de cette époque que tous les candidats à la charge suprême - hormis Georges Pompidou en 1969 - ont évoqué une possible réduction du mandat présidentiel, un peu comme s'ils voulaient se faire plus modestes qu'ils n'en avaient l'air et donner confiance à l'électorat en lui promettant qu'il pourrait, au besoin, renouer son vote sans trop attendre. Ce n'était, il est vrai, qu'un argument électoral car on constate aussi qu'une fois au pouvoir les élus ont soit oublié leurs engagements, soit n'ont pas eu les moyens de les tenir.

Seul Georges Pompidou, qui pourtant n'avait fait aucune promesse en ce sens dans sa campagne électorale de 1969, a tenté d'instaurer concrètement le quinquennat en 1973, en faisant adopter par les deux assemblées un projet de loi. C'est cette tentative qui a relancé le débat sur les avantages et les inconvénients du quinquennat, dont il n'avait jamais été beaucoup question en France depuis un siècle.

La principale objection à une telle réforme est simple : qui dit concomitance de l'élection de l'Assemblée et du président dit « présidentialisation » accrue du régime. En revanche, comme le disait Georges Pompidou, le président « sera aussi près du peuple que les députés », et aucun ne pourra reprocher à l'autre d'avoir une légitimité plus récente.

Au cours des débats de 1973, l'éventualité de la limitation du

nombre des mandats n'a pratiquement pas été évoquée, pas plus qu'elle ne l'avait été en 1958 et en 1962. Seul Georges Pompidou, répondant à une question dans une conférence de presse du 27 septembre 1973, avait estimé qu'elle n'était « pas souhaitable », ajoutant : « Il veut mieux laisser la porte ouverte, et s'il y a des amateurs pour quinze ans, eh bien ! on verra... ».

Sauf erreur, la première personnalité à avoir envisagé la limitation du nombre des mandats est M. Jean Royer, maire de Tours, député non inscrit, candidat à l'élection présidentielle de 1974 (3,17 % des suffrages au premier tour). Il déclarait le 19 avril : « Le mandat de sept ans peut être accepté s'il n'y a pas de rééligibilité, mais avec un vice-président ».

Un paradoxe

Quant à M. Giscard d'Estaing, qui trouvait pendant sa campagne que « sept ans, c'est trop long », il estime, une fois installé à l'Élysée, que le septennat doit être maintenu dans sa durée sinon « ce serait mauvais pour la France » ; mais il n'évoque pas le problème du renouvellement. En juin 1980 à l'initiative de M. François Luchaire, le Mouvement des radicaux de gauche propose que le président sortant, à la fin de son septennat, ne soit pas rééligible. En septembre 1980, M. Michel Debré, dans une interview sur le Monde, prend la même position en précisant que ce n'est pas là un problème prioritaire.

Enfin, pour la première fois, M. François Mitterrand, le 16 novembre 1980, déclare à Grangos-Valence (Ardèche) sur un ton qui relève davantage de la polémique électorale que de l'analyse constitutionnelle : « M. Giscard d'Estaing détient la quasi-totalité



de l'exécutif et du législatif ainsi qu'une large part du judiciaire et de l'information. Un président de cette nature ne devrait pas être rééligible. Sept ans c'est trop, quinze ans c'est encore plus... L'idée d'une limitation fait donc son chemin, sans grand bruit. On peut même dire que les milieux politiques s'y intéressent peu. Elle trouve cependant sa place en janvier 1981 dans le manifeste de Créteil du Parti socialiste précédé de cette phrase : « Nous ne sommes déjà plus tout à fait en République. Oh en serons-nous dans sept ans si, par malheur, M. Giscard d'Estaing était réélu le 10 mai ? ».

En réalité, le débat, sur ce point précis, n'a pas été ouvert. Et comme c'est souvent le cas en politique, le balancier va peut-être trop loin. Pour éviter que le chef de l'Etat ne soit trop, ou trop longtemps éloigné de la fonction populaire qui lui donne sa légitimité, on souhaite raccourcir le mandat. Soit. Mais n'en rajoutez-on pas en voulant lui interdire de se présenter plus de deux fois aux suffrages des électeurs. Comme un vulgaire mauvais élève, le chef de l'Etat serait autorisé à redoubler mais pas à tripler !

La limitation du quinquennat à deux mandats exprime un paradoxe : on souhaite rapprocher le président de ses sources mais on l'empêche de s'y remettre.

Une telle limitation serait une marque de défiance envers le suffrage universel et un geste de suspicion pour l'électeur. Selon l'article 3 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple ». Pourquoi voudrait-on lui interdire de maintenir à la tête de l'Etat, au-delà de six ans, un président qui pendant deux quinquennats aurait fait son bonheur ?

Peut-il y avoir en démocratie un souverain supérieur à la souveraineté populaire ?

La réforme avortée de 1973

C'est dans son message au Parlement, le 3 avril 1973, que le président de la République révèle son intention de réviser la Constitution. S'il le fait à ce moment-là - alors qu'il n'en avait jamais parlé auparavant - c'est que le résultat médiocre des élections législatives pour la majorité lui a fait prendre conscience des risques de déséquilibre qu'aurait provoqué une victoire de l'opposition.

Le problème de la cohabitation, dont il est tant question aujourd'hui lorsque l'on évoque les élections législatives de 1986, se posait alors au chef de l'Etat. De Gaulle, qui aurait pu se poser la même question, par exemple en 1967, ne l'a pas fait. Se serait-il senti désemparé par l'élection d'une Assemblée où les députés se réclamant de lui auraient été minoritaires ? Il a en tout cas réajusté ainsi le projet de loi sur le référendum du 27 avril 1969 sur la réforme du Sénat et des régions, puisqu'il n'a pas cessé d'exercer ses fonctions. Élu à l'Élysée depuis le 15 juin 1969, Georges Pompidou devait dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche en 1973 cohabiter avec elle jusqu'en 1976. Si le quinquennat existait, il n'aurait plus à supporter cette situation que pendant un an. L'inconvénient ne serait pas supprimé ; il serait écourté et ramené à la durée à peu près normale d'une campagne électorale présidentielle.

L'exposé des motifs du projet de loi soumis aux députés en septembre 1973 indique seulement : « La règle du septennat ne correspond plus au

L'analyse des juristes

La question de la réduction de la durée du mandat présidentiel intéresse particulièrement les milieux politiques et les cercles universitaires. Des colloques, organisés en novembre 1983 par la Fondation nationale des sciences politiques et en mars 1984 par l'Association française de science politique à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la V^e République, ont étudié cet aspect particulier du fonctionnement des institutions.

Ainsi, M. René Teixerot, assistant à l'université de Paris-X, note l'attitude contradictoire des hommes politiques à l'égard du révisionnisme constitutionnel, selon qu'ils sont dans l'opposition ou au pouvoir. Analysant ce chassé-croisé des prises de position, il a observé que lorsqu'une coalition est au pouvoir, la formation dominante se montre la plus révisionniste. Comme l'écrit Olivier Duhamel, professeur de droit à l'université de Besançon, c'est une loi de l'histoire des révisions constitutionnelles que l'ampleur du révisionnisme est fonction de la faiblesse politique, une loi que l'on vérifie autant à droite qu'à gauche.

M. Teixerot explique que, alors qu'il avait combattu les institutions de la V^e République, M. Mitterrand s'est rallié à elles dès 1965 lorsqu'il a été candidat à l'Élysée, « n'hésitant pas à mener une campagne qui, dans le style comme dans le contenu, n'était pas celle d'un candidat à un poste honorifique ou même d'arbitrage », il rappelle que le 7 janvier 1973, devant la convention nationale du PS, le premier secrétaire déclarait : « Faut-il enlever des pouvoirs au président de la République ? Nous ne le pensons pas. La gauche n'a jamais eu l'intention de modifier les institutions ». Et M. Teixerot ajoute : « Aujourd'hui M. Mitterrand n'exerce pas ses fonctions de façon différente de ses prédécesseurs, à quelques nuances près... » Il en déduit que l'ardour révisionniste de la gauche s'est affaibli avec le temps, et qu'elle n'a jamais eu l'intention de parvenir à ses fins.

Trois révisionnistes en 1972 avec le programme commun, qui prévoit de réduire à cinq ans le mandat présidentiel et de toucher à tous les pouvoirs du chef de l'Etat, la gauche est assez discrète sur ce sujet pendant la campagne de 1981. Les attitudes de la droite comme de la gauche en matière de révision constitutionnelle sont donc avant

tout fonction des circonstances et relèvent davantage de la tactique politique que d'une véritable analyse de fond, conclut M. Teixerot.

Mme Françoise Decaumont, maître-assistant à l'université de Caen, dans une communication au titre explicite « Le quinquennat, échec d'air, solution de demain ? » affirme que le mandat présidentiel de cinq ans est une formule mieux adaptée à la V^e République, et l'accroissement continu des pouvoirs présidentiels rendant nécessaire un retour plus fréquent devant les électeurs, il évite l'érosion du pouvoir. L'abandon du mandat semble à Mme Decaumont d'autant plus nécessaire pour M. Mitterrand qu'il a été élu sur un programme précis et non, comme ses prédécesseurs sur de vagues orientations qui leur laissent plus de souplesse. Cette remarque, toute théorique, ne semble pas pour le moment confirmée par la réalité.

M. Jacques Robert, ancien président de l'université de Paris-II, a pris position à de nombreuses reprises dans nos colonnes en faveur du quinquennat. Mais il est allé plus loin en estimant que la coïncidence de l'élection du président et de celle des députés limitera les risques de discordance. M. Roger-Gérard Schwartzberg, professeur de droit, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, rappelle dans le Manda du 15 février 1980 sa faveur pour le quinquennat, et souhaitait que la réforme de 1973 fût remise en route par M. Giscard d'Estaing, avec la convocation du congrès « afin que la révision puisse s'appliquer à l'été de mai 1981 ». Selon lui, « cette réforme pourrait enclencher un processus vers un régime « démocratique » où le président ne soit plus le maître lointain d'une couronne élective ».

Tous les manuels de droit constitutionnel étudient le projet de réforme de 1973. C'est notamment le cas du plus récent, La Vie politique sous la V^e République, de M. Jacques Chapsal, édité en mars 1984, aux Presses universitaires de France. Pour l'ancien directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, Georges Pompidou, avec l'échec du projet de réforme de 1972 sur l'Europe et la non-réforme de 1973 sur le quinquennat, n'a pas réussi à « débloquer » la société.

La Constitution cinq fois révisée

- La Constitution de 1958 a été révisée à cinq reprises :
- 4 JUIN 1960 : Modification des conditions de révision du titre XII relatif à la Communauté (règles spéciales de révision prévues par l'article 85).
- 28 OCTOBRE 1962 : Référendum organisé en application de l'article 11 modifiant l'article 6 pour instituer l'élection du président de la République au suffrage universel direct.
- 30 DÉCEMBRE 1963 : Le Congrès modifie le régime des sessions parlementaires par révision de l'article 28. Les sessions s'ouvrent le 2 octobre pour quatre-vingt jours et le 2 avril pour quatre-vingt-dix jours.
- 21 OCTOBRE 1974 : Le Congrès modifie l'article 61 et dispose que le Conseil constitutionnel pourra être saisi également par cinquante députés ou cinquante sénateurs.
- 14 JUIN 1976 : Le Congrès modifie l'article 7 relatif

aux conditions d'élection du président de la République (désignés des candidats avant et pendant la campagne électorale).

Trois échecs

- A trois reprises, des projets de réforme constitutionnelle n'ont pu aboutir :
- 27 AVRIL 1969 : Rejet par le corps électoral du référendum portant réforme du Sénat et des régions, rejet qui a entraîné le départ du général de Gaulle.
- 19 OCTOBRE 1973 : Non-présentation du Congrès (convocqué pour cette date) du projet instruant le quinquennat.
- 21 OCTOBRE 1974 : Le président de la République retire de l'ordre du jour du Congrès un projet réformant le statut des parlementaires suppléants de ministres, alors qu'il avait recueilli les trois cinquièmes des voix au Sénat, mais non à l'Assemblée nationale.

Dossier établi par ANDRÉ PASSERON

LE CARNET DU Monde

AU CONSEIL DE PARIS 60 000 mètres carrés de bureaux dans l'est de la capitale

La gauche conteste le choix de la majorité municipale

Faut-il construire des bureaux ou bien aménager des zones industrielles dans Paris ? La ville, tout le monde en convient, manque des uns et des autres. Mais comme l'espace est limité, il faut choisir. Ce débat de fond dont la solution passera sur la composition sociologique et donc sur la physionomie politique de la capitale, les conseillers de Paris l'ont abordé, le 26 mars, au cours de leur séance mensuelle. La majorité municipale a opté pour le tertiaire alors que l'opposition socialiste et communiste a plaidé en faveur de l'industrie.

Les élus avaient à examiner trois projets d'aménagement intéressant le douzième, le treizième et le dix-huitième arrondissement. La nécessité de réhabiliter ces trois quartiers, qui s'insèrent dans la politique générale de réajustement de Paris vers l'est, n'est contestée par personne. C'est sur le contenu de ces projets que les avis divergent.

La première opération consistait à rénover le secteur de la Goutte-d'Or, dans le dix-huitième, en démarrant deux mille logements vétustes et parcs insalubres, pour leur substituer six cent vingt logements neufs, une école, une installa-

tion sportive, ainsi que 9 600 mètres carrés de commerces et d'ateliers. D'autre part, mille six cents appartements seront remis à neuf. Ce redoublement complet nécessitera le déplacement, puis le relogement, de nombreux habitants. Par la voix de M. Lionel Jospin, député PS et conseiller du secteur, les élus de gauche se sont fait l'écho des inquiétudes de la population. Ils ont demandé que celle-ci soit informée très vite des intentions de la municipalité qui, en l'occurrence, sera représentée par un aménageur unique, l'Office HLM de la Ville.

Autre exigence exprimée par M. Louis Baillet, conseiller communiste : « Nous ne tolérerons pas que cette opération aboutisse à chasser les gens modestes ». M. Roger Chénard, maire UDF de l'arrondissement, a assuré ses collègues que telle n'était pas l'intention de la majorité municipale et qu'une antenne d'information serait prochainement mise en place.

Le véritable débat s'est engagé à propos de deux autres projets tout aussi importants. L'un se propose de rénover l'îlot Diderot-Mazas dans le douzième, un pâté de vieux bâtiments municipaux proches de la gare de Lyon, en face du pont d'Austerlitz. Le programme prévoit la création d'une crèche de cent vingt logements neufs, la reconstruc-

tion d'une piscine et l'édification de 30 000 mètres carrés de bureaux. Or autour de la gare de Lyon s'est élevée ces dernières années une véritable cité du tertiaire à laquelle vont s'ajouter 10 000 mètres carrés de bureaux dans l'îlot Châtelet et l'imposant ministère des finances près de Bercy. Faut-il encore charger la balance ?

L'autre projet est situé dans le treizième arrondissement. Il intéresse les 7 hectares du quartier Chevaleret-Jeanne d'Arc, une zone d'activités médianes et d'entrepôts SNCF. Il s'agit d'édifier, autour d'un jardin de 8 000 mètres carrés, huit cents logements, une crèche et des locaux commerciaux. Plus loin seront installés 4 000 mètres carrés d'ateliers et des immeubles abritant 30 000 mètres carrés de bureaux. Coût total pour la ville : 83 millions de francs.

M. Daniel Bensussan, conseiller socialiste, a fait observer que cette rénovation allait se solder par la perte d'une centaine d'emplois sur les trois cents actuellement offerts par le quartier. Et il a posé la question : « Oh les entreprises qui s'étendent, aujourd'hui, sur 20 000 mètres carrés, pourront-elles se réinstaller ? » Quant à M. Gisèle Moreau, élue communiste du secteur, elle a vivement critiqué son programme, qui, selon elle, fait beaucoup trop de place aux bureaux et pas assez à l'industrie et aux logements sociaux. « Vous gâchez là une grande chance », a-t-elle lancé à M. Jacques Chirac.

L'opposition municipale a donc proposé que les 60 000 mètres carrés de bureaux prévus sur les deux secteurs Diderot-Mazas et Chevaleret-Jeanne d'Arc soient réduits de moitié au profit d'une zone industrielle de 15 000 mètres carrés et de logements sociaux supplémentaires. Mais aux voix, cette suggestion a été écartée. Les élus de gauche ont été approuvés par les amis de M. Chirac.

Ceux-ci considèrent, en effet, qu'ils peuvent et qu'ils doivent ouvrir deux livres à la fois : les ateliers et le tertiaire. La ville aménage donc un quartier d'activités dans le dix-huitième arrondissement sur 75 000 mètres carrés. Une seconde est projetée précipitamment dans le treizième, dans le secteur de la gare de Tolbiac, sur 60 000 mètres carrés. S'il n'est pas certain qu'ils se garnissent vite, ces deux livres, ces deux espaces sont au moins réservés à l'industrie.

Autre nécessité : relancer les programmes de bureaux dont les surfaces nouvelles mises à la disposition des entreprises sont tombées en dix ans de 160 000 mètres carrés à 20 000 mètres carrés par an. Or M. Chirac compte sur eux pour créer des emplois tertiaires, pour équilibrer financièrement la construction des logements et pour alimenter les caisses municipales par la taxe professionnelle (250 F par mètre carré de bureaux). Il s'est donc fixé pour objectif d'introduire, dans tous les programmes de construction de l'est parisien, des immeubles de bureaux au raison de 30 000 mètres carrés par an. Cette politique, qui implique l'avail de la DATAR (Délegation à l'aménagement du territoire), contrarie celle du gouvernement qui, lui, veut accompagner la décentralisation politique et administrative en encourageant le tertiaire en province (Le Monde du 2 janvier 1984). Le débat bureaux ou usines, apparemment très parisien, en cache un autre plus général et beaucoup plus politique.

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

L'explorateur japonais Naomi Uemura a disparu

Les recherches viennent d'être abandonnées : le grand explorateur japonais Naomi Uemura est porté définitivement disparu en Alaska, sur les pentes du mont McKinley.

C'est le 16 février qu'il devait être repéré pour la dernière fois par un pilote américain dans un abri de neige, à une altitude de 110 mètres après avoir atterri, le 12 février, le plus haut sommet de l'Amérique du Nord (6 196 m), où il venait de fêter, seul, ses quarante-trois ans.

TÉMOIGNAGE

Le samouraï du pôle

La décision de faire, pour la seconde fois, l'ascension du mont McKinley, mais en hiver - ce qui avait jusqu'ici encore été tenté - Naomi Uemura l'avait, semble-t-il, prise « soudain ».

Il n'avait, en effet, et depuis longtemps, promis d'être présent à Paris au congrès international du CNRS sur le pôle Nord, en novembre 1983, où il devait présenter des résultats de ses recherches sur la neige et les aérosols des abords du pôle ; puis il s'était brusquement décommandé, non sans « un vif regret, m'assurant-il, de ne pas rencontrer les quatre autres congressistes du pôle » qui devaient se rendre à Paris avec lui. Il souhaitait préparer sur place cette périlleuse expédition.

Hélas, le dernier rendez-vous, qu'il avait pris au mont McKinley, était, sans doute, irrésistible, et le samouraï que s'était donné sa femme, le « veuve de l'aventure », tragiquement justifié.

Naomi Uemura, né en 1941 dans une famille paysanne pauvre de la région de Hyogo, près d'Osaka, il est le sixième fils - avait fait ses études à l'université de Meiji. Petit - 1,52 m - de son corps ramassé, puissant, émanait une force intérieure souveraine. Son visage était changeant : parfois doux, il s'éclaircissait soudain avec les lueurs d'un enfant (1). Il était un équilibriste, il escaladait seul, en 1968, l'Acropage, le plus haut pic de l'Amérique latine. Il descendait seul, sur un radeau, les six mille kilomètres de l'Amazonie.

Le 11 mai 1970, il réussit l'ascension de l'Eveverest et, en août de la même année, seul et en sept jours, celle du mont McKinley.

Est-ce le souvenir du grand explorateur F.A. Cook - qui le poussa à tenter, par deux fois, l'ascension de ce mont McKinley, où il devait trouver la mort ?

Si l'on considère le choix de ces expéditions arctiques, on peut, certes, penser que l'héroïsme de Naomi Uemura avait de prestigieuses inspirations, en particulier Cook et Peary. Outre le mont McKinley, il va, en effet, à son tour et en empruntant le même itinéraire que Peary depuis le cap Colomb, conquérir le pôle Nord, le 29 avril 1978, en traînant à chiens, après avoir parcouru 800 kilomètres de banquise à travers glaciers tourmentés, humides et crevasses.

Quoi qu'il ait été, contrairement à ses illustres prédécesseurs, régulièrement révoqué par des parachutages aériens, il faut insister sur le fait que l'ascension de Naomi Uemura n'était pas un acte de bravoure, mais un acte de courage.

Naomi Uemura, lui, se fut porté que par la passion infiniment gratuite du dépassement de soi... et peut-être par le souffle héroïque de ces lointains ascètes extrêmes-orientaux qui, venus de Sibérie, il y a dix mille ans, ont conquis l'Arctique américain et groenlandais.

JEAN MALAURE
directeur recherche au CNRS,
directeur du Centre d'études arctiques.

(1) Uemura était né à la France ; il a vécu pendant son adolescence dans un petit village alpin, près de la frontière suisse. Il y resta trois ans, sa perfection dans les techniques alpines.

Uemura était membre d'honneur de la Société arctique française.

Décès

M^{me} Odile Frenel, née Odile Barbier, M. Etienne Androux et M^{me}, née Anne Dejouany, et leurs enfants. Les parents et amis, ont le plaisir de faire part du décès survenu le 24 mars 1984, en sa quatre-vingt-septième année, de

M^{me} Yvonne BARRIER, née Ferrant, retraitée de la SNCF (chef du personnel du service de la voie et des bâtiments de la région Sud-Ouest), chevalier des Palmes académiques.

Les obsèques religieuses ont lieu à Mauzac (Vienne), le mardi 27 mars, à 16 heures, 24, avenue de Fossillac, 17200 Royan, 2, rue Jean-Moulin, 78190 Trappes.

M^{me} Raymond Blamont, le docteur et M^{me} Jacques Franck, Pascal et Lise Franck, Pierre et Odile Franck, ont le plaisir de faire part du décès, survenu à la suite d'un cancer, de

Raymond BLAMONT, à l'âge de cinquante-huit ans, 5, passage Doisy, 75017 Paris.

Marseille (Sousse).

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Carlo BOCCARA, (Lolo),

survenu à Marseille, le 26 mars 1984, à l'âge de soixante-quatorze ans, 37, boulevard de la Fayette, 13009 Marseille.

L'inhumation a eu lieu ce mardi 27 mars 1984, à 11 heures, au cimetière des Trois-Lacs, à Marseille.

M^{me} Raymond Brochard, son épouse, M. et M^{me} Guy Brochard et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Terrère et leur fils, M. et M^{me} Christian Brochard et leur fils, M. et M^{me} Alain Brochard et leurs enfants, M. et M^{me} Dominique Brochard et leurs enfants, ont le triste devoir de faire part du décès de

Raymond BROCHARD, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu en son domicile, dans sa quatre-vingt-huitième année, le 25 mars 1984, 6, rue Saint-Simon, 75007 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 mars, à 14 heures, en l'église Sainte-Clothilde, à Paris-7^e.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne CASATI, le 20 mars 1984, à Neuilly, dans sa quatre-vingt-onzième année.

De la part de Henri et Maggy Casati, leurs enfants et petits-enfants, Madeleine et Jean Vian, leurs enfants et petits-enfants, Georges et Albina Casati.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret).

76, rue Charlot, 75003 Paris, 20, rue Vigon, 75009 Paris.

Notre épouse, bénéficiaire d'une réduction sur les impôts du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MARC AMBROISE-RENDU.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE



DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par son jugement définitif du 6 janvier 1984, le 3^e chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS :

- Dit qu'en offrant en vente et en vendant des chemises revêtues d'un monogramme constitué de deux C majuscules accolées due à des l'ouvrures ornées vers l'extérieur, la Société MIS d'une part et la Société JCD d'autre part, ont chacune en ce qui les concerne, commis des actes d'imitation illicite de la marque de la Société CHANEL ;

EN CONSÉQUENCE,

- Invalide aux Sociétés MIS et JCD de faire usage sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit dudit monogramme et sous quelque forme que ce soit de la marque de la Société CHANEL ;

- Condamne la Société MIS et JCD à payer à la Société CHANEL la somme de 85 000 F (QUINQUANTE-CINQ MILLE FRANCS) en réparation de l'atteinte portée à sa marque et de son préjudice commercial.

- Condamne la Société MIS et JCD à payer à la Société CHANEL une indemnité de 5 000 F (CINQ MILLE FRANCS) sur le fondement de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

- Ordonne la publication du dispositif du présent jugement devenu définitif dans deux revues ou journaux français ou étrangers, au choix de la Société CHANEL et sous frais des sociétés demanderesse, sans que le coût total de ces insertions dépasse 12 000 F (DOUZE MILLE FRANCS).

- Condamne les Sociétés MIS et JCD aux dépens.

M. Armand Dupuis, son épouse, M. et M^{me} Pierre Hurax, leurs enfants et petits-enfants, M. Gilbert Patouillard-Demoriane, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Patouillard-Demoriane, leurs enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Armand DUPUIS, née Hermine Demaubourg, médaillée de la Reconnaissance française,

piécessant survenu le 24 mars 1984 en son domicile, 8, boulevard de Courcelles à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 mars 1984, à 14 heures, en l'église Saint-Charles de Mueuseau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière de La Villette, rue d'Haupouille à Paris-19^e, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, boulevard de Courcelles, 75017 Paris, 60190 Sacy-le-Petit.

David Kern, M. et M^{me} Bernard Baharier et leurs filles, M^{me} Yvonne H. Neumann, M. Paul Neumann, Les familles Kern et alliées, ont le plaisir de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M^{me} David KERN, née Margit Neumann,

leur épouse, mère, grand-mère, fille, sœur et parente, survenue le 25 mars 1984 à Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 mars 1984. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. David Kern, 35, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris.

M^{me} B. Lazareff, M^{me} G. Roy, M. et M^{me} Serge Lazareff, Alexandre Lazareff, font part du décès de leur petite-fille, fille et sœur,

Anne LAZAREFF,

survenue brutalement le 25 mars 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mars 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre d'Avon près de Fontainebleau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue des Renardes, 75017 Paris.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

M^{me} Anne LEENHARDT, infirmière d'Etat, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre TOE (étoile de bronze), médaille coloniale Indochine,

à Montpellier, le 23 mars 1984.

12, rue Marceau, 34000 Montpellier.

M^{me} Robert Mandrou, née Lalloué, son épouse, ses enfants, parents et alliés, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Robert MANDROU, professeur d'université et directeur d'études à l'EHESS (en retraite),

survenu à l'âge de soixante-trois ans, le 25 mars 1984.

La levée du corps aura lieu le 29 mars 1984, à l'hôpital Cochin (75014), à 13 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Houilles (78800), à 15 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part. 7, rue Méchain, 75014 Paris.

Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Et le personnel de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ont le regret de faire part du décès de

Robert MANDROU, directeur d'études.

Le président et le conseil de l'université Paris-X Nanterre, Le directeur et le conseil de l'UER d'histoire de l'université Paris-X Nanterre, Et l'ensemble du personnel, ont le regret de faire part du décès de

M. Robert MANDROU, professeur d'histoire moderne, commandeur des Palmes académiques,

survenu le 25 mars 1984.

En 1911 le 31 janvier 1921 à Paris, Robert Mandrou, agrégé d'histoire et docteur en lettres, a commencé son carrière comme professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire (1924-1927). Depuis 1927, il était directeur d'études (histoire sociale des mentalités modernes) à l'Ecole des hautes études. Il fut, en outre, secrétaire de la revue « Annales », économiste, sociologue, civilisation (1964-1982), professeur d'histoire moderne à l'université Paris-X Nanterre (1969-1981), vice-président de la

mission historique française en Allemagne (1977-1978).

En 1981, il avait demandé à faire valoir ses droits à la retraite. Robert Mandrou, qui avait pris part aux débats qui ont agité l'université, notamment celle de Nanterre, dans les années 70, nous a plusieurs années après sa position dans le Monde, en particulier sur la réforme Forcart de 1974 qu'il qualifie de « véritable régression culturelle à la Monda » du 20 mars 1974.

Robert Mandrou était l'auteur d'une quinzaine de livres. Parmi les plus récents : l'introduction à la France moderne 1500-1640 (1974), « l'Europe absolutiste, raison et raison d'Etat » (1977), « Le Gabor de l'histoire de l'Académie française 1976 », Chronique descriptives de la France (1978), « l'Université et son rôle en France au XVIII^e siècle » (1978).

Limoges (87), Antony (92).

M^{me} Georges Petit et ses enfants, Aimé que toute la famille, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Georges PETIT, trésorier-payeur général de la Haute-Vienne et de la région du Limousin, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, conseiller

suprême de la banque Tarcaud, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenu à l'âge de cinquante-six ans. Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Michel-des-Lions, à Limoges, le mardi 27 mars 1984, à 8 h 30.

Inhumation au cimetière d'Antony, à 17 heures.

Jean-Marc PORTOLANO et sa femme, ont le plaisir de faire part du décès de son épouse,

Caroline, née Ritteser,

survenue dans sa quarantième année, à Rosen, le 17 mars 1984.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 mars, à 16 heures, au cimetière du Père-Lachaise, 8, rue Pasteur, 75011 Paris.

M. Jean Prouvé, Le docteur Pierre Gauthier et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Frouvé et leurs enfants, M. et M^{me} André Schloesser et leurs enfants, M^{me} Hélène Prouvé, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Drouin et leurs enfants, Les familles Prouvé, Lagarde, Georges, Roy, font part du décès de

M. Jean PROUVÉ,

survenu à son domicile, le 23 mars 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 26 mars à Nancy.

6, rue A.-Haquard, 54000 Nancy. (Le Monde daté 25-26 mars).

Anniversaires

Pour le troisième anniversaire de la mort de

Huguette COSTA, à l'âge de vingt-deux ans, à Delhi,

des prières seront dites le vendredi 30 mars 1984, à 12 h 45, au cimetière du Montparnasse.

Merci d'y assister ou de nous y rejoindre par la presse.

Messes anniversaires

Il y a un an mourait

Paul PERROT, chargé de mission au cabinet du maire de Paris.

Une messe sera célébrée à son intention le vendredi 30 mars, à 19 heures, en l'église Saint-Eustache.

Communications diverses

Un séminaire ayant pour thème « Création et créateurs dans le Japon, aujourd'hui animé par M^{me} Pierre Aubry et Gérard Coste aura lieu le mercredi 28 mars, à 20 h 30, à l'Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris, avec la participation du créateur de mode Yamamoto Kansai. Au programme : musique, peinture, théâtre et esthétique.

STERN

GRAVEUR depuis 1840

Cartes de visite

Invitations

Papiers à lettres

de prestige

pour Sociétés

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tel. : 236.94.48 - 508.86.45

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

santé 1983

Le poids de la Grace

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

« Fémin'aires »

Elle tient du moineau et de la fourmi. Céline : vive comme le premier et efficace comme la seconde. Impossible de ne pas partager son enthousiasme pour l'association dont elle est permanente - Fémin'aires (1), - créée en 1982 par un groupe de militantes féministes et tiercéistes. Leur credo : une foi inébranlable dans l'esprit d'initiative des femmes, un goût prononcé pour les actions concrètes, et la quasi-certitude que rien ne peut changer pour le sexe dit « faible » sans une solidarité bien organisée.

Dans un premier temps, l'association se propose surtout d'organiser des rencontres entre femmes d'ici et d'ailleurs, pour les aider à mieux connaître les différentes pratiques sociales et économiques, ou multipliant les occasions de contacts entre des femmes créatrices de petites entreprises et d'autres tentées par l'aventure : « tables rondes », projections de films, chants, présentation et vente de produits.

Un jour, une Somalienne a raconté que, dans son pays, les femmes d'un village n'hésitaient pas à mettre des fonds en commun pour permettre à l'une d'elles d'acquiescer un commerce. Une fois l'affaire lancée, le remboursement du prêt permettait de financer un autre projet. L'idée a germé, et c'est ainsi que Fémin'aires a ajouté une nouvelle corde à son arc en créant un réseau de solidarité financière.

Grâce à ses cotisations et à des prêts sans intérêt, l'association aide des mini-entreprises à se monter. La dernière née : SOS-Céline (2), une agence de baby-sitting. Mais Fémin'aires s'apprête à lancer son activité financière. Elle vient de lancer un campagne en direction des contribuables. En effet, le code des impôts permet à ces derniers de verser jusqu'à 5 % de leur revenu imposable à des fondations ou associations reconnues

d'utilité publique. L'association a donc ouvert un compte : « Fémin'aires fondation » (3), sous l'égide de la Fondation de France, et recueille les fonds de ceux qui désirent donner un coup de pouce à des initiatives de femmes.

Fémin'aires sert également d'intermédiaire ou de caution auprès des organismes financiers. Un restaurant végétarien a ainsi été créé à Paris ; une jeune Béninoise pleine de talent, Gisèle Gomez, créatrice de mode, a pu sortir sa collection grâce à cette entraide, et beaucoup d'autres initiatives ne demandent qu'à fleurir. Pour Françoise Hamman, qui ouvre à Bordeaux un salon de thé, Le Déguster sur l'herbe, il faudrait 50 000 F. Véronique Comenzo, réalisatrice vidéo qui a créé la société Imagik, a besoin rapidement de 100 000 F pour lancer deux projets. Une fois sur pied, ces mini-entreprises s'engagent à verser 1 % de leur chiffre d'affaires à l'association, apportant ainsi un peu d'eau au moulin.

Intéressé par cette expérience féminine, le ministre de l'emploi, M. Jack Riffe, a signé en juillet une convention avec les deux animatrices de l'association, Estelle Didie et Céline Ostin, et leur a donné l'autorisation de parrainer des demandes de primes pour la création de cinquante emplois.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Fémin'aires, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. Téléphone : 770-09-65.

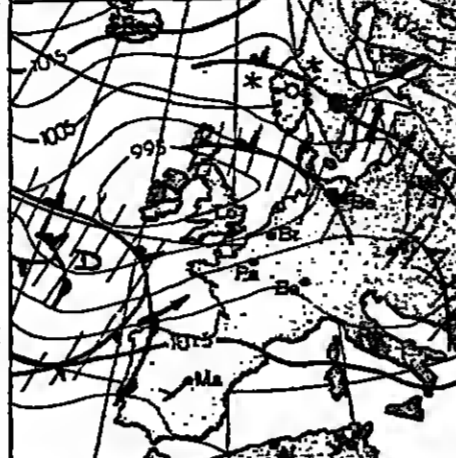
(2) SOS-Céline, 125, avenue Aristide-Briand, 94110 Arcueil. Téléphone : 547-45-12.

(3) Fémin'aires Fondation 05-175, à envoyer rue du Château-d'Eau.

* L'association Fémin'aires est l'hôte de Radio 1901-Cité 96 (92.80 FM), mardi 27 mars à 19 h 30.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.3.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 28.3.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France

entre le mardi 27 mars à 0 heures et le mercredi 28 mars à 24 heures.

Un flux perturbé circule au sud d'un minimum centré sur les Îles britanniques.

Mardi : le temps sera nuageux et pluvieux. Le matin, une première onde de flux ayant traversé une grande partie du pays amènera des pluies modérées du nord de la Seine aux Vosges, à l'est du Massif Central et au nord des Alpes, tandis qu'une deuxième onde intéressera les régions proches de l'Atlantique. Sur le secteur méditerranéen et le sud des Alpes, le temps sera assez beau ; ailleurs, il sera très nuageux. L'après-midi se produira une aggravation pluvieuse, essentiellement au sud de la Loire, avec des pluies localisées englobant au Midi méditerranéen. Parallèlement, les vents de sud se renforceront à partir de l'après-midi dans le Sud-Est.

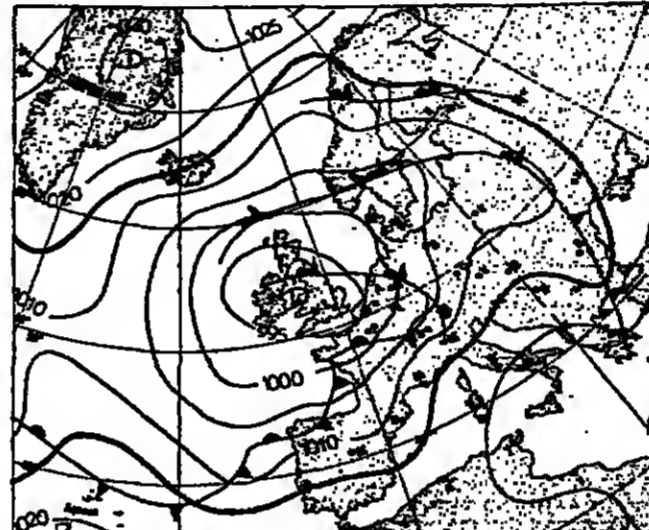
Les températures de 6 à 8°C sur les régions méridionales, 4 à 6°C ailleurs en fin de nuit atteindront des maxima de 11 à 15°C dans la moitié nord, 14 à 18°C dans la moitié sud.

Sans de l'évolution pour la fin de semaine : La zone dépressionnaire établie sur le sud de l'Angleterre se déplacera vers la Scandinavie, maintenant notre pays sous l'influence d'un temps perturbé d'ouest.

Temps prévu de jeudi à samedi : Le matin, le ciel sera très nuageux et il pleuvra (ou neigea au-dessus de 800 à 1 200 mètres) près des Pyrénées et du Nord-Est. L'après-midi, généralisation d'un temps variable avec pluies et localités au sud au nord de la Loire et sur nos régions orientales. Des éclaircies se développeront de la Vendée à la Gironde et près du golfe de Lion. Le mistral et la tramontane souffleront fort. Les températures maximales seront stationnaires en sa baisse de 1 ou 2°C.

Vendredi : le temps sera frais le matin avec de faibles gelées du Bassin aquitain au Centre et au Nord-Est. Des averse redoublées tomberont de la Manche aux frontières du nord et des Alpes à la Corse. Ailleurs, il y aura de belles éclaircies dans la journée, surtout près de la mer Méditerranée, mais une nouvelle aggravation pluvieuse attendra la

PRÉVISIONS POUR LE 28 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Bretagne puis l'Aquitaine en fin d'après-midi où les vents souffleront assez fort du sud. Fins à l'est, le mistral et la tramontane persisteront.

Samedi : le temps sera nuageux et pluvieux sur la majeure partie de la France. Les vents de sud-ouest seront assez forts à forts. Le temps sera beau, plus chaud, sur nos régions méditerranéennes.

La pression atmosphérique réduite, au niveau de la mer (à Paris, à 7 heures, le 27 mars, de 1005,3 millibars, soit 754 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 mars ; le second le minimum de la nuit du 26 au 27 mars) : Ajaccio, 16 et 6 degrés ; Biarritz, 14 et 6 ; Bordeaux, 12 et 5 ; Bourges, 12 et 5 ; Brant, 11 et 6 ; Caen, 11 et 5 ; Chambourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 11 et 3 ; Dijon, 12 et 5 ; Grenoble-Saint-Georges, 12 et 1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 12 et 4 ; Marseille-Marseille, 16 et 5 ; Nancy, 12 et 5 ; Nantes, 12 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 9 ; Paris-Montsouris, 19 et 6 ; Paris-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3676



HORIZONTALEMENT

I - Porte ostensiblement sa croix pour rattraper ceux qui sont dans la souffrance. - II. Carrière en sent s'éclaircir, d'autres ne peuvent le sentir. Préposition. Possessif. - III. Infection atteignant la région olfactive. Participe passé. - IV. Fournisseur d'un masticatoire. - V. Fer à repasser. Etre, en classe de philo. - VI. Que le moindre échauffement risque de faire éclater. - VII. Plus d'une femme voudrait se mettre dans sa peau. Limite le règne d'une reine de beauté. - VIII. Souffrait étonnamment à l'époque de Vatel. - IX. Ne craint qu'après avoir été saisi. Produit de culture ou d'inculture. - X. Qui s'est représenté avec succès pour continuer à représenter. Qui l'on croit dans les songes. - XI. Fauter perché.

VERTICALEMENT

1. Théâtre euphorique recherché par les amateurs de neige. Au sein d'une mamelle de Marianne. - 2. Graduation indiquant le niveau des huiles. - 3. Air vif. Garniture de coffre japonais. - 4. Epithète mettant sur un même rang le crack et le tocard. Article. - 5. Figures représentant quatre végétaux et trois temps. Mauvaise humeur. - 6. Pétillante vedette de la dolce vita. Vente en plein air. - 7. Cercle des gens de lettres. - 8. Une épithète qui aurait pu sauver notre plus grande héroïne. - 9. Noie beaucoup de choses, sauf le chagrin. Vieux jeu.

Solution du problème n° 3675

Horizontalement

I. Pyramane. - II. Caparaque. - III. Air. iso. - IV. Treille. - V. Apeurée. - VI. Emus ; Ur. - VII. Do ; orlé. - VIII. Ries ; en. - IX. Ask ; rudes. - X. Lion ; rut. - Pensées.

Verticalement

1. Cathédrale. - 2. Pair ; moi. - 3. Yrfran ; ékop. - 4. Ra ; Ipos ; ne. - 5. Oralc. - 6. Me ; linteurs. - 7. Actier ; induc. - 8. Nos ; onc ; été. - 9. Enouer ; as.

JEUNES

CONCOURS DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Passeport pour la réussite

Le jury remettra dix-huit prix (de 30 000 à 250 000 F) et un premier prix de 250 000 F en espèces pour une création industrielle, et un premier prix de 120 000 F pour une création de service. Au total, 1 200 000 F de prix seront distribués aux lauréats. Passeport pour la création d'entreprise s'adresse uniquement aux élèves des grandes écoles d'ingénieurs et de gestion de Paris et de la région parisienne (1), porteurs de projets d'entreprise industrielle ou de services, à l'exclusion du commerce de gros ou de détail de l'artisanat non industriel et de l'agriculture.

(1) Cinquante-cinq grandes écoles auxquelles s'ajoutent l'École supérieure d'optique et l'École des sciences politiques, soit au total cinquante-sept.

* Les dossiers d'inscription peuvent être retirés à l'ANCE, 142, rue de Beaune, 75007 Paris, dans les Junior entreprises ou, éventuellement, dans les bureaux des élèves des grandes écoles. Clôture des inscriptions : 26 avril 1984. Remise des prix : 21 juin 1985.

LOTO 170 tirage du samedi 24 mars 1984

2 20 29 30 32 41

PROCHAINES TIRAGES : MERCREDI 28 MARS (Ouv. 13h) / VENDREDI 30 MARS (Ouv. 13h)

Validation : JOURNAL LE MONDE (seul) / BOULETIN L'ESPÉRANTOIS (seul) / BOULETIN LE RENAISSANCE (seul)

6 808 011 F

162 047 F

16 573 F

221 F

14 F

16 F x 2 = 28 F

PARIS EN VISITES - JEUDI 29 MARS

- Exposition Bouguereau, 10 h 30, Petit-Palais, M^o Vernier.
- L'Opéra, 13 h 15, vestibule, M^o Duquesne.
- La rue Réaumur, 14 h 30, 124, rue Réaumur, M^o Garques-Roméro.
- Saint-Sulpice et Delacroix, 15 heures, entrée de l'église, M^o Bouquet des Champs.
- La Mosquée, 15 heures, entrée, place du Puits-de-l'Érmitte, M^o Hulo (Caisse nationale des monuments historiques).
- Trois ans d'acquisitions du musée d'Orsay, 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).
- Exposition Bouguereau, 14 h 30, Petit-Palais (1-X). Jasté.

ÉCHECS

La finale du Tournoi des prétendants

SEPTIÈME PARTIE NULLE EN 14 COUPS

Quatorze coups en cinquante-quatre minutes (trente-deux pour Kasparov, vingt-deux pour Smyslov) : la septième partie de la finale du Tournoi des prétendants aura été, jusqu'à présent, la plus courte du match.

Jusqu'à septième coup, les deux joueurs ont répété la troisième partie de match, puis Kasparov a préféré 7. Cd2 au lieu de 7. Cxd5, mais Smyslov, par une série d'échanges, a simplifié la position et son jeune adversaire lui proposa la nulle.

Le score est maintenant de 4,5 à 2,5 en faveur de Kasparov. La huitième partie doit se jouer le mercredi 28 mars.

Blancs : KASPAROV
Noirs : SMYSLOV

7^e partie
Gambit de la dame
Variante Cambridge-Springs

1. d4	e5	3. Dc2	d5
2. Cf3	Cf6	3. a3	dxc4
3. e4	e6	18. Fxf5	Cxfs
4. Cc3	e5	11. Cxpe	Fxe3+
5. Fg3	Cb7	12. Dxc3	Dxc3+
6. e3	Dd5	13. bxc3	e5
7. Cd2	Fb4	14. Fe2	Nulle

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 mars :

UN DÉCRET

Relatif aux justifications à fournir par les sociétés coopératives artisanales ou de transport ou par leurs unions.

UN ARRÊTÉ

Portant ouverture à titre expérimental de service de la carte télécommunications et fixation de la tarification applicable à ce service.

UNE CIRCULAIRE

Relative aux mesures d'action économique et de soutien à l'emploi dans les pôles de conversion.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses publie des arrêtés portant promotions et nominations dans l'ordre du Mérite agricole.

GALERIE HARGELINE

24, rue Pierre-Demours, 17^e - 267-04-04

DALI

Exposition vente - Collection particulière LITHOGRAPHIES ET DIVERS

15 mars - 19 avril

annonces associations

Appels

VACANCES ÉCONOMIQUES, échange de résidences ; Fr. USA, Ca. Pays scandinaves, Algérie, Québec, Italie, Gr. INTERLINK, 124 82003 Lyon Tél. 07 532 3000

VACANCES, Y AVEZ-VOUS PENSÉ ? Vous pouvez ÉCHANGER votre maison ou votre appartement.

Reservations à « SÉJOURS », Monique MAURER, 33770, VENELLES, Tél. 1402 61 06 07.

Sessions et stages

FORMATION DES JEUNES 18-26 Le Département d'Éducation Permanente de l'Université Paris Dauphine organise un stage gretel et non rémunéré de micro-informatique appliquée à la gestion de 24/4 ou 8/7 s'adressant à des jeunes de moins de 25 ans ayant en DEUG ou équivalent.

Écrire pour dossier d'inscription Département d'Éducation Permanente Université Paris Dauphine Place de Méli-de-Latour-de-Tourville 75115 Paris.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE BOURSES D'ÉTUDES

Cercles d'études pour adultes à Paris-Lyon-Genève Bruxelles-Nice-Rennes Luxembourg-Toulon-Lille Bordeaux-Marseille-Nantes

Âge limite : 30 ans. Nive. fin d'études second. Dossiers et renseignements : E.U.T.C.M. 67190 HEILIGENBERG 7

• Prix de la ligne 25 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
• Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription sur le J.O.
• Chèques libellés à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir du mardi au mercredi à Régie-Presses LMA, 85 rue de Réaumur, 75002 PARIS.

l'Anglais aux couleurs de la vie

FSL

USA ANGLETERRE

12/18 ANS séjours en famille, université, cours accélérés.

ADULTES : stages intensifs, université, famille, circuits. Toute l'année.

Informations, brochures.

11, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 20

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente après liquidation de biens et sur folle enchère, aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal de Grande Instance à Tours, au Palais de Justice de ladite ville, place Jean-Jaurès, le MARDI 17 AVRIL 1984, à 14 h 30

90 HA DE VERGERS

à SAINT-BRANCHES et ESVRES-SUR-INDRE (L.-et-L.)

avec bâtiments d'habitation et d'exploitation

situés à la requête de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual d'Indre-et-Loire sur la SCI VERGERS DE TOURAINE, ladite société ayant été convertie en vente volontaire par le syndic de la liquidation des biens de ladite SCI et rattachée au vente sur folle enchère

MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS

S'adresser pour renseignements à M^o Paul CHAS, avocat poursuivant, 51, boulevard Béranger à TOURS, tél. 61-43-31 ; ou greffe du Tribunal de Grande Instance à Tours où est déposé le cahier des charges ; à tous avocats inscrits au barreau de TOURS, qui, seuls, peuvent porter les enchères.

emplo...

THO...

SEMICON...

RESPO...

DE CONTROL...

INGENIEUR...

PHYSICO...

III

INGE...

TECHNICO-CO...

OFFRES DE...

cinemat...

Invites you to...

intel

INGE...

CONC...

CIRCUI...

4 à 10 ans

Handwritten signature or mark at the top of the page.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Leader français en semi-conducteurs, aux ambitions internationales, 9 usines en France et dans le monde (USA, Extrême-Orient) recherche pour sa filiale EFCIS à GRENOBLE.

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

rattaché au Directeur Financier, il prendra en charge la gestion prévisionnelle (budget, prévisions, plans, propositions d'actions correctives), il devra assurer des réunions type forecast et avoir la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Ce poste conviendrait à un contrôleur de gestion ayant acquis une expérience dans un environnement industriel et commercial. La connaissance de l'anglais et du reporting (anglais-français) est nécessaire.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions au Service Recrutement THOMSON EFCIS - Avenue des Martyrs - BP 217 - 38019 GRENOBLE Cedex.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

SPRAGUE UN PROCESS ENGINEERING ASSOCIE AUX METHODES

Notre unité tournante - 650 personnes - est spécialisée dans la fabrication de composants électroniques et en particulier de condensateurs CHIPS TANIALE.

INGENIEUR CHIMISTE ou PHYSICO CHIMISTE

A partir de l'analyse des processus de fabrication américaine, vous étudiez et proposez des adaptations à notre production française. Votre rôle racourne à la fois une fonction méthodes et processus de fabrication, très proche de l'atelier.

Homme de terrain d'études et d'applications vous possédez un bon sens des réalités qui vous permet - entré autres - d'encadrer une petite équipe. Compte tenu de vos contacts quasi permanents avec les USA, la connaissance de l'anglais est indispensable. Une expérience d'environ 3 ans aux Méthodes ou en R & D est nécessaire.

Notre Conseil, chargé d'établir avec vous les premiers contacts, vous remercie de lui adresser votre candidature complète, mentionnant vos souhaits de rémunération, sous référence 84/37/121.

DOMINIQUE LELIGOIS 1 rue Grécart - BP 1522 - 37015 TOURS Cx

ETI COMPOSANTS ET INSTRUMENTS

Département Instrumentation Métrix recherche pour son Agence de Paris

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL H/F

FORMATION : ingénieur électronicien ou niveau équivalent. La connaissance et l'expérience en micro-informatique seront un atout supplémentaire pour les candidats à ce poste.

Priorité sera donnée à personne tenace, active et ayant le sens de l'organisation.

MISSION : sera chargé du suivi d'une clientèle industrielle variée, et pour Paris, de certains grands corps d'état.

Rémunération sur 13 mois + intéressement sur résultats. Véhicule fourni.

Adresser CV, photo et prétentions à METRIX - Service du Personnel BP 30 - 74010 ANNECY CEDEX.

THOMSON SEMI-CONDUCTEURS

Leader français en semi-conducteurs, aux ambitions internationales, 9 usines en France et dans le monde (USA, Extrême-Orient) recrute de nouveaux collaborateurs pour sa filiale EFCIS à GRENOBLE.

Ingénieurs de conception, réseaux prédiffusés
chargés des projets de développement de circuits spéciaux en technologies avancées MOS ou Bipolaires ils utilisent les moyens de CAO en simulation, implantation, vérification.

Ingénieurs spécialisés
dans la conception de salles blanches pour les semi-conducteurs.

Ingénieurs procédés
ils assurent le support technique à la fabrication, le développement et la mise en production de nouvelles technologies garantissant l'amélioration de la qualité.

Ingénieurs de production
ils ont la responsabilité de l'utilisation des moyens en personnel et équipements pour réaliser les objectifs de fabrication du front-end.

Ingénieurs produit
ils participent à l'industrialisation des nouveaux produits en collaboration avec les équipes de conception, s'occupent du suivi des produits en fabrication (optimisation des rendements et des coûts de fabrication) et assurent la liaison avec le marketing.

Ingénieurs de tests
ils définissent et mettent en œuvre des outils de test de circuits complexes logiques et analogiques. Ils travaillent sur des testeurs automatiques programmables et participent avec les concepteurs à la génération automatique de séquences de tests et à la validation du produit.

Ingénieurs d'équipement
ils sont chargés de maintenir le caractère opérationnel des équipements de production (diffusion, implantation, photolithographie).

Ingénieurs de développement
ils assurent la mise en œuvre de nouvelles technologies depuis la phase développement jusqu'à la phase productive de volume en optimisant les conditions de fabrication des produits.

Ingénieurs d'applications
ils apportent un support technique direct aux clients (postes basés à Vélizy). Ils assurent le support à l'introduction de nouveaux produits (postes basés à Grenoble).

Ces divers recrutements s'inscrivent dans le cadre d'un développement important de notre entreprise, nos objectifs sont ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui, moteur de notre croissance, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une solide formation et la capacité de "meneurs d'hommes". Notre politique de gestion des cadres récemment mise en place leur permettra de progresser rapidement.

Viviane CLERC vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée en indiquant le poste qui vous intéresse, à EFCIS - Avenue des Martyrs - BP 217 - 38019 GRENOBLE CEDEX.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

cimatel
Invites you to innovate with leaders
intel **MHS**

Cimatel, filiale d'INTEL Corporation et MHS est située dans la région de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines.

Les équipes d'ingénieurs-concepteurs de Cimatel sont chargées de transférer la technologie avancée de INTEL Corporation en France pour la conception et le design de produits VLSI pour les marchés de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

CIMATEL double ses effectifs techniques en 84 et recherche des

INGENIEURS CONCEPTION CIRCUITS VLSI
4 à 10 ans d'expérience

Vous avez une expérience en conception de systèmes électroniques ou de circuits intégrés. A CIMATEL, vous aurez accès aux méthodes et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques fréquents avec les équipes américaines, un environnement international, un système de management américain.

Une formation aux techniques d'INTEL, est assurée en France ou aux Etats-Unis.

Evolution de carrière possible dans le groupe INTEL ou Matra Harris - Anglais nécessaire. Rémunération motivante et bonus.

Envoyer CV à Direction du Personnel, CIMATEL, "Les Quadrants", 3 avenue du Centre, 78182 St-Quentin-en-Yvelines ou téléphoner à Félix Bustin, (3) 043.60.97.

Société de gestion d'appareils distributeurs automatiques recherche pour Paris proche Banlieue Sud

CHEF COMPTABLE

... 160 000 F ± selon expérience
Environ 33 ans avec DECS complet et expérience en cabinet.

Doit avoir le sens de l'organisation pour animer un service d'une dizaine de personnes, être très bon technicien de la comptabilité et de la fiscalité.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 91044 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 750940 Paris Cedex 01 qui transmettra

Ingénieurs grandes écoles ou équivalent valorisez votre formation informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (télécommunications et bases de données).

Si vous êtes diplômés (option informatique) ou avez une première expérience, nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions dans un environnement dynamique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à Gérard MIARA, Acor Informatique, 25 rue Vivienne 75002 Paris.

ACOR Informatique

GROUPE TEXTILE LEADER recherche

JEUNE MANAGER A VOCATION INTERNATIONALE

capable de s'intégrer dans les projets de développement du Groupe.

Mobilité, performance, esprit de compétition sont les qualités recherchées.

Première expérience exigée.

Adresser CV manuscrit, prétentions photo (indispensable) sous réf. 8450

Le secret des candidatures est assuré par

LAMCO Conseils d'Entreprises
73 Champs-Élysées 75008 PARIS

Gradés cl. III ou IV

Nous sommes un organisme central du Groupe des Banques Populaires et nous recherchons des spécialistes des opérations de Bourse et Titres sur l'Étranger.

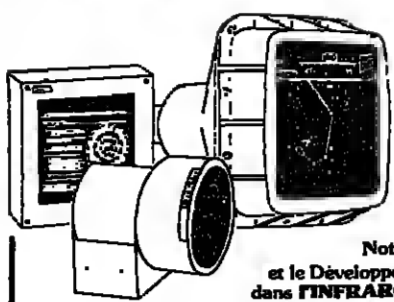
Les candidats retenus seront des gradés de banque classe III ou IV et auront nécessairement plusieurs années d'expérience dans les domaines concernés.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe le réf. 2901/LM à MEDIA P.A. - 8, boulevard des Italiens - 75008 PARIS, qui transmettra.

Caisse Centrale des Banques Populaires



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF
TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE

Notre LABORATOIRE DE RECHERCHE a pour mission l'étude et le Développement de DÉTECTEURS à SEMICONDUCTEURS pour la prise de vue dans l'INFRAROUGE, destinés à des applications civiles et militaires.

Nous souhaitons intégrer à nos équipes, deux Ingénieurs à fort potentiel justifiant d'une première expérience dans un environnement de Recherche Industrielle.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE
(ESPCI, ESCP...)

ayant acquis des compétences en chimie minérale et en physique du solide. (Réf. 1/M).

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEEN
(ESE, ENSERG, INSEP...)

ayant de bonnes connaissances en physique, pour leur confier la responsabilité d'une équipe de Recherche et Développement assurant la conception de nouveaux dispositifs opto-électroniques. (Réf. 2/M).

Merci d'adresser un dossier de candidature détaillé en précisant le poste choisi à H. THIERRY - THOMSON-CSF - D.T.E. - BP 55 - 38120 ST-ÉGRÈVE.

GRENOBLE



BRANCHE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

PROFESSEUR

de français langue étrangère, (cristaux, contrôle responsable, recherche et réalisation matériaux pédagogiques). Expérience audiovisuelle CSE-DP et parlant anglais aisé. Envoyer C.V. détaillé à RECH-PROFESSEUR, sous n° T 044.850 M ES bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

UN CHEF D'AGENCE

EXPÉRIENCÉ, Correspondance anglaise appréciée. Téléphonez pour rendez-vous M. SOUCY 18 (7) 690-44-28.

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN

technico-cial Export 3 à 5 ans d'expérience souhaitée, formation mécanique ou électronique. Bilingue anglais.

Envoyez avec C.V. MOTELERS LEROY-SOMER Service du Personnel Boulevard Marcellin-Leroy 16015 ANGOULÈME CEDEX.

CHEF DE PRODUIT SENIOR

Côte d'Or, filiale d'un groupe européen spécialisé en chocolaterie / confiserie implanté à l'échelon international, renforce son équipe marketing et propose le poste de chef de produit senior à un professionnel des produits de grande consommation.

Sa formation Grandes Ecoles Commerciales complétée par une expérience de plus de 5 ans dans une équipe marketing performante est la base de son CV.

Mais c'est surtout un grand sens de la créativité, associé à une bonne perception des réalités du terrain qui en font un candidat idéal.

Sa mission : proposer un plan marketing annuel et en assurer la mise en œuvre, le suivi et le contrôle.

Langue anglaise souhaitée. Rémunération attrayante pour candidat performant. Ce poste est à pourvoir rapidement en banlieue illoise.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. L.M. à COTE D'OR SA - Gonzague DUFOUR BP 189 - 59471 SECLIN Cédex.

COTE D'OR

THOMSON-CSF
BORDEAUX-PESSAC

INGÉNIEUR SYSTÈME
École Ingénieurs ou Miage

Une première expérience sur système IBM serait appréciée. Anglais souhaité.

Écrire curriculum vitae, photo, Service du Personnel, B.P. 94, 33600 PESSAC.



BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

Administration commerciale et gestion des fabrications

PME, filiale d'un Groupe Industriel, spécialisée dans la transformation et la vente de produits métallurgiques réputés : 75 % du Chiffre d'Affaires à l'export Leader en Europe

recherche pour l'une de ses unités située dans le Centre de la France

CADRE COMMERCIAL

HAUT POTENTIEL (HEC, Sup de Co, ESSEC ou Ingénieur Grande Ecole)

Préparé par une première expérience professionnelle à assurer : - l'interface commerciale et technique entre la clientèle française ou étrangère, via les réseaux commerciaux, et l'unité de fabrication ; - l'utilisation et le développement d'un outil informatique opérationnel ; - l'animation d'une équipe d'une dizaine de personnes.

La connaissance de l'Anglais est INDISPENSABLE, celle de l'Allemand est souhaitée.

Merci de prendre contact en adressant CV et photo sous réf. 91053 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

LA MAIRIE DE VITROLLES

Dans les BOUCHES-DE-RHONE (25.000 habitants) envisage de recruter d'urgence par voie de mutation

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Adresser candidature plus c.v. à : MONSIEUR LE MAIRE Service du Personnel B.P. 102 13743 VITROLLES CEDEX avant le 26 MARS 1984.

MATRA GCA

Société Européenne, spécialisée dans le développement de matériel de haute technologie pour la fabrication de composants électroniques, crée le poste de :

responsable industrialisation électronique

Cet ingénieur de haut niveau, à la fois créatif et rigoureux, aura pour mission, en liaison constante avec le Bureau d'Etudes et la Fabrication d'établir les dossiers industriels, la "faisabilité" - dans les meilleurs délais, coûts et fiabilité - de sous-ensembles électroniques de machines complexes incluant également l'optique et la mécanique de précision.

Ce poste implique une formation supérieure en électronique (ENSG, INSA, ESEO...), une expérience confirmée (10 ans environ), en tant qu'ingénieur de fabrication et/ou ingénieur méthodes.

Le poste est basé dans notre nouvelle usine de la région nantaise.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions à : MATRA GCA Direction des Relations Humaines ZI de la Croix-Blanche MALVILLE 44260 SAVENAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

PRENEZ VOTRE MESURE SUR LE TERRAIN AVANT DE REJOINDRE NOS EQUIPES DIRIGEANTES.

Jeunes ingénieurs de formation scientifique et financière ou économique toutes les activités de notre groupe, l'un des plus importants groupes financiers privés en France, vous sont ouvertes : finance, commercial, planification, informatique. Votre évolution future dans l'un de ces départements vers une fonction de haut niveau, se prépare sur le terrain et constitue un atout pour votre développement de carrière. Avant d'assurer la responsabilité du secteur géographique qui

vous sera attribué, d'en définir les objectifs commerciaux et de prendre en charge l'encadrement de votre force de vente (animation, assistance, contrôle, formation) vous bénéficierez d'une formation adaptée de plusieurs mois. Après un passage de quelques années constructives sur le terrain, vous serez prêt à intégrer notre équipe d'état major pour assurer des responsabilités de haut niveau.

Merci de contacter Annie Lion, Compagnie Bancaire, 5, Avenue Kléber, 75791 Paris Cédex 16.

compagnie bancaire

• UFB/LOCABAIL • UCB • CETELEM • COFICA • CARDIF • SINVM • SIS

CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE

recherche pour son siège à EVREUX et dans un environnement technique IBM 3033 MVS - CICS - DL1 :

CHEF DE PROJET

Etudes supérieures (ingénieur ou équivalent) Expériences de quelques années en informatique de gestion.

SA MISSION : généraliste capable de concevoir, réaliser, maintenir et faire évoluer des applications informatiques dans leur globalité, organisation informatique, en relation avec les utilisateurs.

SA RESPONSABILITE : une équipe de réalisation de 3 à 5 personnes.

ORGANISATEURS

Etudes supérieures (ingénieurs, écoles de commerce) Débutants ou expérimentés Motivés par l'évolution de l'organisation bancaire et l'amélioration des procédures et des circuits.

Adresser candidature manuscrite avec c.v. photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à Monsieur le Chef du Personnel C.R.C.A.M. de l'EURE - 5, rue de la Rochette 27004 Evreux Cedex.

Avoir des compétences, c'est bien... Paris-Lyon

pouvoir les valoriser, c'est mieux !

Nous avons fondé notre développement sur une politique commerciale tournée vers le service et le conseil informatique aux gros utilisateurs assurant à nos équipes des missions diverses et évolutives.

Pour renforcer notre implantation à PARIS et LYON, nous recrutons de nouveaux collaborateurs en

Informatique industrielle

• Automaticiens débutants Diplômés d'une grande école d'ingénieur, option informatique souhaitée. (Réf. A/1).

• Automaticiens confirmés 2 à 5 ans d'expérience temps réel acquise sur SOLAR, MITRA, PDP 11, VAX ou MICROS (Intel, Motorola). (Réf. A/2)

Nous offrons pour l'ensemble de ces postes de réelles opportunités de carrière ainsi qu'un salaire lié au potentiel. Adresser candidature : C.V. et prétentions en indiquant la référence et le lieu de travail souhaité à



cori conseil et réalisation en informatique

6, rue Daru - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTREC-Informatique

cinéma

les malheurs de Heidi

NA Films

Brique

le MARDI 3 AVRIL au cinéma OLYMPIA

ECOUTEZ LE

Radio

Handwritten signature or mark.

Jeune Ingénieur

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	83,00	La ligne T.T.C.	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00		29,85
IMMOBILIER	58,00		66,42
AUTOMOBILES	56,00		66,42
AGENDA	56,00		66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00		194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La semaine	Le mois	Le trimestre
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74	
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,50	
IMMOBILIER	36,00	42,70	
AUTOMOBILES	36,00	42,70	
AGENDA	36,00	42,70	

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT SOCIÉTÉ
Région CENTRE
recherche pour son Bureau d'Etudes

UN INGÉNIEUR ACOUSTICIEN

- Possédant une formation spécialisée en acoustique et vibrations ainsi que de solides connaissances en hydraulique.
- Le candidat retenu aura 4 à 5 ans d'expérience pratique d'application dans le domaine des engins de travaux publics.
- Il sera en outre capable de suivre les normes et réglementations en vigueur en Europe et aura donc une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à Agence HAVAS, sous n° 240, qui transmettra.
18100 VIERZON.

Important Groupe CHIMIE-PHARMACIE recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

- titulaire du DECS, 35 ans minimum
- excellentes connaissances nécessaires en comptabilité générale, comptabilité industrielle, fiscalité, consolidation des comptes, trésorerie, date de valeur.
- expérience indispensable en moyens informatiques.
- dépendant directement de la Direction Générale, son implantation étant à Orléans.
- sera responsable de l'ensemble des comptabilités des Sociétés du Groupe (Holding, Production pharmaceutique et Commerciale) sous tous leurs aspects.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 5497 à **Pol** 34 avenue de la Libre de l'Emploi 94410 SAINT-MANVILLE qui transmettra.

Jeune Ingénieur Développement Technique

SEPROSY - 267 M de F de CA, 580 personnes - est un des leaders de l'emballage plastique en progression constante. Pour faire face à son expansion et au développement de son outil industriel, cette société recherche le Responsable Etudes et Réalisations Techniques, Essais, Lancements de son usine de LAGNIEU (région lyonnaise).

Avec pour objectif la compétitivité de l'usine dans l'avenir (automatismes, machines de contrôle, robots, ...) il proposera des solutions nouvelles visant à améliorer les produits et les procédés actuels. Dans le cadre des investissements annuels, il animera le bureau d'études chargé de leur réalisation, il contrôlera et négociera les achats qui en découlent. Enfin, il assurera le démarrage des installations nouvelles et le lancement des produits nouveaux.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, débutant ou ayant déjà une première expérience, motivé par une activité à la fois d'étude et de terrain. De larges perspectives d'évolution lui sont ouvertes vers des postes plus opérationnels tant dans la Société que dans le Groupe BSN dont elle fait partie.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. Y25M en précisant rémunération actuelle à BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75281 Paris Cedex 06.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Burroughs

au 3^e rang mondial de l'informatique, nous recherchons pour notre siège social de Cergy-Pontoise le

DIRECTEUR JURIDIQUE

Personnalité de 1^{er} plan, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez au minimum 3 ans d'expérience dans la fonction juridique. Des notions acquises au sein d'une multinationale anglo-saxonne constitueront un plus. En relation avec la Direction Générale et les Directeurs d'Agences, votre rôle concerne :

- LE CONSEIL ET L'INFORMATION,
- L'ELABORATION ET LE SUIVI DES CONTRATS CLIENTS,
- LE CONTENTIEUX.

Vous serez également en relation avec la Division Europe, basée à Londres. Le poste est évolutif, avec accès possible aux missions de Secrétaire Général.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à : Isabelle SOMMET, BURROUGHS D.R.H., Boulevard de l'Oise, 95015 Cergy-Pontoise Cedex

Burroughs : un partenaire ... des services

DIGILOG

Notre Société est spécialisée en ingénierie informatique et micro-informatique.

Nous recherchons des **INGÉNIEURS** possédant quelques années d'expérience en logiciel temps réel pour applications de nature technique. Connaissances en logiciel de base et en logiciel graphique appréciées.

Envoyez avec C.V. : **DIGILOG**
21, rue Frédéric Joliot
91745 LES MILLES
AIX-EN-PROVENCE

VILLE DE TOURCOING recrute

4 ENSEIGNANTS

- pour son école régionale supérieure d'impression plastique
- SCIENCES ET TECHNOLOGIES
- APPLIQUES A LA CONSTRUCTION
- PLASTICIEN & REPRESENTATION ET SIMULATION DE L'ESPACE
- PLASTICIEN PRÉOCCUPATION & GRAVURE
- PLASTICIEN PRÉOCCUPATION & GRAVURE

Candidats : avec C.V. s'adresser à M. le Maire, 68208 Tourcoing AVANT LE 13-4-84, R. compl. (20) 78-35-84.

MATRA SALBRIS

A proximité d'Orléans, le Centre de SALBRIS (environ 650 personnes) est orienté sur la fabrication de matériels aéronautiques en petite et moyenne série et recherche pour son activité bancs de tests et systèmes électroniques H/F

Responsable Qualité-Contrôle Electronicien

Il participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique générale du contrôle et de la qualité sur des systèmes électroniques complexes. Sa responsabilité est engagée dans le contrôle des réalisations et la qualité des matériels fabriqués en s'appuyant sur une équipe de 20 techniciens.

Rattaché au Chef du Département Contrôle Qualité, sa fonction l'amène à établir des relations suivies avec d'autres services de MATRA et avec les clients.

Ce poste concerne un ingénieur électronicien, ayant des compétences en micro-informatique, et une première expérience industrielle, le sens de l'animation d'une équipe et de bonnes qualités de relation et de négociation.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1130 à S.A. MATRA Service Recrutement - B.P. 29 - 41300 SALBRIS

Directeur financier

Cette fonction est à pourvoir dans une société française

AU TOUT PREMIER RANG MONDIAL

de son secteur d'activité (prestations de services). Membre essentiel d'une équipe de direction de haut niveau, le nouveau titulaire sera responsable de la fonction financière et comptable de la société ainsi que de ses filiales françaises et étrangères.

La diversification internationale de cette société ainsi que l'originalité de ses prestations lui font rechercher une personnalité qui, de par sa formation générale et technique de premier plan (**DECS, ESSIG, EXPERTISE COMPTABLE**) et son expérience, peut animer une équipe, traiter des problèmes financiers au niveau international, concevoir et mettre en place des systèmes de contrôle de gestion.

De courts voyages dans le monde entier sont à prévoir. Le poste est situé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 402122 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BKCC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Kienzle Informatique

FILIALE FRANÇAISE
D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPEEN - RECHERCHE

pour la région NORD de la FRANCE

DIRECTEUR REGIONAL

chargé de poursuivre le développement de l'activité commerciale pour la diffusion de produits et services performants auprès des PME-PMI. Il développe et applique une politique de vente, adaptée à la région, dans le cadre d'une stratégie nationale. Il s'appuie sur une organisation technique et commerciale existant depuis de nombreuses années.

Ce poste requiert un homme d'expérience, dynamique, responsable, gagnant, ayant une bonne connaissance du terrain, le goût des contacts de haut niveau et désireux d'atteindre un épanouissement personnel dans une société en pleine expansion.

Rémunération élevée et motivante.

pour la REGION PARISIENNE (Ile de France) et la PROVINCE

INGENIEURS D'AFFAIRES

chargés de développer la vente de systèmes et d'applications adaptés à des secteurs d'activité tels que : négoce, cabinets comptables, administration de biens, etc., correspondant à la stratégie de la société et avec l'aide d'un support bien structuré : logiciel, formation, après-vente.

Expérimentés dans la vente de systèmes conversationnels, rompus aux problèmes de gestion PME-PMI et possédant déjà une spécialisation dans une ou plusieurs branches d'activités.

Pour tous les candidats, l'expérience professionnelle sera un facteur déterminant, ainsi qu'une réelle aptitude à la négociation à tous niveaux.

La rémunération est très motivante et l'avenir peut offrir des possibilités d'évolution vers des responsabilités commerciales et managères.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse à KIENZLE INFORMATIQUE - Direction du Personnel 62, 64 avenue du Général de Gaulle 94000 CRETEIL.

ASSOCIATION
TREMAYEUSE
POUR LE CINEMA
regroupée
pour le 11 avril 1984

DIRECTEUR(TRICE)

siège de cinéma
(83.000 entrées en 1983).
Conditions de rémunération
de 9.600 F à 7.400 F
selon date de services.
13^e mois.
6 semaines de congés annuels.

Envoyer C.V. + lettre au
Service Culturel, Hôtel de ville,
93290 Tremblay-Lès-Gonesse.
Tél. : 061-85-71 poste 548.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

ICRISAT

L'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides recherche

UN CHEF DU PROGRAMME

d'amélioration du mil

Fonctions : sous la supervision du Directeur de la recherche, il dirige et administre le Programme d'amélioration du mil du Centre ICRISAT. Il planifie et réalise les projets de recherche sur le mil, en fonction des objectifs fixés par l'Institut. Il coordonne les activités de recherche dont il a la responsabilité avec celles des autres programmes du Centre et celles réalisées dans d'autres pays. Il participe à la direction et à la gestion de l'Institut et il entretient de bons rapports avec d'autres organismes de recherche.

Le programme d'amélioration du mil compte 14 chercheurs et comprend 4 sous-programmes : sélection, phytopathologie, physiologie et microbiologie.

Qualifications - Essentielles : doctorat dans une discipline pertinente et une excellente carrière académique ; aptitude à diriger une équipe de chercheurs et à participer à des programmes de recherche multidisciplinaire ; bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

- Souhaitables : solide expérience en amélioration des plantes ; au moins dix ans de recherche post-doctorale ; connaissance du français.

Traitements : liés aux qualifications et à l'expérience ; indemnités supplémentaires attractives offertes.

Le Chef du Programme d'amélioration du mil travaillera au Centre ICRISAT (1394 ha), près de Hyderabad en Inde, où il pourra compter sur un excellent support technique et scientifique. Les conditions de vie du milieu sont bonnes. Les installations récréatives, médicales et éducatives (enfants de 10-12 ans) sont adéquates. Il est facile d'établir des correspondances avec les vols internationaux.

Les C.V., accompagnés des noms de trois personnes pouvant fournir des références, doivent parvenir à l'adresse suivante, avant le 30 avril 1984 : Director General, ICRISAT Patancheru P.O. 502 324, Andhra Pradesh, INDE.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION



invites applications for
eleven Senior Training Expert posts
at the Telecommunications Institutes in Riyadh or Jeddah in the
KINGDOM OF SAUDI ARABIA
in the following specialties for Project SAU/81/001:

- Teaching methods (telecommunications) and audio-visual aids (Posts 11.06 and 11.16)**
Responsible for development of course material; producing/validating training packages and associated audio-visual materials; preparing instructor guides; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
 - Outside plant (Posts 11.09 and 11.19)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects; reviewing work procedures in field of external plant; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids, demonstration sets, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
 - Telegraphy and data transmission (Posts 11.10 and 11.20)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects; organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; assisting in establishment of laboratories; specifying training equipment and training aids, etc.; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
 - General telecommunication subjects (Posts 11.13 and 11.23)**
Responsible for training courses in electricity, electronics, fundamentals of telecommunications and broadcasting techniques; specifying equipment, training aids, demonstration sets, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post each in Riyadh and Jeddah).
 - Telephone switching (Post 11.17)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects of telephone switching; PRX system and LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; organizing training courses; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
 - Line transmission and radio relay systems (Post 11.18)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects carrier and line transmission systems including radio relay systems; preparing syllabi and training manuals; specifying equipment, training aids, demonstration sets, etc.; assisting in establishment and maintenance of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
 - Power plant and general electrical/mechanical workshop practice (Post 11.21)**
Responsible for training in theoretical/practical aspects telecommunication power plant; developing and organizing training courses; preparing syllabi and training manuals; specifying training equipment, training aids, etc.; assisting in establishment of laboratories; training counterpart staff as instructors. (One post in Jeddah).
- Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.
- Candidates should possess either a B.Sc. and minimum ten years' experience, or an M.Sc. and minimum five years' experience or a Ph.D. and minimum two years' experience, with at least 30% candidate's professional career in field of training. A sound knowledge of English is required; a knowledge of Arabic would be an advantage.
- The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.
- Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.
- Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diplomas/documentation) by 12 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211, Geneva 20, Switzerland



INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION

invites applications for
EIGHT posts

at the Ministry of Posts, Telegraphs and Telephones, Riyadh
KINGDOM OF SAUDI ARABIA
in the following specialties for Projects 9-SAU/84/21 and SAU/82/003:

- Frequency management and radio monitoring (Posts 11.16, 11.17 and 11.18)**
(THREE Senior Expert vacancies exist in this specialty)
Responsible for: reorganization Frequency Section, updating country's licensing and recording procedures; reviewing existing Saudi Arabian regulations concerning spectrum management; preparation procedures and manuals for monitoring; preparation national frequency plan. Theoretical knowledge/wide practical experience computerized frequency management/organization radio monitoring services, calculation interference. Knowledge International Radio Regulations. Training experience an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
 - Documentation for the Frequency Section (Post 11.19)**
Develop up-to-date filing system to be stored on computers, microfilms; develop a procedure for filing; library and documentation work. Ability to work with computers through proper terminal operation. University degree in Arts with evidence of specialization in library/documentation work. Thorough knowledge English and Arabic essential.
 - Translator, Arabic/English/Arabic, Frequency Section (Post 11.20)**
Translate from English into Arabic and vice versa, all technical/administrative material on frequency management aspects; compile a list and card index of all translations into Arabic of telecommunication terms. Continuous professional experience in technical translations from English to Arabic and vice versa - minimum five years' experience essential. University degree in languages with evidence specialization in technical translations. Candidates should be of Arabic mother tongue with full command of classical Arabic and the English language.
 - Local networks (Post 11.02)**
Supervise and approve local network plans; study progress of local network projects; lay down guidelines and procedures for future planning; prepare specifications and tender documents; investigate staff and training requirements. Extensive experience, not less than fifteen years, in telecommunication Administration mainly in digitizing local networks is essential as well as knowledge network optimization methods. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
 - Switching systems (Post 11.11)**
Advise on matters pertaining in the store programme control telephone exchanges, later still: PRX systems, LME telephone exchanges types AXE, ARE 11 and ARE 13; preparing specifications and tender documents for digital type exchanges; in supervision of contractors; in scrutinizing progress reports; in maintaining a supply of spare parts; in investigating staff and training requirements; extensive experience, not less than fifteen years, in telecommunication switching systems including minimum ten years in switching traffic engineering an advantage. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English is indispensable. Knowledge of Arabic an advantage.
 - Message switching system (Post SAU/82/003/11.04)**
Advise and assist on development telegraph systems particularly message switching system capable of operating both Arabic and Latin scripts; preparation/implementation detailed plans for expansion/modernization using automation techniques; plant procurement and assisting in technical evaluation of tenders; arrangement for implementation of automation. Wide theoretical knowledge/practical experience in message switching system with its power plant and peripheral equipment. University degree in engineering or science. Thorough knowledge English essential. Knowledge Arabic an advantage.
- Duration of each assignment will be for a period of one year (with possibility of extension) commencing as soon as possible.
- The final selection will be subject to an interview in either Geneva or Riyadh.
- Conditions of employment are in accordance with normal United Nations practice and salary is tax-free.
- Please send curriculum vitae (but do not include at this stage copies diplomas/documentation) by 28 April 1984 to: ITU, place des Nations, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



les solutions de progrès

recherche pour son service
TECHNOLOGIE COMPOSANTS
PROGRAMMEURS DE TESTS DE CIRCUITS INTEGRÉS

INGENIEURS et TECHNICIENS
Expérimentés en CIRCUITS LOGIQUES ET MICROPROCESSEURS.
Une expérience sur SENTRY ou TALICEMAN serait appréciée.
Lieu de travail: SOPHIA ANTIPOLIS près d'ANTIBES (06).
Envoyer CV + photo + diplômes + prétentions à: TELEMECANIQUE ELECTRIQUE DIRECTION DU PERSONNEL Route des Lucioles - 06565 VALBONNE sous référence: JPC/PT/03/84.

CADRE GESTIONNAIRE

Nous sommes une entreprise de production, établissement social de 250 personnes.
Nous recherchons un cadre gestionnaire titulaire d'une maîtrise en sciences éco plus DESS ou DECS qui attestera d'une expérience minimum dans une fonction similaire de préférence en P.M.L.
Homme de terrain, pragmatique, en liaison directe avec le DG, il aura la responsabilité des services généraux, administratifs, comptables, transport, et de la maintenance des matériels et bâtiments.
Le poste est à pourvoir rapidement dans le Tarn.
Envoyer votre C.V., lettre manuscrite, et prétentions à notre cabinet conseil en recrutement qui vous garantit une totale discrétion.

francois dollé
CONSEIL
LA VEDILLIERE - LES CABANNES 81170 CORDÉS Tél. (63) 56.01.71.

SEREG
recherche pour établissement de Thiers (63)
spécialisé dans la conception et la fabrication de vannes de régulation un
Jeune ingénieur d'études

Après une période d'adaptation destinée à se familiariser avec nos produits, il s'intégrera à une équipe et participera à la conception de nouveaux produits en relation avec les services Marketing et Méthodes.
Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés d'une grande école (I.M., E.N.S.M., Centrale... ayant suivi des options comme résistance des matériaux, techniques de production, électrotechnique, etc.). Il constitue pour un débutant ou presque un excellent tremplin au sein du Groupe International de tout premier plan.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo) sous la référence S380 à Rémy MALDANT, SEREG, 100 rue de Paris, 91302 Massy Cédex.

SEREG
Schlumberger

Chef du service juridique

Nous sommes un groupe industriel performant, leader dans sa spécialité et largement implanté à l'étranger. Nos produits grand public bénéficient d'une forte notoriété.
Au sein de notre Holding située à LYON, le titulaire du poste exercera des responsabilités de conseil, proposition et contrôle, notamment en matière de droit des sociétés, contrats de distribution, concessions de licences, marques et Know how, etc., tant en France qu'à l'étranger.
Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé, diplômé d'études supérieures et justifiant d'au moins dix années d'expérience comme juriste d'entreprise ou de cabinet spécialisé.
Cette fonction relationnelle exige des qualités affirmées d'écoute, de dialogue et de persuasion. Anglais opérationnel indispensable.
Merci d'envoyer votre C.V. avec photo sous réf. 13566 à CONTESSÉ PUBLICITE 74, rue Béchévelin - 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

chef de projet informatique
LAON (02)

Nous sommes la filiale française d'une multinationale américaine de grande notoriété leader sur le marché français. Nous fabriquons et commercialisons du mobilier de bureau de qualité.
Notre Directeur Informatique recherche un Chef de Projet. Celui-ci en étroite collaboration avec les responsables système et exploitation aura pour mission:
- l'animation et la coordination du service ETUDES,
- l'encadrement d'une équipe d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS.
De formation supérieure (MAGE ou équivalent), vous possédez quelques années d'expérience réussie dans une fonction qui vous aura confronté au milieu industriel. Vous avez de solides connaissances en COBOL et en techniques de BASES de DONNÉES et TELECOM.
Nous vous offrons une formation adaptée et souhaitons que vous connaissiez l'ANGLAIS.
Merci d'adresser C.V., prétentions sous référence MB 12 à notre Conseil qui traitera les dossiers confidentiellement.

COCEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Indre-et-Loire, recrute:

1 ORGANISATEUR
avec utilisateurs et informaticiens

- Il fabrique:
 - Etudes d'opportunité;
 - Documents de conception fonctionnelle.
 - Il met en place les solutions.
- PROFIL**
- Qualités d'analyse et de synthèse.
 - Idées personnelles qu'il sait défendre.
 - Facilité d'écoute.
- SERONT APPRÉCIÉES**
- Connaissances de l'outil informatique.
 - Connaissance de méthode d'organisation administrative.
- Adressez lettre manuscrite, c.v. et prétentions à: Monsieur le Directeur CRCAIM d'Indre-et-Loire, bd W. Churchill, 37041 TOURS Cedex, av. le 5-4-84.

BANQUE INTERNATIONALE A PARIS
recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE
JURISTE DIPLOMÉ(E)
DROIT DES AFFAIRES

Le candidat(e) devra satisfaire aux conditions suivantes:

- Age 28 ans minimum;
- Expérience professionnelle acquise dans la profession bancaire d'un mois à 5 ans et dans des fonctions comportant des responsabilités;
- Maîtrise parfaite de la langue anglaise écrite et parlée;
- Réputation élevée en raison des responsabilités confiées.

Envoyer c.v. et prétentions sous n° 7.698 le Monde Pub., service annuaire classés, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

THOMSON-TITN
Provence

recherche pour son établissement d'AX-LES-MILLES

- **Ingénieurs débutants**
Grandes écoles ou équival. (Réf. TON/01)
 - **Analystes**
IUT ou équivalent. (Réf. TON/02)
- ***
Pour réalisation logiciel de base et de télécommunication sur micro-processeurs.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à THOMSON T.I.T.N. - 7, rue Louis-Armand - B.P. 83 - 13762 LES MILLES Cedex.

THOMSON-CSF
communications

Handwritten signature or mark

MUSIQUE

« DIDON ET ENÉE », à l'Opéra-Comique

Pour Jessye Norman

Jessye Norman a entraîné dans un triomphe, lundi à l'Opéra-Comique, une production de Didon et Enée d'Henry Perceval qui ne méritait peut-être pas tant d'honneur. Mais la présence de cette grande soprano, ces bras et ce visage qui embrassent toute la terre, ces gestes de conjuration montant vers le ciel, ces étirements de la gorge qui semblent entraîner dans l'abîme l'humanité entière, et par-dessus tout cette splendide étoffe vocale qui transmet comme physiquement la vibration de l'être humain jusqu'à sa racine, avec une pureté de phrasé et de diction admirables, suffisent à sublimer le spectacle.

De cet opéra pour jeunes filles anglaises du dix-septième siècle, Nicolas Jost et Piet Halman ont fait un drame vaguement marseillais, de « baroque africain », selon eux, qui glorifie et banalise cette musique magique, parfaite comme du Mozart, presque immatérielle.

Les costumes enturbannés sur de magnifiques robes à paniers surmontés d'une cuirasse rigide laissent nues les épaules et la naissance de la poitrine, les costumes scénaristiques des guerriers troyens sont le carton, ne sont ni très beaux ni vraisemblables, pas plus que ces apertures de Dion qui tiennent de la mosquée et du temple égyptien. Et les truelles sortières feraient peur si leurs quatre yeux semblaient appartenir au même visage, deux d'entre eux étant trop visiblement postiches.

Les jeux scéniques, bien ordonnés, apparaissent pourtant anecdotiques en regard des évolutions étonnantes de Norman; les danses surtout et puis le tableau des marins, assez vulgaire, malgré sa merveilleuse musique qu'on doit toujours privilégier aux dépens du livret. Enée (William Stone) est particulièrement raide, en dépit de sa belle prestation et de sa voix assez sombre, mais peu convaincante. Et

pourquoi Belinda n'est-elle pas appelée de sa sœur qui lui confie ses dernières volontés.

Il existe tant de magnifiques enregistrements de Didon et Enée qu'il faut partir cette exécution simplement honorable, sous la direction pourtant ardente de Jean-Claude Casadesu, avec une bonne Belinda (Christine Barreau) dont la jolie voix est cependant un peu sèche, des sortières sadiques à sa suite (Marianne Korholm, Lucia Scappacci, Eva Savrova) et des chœurs excellents. Mais seule Jessye Norman rejoint les illustres devanciers dans l'empyrée du chant.

En lever de rideau, une charmante paraphrase scénique de la Damaïelle bleue de Claude Debussy, mise en scène par Nicolas Jost dans un parc, devant un mur portant deux « paysages romantiques dans le style des nazarenes et des préraphaélites », nous dit Piet Halman (ou même de Claude Lorrain, dirions-nous). A travers le tulle apparaît la « Damaïelle » dans son tabernacle d'or comme une vision de Gustave Moreau. Un jeune homme gris à canotier se sert d'amour pour elle, au milieu de groupes gracieux de jeunes filles en robes blanches. Si Michèle Comand, malgré sa belle voix saine, n'a peut-être pas le caractère et l'aura du personnage de Rossetti, le tableau est agréable et reflète bien le caractère à la fois frais, sensuel et un peu académique de cet « envoi de Rome », tandis que l'Orchestre de l'Opéra, sous la direction de Casadesu, sonne avec une subtilité délicieuse. Une mention aussi pour la récitation Martine Mahé et le chœur harmonieux des jeunes filles.

JACQUES LONCHAMPT. Prochaines représentations les 29 mars, 2, 5, 9, 12, 14 et 18 avril, à 19 h 30.

ACTION CULTURELLE

LA CRISE DES INSTITUTIONS

UNE JOURNÉE DE GRÈVE DANS LES ÉTABLISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

Le SYNTAC (Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle) branche technique et administrative de la Fédération nationale du spectacle (COT) lance un appel à la grève dans les trente-huit établissements subventionnés répartis en France. Ce mouvement déclenché à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, ce mardi 27 mars, doit s'accompagner à Paris d'une manifestation devant la place de la Bourse et le ministère de la culture. Les spectacles de certains théâtres nationaux sont annulés, même si les comédiens ne suivent pas le mouvement.

Le SYNTAC met en cause le « laxisme » du ministère de la culture et sa « mauvaise gestion » d'un budget pourtant important en dénonçant notamment « l'attribution des fonds en aides dérisoires accordées à tels ou tels groupes ou associations : 10 000 F par ci, 20 000 F par là, de quoi faire naître des illusions mais on ne peut avec de telles sommes parler de professionnalisme ». Comme le SYNTAC, il fait état, d'autre part, des retards avec lesquels les subventions sont versées.

Le SYNTAC, qui a dressé la longue liste des établissements qui seront en déficit en 1984, craint une diminution du budget de la culture pour 1985, mais ce sont surtout les menaces pesant, selon lui, sur l'emploi et les salaires des techniciens du spectacle vivant qui l'inquiètent. Le syndicat réclame les chiffres avancés à ce sujet par la direction du théâtre, proteste contre « l'absence de concertation entre pouvoirs publics et organisations professionnelles », à un moment où se prépare la réforme des statuts des établissements subventionnés. — M. L. B.

Le SYNDEAC propose de nouveaux statuts

Le SYNDEAC (Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles) a tenu le 26 mars une conférence de presse. Il a d'abord évoqué les maisons de la culture et les CAC (centres d'action culturelle), entreprises de type associatif, financées en partie par l'Etat, soit propriétaires des bâtiments, d'où une fragilité que la régionalisation pourrait accentuer, mais ces entreprises ayant une vocation nationale restent sous la tutelle du ministère de la culture. Encore faut-il que leur action réponde au niveau de leur vocation.

Quoi qu'il en soit, le SYNDEAC souhaite que les maisons de la culture, comme les CAC, bénéficient d'une totale autonomie, et il propose de nouveaux statuts qui, accordés à l'équipe de direction la responsabilité sans partage — mais sous le contrôle d'un conseil de surveillance et avec l'aide d'associations de spectateurs — du cahier des charges, sur une durée de trois ou quatre ans. M. Jack Lang a envoyé une lettre rassurante déplorant que ses services aillent étudier les propositions et qu'il était prêt à recevoir une délégation.

En principe, les établissements culturels ne sont pas de la compétence du SYNDEAC. En fait, ils le sont. Ils constituent pour le théâtre un important réseau de diffusion, que le SYNDEAC voudrait d'ailleurs mettre davantage au service de la production artistique. On en revient alors au sempiternel conflit création-action culturelle. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt : c'est-à-dire les complexités des politiques locales et les jeux de l'électoralisme. De vraies forces vives, qu'on ne peut pas tailler à la machette ou négliger parce qu'on n'y reconnaît pas les clichés schématiques gauche-droite des discours télévisés. On voit des CAC en conflit avec des

municipalités de gauche, on voit des municipalités de droite se faire un plaisir de fermer des maisons de la culture dont l'action ne justifie pas les subventions accordées pendant des années. Dans ce cas, quand même, mieux vaudrait changer l'équipe que de fermer l'établissement.

Sauf dans les capitales régionales, les établissements culturels trop souvent sont vieux, mal adaptés à la diversité des spectacles et des publics. Il n'y en a pas assez. Ceux qui les dirigent détiennent une sorte de monopole, mal vécu par une partie de la population, mais exploitent en période électorale.

Un vieux paradoxe

On se trouve devant une situation paradoxale : les compagnies se multiplient à un rythme effrayant, mais rares sont les personnalités capables de faire vivre et évoluer une maison de la culture. Malgré l'optimisme des chiffres officiels, annonçant une augmentation notable des représentations, le chômage augmente parmi les comédiens. On a l'impression d'entendre année après année les

Champ de bataille

A Villeneuve-d'Ascq, la municipalité — socialiste — révoque le travail de l'équipe théâtrale, dont le directeur, Pierre-Etienne Heymann, doit démissionner. A Villeneuve, c'est la nouvelle municipalité — d'opposition — qui, pour raisons d'économie, ferme le Centre d'action culturelle et interrompant l'activité de l'équipe théâtrale. Deux exemples, parmi d'autres, qui se répètent annuellement après semaine.

Pour ce qui est des maisons de la culture, celle de Chalon-sur-Saône a été fermée (quarante-cinq emplois). Dans la Seine-Saint-Denis, l'antenne d'Aulnay-sous-Bois voit la subvention de la municipalité réduite de 90%. Au Havre, le déficit atteint 2 millions de francs. A Caen, 800 000 F. A La Rochelle, après plusieurs mois de négociations difficiles, un nouveau directeur est enfin nommé pour un an. Il s'agit de Claude Huetzel, producteur à France-Cadoux et à la télévision. Il doit organiser six spectacles. A Nancy, il y en a un de moins.

Un autre point a été évoqué par le SYNDEAC : le retard dans le versement des subventions qui oblige à des emprunts bancaires. En 1983, l'ensemble des entreprises a ainsi versé 1 milliard (de centimes) en agios. Le ministre de la culture a promis de veiller à ce que les subventions soient désormais versées à temps. — C. G.

mêmes mots, sur le même ton, comme un enregistrement en boucle.

Les trois cinquièmes des compagnies qui émergent au budget du théâtre manquent totalement de métier qu'on ne saura jamais ce qu'elles valent. Puis, il y a les situations acquises depuis trop longtemps pour changer. Puis, les gens à qui on ôte une situation et à qui, pour compenser, on donne une subvention. Après quoi, il reste peu d'argent pour ceux qui ont fait la preuve d'un talent à développer. Il reste juste à chacun de quoi s'endormir s'il veut utiliser cet argent, c'est-à-dire monter un spectacle.

Le ministère de la culture a hérité d'un état de fait que, jusqu'à présent, il n'a pas réussi à maîtriser — malgré Patrice Chéreau à Nanterre et l'expérience grenobloise d'une maison de la culture-foyer de créations. C'est une affaire de choix, et de cohérence. Le 26 mars au matin, sur France-Inter, M. Robert Abirached, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, se félicitait de « succès » de la Semaine internationale du théâtre : « Il faut aller là où il n'y a rien, disait-il en substance, en Champagne, pour se rendre compte ». Faut-il conclure qu'une représentation ponctuelle d'amateurs en Champagne est ce que le directeur du théâtre appelle « enjeu national » ?

COLETTE GODARD.

THEATRE DE LA VILLE DE LYON 874.42.52 - 874.47.36

MARTHE VILLALONGA ANDRÉ VALARDY

Bonnement desopéra une mère juive en dix leçons

THEATRE FONTAINE LOC. 874.74.40

EUROPE

CINÉMA

LES FILMS DE FEMMES A SCEAUX

Trois directions

Le public du sixième Festival international de films de femmes de Sceaux a couronné le 25 mars Crise, de Barbara Sasz (Pologne), et la jury une œuvre de Helga Reidemeister, qui avait déjà eu les honneurs du Festival du réel à Beaubourg l'an dernier. Mit starram Blick auf Geld (titres) : le regard fixé sur l'argent.

Un troisième film, Karnel, de Mariou Diaz-Abaya (Philippines), avait provoqué, samedi 24 mars, un débat très vif sur son style franchement agressif et « recouler ». Helga Reidemeister, avec à ses côtés la réalisatrice indienne de Prims Karnath, avait exprimé son indignation devant une mise en scène qui reprend tous les clichés du vil Hollywood : le harassement, la violence rédemptrice, l'éclosion pour l'avenir.

Le côté le plus sympathique, le plus directement culturel, de Sceaux, est cette franchise de dire à haute voix ce que, à l'accoutumée, on évacue pieusement. Il n'y a pas un, mais plusieurs genres de cinéma. A chacun de reconnaître son bien, si les finances veulent bien suivre, donc les producteurs, ainsi que le public.

Karnel appartient à une catégorie de films éminemment populaires aux Philippines, baptisés d'un titre anglais, un fait repris des Américains. True de life (fidèle à la vie). On part d'un fait divers exemplaire, démonté catalogue : là-dessus on brode, on amplifie par tous les moyens cinématographiques disponibles le thème de base. Pour Mariou Diaz-Abaya, le public doit reconnaître son attention : « Mélo-drame et émotion constituent le langage du cinéma. Il veut mieux participer, au risque d'émouvoir certains. »

Karnel, transposé dans les années 30, décrit la décomposition de la structure familiale, l'intolérance du père, tyran domestique aux pas-

sions incontrôlées ; en face de lui, la jeune épouse du fils, venue de la ville avec son mari et broyée dans cet engrenage. Mariou Diaz-Abaya traite son sujet de manière flamboyante, exagère les passions. On est stupéfait d'apprendre que cette jeune femme de vingt-neuf ans a déjà sept films derrière elle et qu'elle touche un large public.

Helga Reidemeister, elle, traite un sujet encore plus violent, mais tout en intériorité : la vie d'un mannequin de mode, sa propre amour, sa venue à l'école critique où la beauté s'évanouit et où l'on gagne son pain en prenant quotidiennement son sol. Constat terrible, angoissant, travail de Bénédicte, même abordé que le premier film de la cinéaste — Von weper, Schicksal, célébré par Marguerite Duras, néanmoins assez exceptionnel.

Crise nous parle de la Pologne de 1982 de manière allusive. Ce qu'elle masque sur le plan politique, Barbara Sasz l'exprime par l'aventure individuelle : une jeune femme d'un milieu très pauvre obtient un travail à l'hôpital. Elle y est confrontée à un jeune infirmier beau comme un dieu et à un malade symbolique, bonne vieille crapule qui a trompé dans les combinaisons les plus sordides. Le réalisateur, sans dépasser un certain flou artistique, cherche elle aussi à exprimer, par des images souvent précieuses, la violence de la société où elle vit.

LOUIS MARCORELLES.

PATRIMOINE

La Gaîté lyrique à l'inventaire

Paris possède quatre scènes lyriques et même... cinq, puisqu'on va présenter à l'Opéra de Sceaux, du 27 avril au Palais des sports de Beaucourt. Un de ces théâtres, celui de la Gaîté lyrique, situé rue Denys-Papin, à deux pas de Baudouin, vient d'être inscrit en tant qu'inventaire supplémentaire des Monuments historiques par les soins du ministre de la culture.

Cette très jolie salle à l'italienne, comportant mille six cents places, et qui a été construite en 1861 par les architectes Cusin et Hittorf, présente une architecture exemplaire : vaste accès, galeries circulaires, large fosse d'orchestre et décor très Second Empire. Offenbach la dirigea en 1870 et on y créa durant près d'un demi siècle de nombreuses œuvres de Audran, de Lacocq et de Lohé.

En 1920, on y accueillit Saint-Saëns puis, durant une saison, les Ballets russes de Serge de Diaghilev.

Après cela, la Gaîté lyrique, devenue Opéra lyrique municipal, devait être entièrement consacrée à l'opéra, et on y reprit même la Belle Hélène, d'Offenbach, avec une distribution à la tête de laquelle brillait la célèbre Marguerite Carré etc... M. Denys Grey, toujours vaillant, qui y tenait pour ses débuts le rôle du jeune Oreste.

Abandonnée après la dernière guerre, la Gaîté lyrique a fait l'objet, il y a quelques années, de travaux de rénovation rendus indispensables par un état de vétusté alarmant ; mais si on veut que cette jolie salle retrouve tout son éclat, il faudrait faire procéder à une restauration complète de ses équipements techniques et de son décor. C'est évidemment et comme toujours une question de crédits, et il appartient à la Ville de Paris, qui en est propriétaire, de résoudre un problème qui, à première vue, n'est pas des plus faciles.

ANDRÉE JACOB.

DANSE

Le seizième concours de Bagnolet

(Suite de la première page.) L'énergie prend des chemins détournés. Ceux qui sont les moins experts à ce jeu des corps partent à la dérive, comme Annie Deschères ou Michèle Etrot qui ne trouvent plus rien à dire et recherchent une ambiance. Jacqueline de Bussac, Marie Barbaud et d'autres emploient le glissé, la chute, de manière brouillonne. Christine Burgos reste à mi-chemin entre Karine Saporta et Thérèse de Karamaker (introduction-répétition). Claude Brunachon, qui a plus de méthode, gagne un prix. Laurent Van Kote, très subtil, n'en aura pas, peut-être parce qu'il n'a pas su assez se démarquer de Jean-Claude Gallota.

L'Abnès Georges Appah, adepte de la marche répétée et sauteuse héritée d'Odette Duboc, est un des rares à apporter quelque chose de personnel avec le Bal Été, œuvre populiste fleurant bon le Midi. Claude Lestrade et son groupe d'Auch, qui jouent les nautis ou l'Américain Michael O'Rourke, un faux naïf, lui, subvertit par Cabu, assaillent au quelque chance s'il existait encore un prix de l'Amour. Marc Tompkins, plus heureux, emporte un second prix avec un sketch burlesque et « macho ». Trishon, où cinq gosses (« Enfilés des

hommes », a, crie le public) se giffent, se tirent les oreilles, se maltraitent, comme de la graine de Piépolus.

Le premier prix revient tout naturellement à Catherine Diverres et à Bernardot Montet pour le Rêve d'Henri Keller, relation entre trois personnages (deux hommes, une femme), tendre, imbricée, retenue ; une trame à la François Verret (avec qui Bernardot Montet a beaucoup dansé), revisité par l'expérience du Buto.

A Bagnolet, les candidats ont dix minutes pour faire leurs preuves. Mais le prix peut devenir un cadeau empoisonné chaque année les programmeurs, les lauréats vont devoir très vite courir sur une longue distance, créer des œuvres d'une heure au moins, sans même le droit à l'erreur. Pour eux, maintenant, le plus dur reste à faire.

MARCELLE MICHEL.

Palmarès

• Prix de Bagnolet. — Premier prix : Catherine Diverres et Bernardot Montet ; deuxième prix : Marc Tompkins ; troisième prix : Claude Brunachon.

• Prix du ministère de la culture : Catherine Diverres et Bernardot Montet.

• Prix de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis : Claude Brunachon.

• A NANCY WESTON A PARIS. — Le planisphère américain Nancy Weston se présente à l'UNESCO, le mercredi 28 mars, pour un concert unique et grand à 18 heures (UNESCO, salle n° 1, Place de Fontenay, Paris-7^e).

NOTES

Théâtre

« LE RETOUR » d'Harold Pinter

Objet de désirs

Sous-entendus, mal-entendus, non-dits, imperceptibles lapsus. Buses à ramifications multiples : quand l'insignifiance glaciale tient lieu de rhétorique et le coq-à-l'âne de règle du jeu. « Il écrit des comportements. Pinter. C'est tout et c'est beaucoup », dit Stuart Seide qui met en scène le Retour, représentant l'adaptation efficace signée par Eric Kahane en 1966 lors de la création française.

Il propose un rigoureux travail. Stuart Seide. C'est tout et c'est beaucoup. Il s'est choisi d'habiles décorateurs et un puriste de l'éclairage pour installer le living-room d'un pavillon de banlieue londonienne (style mixte et glauque, dièses naturaliste). Entre canapé et coin cuisine, Raymond Jourdan entre sans barguigner dans la peau peu rogottante de Max, ancien boucher dont les trois fistons ont réussi diversément.

Le premier à paraître en scène est Lemmy, inconnu de son métier. Le second travaille dans un chantier de démolition et fait de la boxe le soir. Bienôt arrive des États-Unis le troisième, dont personne n'attendait le retour. Celui-là, professeur de philosophie (il faut de tout pour faire un monde) a une femme, Ruth — genre comme il faut, mais énigmatique et prompt à la provocation.

Maîtrisant son rôle d'objet de désirs confus, Laurence Roy a quelque chose d'une Delphine Seyrig dont cette maçonnie sinistre piquerait la perversité. Ballo-szar distinguée, maîtresse hypothétique, ou peut-être qui se découvre à moins que maîtresse rentrée. Ruth laisse son légitime époux repartir sans elle. Pinter en reste là, et le spectateur aussi.

MATHILDE LA BARDONNIE. * Athènes, 19 h 30.

Cinéma

« LE CRIME DE CUENCA » de Pilar Miro

La justice du Malin

Second long métrage de Pilar Miro, le Crime de Cuenca décrit avec un raffinement presque sadique un cas exemplaire d'erreur judiciaire perpétrée en toute bonne conscience. En Nouvelle-Castille, au cœur de l'Espagne, un berger disparaît. Le rumeur, les on-dit, font un moment accuser deux autres bergers, sans preuves solides. La machine judiciaire se met en place, investit des preuves incertaines, déduit physiquement et moralement les deux présumés coupables. Pour sauver leur vie, ils reconnaissent un crime imaginaire. Dix ans et demi après le verdict, le berger prétendument assassiné réparaît.

Pilar Miro arrive au Crime de Cuenca avec une triple expérience : des études de droit puis de journalisme, mais surtout une longue pratique de la dramatique de télévision. Elle cible à la perfection son objectif, rend l'histoire accessible, l'injustice intemporelle. L'action se passe essentiellement de 1910 à 1915, mais, à l'évidence, la cinéaste parle aussi bien pour l'Espagne de 1979 (date du tournage), celle de l'immédiat après-franquisme. Ce qui vaut au film deux ans d'interdiction pour offense à la garde civile.

Directeur général de la cinématographie espagnole depuis 1982, Pilar Miro témoignait avec le Crime de Cuenca d'un métier sans faille et dirigait à la perfection ses comédiens, surtout les hommes. C'est le genre d'ouvrage un peu officiel qu'on montrera volontiers à des aspirants cinéastes : le pur exercice de style.

L. M. * Voir les films suivants.

Photo

JEAN LOUVEL

Présence du temps

C'est un artiste que le temps transforme les murailles vêtues en fresques qu'on ose qualifier d'abstraites tant elles concardent notre destinée dans leurs trajectoires, leurs craquelures.

Ce langage muet, Jean Louvel a voulu l'éterniser. Pour mieux l'arracher à son sort éphémère, il fait transparaître, par contraste, des images de vie : paysages, fleurs, objets familiers.

Mieux qu'une promesse technique, c'est une récréation sur un double registre. Le temps y parle toujours par transparence, mais ses rites ne parviennent qu'à renforcer la présence des choses périssables.

J.-M. D.

* Crinquelles, chez Fictorial Service, 9, rue Delambre.

CRETEIL
Maison des Arts

Représentations : 20 et 21 mars à 20 h 30
Représentation de 27 répétitions de 20 mars à 20 h 30

L'ITALIENNE A ALGER

de Rossini
mise en scène
Alain Marcol
ODIF
direction
Jacques Mercier
production
Action Lyrique de France

Un réalisme comique très savoureux... la vocation "bouffe" de la musique de Rossini s'y prête fort bien.

Pierre Petit LE FIGARO

Vif, pimpant et allégre, on se croirait dans une bande dessinée.

Caroline Alexander LES ECHOS

Place Salvador Allende Tél. 890.94.50
Métro Créteil-Préfecture

CONCERTS

Radio France

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

dir. : **Emil TCHAKIROV**

Boris Belkin, violon
PROKOFEV - TCHAIKOVSKI

MUSIQUE AU PRÉSENT

RADIO FRANCE
Grand Auditorium
mercredi 29 mars 17h

R. MARCLAND - T. SCHUBERT
P. MENDELSSOHN - C. CHAYNES
Violon et piano
Ensemble instrumental du NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
dir. : **Gilbert AMY**

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE ST-LOUIS DES INVALIDES
jeudi 5 avril, 20 h 30

BERLIOZ - SCHMITT
T. Zylis-Gars, W. Raffner
Chœurs de Radio France
Maîtrise de Radio France
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
dir. : **Mark JANOWSKI**

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTREAL

dir. : **Charles DUTOIT**
P. MENDELSSOHN - BERLIOZ
STRAVINSKY

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

dir. : **Zoltan PESKO**
P. HAYDN - L. BÉCLÉ
MALECO - BARTOK

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

MAISON de TUNESCO
115, av. de la République
Mardi 20 h 30
p.a. Minguet
Carr-Dandrot

Dixième Anniversaire du Fonds International d'Ensemble Musical UNESCO
Concert exceptionnel
I. POGORELICH
I. COTRUBAS
Y. MENUHIN
Chopin - Liszt - Bach
Billets au verso FNAC et UNESCO voir du concert

SALLE GAYEAU
Vendredi 20 h 30
p.a. Kluge

Orchestre de chambre de Paris
Evelyn AIELLO
Hélène JEANNEY
piano
Mitsouki Kamei (1^{er} adj.)
Chopin - Schubert

SALLE PLEYEL
Vendredi 8 avril 20 h 30
RAMER/GM

Réginal du violon
ITZHAK PERLMAN
Piano : Bruno CANINO
Bach - Beethoven - Kim Saint-Saëns

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL - 20H30

28, 29 mars

M.-W. CHUNG
direction et piano

A. MOGLIA
violon

E. PÉCLARD
violoncelle

WYALIN - BEETHOVEN - DVORAK

11, 12 avril

A. FISCHER
direction

MAHLER Adagio symphonie n° 10
MAHLER Symphonie n° 1

18, 19 avril

G. BERTINI
direction

MAHLER Symphonie n° 8

LOCATION : Salle Pleyel/563.67.96

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARDEN DE FEVERHAM - Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 45.
TÊTE DE FAUNE - Lacaen (544-57-34), 18 h 30.
LE DRAP DE SABLE - Lacaen (544-57-34), 22 h 30.
ARCHELUC - Espéy, MJC (822-41-40), 20 h 30.
LA MORT DE SÉNÉQUE - Comédie Française (295-10-20), 20 h 30.
ORFÈRE NE VIENDRA PLUS - Entracte (278-46-42), 20 h 30.

Les salles subventionnées

ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : *Entracte*, par le TNP (sous réserve).
FETT ODEON (325-70-32), 18 h 30 : *Sarcasme*.
TEP (364-80-80), 21 h 30 : *La Double Inconscience*; 21 h 30 : *Portrait vidéo*.
BEAUBOURG (277-12-33), Concert-Animation : 18 h 30 : *École de la Vieillesse* (Schubert).

Les autres salles

A. DÉJAZET (887-97-34), 20 h 30 : *Tchouk Tchouk Nougah*.
ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), 20 h 30 : *Harold IV*.
ANTOINE - S. HERRIAU (208-77-71), 18 h 30 : *Hamlet*; 20 h 45 : *Nos premiers adieux*.
ARTS-HERBERTOT (387-23-23), 21 h : *Le Paradis*.
ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
ATELIER (606-49-34), 21 h : *Le Bonheur à Romenon*.
ATHÈNES (742-67-27), I : 19 h : *Le Retour*; II, 18 h 30 : *Phaédon*.
BASTILLE (357-42-14), 19 h 30 : *Colla*.
BOUFFES PARISIENS (286-60-34), 21 h : *Les Trois Jeunes*.
CALYPSO (272-25-95), 20 h 45 : *L'Écho des cloches*.
CARTOUCHERIE, Timpète (328-36-36), 18 h : *Le Retour d'Égypte*.
CENTRE MANDRA (589-01-60), 20 h 30 : *L'Épopée de Gilgamesh*.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : *Le Retour d'Égypte*.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
DÉCHAUSSURES (236-00-02), 19 h : *Gide 84*; 20 h 30 : *Le Dernier Film*.
ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : *Déjà*.
ESPACE MARAIS (584-09-31), 22 h 30 : *Un million sous la table*.
ESSAÏON (278-46-42), 20 h 30 : *Chant dans la nuit*.
LA FORGE (371-71-89), 20 h 30 : *La Démonologie de Tacite*.
GAYE-MONTFARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : *Who's afraid of Virginia Woolf?*.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : *Le Retour d'Égypte*; 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
LA BRUYÈRE (874-76-59), 21 h : *Tchouk*.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : *Le Retour d'Égypte*; 20 h 15 : *Six heures au plus tard*; 21 h 30 : *Pique et pique et folles drames*.
LYS-MONTFARNASSE (327-95-61), 20 h 30 : *L'Écho de la poche*; 22 h : *Entracte*.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
MARAIS (278-01-53), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
MARIIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : *Le Don d'Adèle*.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : *Le Retour d'Égypte*.
MAUREL (255-45-55), 20 h 30 : *Suddealy last summer*.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles, idé 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Pour adhérer au Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ci-dessous au journal Le Monde, service public, 6 rue des Italiens 75009 Paris. Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Nom _____ Prénom _____
Ville _____ Rue _____
N° _____ Code postal _____ N° tél _____

Mardi 27 mars

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : *On élève au lit*.
MONTFARNASSE (320-89-90), 21 h : *Tobin Ichin*; 21 h 15 : *Le Journal d'une femme de chambre*.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : *Comment devenir une mère juive en dix leçons*.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : *Le Retour d'Égypte*.
PARC DE LA VILLETTE, sous chapiteaux (241-31-53), 20 h 30 : *On a tous les jours cent ans*.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : *Le Retour d'Égypte*.
POÏE (548-99-97), 20 h : *Molly Bloom*; 21 h : *Le Retour d'Égypte*.
PORTE-ST-MARTIN (607-37-53), 21 h : *K2*.
POINTE (261-44-16), 20 h 45 : *Amassio-assassio*.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : *Écho à la nuit*.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : *Noix de coco*.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : *Théâtre de Beauvoir*.
SALLE VALEMBERT (584-30-60), 20 h 30 : *En-11 bon, en-11 mal*.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (732-35-10), 21 h : *Agathe*.
TAI TEL D'ESSAL (278-10-79), I : 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*; II : 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
TEMPLE (278-91-15), 20 h 30 : *A la rencontre de Marcel Proust*.
THÉÂTRE A-BOURVIL (373-47-84), 21 h : *Y'en a mar... en vos*.
THÉÂTRE D'ÉDUGAR (322-11-02), 20 h 15 : *Le Retour d'Égypte*; 22 h : *Nous on fait où on nous dit de faire*.
THÉÂTRE DE DEUX-HEURES (606-07-48), 21 h : *Fils de bête on les seigneurs de Montmartre*.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
THÉÂTRE DE PARIS, Comédie allée (280-09-30), 20 h : *Le Retour d'Égypte*.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (226-70-80), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*.
THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : *Médée*.
TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : *Le Retour d'Égypte*; 22 h : *Une Noce - Une démolition en mariage*.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 15 : *Acteur... est acteur... est acteur</*

Job in title

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Organisez!

Pour faire face à son développement constant, le CASDEN - BP regroupe ses effectifs (300 personnes) à MARNE LA VALLEE au 1er Septembre 1984.

Cadre spécialiste de l'Organisation soucieux de « s'investir »

Homme de dialogue, vous maîtrisez parfaitement le sens de la communication et de la négociation. Votre formation supérieure ne manque pas d'intérêt: vous êtes titulaire d'un diplôme de première expérience professionnelle, à ce que l'on nomme « UNE FONCTION D'ORGANISATEUR » dans un poste similaire (Banque, Assurances...) d'une durée d'au moins 5 ans.

Banque Populaire

TRAITEMENT DU SIGNAL Appliqué aux Essais non Destructifs

VOTRE RÔLE AUJOURD'HUI

Etre maître d'œuvre de la définition des programmes R & D dans le domaine du Traitement du Signal appliqué aux END pour un groupe industriel français de premier plan:

VOTRE VOCATION, DEMAIN

Devenir l'EXPERT, dans l'ensemble de référence Traitement du Signal END, d'une entreprise mettant en œuvre de larges moyens et, donc, des projets d'importance.

MILO M.R.H.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Notre Centre de Bregny s/Orge (Essonne) assure la mise au point des systèmes avioniques embarqués.

2 INGENIEURS RESPONSABLES "SYSTEMES" FORMATION GRANDES ECOLES

Ces ingénieurs, débutants ou ayant quelques années d'expérience, auront une solide formation en électronique et des connaissances en informatique...

Merci d'envoyer votre CV sous N° 91004 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

Direction Financière GROUPE INTERNATIONAL FRANCAIS

Jeunes cadres financiers de haut niveau

qui pourront selon leurs aptitudes se voir confier une ou plusieurs des missions suivantes: exercer une activité de contrôle et de coordination des résultats des filiales et assurer le suivi du reporting;

SERVICES TECHNIQUES

Filiale d'un des tout premiers groupes chimiques mondiaux, la Société Française HOECHST réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation.

UN JEUNE INGENIEUR E.C.P., A.M. ... éventuellement débutant.

Destiné, dans un premier temps, à renforcer l'encadrement du Service Entretien (95 personnes) son développement de carrière lui permettra d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités importantes dans un des établissements de la Société.

Hoechst

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux 27600 personnes - C.A. 9 Milliards de Francs recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingenieur Methodes

Valeo Embrayages - (Amiens - 80) Vous avez QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE en Methodes ou Production. Au sein de cette usine de 1600 personnes, nous vous proposons avec une équipe de 5 techniciens et dessinateurs de prendre en charge la conception, la mise en œuvre, l'implémentation des procédés et matériels de fabrication de nos filiales et boîtes d'embrayages afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production.

Ingenieur Methodes et Industrialisation

Valeo Thermique - (Nogent Le Rotrou - 28) Vous valoriserez une PREMIERE EXPERIENCE Industrielle en prenant en charge, au sein du département Thermique Moteurs de cette usine de 1250 personnes, l'animation d'équipes chargées de la conception, la réalisation et la mise au point des moyens machines et outils de nos radiateurs ainsi que l'animation de l'atelier d'outillage (35 personnes).

Ingenieur Methodes «Energie»

Valeo - Direction Organisation Automobile - (Saint-Ouen - 93) DEBUTANT, au sein du Service Central «Energie» du Groupe, vous serez chargé d'études techniques sur les procédés de fabrication ainsi que des actions de formation et de sensibilisation auprès des responsables «Energie» basés dans nos différentes unités de production en France et à l'étranger (Italie, Espagne).

Ingenieur Information Scientifique

Valeo - Direction des Etudes Avancées Automobiles - (Saint-Ouen - 93) DEBUTANT, au sein d'une équipe de 9 personnes, vous serez chargé d'exploiter la documentation aussi bien scientifique qu'économique, à destination de l'ensemble des sociétés du Groupe.

A partir de tous ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe. Adresser lettre (R/F), CV, présentations et photographies en indiquant la référence du poste choisi à: Valeo Service Recrutement I & C - 45, rue Bayen - 75017 PARIS

UNILOG

Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseils en Informatique - 8 Sociétés - 430 Ingénieurs - est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter très vite aux nouvelles techniques.

Après un cycle de formation rémunérée de 6 mois, ils seront intégrés dans l'une des sociétés d'UNILOG. Au sein d'équipes opérationnelles, ils interviendront chez nos clients équipés de grands ou moyens systèmes IBM: conception, réalisation, génie logiciel...

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'ingénieurs ou 3° cycle d'études supérieures scientifiques.

Leur évolution ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'évoluer vers la conduite de projets. Adressez-nous dès maintenant votre candidature, sous réf. 435 à UNILOG 9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN, recherche

CHEF DU SERVICE ELECTRONIQUE

Il encadrera les travaux de nos équipes d'ingénieurs et de techniciens qui conçoivent des équipements faisant appel aux acquis les plus récents de la recherche en particulier dans le domaine des microprocesseurs.

Une formation Grande Ecole (ESE, ENST, ENSAE...) et une expérience de l'encadrement dans une entreprise de pointe sont indispensables.

La poste est à pourvoir en proche banlieue Parisienne. Adresser CV, lettre manuscrite sous référence 91145 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra



L'ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE (11 milliards de CA consolidé, dont près de 50% à l'étranger) intervient, par une centaine de filiales, dans trois domaines principaux: la potasse, la chimie, l'alimentation animale.

auditeur interne.

Celui-ci organise et assure la fonction suivant le programme de travail établi par les Directions de la Holding et les filiales concernées. Il suit l'application des mesures correctrices décidées. De formation supérieure, HEC, ESSEC, ESCP + DECS, à 30 ans au moins, vous avez aujourd'hui de préférence la double expérience de l'audit, surtout comptable et financier, en entreprise comme en cabinet.

LABORATOIRES BOIRON

Leader mondial de l'homéopathie (250 MF de CA, 1000 salariés), nous créons à Lyon, le poste de

responsable du service des prix, destiné à un jeune économiste statisticien.

Vous animez un service des prix de 4 p. et êtes chargé des études de prix et de rentabilité. Vous devenez notre expert maîtrisant parfaitement la réglementation générale des prix (achats-ventes-merges...) en contribuant à la bonne application et conseillant les directions opérationnelles dans leurs décisions, notamment tarifaires. Vous assurez les liaisons avec les administrations et les organismes professionnels. Vous bâtissez des prévisions d'évolution générale des prix, à court et à moyen terme.

Cela implique une bonne culture générale, une formation de type maîtrise de Sciences Économiques et un excellent sens des contacts et de la négociation.

Notre consultante, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 945 LM).



ALEXANDRE TIC SA 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS 7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes une société de 600 personnes située en proche banlieue parisienne. Notre mission est de piloter, auprès d'importantes sociétés industrielles sous-traitantes, des projets d'équipements et de systèmes électroniques d'armement de haut niveau. Nous recherchons pour notre SERVICE INFORMATIQUE, des

Jeunes Chefs de Projets Hf

Directement rattachés au Chef des Études "Informatiques de Gestion", vous conduirez des projets orientés vers le télétraitement et les bases de données dans l'un des domaines suivants :

- Administration du personnel,
- Comptabilité, finances,
- Systèmes de documentation, associés à nos équipements.

Certaines études pourront conduire à la mise en place de moyens micro-informatiques et au développement de l'utilisation des techniques VIDÉOTEX chez les utilisateurs.

VOIRE MISSION :

Vous serez plus particulièrement chargés :

- de la conception et de la réalisation des applications à développer ou en cours de développement,
- de piloter dans le cadre de vos attributions les réalisations confiées à des SSCI,
- de l'encadrement et de l'animation d'une équipe d'Analystes-Programmeurs.

VOUS ÊTES :

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MIAGE et vous possédez de préférence une première expérience de la conduite de projets.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE :

- 3 DPS 7,
- 80 Terminaux.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence à 80871 HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion absolues assurées.

HAVAS CONTACT

NORSOLOR

Un leader de la chimie européenne des produits acryliques, filiale en expansion d'un grand groupe chimique français, recherche pour son unité située en province

• INGENIEUR PROCEDES de fort potentiel

- formation à forte orientation génie chimique,
- quelques années d'expérience en procédés ou réalisations (la candidature d'un débutant ayant une solide formation et des stages intéressants peut être envisagée)

pour poste dans services Etudes Générales comportant les aspects suivants :

- amélioration de procédés,
- aide génie chimique à l'exploitation,
- études d'avant-projets (développement important prévisible),
- réalisations et modifications d'ateliers dont interface avec engineering interne au groupe et extérieur.

référence CK 385 AM

• INGENIEUR RECHERCHE

débutant ou quelques années d'expérience (thèse souhaitée).

- formation grande école chimique

pour poste en recherche appliquée dans le domaine des acryliques portant sur :

- amélioration et développement de procédés acryliques,
- optimisation sur pilote de catalyseurs de type hétérogènes.

référence BJ 384 AM

Carrières évolutives notamment vers postes de responsabilités dans Direction Recherche, Technique ou Fabrication.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

MEMBRE DE SYNDICAT

De jeunes diplômés pour notre direction financière

IMPORTANTE BANQUE - PARIS

Importante banque française de dépôt, à vocation internationale, nous souhaitons compléter les équipes de notre Direction Financière par l'intégration de quelques jeunes cadres, à fort potentiel, à qui nous proposons des postes à responsabilités dans l'un des secteurs suivants :

- Bourse, - Emissions, - Gestion de patrimoine,
- Gestion obligataire, - Etudes financières.

De formation supérieure orientée vers la gestion, la finance ou l'actuariat (Grande Ecole de Commerce, Dauphine, Sciences Po...) vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Par le biais de stages, de mémoires, de clubs d'investissements... vous avez témoigné de votre intérêt pour ces domaines.

Vous bénéficierez dès votre arrivée d'une formation complète, théorique et pratique, vous permettant de mieux connaître les techniques et opérations financières. Puis vous serez intégré dans une équipe performante.

Notre taille, notre dynamisme et notre volonté d'expansion vous garantiront, si vous faites preuve d'efficacité, d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Direction Financière ou dans d'autres secteurs de la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 2035 à nos carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALE D'ELECTRONIQUE
Leader sur son marché recherche pour
SECTEUR RHONE-ALPES

ingénieur de ventes technico-commercial

DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du Directeur de Ventes, il est chargé :

- de développer les marchés existants
- de rechercher de nouveaux clients
- de promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

- une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques
- le sens aigu de la vente
- celui de l'organisation
- un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée. Le poste est basé à LYON.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 91137 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Jeune ingénieur responsable méthodes et fabrication

Nous sommes une société internationale d'origine américaine à forte croissance. Depuis 25 ans nous privilégions l'innovation technologique en investissant 10 % du CA, en recherche et développement. Aussi nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

Vous avez une formation d'ingénieur mécanique et une expérience de 2-3 ans dans l'engineering. Cette expérience vous a permis d'acquérir des connaissances en micro-informatique et automates programmables.

La faculté d'intégration dans une équipe jeune, soudée et dynamique est un facteur essentiel de réussite. Une bonne connaissance de l'anglais est également nécessaire.

Nous vous offrons un environnement motivant, une activité «pointue», et la possibilité de donner libre cours à votre ambition et à vos goûts. Bref de créer vous-même votre carrière.

Alors envoyez votre CV, avec photo et rémunération sous référence 560 M, à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy Pontoise Cedex.

Raychem

medis-system

Spie Batignolles

Division Electricité et Nucléaire

(16.000 personnes - CA 6 milliards de F.) spécialisée en équipements électriques et automatismes industriels recherche plusieurs

Ingénieurs d'affaires

électriciens (Paris - Strasbourg - Metz)

Chargés de piloter et de gérer d'importants contrats en électricité courants forts ou courants faibles dans les domaines bâtiment tertiaire et industrie. De formation ingénieur grande école d'électricité ou équivalent, les candidats auront une expérience en entreprise d'équipements électriques de 2 à 10 ans. Des connaissances en anglais seront appréciées. Nous donnerons aux candidats à potentiel les moyens de gérer leur carrière au sein d'un groupe pluridisciplinaire et international.

Merci d'adresser CV dét. photo et prétentions sous réf. 273 M à Spie Batignolles, Division Electricité et Nucléaire, D.P.G.R.H. 202 quai de Cligny, 92111 Cligny Cédex.

Spie Batignolles

medis-system

ORMeV
recherche

2 INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Un spécialiste en mécanique et servo-mécanisme, capable d'assurer la conception mécanique et le suivi de machines nouvelles (accélérateurs scientifiques et médicaux). Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Arts et Métiers...) parlant anglais, ce futur collaborateur aura déjà acquis une expérience de 3 ou 4 ans en Bureau d'Études.

Un jeune Ingénieur Grande École (Centrale, Physique-Chimie...), capable d'effectuer les calculs de base pour accélérateurs de particules (Études de trajectoire, optique, magnétisme). Connaissance de l'anglais requise.

Lieu de travail: BUC (Près VERSAILLES - Yvelines)
Les dossiers de candidatures (+ photo et rémunération souhaitée) sont à adresser à M. DECOBERT, CGR MeV, Rue de la Minière - BP 34 - 78530 BUC.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

HAVAS CONTACT

Analyste de crédit confirmé

La BANQUE PARIBAS recherche, pour son DEPARTEMENT INTERNATIONAL à PARIS, un analyste de crédit confirmé.

PROFIL :

- âgé de 26 ans minimum,
- formation grande école,
- 2 à 3 ans d'expérience bancaire dans l'analyse de crédit,
- excellent anglais pratiqué couramment,
- SENS DE L'AUTONOMIE et dynamisme.

Ce poste, à pourvoir très rapidement, peut déboucher sur une évolution de carrière à l'étranger après 2 ou 3 ans passés au siège.

Merci d'adresser C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, sous réf. AF/M à la Direction des Relations Humaines de la BANQUE PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS CEDEX 02.

BANQUE PARIBAS

MEMBRE DE SYNDICAT

Jojo, in Lita

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur d'usine

référence EZ 382 AM

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PERFORMANTE spécialisée dans les produits d'assemblage métalliques et plastiques (moyennes et grandes séries) recherche un Directeur d'Usine.

Chef d'établissement rattaché au Directeur Général, il assumera la responsabilité complète de l'unité de production (350 personnes) et sera tout spécialement chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de modernisation. **INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLOMÉ** (Centrale, AM ou équivalent) d'environ 40 ans, son expérience de la production en série (équipements automobiles, petit électroménager...) ne sera pas inférieure à 6/8 années. Associé au développement de l'entreprise, il devra faire la preuve de qualités incan-

Poste : proche banlieue sud-est Paris. Rémunération : 350 000 F +

Attaché de direction administrative et financière poste évolutif

référence CV 378 AM

DELAS-WEIR La Société DELAS-WEIR offre un poste formateur et une réelle opportunité de développement de carrière à un candidat, ESSEC, ESC, SC PO... désireux de valoriser et déclarer une première expérience de 3 à 5 ans dans le domaine finance ou gestion.

Dans un premier temps, il se verra confier des missions variées, en particulier :

- reporting avec le groupe Alstom Atlantique et les filiales Delas-Weir à l'étranger,
- contrôle de gestion de la société et de ses filiales,
- développement d'applications informatiques,
- amélioration des procédures de contrôle de gestion et d'organisation administrative.

Sa réussite lui permettra d'assumer des responsabilités plus larges. Ce poste conviendrait à un candidat de très bon potentiel, disposant de bonnes capacités d'analyse et de synthèse, ayant le tempérament d'un opérationnel et témoignant d'excellentes aptitudes relationnelles.

Poste à Levallois-Perret.

Directeur d'usine

référence DC 386 CM

UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE (export 35% chimie des mélanges (caoutchouc - résines) et extrusion, recherche un Directeur d'Usine.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant de solides connaissances en mécanique, organisateur et animateur, capable d'optimiser et d'améliorer les installations, de former le personnel (effectif 100 personnes environ). Une expérience de Directeur de Fabrication est indispensable. La connaissance de la transformation des élastomères serait un atout.

Poste : 200 km sud de Paris.

Jeune contrôleur budgétaire

référence EX 380 AM

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (C.A. 5 milliards de francs), filiale d'un groupe français de dimension internationale (plus de 25 000 personnes), offre au sein de son Département de Gestion un poste intéressant et évolutif.

La mission :

- Dans le cadre d'un système de gestion décentralisé, le titulaire du poste devra :
- faire vivre et développer le système de gestion et les procédures en place,
- animer le processus de contrôle budgétaire en liaison avec les gestionnaires de la société et de ses filiales,
- assurer l'élaboration des résultats de gestion et leur analyse pour la Direction Générale,
- assurer la liaison avec les services informatiques.

Son profil :

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, il devra, au sein d'une entreprise industrielle, avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion ou comptabilité analytique et le pratique des liaisons avec l'informatique. Réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe (filiales françaises et étrangères) pour candidat dynamique et performant.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.



SOCIÉTÉ D'APPLICATIONS DES MACHINES MOTRICES

Cette firme française (1 050 personnes - 400 millions de C.A.), filiale du groupe Peugeot spécialisée dans des fabrications de haute fiabilité pour l'Aéronautique et la Défense, recherche deux ingénieurs Qualité pour sa Direction Technique.

Affectés à une ligne de produits (équipements électro-hydrauliques ou systèmes d'armement), ils seront chargés de définir et de mettre en place toutes les actions visant à promouvoir la qualité dans le cadre des directives applicables à l'ensemble de la société :

- établissement de "chartes" par produit en fonction des normes et des exigences des clients,
- élaboration, rédaction de procédures pour la normalisation des processus de développement,
- audit et contrôle du respect des règles en vigueur,
- analyse des incidents, expertise interne et externe.

Ces postes seront confiés à des ingénieurs mécaniciens de préférence diplômés (AM, ENI, HEI, ENSI...) ayant plusieurs années d'expérience dans le même domaine et souhaitant intégrer une entreprise dynamique, convaincue de l'importance d'une maîtrise totale de la qualité.

Postes à Issy-les-Moulineaux puis à Biviers en 1985.

Ingénieurs qualité

référence GO 288 FM

ESC et/ou DECS débutant

référence JT 379 CM

Débuter dans le contrôle comptable, évoluer vers le contrôle général, le conseil et la gestion.

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER, ayant plus de 20 filiales en France, rattachée à un important groupe, recherche un Cadre diplômé débutant.

Au sein d'une équipe d'auditeurs, il sera, dans un premier temps, chargé du contrôle comptable de filiales. Puis il évoluera vers l'audit général (comptable, fiscal, juridique, administratif) et aura un rôle de conseil.

Ultérieurement, il pourra assumer des responsabilités opérationnelles au sein d'une filiale. Poste formateur pour un candidat ayant solides qualités d'analyse et excellentes capacités relationnelles. Poste à Paris.

conduire des missions d'audit interne

(12 états, 4.500 pers.)

- créer fonction suite aux procédures en coordination avec l'Administration et l'organisation,
- vous avez une première expérience d'audit en Cabinet (niveau Senior),
- sous sommes un groupe industriel privé et français,
- sous pourrez par la suite évoluer soit au siège soit en filiale.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 663-13 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

Paris

Bureau à Cologne cherche TRADUCTEUR allemand, français. Envoyer C.V. et prétentions. Boite 7 703 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 6, rue des Italiens, 75008 Paris.

SBCI recrute 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS IBM 34/36

Poste stable immédiat. Pour r.v. 675-68-30.

Organisme de formation cherche

PROF. D'ANGLAIS Expériences groupe d'achats pour 4 h, par semaine. Tél. : 755-70-11.

GUERBET

Groupe pharmaceutique français à vocation internationale établi en région parisienne (proche banlieue nord-est),

- leader dans sa spécialité en France,
- croissance moyenne annuelle de 25 %, fruit d'une politique de recherche, d'innovation et de développement du potentiel humain,
- 85 % de sa production voués au marché international,
- produits à destination essentiellement hospitalière,
- activité dans un environnement scientifique de niveau élevé,
- renforce son Département de RECHERCHE PHARMACEUTIQUE et recrute

1) LE RESPONSABLE DU SERVICE DE PHARMACODYNAMIE MF

Il lui appartiendra d'animer, de motiver et de former, avec l'assistance de 2 agents de maîtrise, une équipe d'une dizaine de personnes. Il aura entre autres pour rôle de stimuler la créativité de ses collaborateurs. Dans le cadre de l'établissement et du suivi du planning de développement des produits, il travaillera en étroite collaboration avec les Responsables de la Recherche Chimique et du Développement.

Ce poste peut représenter une étape de carrière intéressante pour un candidat Pharmacien, ou possédant un diplôme équivalent, ayant une expérience de la recherche en Physiologie / Pharmacologie, et intéressé par la nouvelle Imagerie Diagnostique et la Biotechnologie.

2) LE RESPONSABLE DU SERVICE DE RECHERCHE CLINIQUE MF

Son rôle s'exercera dans le cadre des études de Phases I et II : création des protocoles, choix des centres d'expérimentation dans différents pays, suivi de la réalisation des essais cliniques, analyse des résultats. Cette fonction, qui comporte une part très importante de contacts scientifiques, tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur, s'adresse à un candidat Pharmacien, Médecin ou équivalent désireux développer une expérience internationale.

Une expérience en Immunologie serait appréciée. Ces Responsables de Services auront tous deux une large autonomie dans la détermination et l'optimisation des moyens propres au fonctionnement de leur service : plan et budget annuels, investissements...

POUR CES DEUX POSTES, LA MAITRISE DE L'ANGLAIS ECRIT ET PARLE EST INDISPENSABLE.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous réf. BB 27384, à :

guerbet s.a.
BP N° 15,
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex.

TELE IMPRIMEURS - IMPRIMANTES - IMPRIMANTES LIGNES
UN INGENIEUR COMMERCIAL
Très «technical minded»

Filiale d'un grand constructeur informatique US, nous sommes aujourd'hui très bien placés dans notre domaine d'activité. Et la fulgurante expansion que nous enregistrons nous permet même de convoiter la place de leader (CA 100 M de \$ US, + 2000 pers.)

La gestion de comptes existants, la prospection et l'implantation de nouveaux produits, cela appuyé par un marketing que vous aurez vous même aiguisé, telle est globalement la définition du challenge qui vous est proposé. Il sera sûrement bien mené, si responsable commercial par exemple de produits périphériques auprès des distributeurs, ou des grands comptes pour les constructeurs, vous n'en demeurez pas moins un technicien de haut niveau par une formation en électronique.

Vous êtes très à l'aise en anglais ne serait-ce que pour suivre un stage aux Etats-Unis, mais pour aussi favoriser votre évolution au sein de notre groupe.

Une voiture de fonction est attachée à ce poste basé dans le 8^e arr.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 872 M à notre Conseil ALPHA CDI - 181 Av. Ch. de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE A VOCATION INTERNATIONALE EN FORT DEVELOPPEMENT RECHERCHE

JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

- Diplômé d'un D.E.A. de droit des affaires et/ou de droit international, possédant de solides connaissances en droit communautaire et de la concurrence, bilingue anglais et si possible espagnol, il a déjà une première expérience professionnelle en cabinet ou en entreprise.
- Dans un premier temps, responsable de la rédaction et du suivi des contrats

internationaux, il se verra par la suite associé à leur négociation.

De réelles possibilités de carrière seront offertes à un candidat de valeur.

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV + photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 6188 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Mission «number one» : implanter une production française!

Vous allez devenir le responsable de l'implantation d'une nouvelle fabrication de produits à base de polymères thermorétractables. Le marché est en fort développement, les idées ne manquent pas, les moyens ne font pas défaut.

Vous allez devoir créer la fonction, mettre en place les outils de production, gérer votre budget, recruter vos hommes. Tout ceci requiert une expérience pratique de 3 à 5 ans, une formation d'ingénieur, Centrale, AM, IN, ainsi que créativité personnelle, esprit d'entrepreneur et sens de l'humour.

Evidemment vous devrez bien pratiquer l'anglais pour établir tous les contacts nécessaires, en particulier avec Raychem Belgique qui sera un de vos interlocuteurs privilégiés.

Qui sommes-nous? Une société dont les efforts en R. et D dans le domaine des polymères thermorétractables, des polymères conducteurs et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs : aéronautique, énergie, offshore, telecom...

Notre activité est internationale, à terme la vôtre devra l'être également.

Pour un premier contact, adressez votre C.V. avec photo et rémunération, sous référence 562 M, à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 95004 Cergy-Pontoise Cédex.

Raychem

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



**THOMSON
MICRO-INFORMATIQUE GRAND PUBLIC**

Le département de conception de cette société (SIMIV) désire renforcer son équipe (35 personnes) en intégrant un

**INGÉNIEUR
RESPONSABLE DE LA COLLECTION
DES LANGAGES ET MACHINES**

Dans un premier temps, vous travaillerez dans l'équipe ARCHITECTURE chargée de la conception des matériels et logiciels de base (système et langage), dans le but d'acquies une connaissance approfondie des produits que nous développons, et de mettre en place un réseau d'auteurs.

Par la suite, vous serez amené, en fonction de vos premiers succès, à prendre des responsabilités importantes au sein de notre maison d'édition TOTEK.

Pour cette création de poste, nous recherchons un ingénieur ayant une bonne connaissance de l'informatique et des technologies qu'elle met en œuvre.

Indépendamment de l'aspect technique de ce poste, nous souhaitons rencontrer un homme de communication, capable d'initier et de suivre des contacts avec les auteurs extérieurs les plus divers, et motivé par la mise à la portée des non initiés de la connaissance scientifique et technologique.

Vous l'avez compris, la mission est vaste mais passionnante et le poste sera à la mesure de vos ambitions. La pratique de l'ANGLAIS est indispensable. L'ALLEMAND serait un "plus".

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 114/M aux consultants de: ALPHA CDI - 181, av. Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

MATRA VELIZY

La Division Administration et Gestion de la Branche Espace met en place un nouveau système de gestion et recherche (H.F.):

**Cadre HEC-ESSEC-SUP de CO
pour des missions d'organisation**

Il a pour mission de coordonner, au plan fonctionnel, le développement du système dans les domaines gestion, comptabilité, approvisionnements etc... Il établit un dialogue ouvert avec les utilisateurs pour la définition de nouvelles applications et l'amélioration de celles qui existent.

Ce poste peut être une opportunité pour un cadre en organisation, issu d'un Cabinet Conseil et intéressé par une fonction intégrée dans l'Entreprise. Outre sa compétence comptable et une expérience de 3 ans environ des études fonctionnelles préalables aux réalisations informatiques, il devra, pour réussir dans ce poste, révéler des qualités de relation et de rigueur.

Possibilité d'évolution vers des responsabilités opérationnelles. Anglais courant.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1131 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN - YVELINES CEDEX

**IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
QUARTIER OPERA**

recherche pour son Département Informatique et Organisation un

Analyste confirmé

(GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE)

ayant acquis deux à quatre années d'expérience informatique dans le domaine bancaire, de préférence dans un environnement IBM.

Il vous propose de vous confier rapidement la conception et la mise en place d'importants projets, et de vous intégrer à ses équipes qui utilisent, depuis de nombreuses années, des techniques de pointe.

De réelles possibilités d'évolution personnelle vous seront offertes.

L'annonceur chargé de cette mission vous assure la plus totale discrétion, et s'engage à ne pas communiquer votre candidature aux sociétés dont vous lui aurez communiqué les noms.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 1303 à: **ORGANISATION ET PUBLICITE** - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

S.G.N INGENIERIE - 1 200 personnes, Filiale du Groupe CEA/COGEMA
Spécialisée dans les techniques de pointe (nucléaire - biotechnologie - productique)
intervenant en France et à l'Etranger

**Adjoint du responsable
ligne de produits bio-industries**

Il participera :
- à la définition des technologies à mettre en œuvre, dans le domaine des bioénergies
- à la promotion technico-commerciale en liaison avec la Direction Commerciale
- à la coordination et au suivi des opérations (analyses des besoins, préparation des propositions techniques, suivi des affaires en réalisation).

Cette fonction s'adresse à un Ingénieur de haut niveau, agronome de préférence, présentant 10 ans d'expérience d'Ingénieur d'affaires dans l'industrie agro-alimentaire.

Le candidat devra être bilingue anglais et mobile (environ 30% de son temps en déplacements FRANCE et ETRANGER).

Adresser CV, photo et prétentions sous référence RLP à :



Direction du Personnel
1 rue des Hérons, Montigny-le-Bretonneux 78184 - Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex



SA DECROIX

1000 personnes - CA 300 Millions de F

**REJOINDRE UNE EQUIPE DE
JEUNES INGENIEURS DESTINES A
DEVENIR NOS FUTURS DIRECTEURS
D'EXPLOITATION**

C'est l'opportunité que vous offre SA DECROIX au sein de sa division **BTB** spécialisée dans la LOCATION, l'ENTRETIEN d'ARTICLES TEXTILES destinés aux industries, au commerce et aux collectivités.

Pour maintenir le rythme de notre expansion nous créons aujourd'hui notre équipe de demain et recrutons un **JEUNE INGENIEUR ou équivalent, 120.000 F +**, ambitieux, volontaire, mobile sur le territoire national, attiré par l'animation d'une équipe.

Vous serez dans un premier temps **ADJOINT AU DIRECTEUR d'une de nos exploitations** située dans l'OISE

Si votre objectif est de faire carrière au sein d'une société dynamique et en pleine expansion adressez-nous votre CV avec photo et prêt. ss réf. 500 LM à SA DECROIX
Direction des Relations Humaines - 11, rue Diaz 92100 Boulogne Blancourt



Filiale Groupe Multinational
Equipements Automobile
recherche

**INSPECTEUR
COMMERCIAL
EXPORT**

Le candidat sera diplômé d'école de commerce ou équivalent et aura une première expérience de la vente de produits industriels proche du secteur automobile de préférence.

Il parlera l'anglais et si possible l'allemand.

Sa mission :
- assurer par ses déplacements et son dynamisme la vente en 28 équipements de nos produits sur une zone géographique qui sera l'Afrique ou l'Europe suivant l'expérience.

Poste basé à Paris.

Le candidat retenu se verra offrir de réelles possibilités d'évolution dans notre groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous N° 01113 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**VENDRE A L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE**

[150 000 F]

Un important laboratoire anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité, recherche un cadre de haut niveau pour promouvoir ses produits intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique en France et à l'exportation. Il devra suivre et développer une clientèle de laboratoires, l'assister dans l'utilisation des produits, et aborder le terrain avec un sens du marketing et de la stratégie permettant une réelle efficacité à long terme.

Le poste basé à Paris ou dans ses environs immédiats implique au moins 60% du temps en déplacements.

Une excellente formation permanente sera assurée au siège européen, en Suisse, auquel le poste est fonctionnellement rattaché.

Nous recherchons un homme jeune et disponible, diplômé d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, ESC,...) ou bien pharmacien ayant acquis une première expérience de quelques années parlant l'Anglais et si possible l'Espagnol.

Nous proposons une carrière évolutive au sein d'une société jeune d'esprit et dynamique dans l'action avec une rémunération variable selon l'expérience et qui avoisinera 150 000 F avec en outre une voiture de fonction. Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. à notre Conseil chargé de ce recrutement sous la référence 6234 M - P.A. 3, quai Kléber 67085 Strasbourg Cedex.



**Laboratoires
Beecham-Séviné**

Nous sommes un des premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. En France, nous représentons 600 personnes pour un C.A. de 400 MF. Pour mieux assumer les études et la gestion budgétaire, nous créons une fonction neuve :

Analyste fonction personnel

Rattaché(e) au Directeur des Relations Humaines, vous serez chargé(e) de l'établissement des travaux budgétaires (plan à trois ans - budget annuel - révision), du suivi des dépenses et de l'analyse mensuelle des écarts. Vous consoliderez pour la Société (siège + usine + recherche) les études telles que : tableaux de bord, bilan social, simulations diverses. Vous participerez à l'étude et au démarrage d'une gestion informatisée.

Cette fonction de rigueur et de méthode, basée à Paris (quartier Etoile), s'adresse à un jeune diplômé supérieur de gestion, ou à un DUT de personnel avec une première expérience. Une ouverture sur l'outil informatique est nécessaire, la connaissance de l'anglais très souhaitable. Possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité) sous la référence 4/CBB/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poukain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Société dynamique dans secteur en expansion,
chiffre d'affaires 1 Milliard,
recherche deux

Cadres Diplômés

pour son état-major administratif :
- l'un de formation L.U.T. - Ecole de Commerce ou équivalent, avec une première expérience et devra avoir le goût des problèmes de droit commercial et de législation du travail ; il sera responsable de la gestion du budget d'un service important.

- l'autre, Ingénieur, (chimiste si possible), recevra des missions postales.

Lieu de travail PARIS.
Perspectives assurées.

Envoyer lettre et curriculum-vitae en rappelant la référence 24826 sur enveloppe à : **JEAN REGNIER Publicité**
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Le Crédit Coopératif

Siège situé à Nanterre - Préfecture
dans le cadre de son développement
recherche

**1 REDACTEUR
CONTENTIEUX HF**
POUR SON DEPARTEMENT JURIDIQUE

Le candidat de formation maîtrise en droit privé et ayant de bonnes connaissances pratiques en comptabilité, aura une expérience de 6 à 8 ans acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier dans un service contentieux.

D'autre part, des déplacements en Province de courte durée sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3827 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Handwritten signature or mark.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Composants grandes séries pour biens d'équipement grand public

FILIALE FRANÇAISE (spécialiste au niveau international) D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN, recherche

NEGOCIATEUR COMMERCIAL EXPORT (Europe surtout)

250.000 F +

Basé à PARIS, il est personnellement chargé de développer les ventes (par marchés) aux FABRICANTS en Europe (notamment dans d'autres pays industrialisés), de rechercher d'autres composants grandes séries compatibles avec l'outil de production PERFORMANT de la Société.

POSTE ÉVOLUTIF

BONNE OPPORTUNITÉ POUR

- un INGÉNIEUR commercial diplômé électromécanicien, parlant ANGLAIS couramment.
Avoir l'EXPERIENCE DE LA VENTE négociée DE COMPOSANTS (grandes séries) A DES FABRICANTS D'APPAREILS (si possible Grand Public).

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sur réf. 7088 à

SC selection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



RIBER DIVISION INSTRUMENTS S.A. SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICRO-ELECTRONIQUE ET L'ANALYSE en très forte expansion sur le marché international (JAPON, USA, URSS.)

recherche CHEF DE SERVICE

études industrialisation

Directement rattaché au DIRECTEUR TECHNIQUE, il sera chargé avec son équipe de 10 techniciens, d'assurer la liaison entre le service DÉVELOPPEMENT et la FABRICATION. Partant d'une analyse critique des appareils dans leur version prototype (ou de la remise en cause des produits existants), il devra assurer la mise en fabrication en petites séries des éléments micromécaniques et leur intégration dans des systèmes comprenant de la mécanique et de l'électronique.

Ce poste comportant une part importante de relations humaines et de coordination technique et offrant de larges possibilités d'évolution s'adresse à un INGÉNIEUR de formation MINES, ENSTA, CENTRALE, A & M... ayant quelques années d'expérience acquises dans les services Études ou Méthodes de sociétés utilisant des technologies très avancées (industrie aéronautique, nucléaire, spatiale...), intéressé à la fois par les problèmes de conception et de réalisation. La connaissance de L'ANGLAIS est indispensable, compte tenu du caractère très international de la Société.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2823 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

FUTUR

directeur financier

200/250.000/an

Une SOCIÉTÉ de TRES HAUTE TECHNOLOGIE renforce sa structure et recherche le FUTUR DIRECTEUR FINANCIER qui gèrera son développement rapide. La Société qui est dans sa 5^e année, a pour actionnaires des Groupes Français de tout premier plan et pour clients de ses travaux, les plus grands groupes internationaux.

Directement rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL, le responsable de la gestion prendra progressivement la responsabilité des problèmes COMPTABLES, FINANCIERS et de GESTION. Il devra proposer la création de procédures nouvelles, les mettre en œuvre et les animer.

Ce poste exige - outre des compétences professionnelles, financières et de gestion, de bonnes facultés d'adaptation - et conduirait à DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESC (+ si possible DECS), ayant de préférence acquis une bonne pratique des procédures dans un Cabinet d'Audit ANGLO-SAXON ou une ENTREPRISE importante réputée notamment pour la qualité de sa gestion. L'ANGLAIS courant est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2825 M à préciser sur l'envoie - seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Ile de France (PME)

Jeune responsable administratif et comptable

Adjoint à la Direction Générale

230 000 +

Jeune fille française (75 pers) d'un important groupe anglo-saxon, nous faisons actuellement une belle percée sur le marché français grâce à la qualité et à l'originalité de nos produits. Notre CA de 35 MF nous laisse envisager une progression de 100% d'ici 2 ans tant en France qu'à l'export. Ce développement que nous constatons déjà nous permet d'accueillir aujourd'hui le bras droit de notre Directeur Général.

Nous comptons sur lui pour prendre en charge la comptabilité générale et analytique, bilan, CE, déclarations fiscales et sociales, trésorerie, relations avec les banques mais aussi pour assurer la mise en place de notre nouveau système de gestion informatisé (comptabilité commerciale, gestion, stocks...).

Il s'agit d'une véritable opportunité pour un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Maîtrise Gestion...), complétement motivé par un DECS. Une première expérience acquise au sein d'une PME dans le domaine comptable vous a permis de maîtriser tous les aspects de cette fonction. Vous souhaitez maintenant élargir cette expérience et participer concrètement à l'implémentation de ce système de gestion. Vos futures relations avec nos partenaires anglo-saxons impliquent une excellente pratique de l'anglais. Ready to join us?

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 30403 à Nicole Le Beuvly - TEA - 18, place H. Bergson 75008 PARIS.

division de SYSTEMA

ENSAE, ISUP, DEA mathématiques... pour des études financières

L'une de nos filiales, jeune compagnie d'assurances a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne et de prévoyance originaux et performants.

Elle souhaite renforcer son équipe par un cadre débutant de formation scientifique, statistique ou économique.

Après formation, au sein d'une petite équipe de haute technicité, travaillant avec des outils informatiques appropriés, il participera aux études actuarielles, statistiques, économiques concernant la mise au point de nouveaux produits.

Par son ouverture sur l'ensemble de la société ce poste offre des possibilités d'évolution diversifiées.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre CV photo, sous réf. 159M à Michèle Chiron, Compagnie Bancaire - Service Orientation - Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16

compagnie bancaire

Futur chef du personnel

Succursale française d'un groupe d'assurances multinational, nous proposons aux entreprises et aux particuliers des assurances accident et incendie. L'une de nos caractéristiques : notre ouverture à l'international ; dans la profession, nous faisons d'ailleurs dans certains domaines figure de pionnier.

Adjoint dans un premier temps du Chef du Personnel et des Relations Humaines, le cadre recherché supervisera une petite unité composée de trois services centrés sur la gestion administrative du personnel : vie des contrats de travail - paie - déclarations - législation sociale - statistiques - gestion Informatisée.

Le responsable des Relations Humaines en place devant partir à la retraite sous 3 ans, vous prendrez, progressivement en charge l'ensemble de la fonction: gestion budgétaire du personnel - gestion des carrières - relations avec les partenaires sociaux - recrutement - ceci dans un esprit de concertation et avec la recherche de l'adhésion des collaborateurs.

Votre formation supérieure (Ecole de gestion - maîtrise droit...) et votre expérience de généraliste de la fonction personnel ou de spécialiste de la gestion administrative du personnel font de vous l'homme que nous souhaitons intégrer. Une expérience du secteur tertiaire serait un atout supplémentaire.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) ; réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6918M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec



Nous sommes une société d'ingénierie de logiciel en pleine expansion de 70 personnes.

Nous avons conçu le premier atelier logiciel français SOFTPEN.

Nous intervenons sur des projets d'ingénierie en téléphonie, avionique, contrôle de processus.

Nous recherchons, pour ces projets, des ingénieurs (2 à 4 ans d'expérience des systèmes temps réel) désireux de mettre en pratique les méthodes avancées de développement de logiciels.

Adressez votre candidature et prétentions, sous réf. M 86 B à : L.P.L. - 26, rue du Renard 75004 Paris.

GENERAL ELECTRIC U.S.A. AUTOMATISMES INDUSTRIELS ET ENGINEERING

Responsable des Ventes :

Vente de produits et services industriels d'affaire d'un solide technicien, d'un habile responsable des ventes.

Dans nos structures, vous définirez activement le marketing des produits et des services. A 35 ans environ, vous restez très ouvert aux nouvelles technologies et avez acquis la maturité nécessaire à l'encadrement d'une équipe de vendeurs. Ce poste de responsable commercial suppose une grande disponibilité, exige une bonne pratique de l'anglais et est appelé à une belle évolution, à l'intérieur du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et niveau de rémunération souhaitée) à Ph. HUGON - Directeur du Personnel - GENERAL ELECTRIC (GETSCO) 42, Avenue Montaigne 75008 Paris.

GUERBET

Groupe Pharmaceutique Français, en expansion régulière, 250 MF de CA, 500 personnes, renforce le service METHODES de sa filiale chimique et recherche :

UN INGENIEUR CHIMISTE MF

Avec l'assistance d'un technicien, il prendra la responsabilité complète des méthodes pour nos produits huileux : optimisation des procédés (recherche du meilleur rapport coût-qualité) et étude des incidents de fabrication (causes et remèdes) dans un souci constant d'amélioration de la Sécurité et des Conditions de Travail.

Il aura par ailleurs la charge de la rédaction et / ou de la mise en forme des procédures d'application des modes opératoires, pour la totalité de nos produits.

Cette fonction permettra à un ingénieur chimiste débutant ou possédant quelques années d'expérience, de développer ses connaissances techniques, de renforcer ses qualités d'organisation et de rigueur, et d'acquérir des compétences dans le domaine des relations humaines.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé + photo sous réf. PC 28384, à :

guerbet s.a. BP N° 15, 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

Etablissement Public à caractère industriel et commercial recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE CONFIRMÉ

(X, PONTS-ET-CHAUSSEES, MINES, CENTRALE...)

pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les systèmes de chauffage.

Envoyer C.V., prétentions à : STATION DE RECHERCHE DE MARNE-LA-VALLÉE

Service Conception thermique des Bâtiments et des Equipements, 84, avenue Jean-Jaures, CHAMPS-SUR-MARNE 77421 MARNE-LA-VALLÉE, Cedex 2.

UN GROUPE BANCAIRE SPECIALISE DANS LES CREDITS AUX PARTICULIERS offre de

jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur débutants (IEP, Sciences Eco., Droit, ...) MF

de participer activement à son développement.

Les candidats libérés des O.M. devront faire preuve :

- d'une grande motivation commerciale,
- de larges facultés d'adaptation,
- d'une réelle mobilité résidentielle.

Au terme d'un stage complet, ils pourront se voir offrir des postes à responsabilité au sein des agences du groupe.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 6591 à Axial Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

AETA

recherche pour ses activités
**TELECOMMUNICATIONS
ET AUTOMATISMES**

**INGENIEURS
CONFIRMES ET
DEBUTANTS**

**POUR ETUDES DE LABORATOIRE
ET GESTION DE PROJETS**

Adresser C.V. à Société AETA
12, rue des Frères Caudron
B.P. 34 - 78142 Vélizy Cedex

ATARI **Créer
des programmes vidéo**

C'est l'opportunité que nous proposons à :

2 Ingénieurs logiciels **Ingénieur support**

Jeunes diplômés Sup. Elec, MIAGE ou équivalent, vous savez programmer en Assembleur, vous parlez anglais et vous souhaitez participer à la réalisation de programmes éducatifs ou de jeux pour micro-ordinateurs. (Réf. 4003/A/LM)

De formation équivalente, connaissant l'anglais technique, vous intervenirez comme conseil interne ou externe en assistance aux clients sur tous les problèmes de fonctionnement d'un micro ou de leurs logiciels de base. (Réf. 4003/B/LM)

Nous rejoindre aujourd'hui, c'est participer en France au très important développement d'Atari, leader mondial de l'informatique domestique.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à notre Conseil, avec la réf choisie.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

Filiale (300 personnes)
d'un très important Groupe Industriel International (8000 personnes)
exerçant son activité dans un domaine très spécialisé (métallurgie fine métaux non ferreux) recherche

**Ingénieur ou
Docteur 3ème cycle
(domaine chimie)**

**Adjoint responsable
laboratoire d'analyse**

Expérience de 2 - 3 ans en laboratoire souhaitée.

A terme ce poste peut ouvrir à d'autres fonctions dans notre groupe.

Anglais lu indispensable, courant souhaité.
Immédiate banlieue Sud.

**Cabinet
Leconte** nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 Paris s / réf. 90871

**De l'informatique terrain
au marketing produit**

Votre expérience de la mise en place d'applications scientifiques, complétée si possible par la vente de systèmes graphiques, vous a préparé à maîtriser la vie d'un produit.

Rejoignez au sein de notre organisation commerciale en France, nos équipes marketing produit et prenez en main avec elles : la connaissance des marchés, l'analyse des besoins clients et la définition des produits adaptés, mais aussi le support des forces de ventes, du lancement promotionnel au renouvellement du produit. Vous êtes au cœur du développement de la Société : un rôle-clé pour assurer le vôtre, au service des technologies de pointe en informatique.

Ecrivez au Service du Personnel
Zone Industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil

benson

**IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
INTERNATIONAL**
recherche un

**cadre
fiscaliste**

de préférence diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts ayant de 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la fiscalité.

Pour le Département fiscal de sa Direction Financière au Siège Social parisien du groupe.

Au sein d'une équipe, il traitera de toutes les questions fiscales françaises concernant les Sociétés du Groupe en matière d'impôts directs, de taxes et d'impôts locaux.

Il assurera les contacts nécessaires avec les responsables des établissements du groupe et les services fiscaux locaux pour assurer la gestion de ces impôts.

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo
sous référence 90824 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL
MULTINATIONAL**

SA DIRECTION DE LA COMMUNICATION
(Banlieue Ouest PARIS)
recrute un

**Journaliste Technicien
REDACTEUR EN CHEF**

DOUBLE FONCTION

- de **REDACTEUR EN CHEF** : il proposera une politique globale et dynamique de revues et publications d'information pour la clientèle, la mettra en œuvre et en assurera la réalisation matérielle (réaction, mise en page, édition);
- de **CHARGE DES RELATIONS PRESSE** : Préparation d'interviews, de communiqués, dossiers et conférence de presse,...

**POSTE PASSIONNANT
MAIS 3 CONDITIONS INDISPENSABLES**

- INGENIEUR diplômé
- Connaissance des AUTOMATISMES INDUSTRIELS dans les technologies ELECTROMECHANIQUES et ELECTROTECHNIQUES
- être JOURNALISTE ou rédacteur technique régulier.

S.C. Vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 7086

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Une des premières sociétés françaises
d'Ingénierie Nucléaire
implantée en Région SUD PARIS
recherche

**Ingénieur d'études
(Mécanicien nucléaire)**

pour projets d'installations d'usines et de laboratoires (assainissement radioactif - déchets),
environ 30 ans.

Quelques années d'expérience dans société d'ingénierie en nucléaire (cellules blindées, téléopérations, radioprotection et sûreté).
Anglais courant.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 91176 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

QUAKER FRANCE

QUAKER FRANCE est la filiale française d'un important groupe agro-alimentaire américain.

Nous fabriquons et commercialisons les céréales pour petit déjeuner QUAKER et les aliments pour chiens et chats FIDO et FIDEL.

Notre CA est de 950 millions de Ffr et notre croissance de 20 % par an.

une carrière évolutive pour un
ingénieur style arts & métiers

Nous vous proposons dans un premier temps (3 ou 4 ans) de prendre la responsabilité du SERVICE ENTRETIEN de notre usine de Veauce près de Saint-Etienne, unité de production très moderne inaugurée récemment. Rattaché au Directeur de l'usine, vous disposerez d'une grande capacité d'initiative pour prendre des responsabilités dans tous les domaines techniques (principalement automatismes, entretien des bâtiments, problèmes de chauffage) et vous animeriez une équipe de 20 professionnels.

Vous êtes passionné par la technique et vous avez acquis sur le terrain une première expérience d'au moins deux ans, si possible dans l'industrie alimentaire. Pour progresser dans le groupe, il est indispensable de parler anglais ou du moins d'avoir des notions suffisantes pour être perfectionné.

Nous avons chargé notre conseil, la CORT, de prendre les premiers contacts.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum-vitae + photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2985 M-CORT-65, avenue Kleber - 75116 PARIS. MEMBRE DE SYNTec

**BANQUE DE CREDIT
A MOYEN ET LONG TERME
PARIS**
recherche

**SPECIALISTE DE
COMMUNICATION
ECRITE HF**

Ce cadre aura pour fonction :

- la rédaction d'articles, communiqués de presse, brochures et tous documents de l'établissement à usage externe.

Le (la) candidat (e) présentera :

- une formation économique supérieure complétée par une spécialisation dans le domaine de la communication ainsi qu'une première expérience professionnelle de communication écrite.

Envoyer C.V., prétentions, s / réf. 3497 à
PIERRE LICHOU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

multiconsult
RECRUTEMENT

Société de Transports Européenne, en forte expansion,
recherche pour la proche banlieue parisienne

son Directeur Administratif

Directement rattaché au Directeur Général, le candidat retenu âgé d'environ 35 ans, possèdera une formation supérieure en gestion et sera responsable de la gestion du personnel, des problèmes juridiques et de l'informatique (déjà en place). Il supervisera aussi le service comptable et financier et devra savoir communiquer en anglais.

Le succès dans cette fonction implique un tempérament de véritable manager et d'excellentes capacités relationnelles.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8432 à F. Chemarin
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

ELECMA
division électronique de la SNECMA
recherche un

**AGENT TECHNIQUE
INFORMATICIEN**
niveau V1 ou V2

Outre de solides connaissances en informatique, il aura une expérience de 2 à 3 années de la programmation des microprocesseurs MOTOROLA 68000 en langage assembleur et connaîtra si possible le langage PASCAL.

Ce poste nécessite le goût du travail en équipe, de bonnes facultés d'analyse et de synthèse et le sens de la communication.

SNECMA

Merci d'adresser lettre, CV avec photo et prétentions sous référence 104 à SNECMA
B.P. 305 - 92156 SURESNES CEDEX

**SERVICE ET
DEVELOPPEMENT
INFORMATIQUES**
recherche

**INGENIEURS
GRANDES
ÉCOLES**

Pour assurer des développements :

- DAO
- LOGICIEL DE BASE
- LOGICIEL D'APPLICATION
- TRANSMISSION

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, rue Jean Gallien
Tour Gallien 1
92174 BAGNOLET CEDEX
390-13-84 86 96.

Salé versé par correspondance
rect. J.P. ou J.F. licenciés (a)
scientifiques ou équivalent
**POUR ANALYSE
STATISTIQUES
PREVISION DES VENTES**
1 à 2 ans exp. appr. 30000
déb. (a) accepté (a).
Ecrire M. Guzman av. photo,
C.V. + prétentions 66, rue de
Villiers, 92300 LEVALLOIS.

Nous sommes un important ensemble
français, leader sur le marché des hôpitaux
et en fort développement à l'étranger.

Nous recherchons un

**ACHETEUR
matériel médical**
DE HAUT NIVEAU

pour la recherche de fournisseurs internationaux, les négociations, la passation et le suivi des commandes de matériel médical sophistiqué dans le cadre d'importants contrats clés en mains pour l'exportation.

De plus, ce collaborateur devra être capable de créer et développer un service achats matériel médical dans le cadre de la forte expansion en cours.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé des achats de matériel médical.

Merci d'envoyer CV détaillé, photo, rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. ACH 3,8 à COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 Paris.
Confidentialité assurée.

intel

Avec 22 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un CA de 1 milliard de dollars en 1983, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30 % du CA de Intel Corporation et Intel France est le siège de la région Sud-Europe (France, Espagne).

Dans le cadre de l'expansion rapide du département de la maintenance, nous recherchons

**UN TECHNICIEN
DE MAINTENANCE**
EXPERIMENTE PARIS

BTS/DUT avec 3 ans d'expérience dans la maintenance de systèmes informatiques sur produits INTEL ou similaires. Grande disponibilité pour déplacements fréquents de courte durée sur l'ensemble de la France.

Bonne connaissance de l'anglais.
Rémunération motivante et voiture de fonction.

Merci d'adresser CV et photo à INTEL Corporation, Direction du Personnel,
5 place de la Balance, Site 243, 94528 Rungis Cedex.
(sous réf. 273).

Handwritten signature or mark.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

secrétaires

secrétaires

ingénieurs logiciel

COFRAMI est une SSCI spécialisée dans le conseil, la conception et la réalisation de logiciels de base et d'applications temps réel sur mini ordinateurs et microprocesseurs. Nous recherchons des ingénieurs logiciers de formation grandes écoles ayant 1 à 4 ans d'expérience pour prendre en charge des interventions variées auprès de grandes sociétés industrielles.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence LM 57 à

COFRAMI
5, rue Vernet 75008 PARIS

BANQUE DE CREDIT A MOYEN ET LONG TERME PARIS recherche

CHARGE D'ETUDES COMMERCIALES HF

Ce cadre aura pour fonction :
- la réalisation de sondages, d'études Marketing et d'études d'images.

Le (la) candidat (e) présentera une formation économique ou commerciale à option Marketing ainsi qu'une première expérience acquise auprès d'un cabinet d'études de marchés.

Envoyer C.V., présentations, s/réf. 3498 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE BATTIMENT T.P. QUARTIER ÉTOILE

FOURNISSANT SYSTÈMES MICRO ET MINI-ORDINATEURS CLÉS EN MAIN (Dotations: IP et IBM PC-XT)

recherche

14 Pour VENTE LOGICIELS ET SYSTÈMES

INGÉNIEUR COMMERCIAL

L'assistante du Président

Nous sommes conseils de la Direction Générale, spécialistes de la gestion des ressources humaines sur un plan international. Le secrétaire du Président l'assiste, bien entendu, dans son rôle de consultant. Mais aussi, dans cette petite équipe de haut niveau, elle sait et fait tout (sans la comptabilité). Secrétariat, relations extérieures, déplacements, assurances, etc...

De l'autonomie, de la présence, du standing, l'anglais fluent. Sens de la confidentialité, aisance dans les contacts. Paris 8ème.

Adresser CV, photo et présentations sous référence 142 314 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

Agence d'un important organisme public recherche le

RESPONSABLE (HF) DE LA GESTION DU PERSONNEL

100.000 F

Il aura pour missions :
- élaboration du plan des effectifs (100 personnes),
- choix des recrutements,
- suivi de l'évolution des carrières,
- gestion administrative des dossiers du personnel,
- maintenance de la logistique.

Une équipe de 3 personnes vous assistera dans cette fonction.

Si vous pensez avoir le goût des contacts humains et un esprit rigoureux et méthodique, envoyez votre dossier de candidature, sous réf. 77434 LM, à HARIS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75008 PARIS, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une de ses filiales spécialisée dans la sous-traitance aéronautique et électronique un

INGENIEUR CONFIRME

ARTS et METIERS, SUP AERO

Ayant quelques années d'expérience en industrie aéronautique. Anglais apprécié.

Lieu de travail : Sud-Ouest.

Ecrire avec CV et photo s/réf. 91082 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

INGENIEUR STRUCTURES ELEMENTS FINIS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR MS/DOS IC ET BASIC

recherche

Ecrire avec C.V., photo et présentations en précisant à M. COLVINDIER CACT Service Ressources Humaines 6/14, rue La Pérouse 75784 PARIS Cedex 16.

Formation professionnelle

Une carrière dans L'AUTOMATIQUE - LA ROBOTIQUE

Le groupe BTE va former des

CHEFS DE PROJETS EN AUTOMATIQUE - ROBOTIQUE

Stage agréé par le Ministère de l'Industrie. Durée : 16 semaines, dont travaux pratiques sur automates programmables - Micro-processeur - Asservissements. Stage en entreprise.

Niveau requis : BAC + 2 et expérience professionnelle dans des domaines techniques (mécanique - électronique - électromécanique - etc...).

Adresser votre CV à BTE - Stages ROBOTIQUES - 72, rue Jean Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES - Tél. 780.72.65

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE situé à RUEIL MALMAISON (92) recherche

TECHNICIEN DOCUMENTALISTE H/F

Sont demandés :
- de bonnes connaissances scientifiques de base, en particulier en CHIMIE (niveau DEUG ou U.V. du CNAM)
- une très solide connaissance des techniques documentaires associée à du goût et des dispositions pour les métiers de l'information.
- une bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire sous réf. 90865 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Société américaine banilière Sud de Paris leader dans son secteur crée le poste de

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

NOUS RECHERCHONS :
- anglais parfaitement courant (l'anglais sera la langue de travail),
- 30 ans minimum,
- position cadre,
- ayant déjà commandé du personnel,
- ayant déjà occupé poste similaire,
- ayant déjà travaillé dans multinationale,
- habitué aux contacts clients de haut niveau,
- connaissant l'informatique en tant qu'utilisateur,
- sens de l'organisation, de la communication,
- responsable et décideur.

NOUS OFFRONS :
- poste stable dans industrie en pleine expansion,
- responsabilité et initiative,
- évolution de carrière,
- ambiance de travail internationale.

Ecrire avec C.V., photo et présentations s/réf. 8747 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

Importante Sst GENTILLY recherche

4 INGENIEURS ELECTRONIQUES

Pour réalisation notions

Ecrire INF 5, Mme STEINER, 23, rue de la Pépinière, 8°.

Une carrière dans la C.A.O. - D.A.O.

Le groupe BTE va former des

PERSONNELS DE BUREAUX D'ETUDES SPECIALISES EN D.A.O. - C.A.O.

Stage agréé par le Ministère de l'Industrie - Durée : 24 semaines, avec travaux pratiques sur différents systèmes. Stage en entreprise.

Niveau requis : BAC + 2 et expérience professionnelle dans des domaines Bureau d'Etudes et Méthodes (Bâtiment - Constructions mécaniques - Bureaux d'études électronique - électromécanique - etc...).

Adresser votre CV à BTE - Stages CAO - DAO - 72, rue Jean Bonal 92250 LA GARENNE COLOMBES - Tél. 780.72.65

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles; qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître? Quelle est la part prise par l'approche directe?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux?

Une enquête réalisée par Régie-Press le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.

regie presse Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie Presse Ing. 83 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

RECHERCHE TECHNICIENS BTS

Pour usine de NANTERRE

1) expérience analogique, 2) expérience micro-processeur.

Adresser C.V. et présentations à M. COLVINDIER CACT Service Ressources Humaines 6/14, rue La Pérouse 75784 PARIS Cedex 16.

Formation professionnelle au

INTERNATIONAL DETRAITEMENT INFORMATIQUE

ANALYSES - PROGRAMMEURS - PREPARATION AU BTS

206-24-63/241-83-83.

propositions diverses

Professionnels hautement qualifiés, devenez autonomes dans la pratique de l'informatique grâce à une formation de 240 heures organisée par

L'ÉDUCATION NATIONALE (formation adultes)
60, avenue Diézier à LA VARENNE, 94210

Ce stage s'adresse aux personnes titulaires d'un bac (ou niveau) + 2 années d'études supérieures + 2 années d'expérience professionnelle.

Renseignements et inscription : 889-63-20 C.F.I. de 9 h à 12 h. Mme ZEILER ou Mme LAVALX à l'exclusion de la semaine du 9 au 13 avril 1984.

LE CLAP

pour la France

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

A TEMPS PLEIN

Assurer la formation des moniteurs d'automatisation et participer au travail de production pédagogique.

Esp. de la formation de formateurs et de l'aménagement d'ateliers et de l'investissement.

Coût. 400.000 francs et investissement.

Envoyer candidature avec C.V. AVANT LE 10/04/84 à M. CLAP, 80-De-France, 8, av. de Chatelet, Tour Rémix 75043 PARIS Cedex 13.

DES PROFESSEURS D'ANGLAIS

Avec 3 ans d'expérience et de 5 ans de langues étrangères anglaise ou espagnole. Formation de haut niveau. Poste à temps plein, temps partiel.

Préts tél. 776-27-62 pour t-r.

URGENT ORGANISME SOCIAL recherche

1 RESPONSABLE

Pour service PRESTATIONS (Contrat, Groupe de rente, assurance vie, etc...)

Formation et expérience en assurance collective, en animation et en comptabilité demandées.

Avantages sociaux : Convention collective.

Envoyer C.V. et photo et préciser sous n° P.A. 15, rue Coyneux, 75018 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Chefs d'entreprise, Directeurs Généraux, si vous recherchez dans le cadre de l'évolution ou de la restructuration de votre entreprise, un

DIRECTEUR COMMERCIAL

qui, à 43 ans, a fait ses preuves en créant, implantant et développant un réseau de vendeurs (statut VFP exclusif) mais aussi en définissant une véritable politique commerciale.

Pour un premier entretien, veuillez écrire s/réf. 48600 à Projets 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

AGENT ADMINISTRATIF

président expérience développement et connaissances techniques complètes.

5,570 F X 14 mois, 36 heures. Avantages sociaux. Ecrire avec C.V. avant le 28 mars au COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT AIR FRANCE ORLY SUD n° 323, 848-44 ONLY AÉROGARES CEDEX.

INGENIEUR TELECOM

effectuerait traductions techniques, allemand - anglais (Télécom., informatique distributions)

Téléphone : 702-13-83.

Sociologue spécialisé sous contrat, trav. résid. agréé trad. esp. franc. 341-18-08.

REVISEUR

CSRF niv. CSRC expérience 8 ans cabinet, ch. poste chef CC ou EC PARIS accepte travail temporaire. Ecr. s/réf. 8.007 à Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMERCIAL

- Homme de terrain, Tunisie, 38 ans.
- Études sup. psycho.
- Plus de 10 ans de commerce international.
- Anglais, arabe, Italien.
- Responsable, dynamique, mobile, accrocheur, disponible, cherche poste COMMERCIAL pour VENDRE produits et/ou EXPORT

FRANCE et/ou EXPORT Téléphone : (11) 780-83-28 Cholet, 7, rue des Champs, 92800 ASNIERES-S/SEINE

J.H. 25 ans, diplômé IEP Bordeaux, DEA Gouvernement local, préparation Dact. 3° cycle, écrivain toutes propositions d'emploi (sauf France). Téléphone : 1161 83-95-07-14.

J.F. 26 a., bilingue angl. allemand, études supérieures expérience 4 a. en France et Allemagne recherche poste responsabilité et initiative, branche commerciale comportant éventuellement déplacements. Expérience acquise dans le domaine des Arts Graphiques et de la promotion. Téléphone : h.b. 653-78-20.

J.F. 26 a., bilingue angl. allemand, études supérieures expérience 4 a. en France et Allemagne recherche poste responsabilité et initiative, branche commerciale comportant éventuellement déplacements. Expérience acquise dans le domaine des Arts Graphiques et de la promotion. Téléphone : h.b. 653-78-20.

J.F. 22 ans, secrétaire sténographe niveau B.T.S. recherche place intéressante sur Paris. Ecr. s/réf. 8.503 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ETRI

Leader mondial dans sa spécialité

VENDE COUPÉ MERCEDES 250 C.

ÉTAT EXCEPTIONNEL 40.000 F.

TÉL : 434-47-23 ou 008-38-48.

divers

BMW SERIE 3-5-7

85 et 84 pas roué garantie Auto Paris XV, 633-69-95 63, r. Desnouettes, Paris-15°.

Un véhicule immatériel C.D. Peugeot 204 DCI, année 1976, 150.000 km. À visiter sur véhicule modèle Peugeot 505 SR Diesel, année 1984. Les propositions en trois exemplaires doivent être adressées à l'AMBAassade DU PRESS, 34, cours Albert-1er, 75008 Paris. Dites 2 semaines. Paris. T. 226-62-50, p. 34.

traduction demande

INGENIEUR TELECOM effectuerait traductions techniques, allemand - anglais (Télécom., informatique distributions)

Téléphone : 702-13-83.

Sociologue spécialisé sous contrat, trav. résid. agréé trad. esp. franc. 341-18-08.

courses et leçons

MATH. PHYSIQUE VACANCES DE PAQUES

Stage intensif du 2 au 7 ou du 8 au 14 avril

MATH. CONTACT

15, rue du Mail, 75002 Paris.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

VENDE COUPÉ MERCEDES 250 C.

ÉTAT EXCEPTIONNEL 40.000 F.

TÉL : 434-47-23 ou 008-38-48.

divers

BMW SERIE 3-5-7

85 et 84 pas roué garantie Auto Paris XV, 633-69-95 63, r. Desnouettes, Paris-15°.

Un véhicule immatériel C.D. Peugeot 204 DCI, année 1976, 150.000 km. À visiter sur véhicule modèle Peugeot 505 SR Diesel, année 1984. Les propositions en trois exemplaires doivent être adressées à l'AMBAassade DU PRESS, 34, cours Albert-1er, 75008 Paris. Dites 2 semaines. Paris. T. 226-62-50, p. 34.

travail à domicile

Descript. secrétaire à domicile correction textes, rewrites. Tél. : 287-29-18.

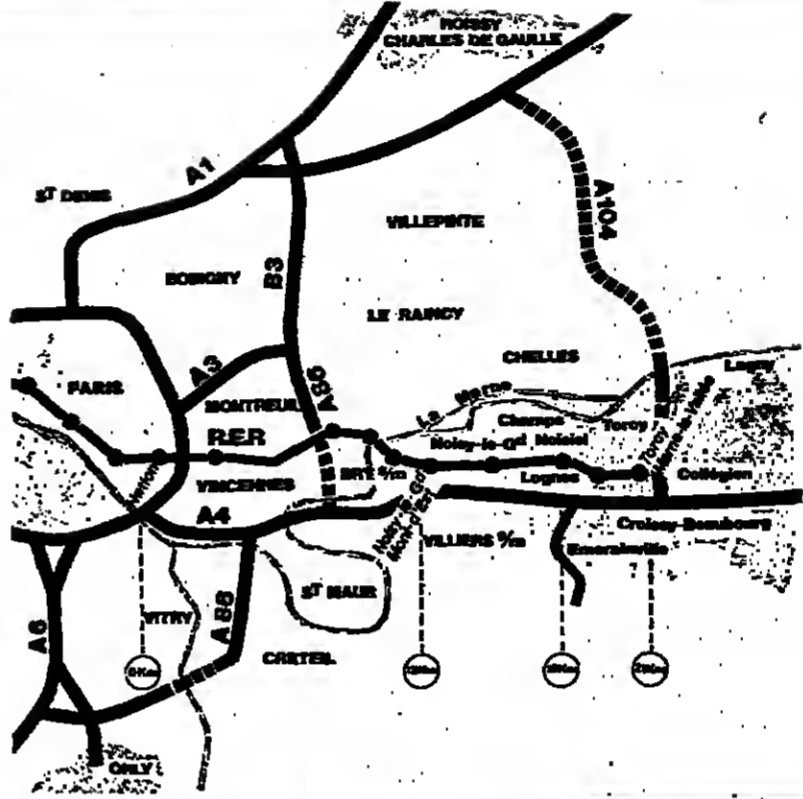
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44	ANNONCES CLASSEES	ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85		OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	56,00	66,42		DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
AUTOMOBILES	56,00	66,42		IMMOBILIER	36,00	42,70
AGENDA	56,00	66,42		AUTOMOBILES	36,00	42,70
PROP. COMM. CAPITALUX	164,00	194,50				

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

L'immobilier

Immobilier d'entreprise et commercial — Immobilier d'entreprise et commercial

MARNE LA VALLEE:
un nouvel atout pour
le développement
économique de
l'Est Parisien



renseignements:
activités 005.90.20
logements 005.10.10

2^e tranche
9000 F.*
le m²

13^e un événement à PARIS!

LE LOUIS-VERT
rue de BAUDRICOURT
90 appartements du studio au 4 pièces
dans 3 petits immeubles neufs
PRETS CONVENTIONNES

le logement français (1) 256.45.90

3^e arrdt
Grds appts, grds volumes
HOTEL DE TALLARD
sur place, 78, rue des Archives
14 à 19 h, 274-16-22
ou le matin, 502-13-43.

4^e arrdt
BEAUBOURG
DS IMMOBILIER RENOVE, ASC.
BEAUX STUDIOS ET 3 PIECES.
RESTAURATION QUALITE.
GARRI - 667-22-98.

Métro SAINT-PAUL
ATELIER ras-de-terr. 41 cour
100 m², clair, 272-40-18.

5^e arrdt
M^e JUSSIEU
bon imm., 2^e ét., batic. soleil,
iv. abie, 2 chbres + 1 petite
péche, ardois, cuisine, bain,
agrémentement aménagé, chaudi.
central individuel.
12, RUE CARDINAL-LEMOINE
mardi, mercredi 14 à 17 h.

GAY-LUSSAC récent
beau studio cft., terrasse.
400.000 F. Tél. 325-97-16.

R. BUFFON imm. 17^e, style
e home anglais, séduisant,
pied-à-terre, Charente, 45 m²,
Px 485.000 F. T. 709-31-13.

MAUBERT
3 p. duplex + chbre à réunit
2 terrasses, 980.000 F.
LFRMS - 536-14-40.

Casier, studio 12 cft. réunit
neuf, soleil, poutres.
633-44-00/(36) 90-27-06.

MONGE/MALIBERT
2 PIECES
GRAND CONFORT, GRAND
STANDING, ETAGE ELEVE.
GARRI - 667-22-98.

6^e arrdt
PL. ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Living d'angle, 2 chbres,
Pk elevé. Tél. : 320-32-71.
115 m² Carrière, 354-42-70.

PROXIMITE SEINE
Etage élevé, asc., travaux.

Métro VAVIN
Imm. récent et cft. parking, sé-
jour, 1 chbrbn, cuisine, bain,
soil, agrémentement aménagé.
18, RUE DELAMPE
mardi, mercredi, 14 h à 17 h.

7^e arrdt
MÉTRO BAG - SUR JARDIN
ET BELLE COUR, 4^e ET.
SANS ASC. 3-4 P. 86 m²,
TERR. 18 m², 633-08-11.
Entre sous le n° T 044.908 M
RÉSIS-PRÉSIS.

85 bis, r. Néaume, 76022 Paris.

9^e arrdt
ST-GEORGES, 602 2 PIÈCES,
cuis., bain, BON PLAN.
380.000 F. 628-98-04.

ST-GEORGES, 4 P., 96 m², cft.
2^e, sans asc., planétarium 3,16 m.
bain, asc. ALGRAIN. 285-00-66.

RUE LE PELETIER
Angle Victoire dans imm. pierre
de taille en rénov., 5 p., 2
confort, 146 m², 282-03-90.

14^e arrdt
Métro PÉNETY, 3^e étage
BEL APPT 3 pièces, 80 m²,
575.000 F. Tél. 688-80-34.

15^e arrdt
CONVENTION
R. RUE POUCADE
de bel imm. 2 p., coin cuisine,
12 cft. 32 m², exceptionnel,
320.000 F. visite s/ place
de 13 h à 18 h. 209-15-30.

MIRABAUD 4 P., 4^e ét. soleil, 6^e ét.
imp., 1.200.000 F. BRANCON.
S.A.R.L. 676-73-84.

MAISON PARTICULIÈRE
cuisine avec jardin
SERGE KAYSER 325-60-80.

CECOGI CONSTRUCT
329, RUE LECOUBE
IMMOBILIER GRAND STANDING
2 ET 3 PIÈCES

2 P. à partir 709.400 F
3 P. à partir 845.900 F
LIVRAISON IMMÉDIATE
Bureaux de vente ouvert :
- Mercredi et vendredi,
14 heures à 19 heures -
- Samedi, 10 h 30-13 h 30.
Tél. : 676-62-78.

16^e arrdt
AUTEUIL
Prestige vd dans immeuble
pierre de taille, restauration de
qualité, appes occupé 2, 3, 4,
5 pièces et possibilité duplex.
R.C.I. - 789-12-21.

17^e arrdt
M^e FRÈRE GRAND 2 PIÈCES
TT CONFORT GO STANDING
Tél. : 528-98-04.

BATIGNOLLES
IMMOBILIER NEUF STANDING
S/P. P. 3 CLASSES
DOCTEUR-FELD-LOBLIGES
Studio 2, 3, 3/4 P.
T.L.R. 14/15 h. 225-26-60.
66, rue des Batignolles.

WAGRAM/VILLERS 354-42-70
300 m² GO STANDING

18^e arrdt
ORDNER (PRÈS)
SÉJOUR + CHBRE 11 cft +
TERRASSE. Bel imm., asc.
Prix 380.000 F. - 252-84-84.
504-61-63.

CECOGI CONSTRUCT
Résidence e Marie du 19^e
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS de STANDING
STUD. 2, 3 P., PARK.
Studio à partir de 222.500 F
2 P. à partir de 451.000 F
3 P. à partir de 690.500 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 P. PRET CONVENTIONNÉ
A 846.970 F
BUREAU DE VENTE
MARDI - JEUDI - SAMEDI
de 14 h à 19 h.
Tél. : 676-62-78.

20^e arrdt
A. DUMAS, 4 p., 86 m², 3^e ét.,
asc., loggia, 18 m², imm. 74,
qd cft. reprise prix 285.000 F.
12 % sur 15 ans. ALGRAIN.
624-00-68.

78-Yvelines
VERSAILLES RD. prestigieuse
résidence pierre. Second Étage.
11 p. divisibles en 2 appts.
Prix justifié. Exécution.
MAT IMMOBILIER 888-22-27.

VERSAILLES
GLAGNY-GLAGNY
Dans imm. récent, pierre de t.
APPT 5 P., suite, armoire, réfr.
de jard., jard. privatif 80 m²,
calme, SOLEIL, cave, park.
souterr. PRIX 1.350.000 F.
PETRARQUE - 553-60-00.

92
Hauts-de-Seine
Près PONT DE SURESNES
VUE SUR BOIS
PANORAMA SUR PARIS
étage élevé, parties résidences
SUPERBE 63 m² + TERRASSE
45 m², gd confort, 2 bains.
2 CHAMBRES, 190 m²,
VERNEIL 626-01-60.

94
Val-de-Marne
ST-MANDÉ, qd 3 p., balcon,
vue dégagée, pierre de taille,
récent, 600.000 F - 347-67-07.

NOGENT-SUR-MARNE
PROXIMITÉ IMMÉDIATE
BOIS ET RIER
TRÈS BEAU 3 PIES, 74 m²
2 P. à partir de 250.000 F
TRÈS BELLES AFFAIRES
DEMICHELI
673-80-22 et 47-71.

NOGENT-SUR-MARNE
S/BOIS VINGENNES
RER à proximité, 96JOUR
3/4 CHAMBRES, 190 m²,
+ terrasse 125 m²
DEMICHELI
673-80-22 et 47-71.

Province
CLOSTREHAY (14) à 100 m
étage + BEL APPT. 11 cft. 85 m²
e loggia + parking privé. Px.
360.000 F. T (1) 706-48-65.

appartements achats

GRUPE DORESSAY
rech. pour DIPLOMATES
Appts 150 à 230 m²
ACHAT DU LOCATION
Rive Gauche, 9^e, 18^e, Neuilly,
624-63-33.

Ach. appart. 3 p. princ. Paris
(préf. 3^e, 4^e, 7^e, 10^e, 18^e) clair,
avec ou sans travaux.
Ecr. s/ fr 8808 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Recherche 1 à 3 p. Paris, préf.
5^e, 7^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e,
avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez nous
673-80-27, même la soir.

locations non meublées offres

Paris
LES PARTICULIERS ont
DES LOGEMENTS A LOUER
nombreuses LOCATIONS
prix très réduits.
OFFRE DES LOCATAIRES.
Téléphone : 296-66-46.

locations non meublées demandes

Paris
POUR LOGER Cadres et en-
semble personnel très impor-
tante SOCIÉTÉ ELECTRONI-
QUE rech. Appas, Préf. Pav.
Paris et environs.
Pr. Indépend. 504-90-00.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES
villes limit. Louer garanti.
888-88-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
pour cadres individuels et
champs. 345-00-55.

maisons de campagne

MAISON NEUVE, 90 m² habitable,
qd iv., cuisine aménagée,
3 chbres, garage, terrain
2.500 m², région Blots,
MORILLON, 1, 68 1, rue du
Gd. Mont, près Charenton,
41250 BRACELLES.

fermettes

FERMETTE NIVERNAISE,
15 km Nevers, 105 m². Toit
neuf, 3 pièces, potes, appas
cuisine, volière, garage,
6.500 m² av. jard. et arbres
fruitiers. Tél. 667-00-78.

propriétés

VAL MAISON A VORE
de 100 m² dans 800 m² de pi-
céda surplombant le ruisseau
terrasse, en copropriété de 6.
Px 700.000 F.

A GAINRI, Maison XVIII^e s. dans
village classé du LUBERON.
Restaure avec goût et confort,
belle vue de campagne. Sur
3 niveaux. Living, s. à manger,
cuisine, 3 ch. et 2 s. de
bains. Prix de la terre, 1.200.000 F.
LUBERON INVESTISSEMENT,
94220 GURDES (03) 71-62-01
Télex 431-318.

BRUNOY, belle propriété de style,
très bon état 10 p., 300 m²,
Paris 700.000 F.

châteaux

DOROGNE, Région Périgourde,
belle maison bourgeoise en
pierre, grand confort, 350 m²,
habitués de la région. Prix
2.000 m², 2 ch., 1.450.000 F.
CABINET OCCIDENTAL - 18, bd de
Clichy - 75002 PARIS.
Tél. : (03) 68-05-88.

terrains

LE D'YEU (88), vd immédiat,
terrain constructible, vue mer.
Téléphone : 229-71-62.

SENLIS, 2 ha parcellement
boisé, non viabilisé, en bordure
forte d'Haute-S. T. (26) 81-19-75.

viagers

17^e Wagram, 2 p. et cft., 4^e ét.,
bon état, 6/7 p. et cft. che-
minée, poutres + suite maison
+ dépendances sur parc arboré
1 ha. 420.000 + nets 5.000 F.
78 ans. LOEEL - 356-00-44.

bureaux

Ventes

BON XVII^e
BUREAUX DE PRESTIGE
Location de bureaux
Prix 3.500.000 F
Loyer 300.000 F
ou 4.000.000 F nets. 789-12-27.

Locations

8, AVENUE HOCHÉ
366 m² - GO STAND.
1.400 le m² H. C. assuré
662-07-08.

FG ST-HONORÉ
A LOUER PRESTIGE
138 et 100 m²
FRANCO SUISSE
294-19-19

ARTISAN 100 F.R.C. 180 F
Construction SARL 2.000 F
S.D.M. 21, r. Fécamp (12^e)
340-24-54, 340-24-55, Police-
rière (9^e-10^e) 770-64-66.

ETOILE, GEORGE V
Loue directement 1 bureau ou
+ dans imm. état, 663-17-27.

NEUILLY MÉTRO
Loue directement 1 bur. ou +
dans imm. neuf, 788-12-40.

DOMICILIATION
CHAMPS-ÉLYSÉES/BOULOGNE
Loyer 120 F/177 p/m²
SIÈGES SOCIÉTÉS
LOCATION BUREAUX MEUBLES
PERMANENCE TEL.
TELEX, SECRETARIAT,
CONF. STES
PARIS FLASH BUREAUX
625-11-98.

CRÉATEURS d'entreprise!
Cherchez à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
pour bureaux meublés, état
CONSTITUTIONS STES
prix coûtant, 666-00-00.

ASPAC 293.00.30+

BUSINESS BUREAU
Loue bureaux individuels et
ensemble. 345-00-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services
ou votre siège social. Tél. Tél.
loc, secrétaire, salles de réu-
nion au vidéo, bar, etc. Loc.
courte ou longue durée.
ACTE - 562-66-88

DOMICILIATION
IMMÉDIATE
DANS LE 16^e
Inscription R.C. location de
bureaux, salles, 661-29-77 en
permanence.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - R-M
Constitutions de Sociétés.
Déclarations et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50

bureaux

270 m² A LOUER
BUREAUX DE STANDING
PROXIMITÉ
DE L'ÉTOILE
Mathews & Goodman
Tél. 720-23-17.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 180 F S.A.R.L. 180 F
Construction de bureaux et
G.S.M.P., 4, rue des Deux-
Avenues, 12^e p. 888-05-11,
54, r. Clémence, 19^e; 807-62-00.

locaux commerciaux

Locations

LOUE OU VO A ALBERT 80
très beau hall 1.000 m², bien
situé sur terrain 2.700 m²
S.A.L.C.F. Paris-Lille en face,
autoroute du Nord 20 km.
Tél. : (22) 76-00-46.

locaux industriels

Ventes

BATIGNOLLES - INDUSTRIELLES -
COMMENT
PAVILIONS CHER.
L'Établissement
PRIVE commercialisé
directement les bâti-
ments industriels
(80 m² et +) de leur fa-
briquant.
Ces ventes directes per-
mettent à l'acheteur de
réaliser de notables éco-
nomies en évitant les
suivants :
- S'occuper lui-même
de chantier;
- Faire réaliser une
étude de sol par un
géologue;
- Faire son affaire de
montage ou occuper
un service d'entrepôts ou
d'entrepôts, et avec am-
énagement de bureaux,
et même de bureaux.
ALFOURTE MAISON
S.A. S.P. 30,
84-701 MAISON
souterrain 52,
tel. 376-84-00 p. 52.

fonds de commerce

Ventes

MARSEILLE CENTRE VILLE
vend très belle affaire :
- Usine de lavage, repassage
- Fraisage mécanique moderne
dans 400 m² + 150 m² cave
couverte, pots cochés, hall
tout comm. Prix 890.000 F.
Tél. : (91) 71-19-06.

boutiques

Ventes

M^e Voltaire, Rue Folle-
Régault, dans imm. récent
M.R.S. de grs bois, étendue
230 m² + 70 m² sa/sol
+ 2 parc. cov. Bel jardin 81.
Loyer 100.000 F révisable jui-
let. Loy. préalable 130.000 F.
Px 1.100.000 F. 225-48-82.

Locations

IDÉAL PLACEMENT
Imm. Neuilly-les-Bains
boutique. Loyer 28.000 F/an,
prix max 320.000 F direct par
proposition 276-58-56
après 19 h 329-86-43.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
296-15-01

Joël, réalisateur

C.E.E.

LA NÉGOCIATION AGRICOLE BLOQUÉE PAR L'IRLANDE

Les ministres des affaires étrangères s'efforcent de sortir la Communauté de l'impasse

Bruxelles (Communauté européenne). - Lundi 26 mars, les ministres de l'Agriculture des Dix ne sont pas parvenus à confirmer la série d'accords portant sur le plafonnement de la production laitière, la suppression des montants compensatoires monétaires (MCM), les ajustements de prix et d'autres mesures économiques qu'ils avaient conclus voici deux semaines.

Il se sont heurtés à la farouche opposition de l'Irlande, qui entend se voir reconnaître le droit de continuer à augmenter sa production de lait. M. Austin Deasy, le ministre de l'Agriculture irlandais, a fait savoir qu'il s'agissait là d'une question d'intérêt vital pour son pays et que donc, conformément au compromis de Luxembourg (1), il opposerait son veto à toute formule ne lui donnant pas satisfaction.

Leurs collègues des affaires étrangères, qui se retrouvent ce même jour à Bruxelles pour faire le point après l'échec du conseil européen,

délibéreront très vraisemblablement de l'affaire la semaine prochaine. Une nouvelle réunion des ministres de l'Agriculture est prévue pour la fin de la semaine. Les Dix, dont les armoiries, ils en sont conscients, ne peuvent qu'entretenir l'effervescence dans les campagnes, voudraient parvenir à une conclusion définitive avant le 1^{er} avril, date du début de campagne pour les produits laitiers et la viande bovine.

Le blocage des Irlandais vient davantage embrouiller une situation qui l'est déjà passablement. Les accords conclus par les ministres de l'Agriculture les 12 et 13 mars et les 16 et 17 mars étaient conditionnels. Plusieurs pays avaient demandé que le conseil européen donne son feu vert. Surtout, deux questions, jugées trop politiques pour être tranchées par les seuls ministres de l'Agriculture, avaient été transmises aux chefs d'Etat et de gouvernement: la demande des Irlandais de pouvoir continuer à augmenter leur production de lait malgré la politique de contingentement mise en œuvre dans la Communauté et la proposition de la Commission d'appliquer

une taxe sur les matières grasses végétales produites ou importées dans la CEE.

Cette seconde question, vu l'hostilité déterminée des pays du nord de la CEE, a été plus ou moins écartée de l'ordre du jour. La requête irlandaise, en revanche, a fait l'objet d'un débat devant le conseil européen, débat qui a mal tourné puisque, durant deux heures, M. Garrett Fitzgerald, le premier ministre irlandais, a quitté la salle de réunions.

La réalité de l'obstacle irlandais n'échappait à personne. La République d'Irlande est, après la Grèce et l'Italie, la plus pauvre de la Communauté. Son industrie est peu développée et l'ouverture des frontières, il y a dix ans, l'exposant à la concurrence des autres pays du Marché commun, l'a rudement secouée. Le principal objectif économique de l'Irlande, en adhérant à la CEE, était de trouver des débouchés pour les produits de son élevage et, par là même, d'enfin dégager les moyens nécessaires à la modernisation d'une

agriculture qui avait jusqu'alors vivoté au gré des prix très bas que lui offrait son client quasi unique qu'était le Royaume-Uni.

D'autres controverses

Cet épanouissement de l'agriculture irlandaise, encore favorisé par l'octroi par la CEE d'aides financières « structurelles » substantielles, a effectivement eu lieu. Au cours des dix dernières années, les Irlandais ont accru de façon spectaculaire leurs productions et leurs exportations agricoles. Mais la phase de modernisation, qui devrait conduire leurs agriculteurs à des niveaux de productivité comparables à ceux atteints par les exploitants des autres pays membres, n'est pas achevée.

Les Irlandais, unanimes, craignent que la réforme de la PAC, et la politique de limitation de la production qu'elle implique, ne brise net l'essor de leur agriculture et, par

là même, leur espoir de devenir une nation moderne.

Les autres Etats membres comprennent ces préoccupations mais refusent d'en tirer les mêmes conséquences que le gouvernement de Dublin. L'application du plafonnement de la production, tel qu'il a été prévu il y a quinze jours, obligerait l'Irlande à ramener sa production de lait à 4,6 millions de tonnes, alors qu'elle a atteint 5,3 millions de tonnes en 1983 (à comparer à une production communautaire totale de 103 millions de tonnes). Les Neuf seraient plus ou moins d'accord pour accorder aux Irlandais une dérogation de 700 000 tonnes, ce qui leur permettrait de maintenir la production au niveau de 1983.

Les Français ont proposé mieux: l'autorisation en 1984-1985 d'une production égale à celle atteinte en 1983, plus 5 %, ce qui équivaudrait à une dérogation d'environ 1 million de tonnes, et la promesse d'un réexamen de la situation avant la campagne suivante. Une telle formule, qui est rejetée par les Allemands, les Britanniques, les Néerlandais et les

Danois, n'est toutefois pas considérée comme suffisante par les Irlandais. Ils veulent obtenir la garantie qu'ils pourront continuer à accroître leur production pendant plusieurs années.

Cette controverse « dure » en fait surgir d'autres. Les Italiens, les Grecs, qui se considèrent comme les principales victimes du compromis agricole d'il y a deux semaines, sont tentés de rouvrir les négociations. Les Britanniques, qui n'ont pas eu à paraître en première ligne lundi, entendent bien utiliser le mieux possible les circonstances pour attendre ce qui constitue leurs principaux objectifs: le déblocage rapide de la compensation budgétaire de 750 millions d'ECU (plus de 5 milliards de francs) qui leur a été accordée à Stuttgart, et la reconnaissance d'un droit à compensation durable, au niveau le plus élevé possible, pour les années suivantes.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le compromis de Luxembourg, imposé par la France en 1964, prévoit que, s'agissant d'une question présentant pour lui un intérêt vital, un Etat membre peut exiger qu'une décision ne soit prise qu'à l'unanimité.

LES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS

40 000 paysans dans les villes

Plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs (40 000 environ selon l'AFDE) ont manifesté dans de nombreuses villes de France tout au long de la journée du 26 mars, répondant à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) contre les mesures en cours de négociation à Bruxelles. La ville ferraise Perpignan-Barcelone a été endommagée par un groupe de vandales qui avaient fait sauter un barrage de planches et de poutres enflammées puis défilé des ruelles au chapeau.

Mais, pour la plupart, les manifestations se sont déroulées dans le calme, de nombreux tracteurs ralentissant ou interrompant la circulation avant de se rassembler devant les préfectures ou les perceptions, où furent déversés parfois fumier et paille, où des concerts de bidons de lait vidés se firent entendre,

où parfois des carcasses furent déposées. Ce fut le cas à Châteauneuf (Indre), à Amiens (Somme), à Dijon (Côte-d'Or), à Lyon (Rhône), à Beaune (Côte-d'Or), à Strasbourg et dans l'ensemble du Bas-Rhin, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), à Bordeaux (Gironde) et dans toutes l'Aquitaine. Les slogans incitaient au caser M. Thatcher et le ministre de l'Agriculture, M. Rocard.

Quelques incidents ont cependant eu lieu. A Avesnes-sur-Helpe (Nord), un agriculteur a été blessé au visage par une grenade lacrymogène. A Lisors (Calvados), une porte de la sous-préfecture a été incendiée. Au Puy (Haute-Loire), des heurts se sont produits entre agriculteurs et forces de l'ordre, et trois personnes ont été blessées. Une seule région absente de ces manifestations: la Bretagne.

De notre correspondant

Nous savons bien qu'il n'est plus possible, en période de crise, surtout dans une phase d'excédents de production n'importe comment. « Post autem, a poursuivi l'orateur, nous ne devons pas être sacrifiés sur l'autel de l'Europe ».

M. Thatcher, héroïne involontaire des slogans et des caricatures, était, en première ligne le personnage central de la colère des agriculteurs: « Les principes sur lesquels l'Europe agricole a été fondée sont remis en cause par la Grande-Bretagne et, derrière tout cela, les Etats-Unis se précipitent dans la brèche à la première occasion ». (M. François Cognat du CRJA).

Lyon: le lait, l'Europe et la fiscalité

Lyon. - Environ six mille personnes ont participé, lundi 26 mars, à une manifestation dans le centre de la ville, puis à un rassemblement au palais des sports de Lyon, à l'appel du « Centre régional des jeunes agriculteurs (CRJA) » et de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA).

Particularisme breton

Rennes. - « L'action des agriculteurs va reprendre », disait-on en Bretagne depuis le début de l'année, après la crise du porc et dans l'attente des décisions sur les quotas laitiers. Pourtant, le 26 mars, les agriculteurs bretons n'ont pas bougé, ignorant l'appel lancé par la FNSEA.

Si les agriculteurs bretons sont unanimes à reconnaître que leur situation est difficile, les divergences d'analyse sont profondes entre les syndicats, les revendications différentes, et cela ne facilite pas l'unité d'action. Pour la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), majoritaire dans les quatre départements bretons, la crise actuelle est la faute de l'économie libérale en France. « On a mis en place un type de développement qui pousse à la concentration, en assurant l'exploitation à une entreprise privée », affirme M. Etienne Arianx, de la FDSEA du Morbihan. Les agriculteurs sont surendettés et prennent de plein fouet la moindre crise.

An sein de la FDSEA du Finistère piaffent les jeunes du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) qui ne cachent ni leurs divergences d'analyse avec les plus âgés ni leurs options pour des méthodes d'action expéditives (c'est le CDJA qui a saigné la sous-préfecture de Brest, dans la nuit du 19 au 20 janvier), au point que la Fédération a exclu les jeunes agriculteurs de ses instances il y a quelques mois. Libéraux? Il l'affirment. « Nous ne demandons pas aux pouvoirs publics de nous aider », déclare M. Guy Rouet, secrétaire général, nous voulons seulement être à égalité avec les autres pays de la CEE. C'est pourquoi nous demandons la

Particularisme breton

suppression des montants compensatoires. Si les jeunes sont minoritaires au sein de la FDSEA (les dernières élections leur ont donné 45 % des voix), si leurs méthodes de combat sont désavouées par les autres syndicats, il n'en demeure pas moins qu'ils sont largement suivis par les agriculteurs bretons, car ils reflètent leur désarroi devant une situation bloquée. C'est l'appel aux « anciens combattants » des années 1960 (M. Alexis Gourvenec, considéré comme un homme de droite, toujours présent aux côtés du CDJA) qui suscite le plus de commentaires dans les rangs du syndicalisme agricole et entraîne le débat sur le terrain politique. Mais, aujourd'hui encore, le CDJA envisage des actions dures sur le terrain. Le libéralisme du CDJA est également mis en cause par la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP). « La croissance, tout prix, la recherche de la rentabilité à outrance, portent en elles-mêmes leur échec », affirme M. René Ferec, elles se traduisent par un exode massif des agriculteurs. Nous réclamons un schéma de planification française et européenne qui permette d'empêcher cette mise en place d'un quantum (prix garanti pour un montant de production autorisé par travailleur) permettant de réguler les productions et de protéger les petits exploitants. Quant au MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux), qui représente 26 % des foyers des Côtes-du-Nord, il réclame une augmentation des prix agricoles de 8 % à 10 %, la suppression des montants compensatoires, celle des quotas laitiers et refuse tout élargissement du Marché commun. Il demande, en

Particularisme breton

outre, un contrat de filière pour les petits éleveurs de porcs. Autre divergence: celle qui oppose les FDSEA bretonnes à la Fédération nationale. « La FNSEA ne prend pas en compte les problèmes des agriculteurs bretons », affirme M. Etienne Arianx, elle ne nous défend pas vraiment. Depuis dix ans, après la grève du lait, après l'affaire de la taxe de coresponsabilité, avec le problème des montants compensatoires, dont la Fédération n'a pas demandé la disparition, la rupture est de plus en plus évidente. Les fédérations départementales ne paient plus que le minimum de leurs cotisations et participent du bout des lèvres aux débats nationaux. Les FDSEA affirment que « les Bretons ne doivent compter que sur eux-mêmes » et espèrent que « la conscience régionale des agriculteurs leur permettra des actions d'urgence ».

Particularisme breton

Ces divergences ne sont pas les seules à opposer les syndicats. Dans le Morbihan, des jeunes ont quitté le CDJA pour s'affilier à la Fédération nationale des syndicats paysans. Dans les Côtes-du-Nord, l'Assemblée des groupements d'éleveurs organisés (AGEO) est née en septembre 1983 afin de lutter plus efficacement que les syndicats traditionnels pour la disparition des montants compensatoires; l'AGEO a proposé aux agriculteurs, avec un certain succès, de remettre une partie de leurs impôts et de bloquer les taxes sanitaires porcines. Si les positions des syndicats divergent au point de leur voir parfois manifester les uns contre les autres (ce fut le cas pour la CNSTP représentant contre les méthodes du CDJA dans le Finistère), il y a gros à parier que les Bretons reprendront l'action, mais au point.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Que la fête continue!

Même si leur situation est difficile - mais sont-elles nombreuses les catégories de Français qui, aujourd'hui, roulent sur l'or? - les agriculteurs ont tort de jouer aux vandales en arrachant des lieux publics, en saccageant des autoroutes, en détériorant des parcs, des vitrines, des cabinets téléphoniques, comme de vulgaires loubards. Ils ont tort, car ils ne forcent pas, de la sorte, la sympathie des autres Français, alors qu'ils

devraient plutôt rechercher leur appui. Ils ont tort, car il faudra réparer tous ces dégâts et faire appel au contribuable. Ce sera donc autant de subventions publiques en moins pour les aider à écouler leurs produits ou à reconstruire leurs exploitations. Ils ont tort, tout simplement, de gâcher et de détruire.

Mais ils auraient tort de se gêner puisque leurs violences succèdent à leurs exactions en toute impunité ou presque. Forces de l'ordre (pourrait-on dire), justice (pourrait-on dire), victimes (pourrait-on dire), restent le plus souvent passives.

On verra même un commissaire de la République recevoir une délégation d'agriculteurs qui, quelques minutes auparavant, avaient démolé les grilles de la préfecture. Le haut fonctionnaire leur a tout de même « c'était la moindre des choses » exprimé « son mécontentement » après les incidents.

Que la fête continue!

F. Cr.

INFORMER AU PLUS HAUT NIVEAU POUR TROUVER DES SOLUTIONS INNOVATRICES

Invitation à l'Exportforum de la Foire Suisse d'Echantillons à Bâle 5-14 mai 1984

CH Pour rencontrer la Suisse des innovations, nous vous conseillons de venir à Bâle à l'Exportforum de la Foire Suisse d'Echantillons... Kurt Furgler, chef du Département fédéral de l'économie publique... COUTON-CONTACT Nous sommes intéressés à l'Exportforum et au symposium «New Vistas...»

INDUSTRIE

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

Faut-il construire le « train universel » de Gandrange ?

Le gouvernement doit-il autoriser le groupe Sacilor à construire un train de laminage universel à Gandrange, en Lorraine ? De toutes les décisions à prendre dans le cadre de la révision du plan acier d'août 1982, l'approbation de ce train universel (TU) est la plus délicate, car elle engage l'avenir de sept mille personnes et d'une moitié de la sidérurgie de cette région. Solac, filiale de Sacilor qui fabrique des produits plats (des tôles) dans la vallée de la Fensch, a été autorisée, après hésitations, à se moderniser pour un investissement total de 3,2 milliards de francs.

La question posée à Gandrange concerne l'avenir de la vallée de l'Orne, distante de quelque 5 kilomètres, où sont laminés les produits longs : les rails, les palanques et les poutrelles, aciers regroupés sous le terme de profilés. L'investissement se monte à 1,3 milliard de francs auxquels s'ajoutent des outils de

parachèvement pour un coût de 500 millions de francs, que Sacilor estime néanmoins pouvoir réduire à 200 millions, voire différer.

Le conseil des ministres devait faire connaître sa réponse le 21 mars. Faute de temps pour examiner le dossier, la décision a été reportée au 29 mars. Comment juger de l'intérêt du train universel ? Sur quels critères s'appuyer ? Le moins que l'on puisse dire est que tout le monde n'a pas les mêmes références. Les experts sont d'avis opposés : le TU est un « souffre financier » pour ses détracteurs, et « un investissement indispensable pour l'équilibre de Sacilor » selon ses défenseurs. Une divergence anormale. Si la sidérurgie, par ses conséquences sociales et régionales, ne doit pas être observée du seul point de vue de « la règle à calcul », selon l'expression de M. Fabius, adepte d'une approche socio-industrielle, il devrait être néan-

moins possible de faire la part des choses et de connaître, au franc près, les coûts, les marchés, les rentabilités.

C'est mal connaître cette industrie. Les cartels et les fastes passés y ont ancré de bien curieuses légendes. La sidérurgie ne dispose guère de emmptabilité analytique ni d'études sérieuses de marché. Si les nouvelles directions ont pu, ces dernières années, apporter un peu de rigueur dans les comptes, le mal n'est pas extirpé. Chacun trie encore sur les coûts et les quantités d'acier coulé ; l'ingénieur ment à son président, lequel, à l'évidence, choisit ses arguments devant son ministre.

Ce flou des chiffres explique qu'il soit encore si difficile aujourd'hui de faire la part du vrai et du faux et que les arguments soient d'ordre passionnel. Ainsi en est-on arrivé à de suicidaires surenchères syndicales qui ont opposé les ouvriers d'Usinor-Valenciennes à ceux de Sacilor-Gandrange (le Monde daté 26-27 février).

La production française de profilés a été de 996 000 tonnes en 1983, partagées entre Usinor (400 000) et Sacilor (600 000). Usinor fabrique des petites poutrelles à Longwy (250 000 tonnes) et des grosses poutrelles à Valenciennes (150 000 tonnes).

Sacilor partage ses productions entre ses sites de Hayange, de Hagondange, de Rombas et de Villorupt. Son objectif est de les concentrer toutes à Gandrange, grâce au train universel, qui fabrique tous les produits profilés par un changement en une demi-heure des « cages » de laminage. D'une technologie très moderne et brevetée par Sacilor, le TU aura, à partir de 1987-1988, une production de 800 000 tonnes, soit 170 000 de plus que le carnet de commandes 1983 de Sacilor. Mais la production de 1983 n'est pas une bonne référence, dit-on au siège du groupe. Dès 1984, notre carnet est remonté à 715 000 tonnes. De toute façon, nous nous engageons à ce qu'il n'y ait aucun risque de manque de débouchés pour Valenciennes jusqu'en 1990. A cette époque, le train d'Usinor sera vieux, et l'on devra repenser le problème.

On prend acte de cette promesse chez Usinor, mais sans y croire vraiment. La logique voudrait en effet que l'on concentre la fabrication de toutes les grosses poutrelles au même endroit. Le groupe du Nord propose que cela soit réalisé « au moindre coût pour le pays », c'est-à-dire chez lui à Valenciennes, où l'usine dispose d'une capacité de production (480 000 tonnes) largement inemployée.

Selon ce plan, les palanques pourraient être rapatriées également à Valenciennes moyennant un investissement de 100 millions de francs. Les rails resteraient laminés sur le site modernisé de Hayange. Quant aux petites poutrelles, « seule la voie électrique permettrait de recon-

quérir les marchés perdus ces dernières années face aux Italiens et aux Espagnols », estime Usinor. Le TU sera alimenté par l'aciérie de Gandrange, qui fabrique son acier à partir de la fonte. « C'est une technologie beaucoup trop chère pour les produits banalisés comme le fil ou les petites poutrelles », affirme Usinor. La solution est de bâtir une aciérie électrique à Longwy où le train à petites poutrelles est lui aussi sous-employé (sa capacité est de 380 000 tonnes). « Le TU ne permettra en aucune façon de reconquérir une part du marché intérieur comme certains le disent », ajoute-t-on chez Usinor.

Sacilor en convient mais estime que cette solution Usinor coûterait 900 millions de francs. L'avantage est jugé faible.

Qui dit vrai ? A creuser les arguments des uns et des autres on en vient à conclure que ce n'est pas le train lui-même qui est en question mais bien l'aciérie de Gandrange. Usinor estime que l'acier coulé à partir du minerai lorrain (la minette) est trop cher et qu'en conséquence tous les produits fabriqués en aval sont, de ce fait, handicapés. « Le train est un très bon outil mais qu'on le construise ailleurs », disent même certains experts gouvernementaux qui partagent les craintes du groupe nordiste.

Le « flottement » de M. Fabius

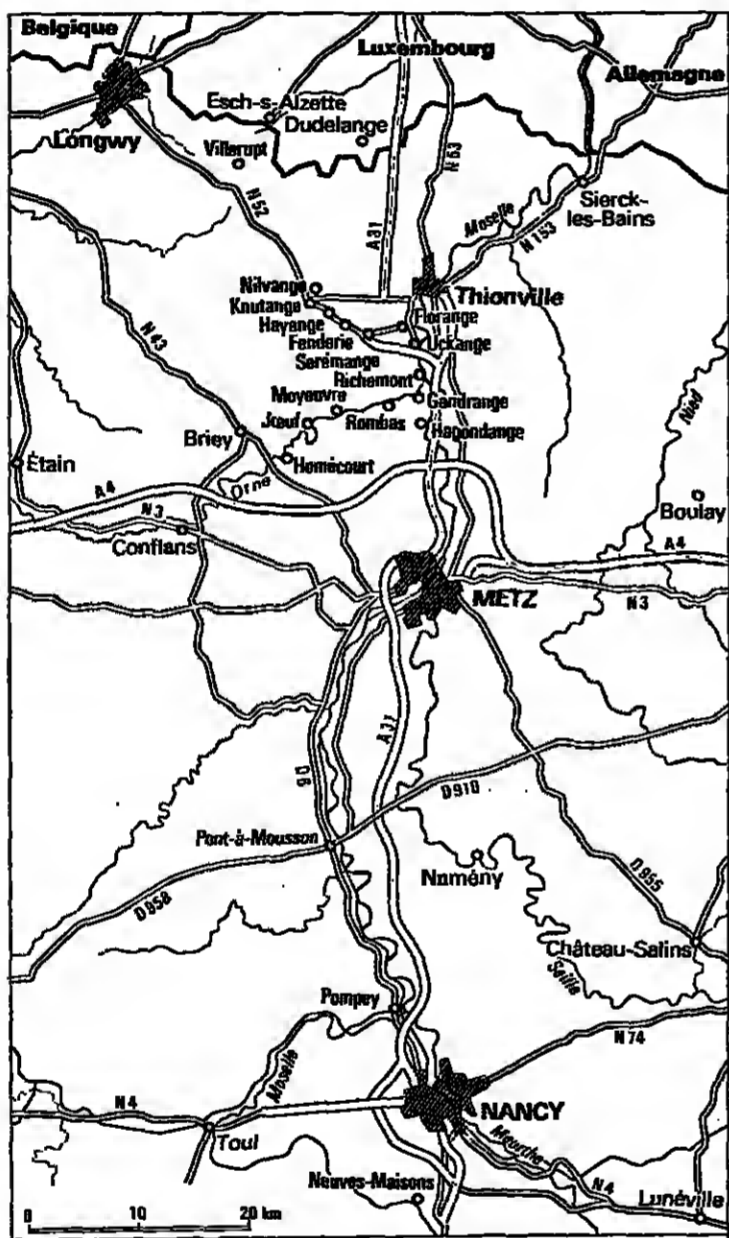
Sacilor, dont l'essentiel des activités sont situées dans l'Est, conteste évidemment ce point de vue. Ses calculs démontrent que le surcoût de 200 F observé actuellement sur une tonne d'acier par rapport à son concurrent principal le groupe luxembourgeois Arbed, peut être réduit à 100 F par diverses mesures (coulée continue à Gandrange, revalorisation du gaz des hauts fourneaux, etc.). A 100 F la tonne, pour une production d'acier de 2 millions de tonnes, voilà un surcoût de 200 millions de francs par an. Considéré comme une sorte de prime d'aménagement du territoire pour la sauvegarde de 7 000 sidérurgistes, c'est assez peu, si ces chiffres sont corrects.

Mais il faut clairement le dire alors que l'usine de Valenciennes est condamnée à fermer après 1990. D'autre part, consolider l'aciérie de Gandrange impose de conserver aussi le train à fil de Rombas, alimenté par la même aciérie. Comme la Commission européenne demande la fermeture d'un train à fil français, il faudra arrêter celui de Neuves-Maisons.

Mais il reste l'essentiel. Selon Sacilor, le train permettra, si tout se déroule comme prévu, d'améliorer le résultat de sa division produits longs de 280 millions de francs par an. « L'ensemble de notre plan permet d'atteindre un équilibre d'exploitation positif en 1987 », explique-t-il. Mais hors frais financiers qui comptent pour 1 milliard dans le trou actuel (supérieur à 1,6 milliard de francs). Les difficultés du choix gouvernemental revêtent donc un problème financier plus grave. Le train universel n'est peut-être pas en tant que tel un mauvais investissement, mais autorisé ou non, il est difficile de voir comment Sacilor recouvrera son équilibre en 1987 comme le souhaite le gouvernement.

Ne fallait-il pas, dans ces conditions, réviser autrement sérieusement le plan acier ? Ne fallait-il pas, pour sortir des contradictions, fusionner Usinor et Sacilor ? Le gouvernement a en effet deux ans pour tout remettre à plat. Mais, depuis qu'il a repris le dossier, l'an passé, M. Fabius a « flotté ». Il a longtemps refusé de s'engager, arguant que les groupes devaient décider eux-mêmes, ce dont ils étaient manifestement incapables. Puis, il s'est brutalement déclaré favorable à la solution Sacilor, provoquant un étonnement général. Aux dernières nouvelles, l'Élysée semble avoir également changé d'opinion dans le même sens. Quant à M. Mauroy, il n'a pas encore fait sa religion. Pour avoir trop tardé, ici encore plus qu'ailleurs, le gouvernement et M. Fabius se sont placés dans une impasse industrielle et sociale.

ÉRIC LE DOUCHER.



De Longwy à Neuves-Maisons, 42 000 sidérurgistes dans des sites éparpillés.

Occasions d'affaires Robotique

Notre client, une société américaine ayant très bonne réputation en ce qui concerne la qualité et la fiabilité de ses machines-outils, est à la recherche d'un acheteur pour tous les droits concernant la technologie qu'elle a développée en matière de robotique. Cette société n'est pas connue dans ce domaine, et ses activités de robotique n'ont pas été rendues publiques.

La société a mis au point un robot à six axes, commandé électriquement et muni d'un bras articulé, avec une capacité de charge de 115 kg, une précision, une reproductibilité et une vitesse aussi élevées que possible dans l'état actuel de la technologie, et un volume de travail de 35 mètres cubes. Les fonctions de contrôle avancées sont basées sur la microplaquette MC 68000 et sur un programme autonome à langage de haut niveau mais facile à utiliser. Notre client veut vendre le prototype - opérationnel - ainsi que tous les brevets, dessins, brevets et logiciels.

Afin d'aider à identifier un acheteur et à réaliser la transaction souhaitée, nous allons officiellement présenter les détails techniques du robot, y compris un film documentaire et des comparaisons avec d'autres modèles du même type : New-York, mardi 24 avril ; Detroit, mercredi 25 avril ; San Francisco, jeudi 26 avril.

Pour les inscriptions et tous autres renseignements, veuillez contacter : Dr. Gerald J. Michael, Project Manager, ou M^{me} Jane A. Steenstra, Project Administrator, Arthur D. Little, Inc. 20 Acorn Park, Cambridge MA 02140, USA Téléphone (617) 864-5770 Telex 921436

Arthur D. Little, Inc.

DANS UNE CIRCULAIRE SUR LES MUTATIONS INDUSTRIELLES

M. Mauroy demande aux préfets d'accélérer les procédures d'aide aux entreprises

Le premier ministre a adressé, le 23 mars, une longue directive (publiée au Journal officiel du 27 mars) aux commissaires de la République (de départements et de régions) qui ont dans leur circonscription administrative les quatorze pôles de conversion délimités lors du conseil des ministres du 8 février, qui avait défini les grandes lignes de la politique de restructuration industrielle.

M. Mauroy met l'accent sur le nécessaire dialogue qui doit se développer entre pouvoirs publics, représentants des salariés, élus et responsables économiques, notamment les chambres de commerce. Il indique que les préfets auront autour d'eux « une équipe légère » composée d'une personne spécialement chargée des questions d'administration économique et de réindustrialisation et d'un représentant des services du travail et de l'emploi. Un chargé de mission s'occupera plus particulièrement de la formation. Des crédits seront débloqués par la DATAR aux préfets pour faire les audits d'entreprises.

Les procédures d'attribution des aides publiques seront accélérées. « Une diligence particulière doit être portée à tous les niveaux dans l'instruction des dossiers qui concernent les entreprises ou les établissements situés dans les pôles

de conversion, qui ne devra en aucun cas excéder un délai de deux mois », précise M. Mauroy.

An chapitre intitulé « L'accompagnement social des restructurations et le développement de l'emploi », le premier ministre donne les précisions suivantes :

« Il est prévu une amélioration de l'aide à la réduction du travail, qui doit constituer un volet important des actions en faveur de l'emploi. Une plus grande souplesse sera laissée en ce qui concerne l'engagement de maintien des effectifs, afin de ne pas dissuader les entreprises en situation incertaine de signer des contrats de solidarité sur la réduction du temps de travail ;

« Dans les pôles de conversion, le recours aux contrats emploi-formation sera facilité. On pourra, à cet égard, utiliser plus largement les contrats emploi-formation pour les chômeurs âgés de plus de vingt-cinq ans, dès lors qu'ils connaissent des difficultés d'insertion professionnelle ;

« Les entreprises situées dans un pôle de conversion auront la possibilité de signer des conventions d'ASFNE (1) en contrepartie d'embauche.

(1) Allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.	Rep. + ou déq.
SE-U	7,928	7,978	+ 120	+ 150	+ 230	+ 290	+ 640	+ 790
5 ans	6,238	6,227	+ 100	+ 100	+ 190	+ 240	+ 520	+ 640
Yen (100)	3,575	3,518	+ 175	+ 200	+ 370	+ 480	+ 1110	+ 1390
DM	3,480	3,485	+ 130	+ 200	+ 330	+ 375	+ 1020	+ 1080
Flia	2,728	2,730	+ 130	+ 150	+ 290	+ 310	+ 820	+ 910
FR (100)	15,875	15,870	+ 60	+ 30	+ 60	+ 100	+ 30	+ 400
ES	3,785	3,710	+ 270	+ 295	+ 535	+ 565	+ 1680	+ 1680
L (1 000)	4,9575	4,9625	+ 190	+ 160	+ 300	+ 330	+ 1120	+ 990
Z	11,548	11,575	+ 350	+ 400	+ 600	+ 700	+ 1900	+ 2200

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	11	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11	11 1/4	11 1/2	11 3/4
SE-U	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	11	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11	11 1/4	11 1/2	11 3/4
DM	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4
Flia	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4
FR (100)	11	11 1/2	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
ES	1	1 1/2	1 3/4	2 1/4	1 3/4	2 1/4	2 1/2	2 3/4	2 1/2	2 3/4	2 1/2	2 3/4	2 1/2	2 3/4
L (1 000)	15	15 1/2	15 3/4	16 1/4	15 3/4	16 1/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4
Z	8 5/8	8 7/8	8 3/4	9	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2
F. franc	12	12 1/2	12 3/4	13 1/4	12 3/4	13 1/4	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



SOLDES INCROYABLES MOINS 30, 40, 50 %
Fautouils, chaises dactylo, Bureaux, bibliothèques, Armoires métalliques et bois.
ROGER H. FRANCE
SPÉCIALISTE DU MOBILIER BUREAU DIRECTION
59-61, rue La Fayette, 75009 Paris.
Tél. : 285-42-41, Métro Cadet, Parking gratuit de 9 h à 18 h 30 (du lundi au samedi sans interruption). Expédition dans toute la France.

AVIS DE PRÉQUALIFICATION LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Lance un avis de préqualification
Avant de procéder à une consultation restreinte pour le choix d'un consultant chargé, dans le cadre d'un programme d'électrification et d'adduction d'eau de 12 centres de l'intérieur du pays, d'une partie des tâches d'études, direction et contrôle des travaux. Cette préqualification concerne les bureaux d'étude de la zone franc. Les dossiers peuvent être retirés dès le 27 mars 1984 à la :

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON (SEEG)
avenue Félix Eboué
3^e étage - porte 303
B.P. 2187
LIBREVILLE (République gabonaise)
Téléphone : 74-06-48
Télex : ENELIS 5222 GO

Les réponses doivent parvenir à la même adresse le 11 avril 1984 à 17 heures au plus tard.

Onze Thai chaque semaine.

11 liaisons hebdomadaires Europe-Asie pour Séoul.

Du lundi au dimanche, Thai vous propose 11 occasions de vous envoler vers l'Asie, à bord de nos Boeing 747. Onze liaisons hebdomadaires pour découvrir les plaisirs d'un voyage inoubliable à l'image de la légendaire et souriante Asie. Et pour vous permettre à tous moments de régler vos affaires dans toutes les parties de l'Asie. Alors, pour partir d'où vous voulez et quand vous voulez, contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 96000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.



ÉTRANGER

FAITS ET CHIFFRES

En Belgique

Le gouvernement devrait gagner la bataille de l'austérité

De notre correspondant

Bruxelles. - Après l'approbation parlementaire du plan d'austérité, la bataille économique n'est pas terminée, à cause notamment de certaines réactions syndicales. Toutefois, il semble bien que la coalition chrétienne-libérale, au pouvoir depuis plus de deux ans, franchira une fois de plus avec succès les obstacles. Mais le temps presse : les arrêtés d'application doivent être publiés avant la fin de mois, date à laquelle expirent les pouvoirs spéciaux.

Le programme gouvernemental vise avant tout à réduire d'ici à 1986 le déficit « monstrueux » des finances publiques, qui dépasse 12 % du produit national brut (PNB). Il s'agit de trouver quelque 550 milliards de francs belges pour mener ce déficit à la moyenne européenne de 7 % du PNB.

Un élément essentiel de la stratégie consiste à imposer de nouvelles « modifications salariales ». De 1984 à 1987, l'ensemble des Belges seront privés de 2 % de la hausse des traitements et salaires qui, grâce au système d'indexation, résulterait automatiquement de la hausse des prix. En outre, des assainissements structurels devraient entraîner une réduction sensible des dépenses dans les secteurs de la sécurité sociale, de l'éducation, de la fonction publique et de la défense.

Toutes ces mesures, dont le premier ministre a lui-même souligné qu'elles « feront mal », se heurtent aux réticences d'une population qui a déjà subi des sacrifices pénibles. Elles se heurtent encore plus aux résistances de l'opposition politique et syndicale. Sur ce point toutefois,

M. Martens vient, semble-t-il, d'enregistrer un avantage précieux.

Dès l'annonce du plan gouvernemental, les syndicats chrétiens (CSC) avaient formulé un certain nombre d'exigences visant à répartir plus équitablement les nouveaux sacrifices demandés à la population. Sans se faire prier, M. Martens a donc reçu les dirigeants de la CSC - très liés eux-mêmes au Parti social-chrétien - et leur a accordé plusieurs satisfactions notables. Le niveau de certaines allocations familiales et indemnités de chômage notamment sera réduit un peu moins que ne l'avait prévu le plan initial.

Cependant, le FGFB, une fois de plus isolé, a lancé un mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures pour le 3 avril. Il reste cependant à voir si, à un moment où les organisations ouvrières, notamment celles proches du Parti socialiste, sont plutôt décentralisées, les protestations contre le nouveau plan d'austérité constitueront pour le gouvernement un péril sérieux.

Le congrès tenu par le Parti socialiste francophone, samedi dernier à Gembloux, ne paraît pas en tout cas avoir « donné des ailes » à l'opposition. Avant même l'ouverture du débat, le président du parti, M. Guy Spitaels, avait dit annoncer qu'il renonçait « provisoirement » à la constitution d'un grand front des forces politiques « progressistes », les syndicats chrétiens - ainsi d'ailleurs que les partis écologistes - ayant clairement refusé de se joindre à une telle action.

JEAN WETZ.

En RFA

L'OFFICE DES CARTELS AUTORISÉ DÉFINITIVEMENT LA PRISE DE CONTRÔLE DE GRUNDIG PAR PHILIPS

L'Office fédéral des cartels de Berlin-Ouest a autorisé, le 26 mars, la prise de contrôle de Grundig par le groupe néerlandais Philips.

Dans un communiqué, l'Office indique que les deux sociétés se sont engagées contractuellement à remplir les deux conditions qu'avait posées l'Office pour autoriser l'opération, à savoir que Philips cède sa participation de 15 % dans le capital du constructeur ouest-allemand de téléviseurs Loewe Opta, et que Grundig abandonne son activité de dictaphones, jugée trop importante.

A compter du 1^{er} avril, Philips va donc contrôler Grundig de facto. D'une part, le groupe néerlandais détient une participation directe de 31,6 % (contre 24,5 %). D'autre part, un consortium bancaire prendra 28 % de la gestion de la société allemande étant confiée au groupe néerlandais. Un renforcement du conseil de surveillance de Grundig va intervenir, les représentants de la Fondation Max Grundig démissionnant et étant remplacés par des représentants de Philips.

[M. Max Grundig, président le parole lundi devant le conseil de surveillance de la société, a accueilli Thomson-Brandt et Henschel d'être « les chevaux de Troie des Japonais ».]

• Etats-Unis. - General Electric et Coherent vont construire des lasers industriels en commun. - Les sociétés General Electric et Coherent ont annoncé, le 26 mars, la constitution d'une filiale commune (60 % Coherent) Laser General, pour la construction de lasers industriels. Six mille lasers industriels sont actuellement en service dans le monde (dont quatre mille aux Etats-Unis et mille deux cents en Europe).

Affaires

• Cora-Révillon s'approprie à nouveau le contrôle de Radar. - Le constructeur de véhicules utilitaires, Radar, est prêt à céder au groupe Cora-Révillon sa branche « hypermarchés » (se quart de son chiffre d'affaires), qu'il s'avère incapable de moderniser pour parvenir à la rentabilité. Déjà actionnaires à 40 % de Radar, ce groupe prendrait aussi le contrôle de l'entreprise. Cette cession permettrait de concentrer les efforts de redressement sur les autres activités (supermarchés, supérettes, succursales) grâce à la plus-value dégagée, nettement supérieure aux pertes (108 millions de francs en 1982, 184 millions en 1983). Le chiffre d'affaires de Radar dépasse 12 milliards de francs. Outre Révillon, Radar compte actuellement parmi ses actionnaires les Galeries Lafayette (26 %), la famille Gompel (7,5 %) et le CCF (12,5 %). Cora contrôle Révillon à 98 % et a réalisé un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs en 1982.

• Les vélocitistes Honda restent intéressés de séjour en Italie. - Le gouvernement italien vient, une nouvelle fois, de refuser au constructeur japonais Honda d'exporter vers la péninsule les vélocitistes montés dans son usine belge d'Alost, bien que ces derniers soient conformes à la réglementation communautaire, qui impose la fabrication dans la CEE d'une partie des pièces. Les instances de Bruxelles ont été saisies du dossier par le gouvernement belge et vont tenter d'infléchir la décision de Rome.

• US Gypsum lance une OPA sur Masonite. - La première société mondiale de plâtre US Gypsum a annoncé, le 26 mars, le lancement d'une offre publique d'achat « amicale » (avec l'accord de la société reprise) sur Masonite, firme spécialisée dans les produits pour l'aménagement intérieur des immeubles et des magasins. L'offre porte sur 380 millions de dollars. - (AFP.)

• Fiat-France double ses bénéfices avant impôts. - Les sociétés du groupe Fiat en France ont réalisé en 1983, avant impôts et provisions, 34 millions de francs de bénéfices, sur un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de francs (contre 8,7 milliards en 1982), annonce le constructeur automobile.

Social

• Trois cents suppressions d'emplois chez Thomson-Jeumont-Câbles. - La direction de Thomson-Jeumont-Câbles a annoncé, le 26 mars, au cours d'une réunion de comité central d'entreprise à Bohain (Aisne), la suppression de 300 emplois à Bohain, Jeumont (Nord) et au Havre, soit 25 % du personnel de ces usines. Les effectifs avaient déjà été réduits en 1983. Cette nouvelle réduction est rendue nécessaire, selon la direction, par l'état du marché du câble.

• Un conseil national pour les handicapés. - Un conseil national des personnes handicapées, prévu dans la loi d'orientation de 1975, est créé par un décret publié au Journal officiel du 25 mars.

• Un « trou » de 11 millions de francs dans les comptes du CE de Renault-Films. - Le comité d'entreprise de l'usine Renault de Flins (Yvelines), dont le budget s'élève à 35 millions de francs, a 11 millions de francs de dettes, a annoncé un tract de la CFDT distribué dans l'usine (17 000 salariés). La CFDT, qui a depuis mars 1983 la direction du CE, indique qu'elle a découvert ce « trou » dans les comptes après une expertise comptable demandée à un cabinet spécialisé. Elle estime qu'il est dû à des erreurs de gestion de comité d'établissement, dirigé de 1971 à 1983 par la CGT, mais qu'il n'y a pas eu « malversation ou détournement de fonds ».

La CGT, pour sa part, demande une augmentation de la subvention accordée par la direction (actuellement de 2,0026 % de la masse salariale, le minimum légal étant de

2 %). La direction accepterait d'aider le comité d'entreprise si celui-ci s'engage à « une gestion plus rigoureuse ».

LA RENCONTRE FRANCO-ESPAGNOLE SUR LA PÊCHE

Contrairement à ce qu'avait annoncé M. Bernard Dubreuil, président du Comité central des pêches maritimes (CCPM), le 24 mars au cours d'une conférence de presse, la réunion entre professionnels de la pêche française et espagnole prévue le 27 mars à Bordeaux n'a pas été annulée (le Monde du 27 mars). Deux délégations, après un accord de dernière heure, devaient en effet se retrouver ce mardi dans la capitale d'Aquitaine pour discuter de relations de bon voisinage dans la goulée de Gascogne. Des négociations entre le gouvernement français et Madrid ont permis, lundi 26 mars, de faire modifier la composition de la délégation espagnole et de l'élargir.

Dans ces conditions, le gouvernement a demandé à M. Dubreuil de présider la délégation française et de se rendre à Bordeaux, mais celui-ci n'en a pas averti les organes de presse...

L'ORDINATEUR PERSONNEL

HORS SERIE "SPECIAL IBM-PC"
125 pages d'informations indispensables pour l'achat et l'utilisation du "Personal Computer" d'IBM.
chez votre marchand de journaux

Un prêt d'urgence nippo-américain serait prochainement accordé aux Philippines

Tokyo. - Les gouvernements américain et japonais ont mis au point un programme de sauvetage d'urgence d'une valeur de 500 millions de dollars au bénéfice du gouvernement philippin.

La décision (politique) d'une pareille contribution avait été prise en novembre (le Monde du 26 novembre 1983) lors des entretiens entre le président Reagan et le premier ministre nippon, M. Nakasone. Elle devait initialement servir de complément à un prêt du Fonds monétaire international (FMI) de 650 millions de dollars dont le principe a été acquis depuis des mois, mais dont l'octroi traîne en longueur. Il semble donc, pour cette raison, que l'assistance nippo-américaine, sans laquelle il serait difficile à Manille de faire face à ses échéances financières les plus pressantes au cours du premier trimestre, sera octroyée de toute urgence, avant même celle du FMI.

Cette dernière, qui fait l'objet d'une négociation permanente entre

le premier ministre philippin, M. Cesar Virata, et les dirigeants de la Banque internationale, reste encore sur certaines modalités contraignantes, dont la limitation du déficit budgétaire à 1,5 % du PNB. Elle a été retardée à diverses reprises par la découverte de multiples manœuvres financières.

La dette globale, qu'on évalue aujourd'hui à 25 milliards de dollars, avait été sous-estimée, tandis que, au contraire, les réserves de change avaient été surestimées. Il fallut reconnaître qu'elles étaient inférieures de 600 millions de dollars au montant officiellement annoncé. Tout cela eût dû à M. Jaime Laya son poste de gouverneur de la Banque centrale, en janvier dernier. M. Laya avait perdu la confiance des milieux bancaires internationaux mais pas celle de son président Marcos qui l'a promu ministre de l'éducation.

Américains et japonais, dont les intérêts économiques et politiques sont considérables aux Philippines, et dont la coopération stratégique ne cesse de se renforcer dans la région, doivent partager équitablement les frais de cette opération de sauvetage. Outre leur contribution financière exceptionnelle, ils accepteraient le report de certains remboursements philippins.

On apprend d'autre part que M. Virata, qui vient de terminer un nouveau round de négociations avec le FMI et avec les représentants des trois cent cinquante banques ayant des créances philippines, a demandé à ces derniers d'étendre pour la troisième fois consécutive le moratoire sur le remboursement de la dette philippine.

R.-P. P.

MONNAIES

LE DOLLAR EN DESSOUS DE 8 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a poursuivi, mardi 27 mars, son effacement amorcé le veille. Son cours, à Francfort, est revenu de 2,61 DM à 2,58 DM contre 2,62 DM, de 8,04 F à 7,97 F. Ce débaissement est attribué à une légère baisse des taux d'intérêt à New-York et, contrairement à l'attente générale, la Banque fédérale n'a pas élevé son taux d'escompte.

(Publié)

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE NANTERRE

Avenue Pablo-Picasso (entre l'avenue Joliot-Curie (D 131) et la rue Edgar-Quinet).
Classement dans la voirie départementale sous l'immatriculation chemin départemental n° 23 A.

Le public est informé qu'un arrêté préfectoral en date du 15 mars 1984 a prescrit une enquête publique concernant le projet susvisé sur le territoire de la commune de Nanterre.

Les plans de dossier concernant cette enquête seront déposés pendant quatre jours consécutifs, du 16 avril au 19 mai 1984 inclus à la mairie de Nanterre, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, le samedi de 8 h 30 à 12 h.

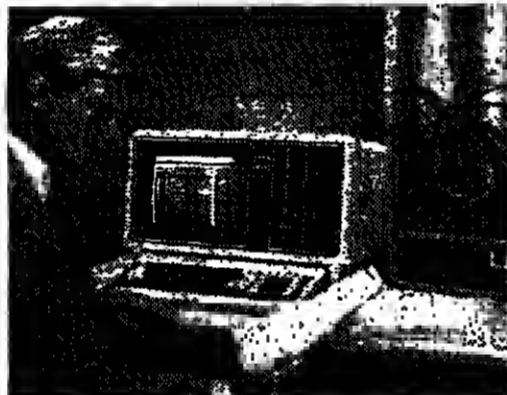
Les personnes désirant donner un avis sur ce projet pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux cités ci-dessus. Elles pourront de même les adresser à M. Pierre Cuisinier, directeur départemental honoraire des P.T.T., demeurant 14, rue Mozart, 92700 Colombes, nommé Commissaire Enquêteur.

À l'issue de cette enquête, les copies des conclusions de Commissaire Enquêteur seront mises à la disposition du public, en la Mairie de Nanterre et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, Direction Départementale de l'Équipement, accord de Public, niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est affichée en application de l'article R. 11.4 du Code de l'Équipement pour cause d'utilité publique.

Le TRS-80 Modèle 12.

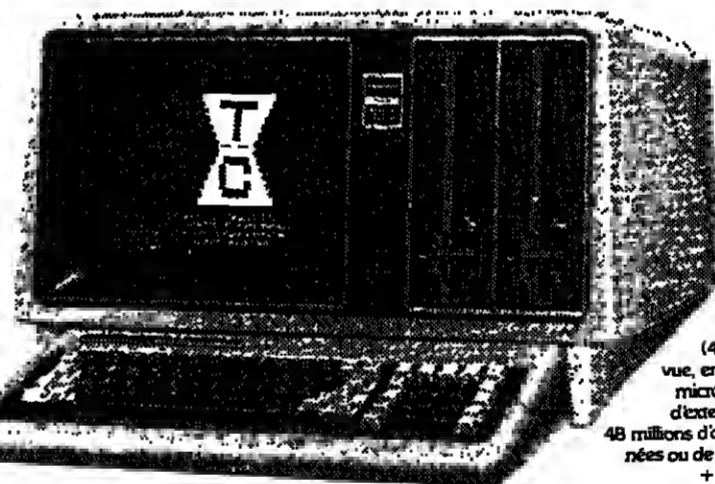
Sa structure modulaire en fait le micro-ordinateur aisément adaptable au développement de votre entreprise.



De la comptabilité au traitement de texte, en passant par l'analyse financière, les stocks, la facturation, la paye... le micro-ordinateur TRS-80 Modèle 12 couvre tous les secteurs d'activité de la plupart des entreprises. Voilà pour le présent. Mais il est intéressant de savoir qu'en donnant la préférence à ce précieux auxiliaire, vous prenez une excellente option sur l'avenir. Conçu, en effet, dans une optique d'extensibilité, le Modèle 12 suit aisément l'évolution et la croissance de vos activités. Une certitude plutôt rassurante, non ?

Investissement judicieux, le Modèle 12 est bien l'outil de gestion par excellence des entreprises soucieuses de rentabilité et d'efficacité. Aujourd'hui et demain.

Pour vous en convaincre, adressez-nous le coupon ci-dessous et vous recevrez une documentation détaillée. Ou mieux : venez exposer vos besoins informatiques dans l'un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.



Microprocesseur 7.80A 8 bits (4 MHz). Structure modulaire en vue, entre autres, de l'adjonction d'un microprocesseur 16 bits. Possibilité d'extension sur disques durs jusqu'à 48 millions d'octets pour le stockage de données ou de programmes - Mémoire : 64 K + 16 K - Clavier Azerty accentué.

Modèle illustré : 262-4005, avec 2 unités de disques souples

39.995F* (TVA 18,60% incl.)

Il existe également un Modèle 12 avec 1 unité de disques souples (réf. 262-4004)

32.995F* (TVA 18,60% incl.)

TRS-80®

Exclusivement chez
Tandy®

- Fiabilité exemplaire : le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace : deux formules de Contrat de Service (en nos ateliers ou maintenance sur site).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en micro-informatique (une centaine en Europe).
- Formation dans nos Centres Ordinateurs.

TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.

* Prix au 1^{er} novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

Tandy®

TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (M. J. Bessefou)
211-223, boulevard MacDonaki - 75009 PARIS - Tél. (1) 72820339

Je m'intéresse à savoir plus sur le TRS-80 Modèle 12

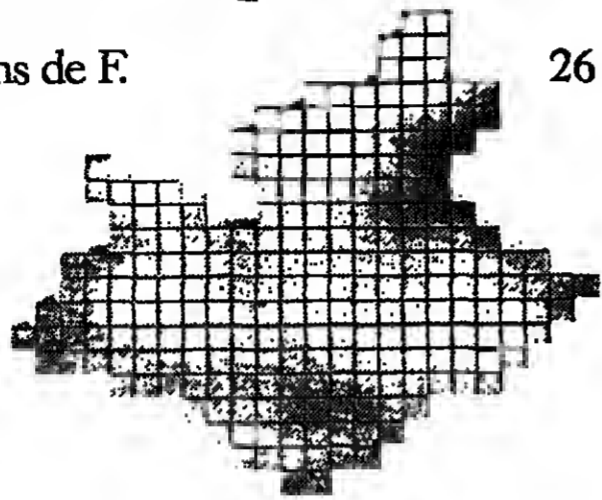
Nom _____ Code postal _____
Profession _____
Rue _____
Boîte _____
Localité _____ Tél. _____

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pour construire le futur avec passion. Emprunt Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

810 millions de F.

26 Mars 1984



14,10%

Émission de 162.000 obligations de 5.000 F. Prix d'émission : le pair.
Jouissance, règlement : 9 avril 1984. Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,10%

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne.
Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.
Une note d'information (visé C.O.B. n° 84.56 du 22.03.84) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L.
56, rue de Lille - 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la **CAECL**

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LOCATEXTE
vous livre rapidement le
VISIOTEXTE
IBM

PRIX PUBLIC 88 860 F.H.T.
PRIX LOCATEXTE 80 000 F.H.T.

PIERRE BACHET
293.08.44

Matériel neuf sous garantie

Ecran. Clavier. Module électronique 256 K.
Lecteur de disquette grande capacité 2 D.
Imprimante 80 CPS. Alimentation feuilles.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE
GESTION DE
PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires
d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____



souhaite recevoir une brochure détaillée du
2^e cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

TENNIS
entraînement et stages
pour débutants
aux portes de Paris
Tél: 628.02.32 (4 lignes)

**robetterie
sanitaire**
à fermeture automatisée

**économie
d'EAU**
documentation sur demande

**LES ROBINETS
PRESTO**
7, rue Racine - B.P. 551
92542 Montrouge Cedex
Tél. : 655.07.70
Batiment stand Presto n° 7342

augmentation de capital

en numéraire de F 25 400 300
à F 31 750 300 par l'émission de
63 500 actions nouvelles
de F 100 nominal :

DAFSA

Siège social :
125, rue Montmorency - 75002 Paris
R.C.S. - Paris B 732 030 432

Prix d'émission : F 300
Jouissance : 1^{er} janvier 1984
Droit de souscription :
• à titre irréductible : une action nouvelle pour quatre actions anciennes
• à titre réductible : souscriptions admises
Délai de souscription : du 5 mars au 4 avril 1984
Lieux de souscription : Banque Indosuez
Une note d'information, qui a reçu le visa de la C.O.B. n° 84.26 en date du 14 février 1984, est à la disposition du public.
BALO du 27 février 1984.

S.I. EST

Société d'investissement
à capital variable

L'assemblée générale ordinaire du 22 mars 1984 a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un montant distribuable de 20 782 839,07 F.

Le dividende revenant à chacune des actions composant le capital social a été fixé à 34,70 F assorti d'un avoir fiscal de 4,17 F.

Ce dividende, qui sera mis en paiement contre remise du coupon n° 53 pour les actions au porteur, se décompose comme suit :

- Revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : 21,41 F + crédits d'impôt 1,22 F, soit 22,63 F dont 1,17 F provenant de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 et de l'emprunt d'Etat 4,50 % 1973 et 6,02 F de primes de remboursement, ces deux sommes étant exonérées de l'impôt sur les personnes physiques.

- Autres revenus : 13,29 F + crédit d'impôt 2,95 F soit 16,24 F dont 3,49 F + 1,90 F de crédit d'impôt provenant d'actions françaises et ouvrant éventuellement droit à abatement.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a décidé le détachement du coupon n° 5 avril 1984 et a décidé de donner aux actionnaires la possibilité de réinvestir, jusqu'au 5 juillet 1984 inclus, le montant du dividende qui leur est versé, en actions de la société sans frais ni commission.

B
BOTTIN

DIDOT-BOTTIN
Fondé en 1796

Réunie le 21 mars 1984 sous la présidence de M. Vincent Hollard, l'assemblée générale ordinaire a approuvé, à l'unanimité, les comptes et le bilan de l'exercice clos le 30 septembre 1983.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de 15 F par action, assorti de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 F.

Le dividende (coupon n° 38) sera mis en paiement à compter du 9 avril 1984.

L'assemblée a renouvelé le mandat de M. Jean Verrier, administrateur directeur général de Didot-Bottin, pour une durée de six ans. Elle a, en outre, nommé M. Philippe Clément comme administrateur pour une durée égale.

SOURCE PERRIER

L'assemblée générale ordinaire, tenue à Voreppe (Gard) le 23 mars 1984, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1983, se soldant par un bénéfice net de 119 509 246 F, contre 92 268 475 F pour l'exercice précédent (+ 30 %).

Le résultat consolidé s'est élevé, à la même date, à 176 761 957 F, contre 118 792 301 F au 30 septembre 1982 (+ 49 %).

Elle a décidé la distribution d'un dividende de 9,45 F par action, soit 14,175 F compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor. Ce dividende sera mis en paiement le 28 mars 1984 contre remise du coupon n° 45.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO

Les dossiers d'appel d'offres pour le ramassage des ordures ménagères dans le centre-ville du district de Bamako peuvent également être retirés contre 200 F.F. à l'Ambassade du Mali :
89, rue du Cherche-Midi
75006 Paris

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW-YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE
DE DIAMANTS
ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Souscrivez le 1/7 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/232.07.08 - Belgium



RÉSULTATS 1983 D'ESSO SAF

En cours de sa réunion du 23 mars 1984, le conseil d'administration d'ESSO SAF a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le résultat des activités de raffinage-distribution est une perte comptable de 88 millions de francs, après réintégration de provisions au niveau de 680 millions de francs. Compte tenu du dividende reçu d'ESSO REP de 422 millions de francs, le résultat net comptable d'ESSO SAF est un profit de 334 millions de francs. Cela se compare à la perte nette de 54 millions de francs pour l'exercice précédent.

Le conseil recommandera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende net de 20 F par action, soit 238 millions de francs, identiques à celui des trois exercices précédents.

La société ajoute les commentaires suivants :

Déjà en perte au premier semestre, les résultats des activités de raffinage-distribution se sont encore dégradés au second semestre, par suite de décisions arbitraires des pouvoirs publics modifiant la formule de prix des produits, et notamment imposant pour le calcul une

valeur de dollar inférieure à son cours réel. De telles décisions bouleversent les résultats des sociétés et compromettent à la fois la justification et le financement des investissements nécessaires au maintien d'une industrie de raffinage compétitive en France. Il est donc absolument indispensable que la formule instituée en mai 1982 soit désormais correctement appliquée.

Par ailleurs, les pouvoirs publics ont levé en 1983 certaines obligations de stockage. Cette mesure a permis un déstockage important, qui a rendu disponible un profit sur stocks qui avait été consacré au cours des années antérieures en période de forte hausse du cours du pétrole brut. La société a décidé de réintégrer une partie de la provision pour fluctuation des cours, pour tenir compte de la réduction structurelle du volume de ses stocks ainsi que de la baisse de valeur unitaire du stock intervenue en 1983.

Hors effet prix sur stocks et hors réintégration de provisions, le résultat économique, qui représente le résultat constant de l'exercice pour les activités de raffinage-distribution, est une perte de 668 millions de francs.

	1982	1983
Ventes sur le marché intérieur (KI)	10 246	9 308
Marge brute d'autofinancement comptable (hors dividende ESSO REP) (MCF)	(144)	(449)
Élimination de l'effet prix sur stocks	(1 415)	100
Marge brute d'autofinancement économique (hors effet stocks)	(1 559)	(349)
Amortissements et provisions	(288)	(319)
Résultat économique activités raffinage-distribution (hors effet stocks)	(1 847)	(668)
Variation de la valeur des stocks à volume constant	1 415	(100)
Réintégration de provision pour fluctuation des cours	-	680
Résultat net comptable raffinage-distribution	(432)	(88)
Dividende reçu d'ESSO REP	378	422
Résultat net comptable ESSO SAF	(54)	334

COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Roger Pabot-Marmont, le 21 mars 1984, pour arrêter les comptes de l'exercice 1983.

Celui-ci se soldent par un bénéfice de 72 592 508,87 francs qui incorpore des plus-values nettes de cession à long terme pour 39 490 744,46 francs.

En 1982, le résultat avait été de 47 674 968,12 francs dont 26 635 839,59 francs de plus-values à long terme.

Le résultat de l'exercice 1983 inclut un solde exceptionnel de dividendes de 11 660 448,50 francs comptabilisé dans les revenus du portefeuille de titres de participations et au montant de 21 223 269,82 francs de plus-values

nettes à long terme relatives aux cessions de titres C.D.M.E.

Pour tenir compte des recommandations gouvernementales concernant la modulation de l'évolution des dividendes, le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, appelée à se réunir le 16 mai 1984, un dividende de 19 francs par action contre 16,80 francs en 1983 et 18 francs en 1982. A ce dividende de 19 francs s'ajoutera un avoir fiscal de 9,50 francs, soit un total de 28,50 francs.

Le conseil d'administration a coopté au cours de cette séance M. Didier Piffier en remplacement de la société Pichlertron démissionnaire et proposera à l'assemblée l'élection de M. Gilles Brac de La Perrière.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14,80 % - 1980

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1983 au 31 mars 1984 seront payables à partir du 1^{er} avril 1984 à raison de 262,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 29,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 43,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 216,10 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série des numéros 178 034 à 244 471 sortis au tirage au sort du 31 janvier 1984 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 5 au 1^{er} avril 1983 inclus.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, caisses des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la CNT, 3, rue de l'Arrivée, Paris (15^e), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Société générale, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Ban-

que de l'Indochine et de Suez, Banque de Neufville-Schumberger-Mallet, Banque Paribas, Banque de l'Union européenne, l'Européenne de banque, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Caisse centrale des banques populaires, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Lazard Frères et C^o, Société centrale de banque, Société générale ancienne de banque, Société générale de crédit, Caisse des dépôts et consignations, Crédit agricole.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT;

- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés;

- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 462 985 à 550 484, 649 993 à 693 742 et 364 921 à 412 230 sont respectivement remboursables depuis le 1^{er} avril 1981, le 1^{er} avril 1982 et le 1^{er} avril 1983.

Joly, incite

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 mars

Effritement

Pas terrible la séance de mardi à la Bourse de Paris...

Sur le «parquet», on parlait de sujets sans rapport avec les problèmes financiers...

A leur avis, abstraction faite du facteur new-yorkais, dans le cadre de la situation actuelle...

Deux secteurs, dans les travaux, étaient jugés défavorables...

Les actions Crouzet-Lore ont été réajustées à la hausse (+ 7,3%)...

La devise-titre a continué de s'affaiblir et s'est échangée entre 9,83 F et 9,88 F...

Avec l'effet dollar, à Paris, le lingot a baissé, cotant successivement 100 050 F...

Nouvelle augmentation du volume des transactions: 18,67 millions de francs...

NEW-YORK

27 mars

Irégulier

La semaine s'est ouverte sur une note très calme à Wall Street...

C'est toujours le statu quo. Autour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur la réunion de la commission de l'«open market»...

Sur le front des sociétés, les premiers résultats pour les trois mois écoulés ne tomberont pas avant quelques semaines...

Le bilan de la journée a été sans surprise: sur 1 946 valeurs traitées, 805 ont progressé, 684 ont baissé et 458 n'ont pas varié.

Table with columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour. Lists various stocks and their price movements.

BOURSE DE PARIS Comptant

27 MARS

Main table for Paris stock market. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Includes sections for Valeurs, Obligations convertibles, and Actions au comptant.

SECONDE MARCHÉ

Table for Second Market. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists various international and domestic securities.

Hors-cote

Table for Hors-cote. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists securities not included in the main market.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SALISIGNÉ. - Cette société, qui exploite la plus grande mine d'Europe, située à Salisigné, près de Carcassonne (Aude)...

La société des Mines et Produits chimiques de Salisigné, dont 47% du capital est détenu par la Compagnie française de mines (CFM)...

TELEMECANIQUE. - Le redressement du groupe s'est poursuivi en 1983 et, pour un chiffre d'affaires consolidé accrû de 9% à 4,215 milliards de francs...

SOVAC. - Les actions de la société ont réajusté leur cours à la Bourse sur le second marché. Trois millions de titres, car, alors que 400 000 titres étaient mis à la disposition du public le 26 mars...

INDICES QUOTIDIENS (BASE 100 = 31.03.1983) DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31.03.1983) TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (base 100 = 27 mars) COURS DU DOLLAR À TOKYO (base 100 = 27 mars)

Règlement mensuel

Table for monthly settlement. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists various securities and their price movements.

COTE DES CHANGES

Table for exchange rates. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists various currencies and their exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for gold market. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists various gold-related securities and their prices.

Table for daily indices and exchange rates. Columns: Valeurs, Cours de la veille, Cours du jour, % de variation. Lists various indices and exchange rates.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- 2. POLICE ET JUSTICE : « Des réformes, pas le combat des chefs », par Alain Deschamps et Jean Dubreuil; « Un grand corps malade », par Nicole de Hautecloque.
 - 11. La Vie quotidienne des résistants, de l'armistice à la Libération, d'Henri Noguerès.
- ÉTRANGER**
- 3-4. AFRIQUE - La mort de Sekou Touré.
 - 4. AMÉRIQUES
 - 5. EUROPE
 - 6. DIPLOMATIE - Le voyage du président de la République aux États-Unis.
 - 6. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
- 7. Un livre d'Eric Roussel : Une histoire de la République pompidouienne.
 - 8. Le premier ministre regrette le manque de discrétion dans la police parisienne.
- SOCIÉTÉ**
- 10. La croissance des dépenses de santé s'est fortement ralentie en 1983.
 - Une déclaration au Monde du secrétaire général de l'enseignement catholique.
 - Faits divers : Des brigades de commerçants dans le Rhône.
 - 11. AU CONSEIL DE PARIS : la gauche conteste le choix de la majorité municipale concernant 60 000 m² de bureaux dans l'est de la capitale.
 - 12. ÉCHECS.
- CULTURE**
- 13. MUSIQUE : Diction et Enée, à l'Opéra-Comique.
 - ACTION CULTURELLE : la crise des institutions.
 - CINÉMA : les films de femmes, à Sceaux.
 - 16. COMMUNICATION : le meeting sur la presse à la Mutualité.
- ÉCONOMIE**
- 29. CEE : la négociation agricole bloquée par l'Irlande.
 - 30. INDUSTRIE : la restructuration de la sidérurgie.
 - 31. ÉTRANGER : le gouvernement belge devrait gagner la bataille de l'austérité.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (12) :

Vie associative : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto.

Amorces classées (17 à 28) ; Carnet (11) ; Programmes des spectacles (14 à 16) ; Marchés financiers (33).

Le numéro de « Monde » daté 27 mars 1984 a été tiré à 493 065 exemplaires

N° 73 Sortie le 16 mars 84



DANS CE NUMÉRO :
J.L. Servan-Schreiber : portrait d'un patron
Livres : le poids d'Apostrophes
Informative : une presse et ses publics
Cinéma : stars 84 Hitchcock et Proust
Films pub : l'offensive vidéo
TV : FR3 ne renonce pas

MÉDIAS

VENTE EN KIOSQUE

A B C D E F G

LE GÉNÉRAL DE GENDARMERIE GUY DELFOSSE TUÉ AU COURS D'UN HOLD-UP A LYON

Le général de gendarmerie Guy Delfosse, cinquante-neuf ans, commandant la cinquième région de gendarmerie, a été tué au cours d'un hold-up, qui a eu lieu, mardi 27 mars, vers 12 h 15, dans une succursale de la BNP, rue Victor-Hugo à Lyon. Le général, qui se trouvait sur les lieux en compagnie de plusieurs officiers, aurait voulu s'interposer entre les clients de la banque et les deux auteurs du hold-up. C'est alors qu'il aurait été atteint de plusieurs coups de revolver et achevé d'une balle dans la tête. Les deux malfaiteurs ont réussi à prendre la fuite.

L'affaire des avions renifleurs

L'ERAP A RÉCUPÉRÉ 150 MILLIONS DE FRANCS

L'ERAP, société mère d'ELF-Aquitaine, a récupéré, lundi 26 mars, environ 150 millions de francs français sur l'argent dépensé dans l'affaire dite des « avions renifleurs », a annoncé mardi, un représentant de M. Christian Goux qui dirige les travaux de la mission parlementaire sur cette affaire.

Le montant récupéré lundi par l'ERAP correspond presque exactement à la somme française de 14 millions de francs que l'entreprise américaine de Louvain-la-Neuve avait dépensés par M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union des banques suisses lors des transactions entre l'ERAP et les « inventeurs » (le Monde du 16 mars).

La crise de la sidérurgie lorraine

L'ENSEMBLE DES SYNDICATS APPELE A LA GRÈVE LE 28 MARS

L'ensemble des organisations syndicales de la sidérurgie et des mines de fer lorraines (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC) a lancé ce matin d'ordre de grève commune de vingt-quatre heures et appelé à participer à un rassemblement à Metz (Moselle) pour mercredi 28 mars, veille du jour où le conseil des ministres doit adopter des décisions sur la sidérurgie.

« M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, ancien député socialiste de la Dordogne, a assisté lundi 26 mars, à Brantôme, à la célébration du quarantième anniversaire de l'exécution par les Allemands de vingt-cinq résistants, parmi lesquels se trouvait son père, Jean Dumas, chef de réseau.

« L'équipe de France de football contre l'Autriche - Pour rencontrer la sélection autrichienne, mercredi 28 mars à Bordeaux, l'équipe de France aura la composition suivante : Bats ; Battiston, Le Roux, Bossis, Amoros, Tigana, Genghini, Fernandez, Girresse (cap.) ; Lacombe, Bellone. Le match sera retransmis en direct sur Antenne 2.

(Publicité)

Au Liban Les forces de sécurité intérieures prendront la relève des unités françaises

Beyrouth, (AFP) - Le comité quadripartite de sécurité est parvenu lundi 26 mars à un accord concernant la relève des éléments du contingent français de la force multinationale, qui ont amorcé dimanche leur départ définitif de Beyrouth. Aux termes de cet accord en trois points, il est convenu que les forces de sécurité intérieures libanaises (FSI-gendarmerie) prendront la relève dans les positions où se trouvent actuellement les éléments du contingent français.

Les autorités compétentes ont été invitées à préparer et à équiper les gendarmes afin qu'ils puissent occuper les positions françaises avant le retrait du contingent.

Le comité, formé de représentants de l'armée libanaise, des milices druze, chrétienne et chiite, est convenu de neutraliser la zone où se trouve actuellement le contingent français, située sur le « passage du musée » entre les deux secteurs de Beyrouth, et de maintenir la libre circulation sur ce passage. Les difficultés parties en présence se sont engagées à ne pas « profiter de l'occasion pour améliorer leurs positions sur le terrain ».

L'ambassadeur de France au Liban, M. Fernand Wibaux, a assisté à une partie de la réunion tenue à proximité de la résidence des Pins, quartier général du contingent français à Beyrouth, et a exprimé le souhait de son gouvernement de voir appliquer ces arrangements.

M. Wibaux a informé les membres du comité quadripartite de sécurité de la décision du gouvernement français d'envoyer prochainement des observateurs à Beyrouth pour participer à la restauration du calme dans la prochaine étape.

Selon une source bien informée, une quarantaine d'observateurs, des officiers et des sous-officiers français, arriveraient d'ici la semaine prochaine et seraient installés le long de la ligne de démarcation. Le comité quadripartite décidera, lors d'une prochaine réunion, des emplacements de ces observateurs.

Quant aux soldats français, ils n'étaient plus lundi à Beyrouth que 1 007, plus une centaine de gendarmes chargés de la protection de la résidence de l'ambassadeur et de l'annexe de la chancellerie à Baabda (banlieue est). Mardi, le car-ferry l'Estérel devrait à nouveau accoster au port de Beyrouth pour embarquer d'autres soldats français. L'opération de retrait sera achevée d'ici au 31 mars.

Sur le terrain, la situation s'est nettement détériorée dans la montagne, à Beyrouth et dans sa banlieue lundi après-midi. Des obus tombés à Beyrouth-Est ont fait, selon un premier bilan, cinq morts et une vingtaine de blessés civils.

Enfin, le Djihad islamique, organisation clandestine qui s'est revendiquée plusieurs attentats contre la force multinationale, s'est félicité, dans un appel à une agence étrangère, du retrait français et a demandé le départ immédiat du leader druze Walid Joubilant de Beyrouth. Cette organisation a affirmé rejeter « sur M. Joubilant l'entière responsabilité de l'humiliation infligée aux musulmans de Beyrouth » et demande à « tous les musulmans de quitter le PSP d'ici au 30 avril, sinon ils seront exécutés ».

MORT DE PAUL MARTIN FONDATEUR DE LA GALERIE DE FRANCE

Paul Martin, fondateur de la Galerie de France, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

(Ancien industriel lyonnais et amateur d'art, Paul Martin avait ouvert un 8 Février 1942, rue du Faubourg St-Honoré, une galerie d'art, à laquelle il donna le nom de Galerie de France. L'allusion ve de se : pendant l'occupation allemande c'était sa façon de résister au hantage culturel mené dans Paris par les intellectuels collaborateurs, de résister aussi au courant pompier d'Arno Breker, le sculpteur de Hitler.

Paul Martin exposait des jeunes artistes français, et surtout beaucoup de leur peinture les couleurs du drapeau national. C'étaient, notamment, Matisse, le Moai, Singier, Tal Coat.

C'est à la fin de l'année 1950 qu'il céda sa galerie à un jeune marchand, G. Caputo, qui allait, avec Myrtilin Prévot, ouvrir une autre page de l'histoire de cette galerie et avec de l'art contemporain à Paris.

Créateur, vers 1933, de la Société des amateurs d'art et des collectionneurs, qui organisait des expositions, Paul Martin fut longtemps, après la Libération, président du Comité professionnel des galeries d'art.

« La comédienne Anne-Marie Coffinet est morte le 26 mars d'un cancer à l'hôpital de Créteil. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

L'ATTENTAT CONTRE LE CONSUL AMÉRICAIN A STRASBOURG EST REVENDIQUÉ PAR LES « FRACTIONS ARMÉES RÉVOLUTIONNAIRES LIBANAISES »

Les fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) ont revendiqué, le 26 mars, dans une lettre à l'Agence France-Presse, l'attentat commis le matin même contre le consul général des États-Unis à Strasbourg, M. Robert Owen Howe (le Monde du 27 mars). Selon ce communiqué, M. Howe était « bien connu pour ses activités comme membre de la CIA », et les FARL reprochent, à travers cet attentat, « l'agression impérialiste américaine contre le peuple libanais » et les « manigances des impérialistes français qui essaient de canoniser leur intervention au Liban ».

L'information concernant les activités du consul général a été jugée « parfaitement absurde » par l'ambassade des États-Unis à Paris.

Sans le privilégier, les policiers de Strasbourg retiennent comme plausible l'hypothèse d'un attentat commis par les FARL. Ce groupe terroriste, dont les liens avec l'Action directe ont été prouvés, avait déjà revendiqué les meurtres de Charles Ray, attaché militaire à l'ambassade américaine à Paris, le 18 février 1981, et de Yacoub Barsimontov, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël en France, le 3 avril 1982.

M. MAUROY : l'action des casseurs est inacceptable

M. Pierre Mauroy, qui était, mardi matin 27 mars, l'invité du journal d'Europe 1, a sévèrement condamné les violences commises la veille au cours des manifestations paysannes, en particulier dans le Nord. M. Valéry Giscard d'Estaing s'abuse et nous abuse », répondant également à l'ancien chef de l'État sur la durée de l'« expérience socialiste ». M. Mauroy a ajouté : « Nous en sommes à l'aube du socialisme. Le socialisme est en train de s'installer en Europe comme il s'installe dans le monde ».

Après des négociations salariales dans la fonction publique, le premier ministre a indiqué : « Il est tout à fait normal que les fonctionnaires essaient d'avoir un pouvoir d'achat amélioré, mais, en masse, ce pouvoir d'achat est tout à fait maintenu. Il est essentiel, toutefois, de tenir les normes de la politique de rigueur telles qu'elles ont été définies par le gouvernement. » Il a de plus précisé que l'augmentation de 1 % accordée aux fonctionnaires au 1^{er} avril prochain était « pour 1984 », ajoutant qu'« en tout cas » la discussion salariale pour 1984 « n'a pas encore été ouverte » la réunion de ce mardi 27 mars n'étant consacrée qu'à des salaires.

Interrogé sur les réactions organisées par l'opposition contre le projet de loi sur la presse, le premier ministre a affirmé : « Je ne finirai pas d'être scandalisé par ces gens qui manifestent au nom de la liberté de la presse et qui en cause ! »

Enfin, parlant du départ des soldats français du Liban, M. Mauroy a souligné : « Les Français sont allés jusqu'au bout, ils sont restés après les autres et s'en vont au moment où le problème est essentiellement libanais. Nous n'avons pas à rester dans un pays qui a des problèmes dont les solutions appartiennent aux Libanais. Il appartient à l'ensemble des communautés libanaises d'apporter des solutions à leurs problèmes propres. Dans ces conditions, il est légitime que les Français s'en aillent du Liban. »

M. Le Pors réunit les fédérations de fonctionnaires sur les bas salaires

Pour la première fois depuis la grève du 8 mars dans la fonction publique, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a réuni, le 27 mars au matin, les fédérations de fonctionnaires. Était à l'ordre du jour de cette réunion non la politique salariale, mais « l'étude d'une seconde étape de réaménagement des carrières du bas de la grille indiciaire de la fonction publique ».

A la veille de cette réunion, M^{me} Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires, a souligné devant la presse que « la bataille des salaires est loin d'être finie ». Elle a réclamé la suppression de la catégorie D, alors qu'un décret en date du 19 mars 1984 (publié au Journal officiel du 22 mars) précise, avec effet au 1^{er} janvier 1983, l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D. Ainsi la catégorie D, échelle I, comprend huit échelons et chacun des groupes III à VII de la catégorie C dix échelons. Tout en étant prêts à discuter de

Sur le vif Un patient énervant

J'attendais mon tour, au service des urgences. L'autre jour, aux Quinze-Vingts, un hôpital parisien où l'on soigne les yeux. C'était l'angoisse. Je voyais passer des mouches devant les yeux. On était une bonne demi-douzaine, plutôt mal en point : un vieux clochard à la ombre fleurie venu demander une carotte blanche ; une bavarde qui nous gratifiait d'un radio-reportage sur ses états d'âme et de santé ; papillonnements, palpitations, perpétuité ; un monsieur au sourire de lait et au regard assorti ; un autre très distingué et un peu enroué ; il ne voit plus les marches d'escalier, ça l'oblige à les descendre sur le dos.

La-dessus, surgit du capot des consultations un Maghrébin tout fier, tout rond, un teint de brunon, l'œil frais, la démarche distillée. Furax ! Qu'est-ce que cet hôpital de croûte qui refuse d'hospitaliser les gens et qui se contente de délivrer des ordonnances ! Voilà ce qu'il en fait, de leur ordonnance. La déchire sous nos yeux dilatés par de fortes giclées de collyre. Les infirmiers de service, un Blanc, un Noir, essayent de le rassurer gentiment : allons, allons, ce n'est rien, il va très bien, un peu d'aspirine et au revoir les migraines.

Exit le Maghrébin. Qui se repointe dix minutes plus tard, suivi par l'administrateur de l'établissement. Qu'est-ce qui se passe ? Vous ne vous occupez pas de ce client. Il se plaint. Il a attendu pour rien. On lui explique que, bon, il a été examiné, qu'on n'a rien trouvé et que... L'administrateur repart comme il est venu, au coup de vent. Il ne veut pas d'histoires. Le Maghrébin, lui, se jette sur une chaise et mime la tête entre les mains, toutes les affaires de la douleur et du désespoir. On se regarde sans parler mot.

Il se relève, il ressort et il revient sur les talons, cette fois, d'une dame chargée de l'accueil des étrangers. Elle est indignée : en voilà des façons de traiter les gens ! Pourquoi n'y aurait-il pas un lit pour monsieur ? Sinon un lit, au moins un arête de sommeil. Alors, là, le médecin qui l'a vu, une jeune femme dynamique et débordante, sort de son cabinet et explique, avec une patience d'ange, la situation. Qui en dénoue, comme au théâtre, par ce mot de la fin lancé par le Maghrébin : si ça avait été un autre, vous vous seriez comporté autrement.

Ah, ça, qui l'écoupe le cœur des patients. Un Français, on l'aurait vite vite fait. Tandis que là, on a tellement peur de passer pour raciste...
CLAUDE SARRAUTE.

M. MAUROY : l'action des casseurs est inacceptable

M. Pierre Mauroy, qui était, mardi matin 27 mars, l'invité du journal d'Europe 1, a sévèrement condamné les violences commises la veille au cours des manifestations paysannes, en particulier dans le Nord. M. Valéry Giscard d'Estaing s'abuse et nous abuse », répondant également à l'ancien chef de l'État sur la durée de l'« expérience socialiste ». M. Mauroy a ajouté : « Nous en sommes à l'aube du socialisme. Le socialisme est en train de s'installer en Europe comme il s'installe dans le monde ».

Après des négociations salariales dans la fonction publique, le premier ministre a indiqué : « Il est tout à fait normal que les fonctionnaires essaient d'avoir un pouvoir d'achat amélioré, mais, en masse, ce pouvoir d'achat est tout à fait maintenu. Il est essentiel, toutefois, de tenir les normes de la politique de rigueur telles qu'elles ont été définies par le gouvernement. » Il a de plus précisé que l'augmentation de 1 % accordée aux fonctionnaires au 1^{er} avril prochain était « pour 1984 », ajoutant qu'« en tout cas » la discussion salariale pour 1984 « n'a pas encore été ouverte » la réunion de ce mardi 27 mars n'étant consacrée qu'à des salaires.

Interrogé sur les réactions organisées par l'opposition contre le projet de loi sur la presse, le premier ministre a affirmé : « Je ne finirai pas d'être scandalisé par ces gens qui manifestent au nom de la liberté de la presse et qui en cause ! »

Enfin, parlant du départ des soldats français du Liban, M. Mauroy a souligné : « Les Français sont allés jusqu'au bout, ils sont restés après les autres et s'en vont au moment où le problème est essentiellement libanais. Nous n'avons pas à rester dans un pays qui a des problèmes dont les solutions appartiennent aux Libanais. Il appartient à l'ensemble des communautés libanaises d'apporter des solutions à leurs problèmes propres. Dans ces conditions, il est légitime que les Français s'en aillent du Liban. »

M. Le Pors réunit les fédérations de fonctionnaires sur les bas salaires

Pour la première fois depuis la grève du 8 mars dans la fonction publique, M. Anicet Le Pors, secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a réuni, le 27 mars au matin, les fédérations de fonctionnaires. Était à l'ordre du jour de cette réunion non la politique salariale, mais « l'étude d'une seconde étape de réaménagement des carrières du bas de la grille indiciaire de la fonction publique ».

A la veille de cette réunion, M^{me} Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires, a souligné devant la presse que « la bataille des salaires est loin d'être finie ». Elle a réclamé la suppression de la catégorie D, alors qu'un décret en date du 19 mars 1984 (publié au Journal officiel du 22 mars) précise, avec effet au 1^{er} janvier 1983, l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D. Ainsi la catégorie D, échelle I, comprend huit échelons et chacun des groupes III à VII de la catégorie C dix échelons. Tout en étant prêts à discuter de

Criquet de steiner

REMISE -15%

JUSQU'AU SAMEDI 14 AVRIL

140 x 190, (sans les pieds coussins) PRIX NORMAL 8.910 AVEC REMISE 7.320 F

CONVERTIBLE à sommier à lattes de bois couchage 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190 Tissue Barré Marine rougegrain

CAPÉLOU DISTRIBUTEUR 37, av. de la REPUBLIQUE 75011 PARIS - Tél. 337.46.33 - Métro Parmentier

mars!

Un mois étonnant chez **NEUBAUER**

pour tout achat d'une **305 PEUGEOT** essence ou diesel **TALBOT SOLARA** **TALBOT HORIZON**

Le bon prix - le bon service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

TREZ BIEN PLUS DE VOTRE

IBM PC

ORDI

30 F chez votre marchand de journaux

Journal